

Les élections en Thaïlande sont un échec pour les militaires

LIRE PAGE 38 L'ARTICLE DE NOTRE CORRESPONDANT PATRICE DE BEER

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,20 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 50 c.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 10 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 75 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 200 l.; Liban, 125 p.; Luxembourg, 10 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,50 fr.; U.S.A., 60 cts.; Yougoslavie, 2 n. din. Tarif des abonnements page 24

MANIFESTANT SA VOLONTÉ DE DIALOGUE

L'OPEP demande que la conférence

Le président Sadate à Paris

La visite du président Sadate, du 27 au 29 janvier, est la première qu'un chef d'Etat égyptien accomplit à Paris depuis plus d'un demi-siècle. C'est un événement de taille à plus d'un égard.

À en juger par l'ordre du jour des conversations ainsi que par la qualité des membres des deux délégations, on pourrait soutenir qu'il ne s'agit que d'un « voyage d'affaires ». Mais tout indique que les questions politiques constitueront le thème central des conversations. L'Égypte voudrait ébaucher un dialogue permanent avec un Etat qui se considère comme le chef de file de l'Europe occidentale, et se dégage ainsi de la double emprise américaine et soviétique. La politique d'« indépendance nationale » de M. Sadate rejette les préoccupations de M. Giscard d'Estaing lequel cherche à consolider les positions de la France, voire de l'Europe occidentale, dans le monde arabe, au sein duquel l'influence de l'Égypte est traditionnellement prédominante.

À cet effet, les deux chefs d'Etat ont exprimé le vœu, dans des interviews — l'une accordée au « Monde », l'autre reproduite par l'Agence de presse du Moyen-Orient — que la France puisse prendre une part active dans la solution du conflit israélo-arabe. M. Sadate a suggéré que la sécurité d'Israël et celle des pays arabes soient garanties non seulement par les États-Unis et l'U.R.S.S., mais aussi par les membres permanents du Conseil de sécurité, notamment la France. M. Giscard d'Estaing a repris l'idée à son compte, en affirmant que les États du Proche-Orient devraient être dotés de « frontières sûres et garanties », plutôt que de « frontières sûres et reconnues », selon les termes de la résolution 242 du Conseil de sécurité.

Serait-il question de l'admission de la France à la conférence de la paix à Genève ? Ou envisage-t-on l'invitation d'autres États « non engagés » dans une phase ultérieure de la négociation ? La question — qui paraît prématurée — serait malgré tout examinée.

L'objectif commun des conversations paraît être d'établir un nouvel axe Paris-Le Caire, qui permettrait, selon les termes du président Sadate, de favoriser une étroite coopération non seulement sur le plan international, mais encore dans le domaine culturel, militaire et économique.

De nombreux projets ont de bonnes chances d'aboutir, dont le système dit des « joint ventures », de caractère triangulaire : la main-d'œuvre égyptienne, la technologie française et les capitaux arabes (provenant des pays pétroliers) se conjugueraient pour la création de diverses entreprises destinées à doter l'Égypte d'une infrastructure moderne et de nouvelles industries de base. La France serait, en outre, en mesure d'intensifier l'exportation de biens d'équipement, notamment grâce aux crédits — évalués à quelque 500 millions de francs — dont bénéficierait Le Caire. Parallèlement, les moyens d'équilibrer la balance commerciale entre les deux pays — lourdement déficitaire au détriment de l'Égypte — devront être définis.

La tâche s'annonce des plus difficiles, compte tenu de la « liste d'empêchements » de l'Égypte. Celle-ci voudrait acquiescer en France au moins une centrale nucléaire, ainsi que d'importantes quantités d'armements, qui viendraient s'ajouter à celles achetées par l'Arabie Saoudite pour le compte du Baïs égyptien.

La portée d'éventuels contrats d'armement serait de nature éminemment politique. Le vœu du président Sadate serait ainsi exaucé : la France ferait figure non plus seulement de « fournisseur », mais de « partenaire » de l'Égypte nassérienne.

sur l'énergie traite de toutes les matières premières

Le chef de l'Etat égyptien et Mme Sadate étaient attendus ce lundi 27 janvier, vers 14 h. 45, à Paris, où ils devaient être accueillis par le président de la République et Mme Giscard d'Estaing au salon d'honneur de l'aéroport d'Orly. Le président Sadate, qui aura au cours de son séjour en France de nombreux entretiens concernant la coopération politique et économique entre Le Caire et Paris, souhaiterait que la France joue un rôle plus actif dans le règlement de la crise du Proche-Orient.

Au Caire, M. Ismaïl Fahmy, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré, samedi, que M. Gromyko, chef de la diplomatie soviétique, était attendu le 3 février dans la capitale égyptienne.

Une volonté de dialogue s'est manifestée à Alger, du 24 au 26 janvier, au cours de la conférence des ministres des affaires étrangères, des finances et du pétrole des quinze États membres de l'OPEP. Dans le communiqué qu'il a publié à l'issue de leurs travaux, ces pays se déclarent prêts à participer à la conférence internationale proposée par le président Giscard d'Estaing, à condition toutefois qu'il soit traité de l'ensemble des questions relatives aux matières premières et au développement, et non pas des seuls problèmes énergétiques.

Un « sommet » des chefs d'Etat des pays de l'OPEP se tiendra à Alger, entre le 21 février et le 3 mars, pour préparer les dossiers qui seront présentés lors de la réunion préparatoire à la grande conférence internationale.

Les pays exportateurs de pétrole, tout en renouvelant leur mise en garde contre une éventuelle agression militaire, semblent prêts à faire un pas dans la voie de la modération. Ainsi le ministre algérien de l'Industrie, M. Abdesselam, a proposé que les prix du pétrole brut soient « gelés » en 1975 et pas seulement pendant les neuf premiers mois, comme il avait été décidé à la précédente réunion de l'OPEP à Vienne. En 1976 et en 1977, ces tarifs seraient indexés à concurrence de 50 à 50 % sur le taux de l'inflation mondiale.

(Lire nos informations pp. 2 et 3.)

René Cassin
de l'Institut
PRIX NOBEL
DE LA PAIX

LES HOMMES PARTIS DE RIEN le réveil de la France abattue

« En René Cassin rivalité la profonde compréhension, la hauteur morale et la fermeté spirituelle. »
SOLJENITSYNE

PLON

L'AGITATION AU PORTUGAL

- Les socialistes demeurent au gouvernement
- Le P.C. condamne l'action des gauchistes à Porto

La situation était tendue, ce lundi 27 janvier au Portugal après les graves incidents de Porto, où des gauchistes ont empêché par la force la tenue du congrès du parti du Centre démocratique et social (C.D.S.). Le parti communiste a vivement condamné lundi, dans un communiqué, cette initiative gauchiste qui incite les observateurs étrangers à douter de la régularité de la prochaine campagne électorale.

M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, a confirmé lundi matin, à Lisbonne, qu'il restait au gouvernement. La direction du parti populaire démocratique (P.P.D.) a pris la même décision. Mais l'annonce de deux manifestations, communiste et socialiste, qui doivent avoir lieu en même temps à Lisbonne, le 31 janvier, suscite de nouvelles inquiétudes.

Préoccupé par l'évolution politique, le Mouvement des forces armées a multiplié les concentrations pendant le week-end. Des officiers de la commission de coordination envisageaient un remaniement ministériel, alors que des rumeurs, non confirmées, font état d'une intervention du général Spínola.

Entre Mao et Spínola

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

Lisbonne. — Le Centre démocratique et social est un parti fasciste. C'est une formation qui se prétend centriste, qui veut se donner un visage démocratique pour être à la mode, mais ses dirigeants ont collaboré avec le régime fasciste abattu le 25 avril... C'est d'une voix douce et avec un sourire presque amusé que le porte-parole du comité central, comité Lénine, du M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat) nous donne sa définition du C.D.S., cible des militants gauchistes.

Le 4 novembre, à Lisbonne, un meeting organisé au Théâtre national était vivement perturbé par un commando M.R.P.P. Intervention de la police, rumeur et des militaires plus déstabilisés : l'affaire se solda par plusieurs blessés. A la suite de cette violente échauffourée, le principal dirigeant du M.R.P.P., M. Saldanha Sanchez, est appréhendé, et le journal du parti, *Luta popular*, poursuivi. En décembre, dans l'Algarve, nouvel accrochage

(Lire la suite page 5.)

AU JOUR LE JOUR Une et multiple

Dans les commentaires qu'on fait, sur les événements au Portugal, il me semble percevoir parfois comme une jubilation faiblement atténuée. En somme, les choses ne s'étaient pas trop bien. Il y avait là comme une offense aux usages. Les difficultés entre la gauche et le centre nous ramènent sur un terrain plus sûr et plus connu. Pourquoi pas ? S'il est heureux et rassurant de voir des hommes lutter ensemble dans

l'ombre pour conquérir la liberté, il serait inquiétant qu'ils fussent tous d'accord sur ce qu'il faut attendre d'elle une fois qu'elle est acquise. Une liberté qui n'aurait qu'une volonté et qu'une voie serait le pire des esclavages. Il n'en reste pas moins que sous d'incompréhensibles visages il n'y a qu'une liberté, et qu'à détruire une de ses apparences on risque de la perdre tout entière.

ROBERT ESCARPIT.

Des radicaux aux républicains indépendants

La majorité cherche à exploiter la désunion de l'opposition

La gauche gagne du terrain au sein du P.S.

Vendredi 31 janvier vont s'ouvrir à Paris et à Pau les congrès respectifs des républicains indépendants et du parti socialiste. Au centre des débats de ces deux formations se trouveront deux préoccupations : l'avenir de l'union de la gauche et la possibilité de dégager un nouveau type de majorité en modifiant la loi électorale. Cette hypothèse a été retenue par M. Gabriel Périot devant le congrès du parti radical, qui s'ouvrira à Bayonne.

D'autre part, les rôles respectifs que jouent au sein de la majorité le président de la République et le premier ministre font l'objet, depuis l'accession de M. Jacques Chirac au secrétariat général de l'U.D.R., le 16 décembre, de jugements nombreux et contradictoires. M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, estime que la dualité des fonctions exercées par M. Chirac modifie la nature des institutions. Tel n'est l'avis ni du premier ministre lui-même, ni de M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, qui exprime ci-dessous son point de vue.

Tout au long du week-end, les fédérations départementales du parti socialiste ont préparé le congrès de leur formation, qui s'ouvrira à Pau du 31 janvier au 3 février. En progrès constants depuis sa prise en main par M. François Mitterrand en juin 1971 à Epinay-sur-Seine, le parti socialiste atteignait à la fin de l'année, si l'on en croit les sondages d'opinion, 34 % des intentions de vote. Le congrès de Pau devrait donc offrir le spectacle d'un P.S. au zénith.

Pourtant les nuages s'accumulent autour de la formation de M. François Mitterrand. Le P.C.F. met en doute sa volonté d'appliquer le programme commun et paraît décidé à tout faire pour stopper l'ascension de ses alliés et redresser sa propre situation. Les mêmes sondages qui accordent 34 % des intentions de vote au P.S. n'en prévoient que 18 % pour le parti communiste. La concurrence entre les deux grandes formations de gauche ne va

sans doute pas tarder — si ce n'est déjà fait — à briser l'élan unitaire qui a porté le P.S. et favorisé son renouveau.

La dégradation de la situation au Portugal, la polémique qui s'est engagée, là-bas aussi, entre socialistes et communistes, permet en outre aux adversaires de l'union de la gauche de mener campagne en direction du P.S. pour le séparer du P.C.F. C'est ce que n'a pas manqué de faire M. Max Lejeune, président du groupe reformatrice de l'Assemblée nationale, en affirmant : « L'action politique menée de concert avec les communistes conduit fatalement, inévitablement, à la dictature du parti communiste. » Parce qu'il s'agit d'un pays européen, l'échec de la gauche au Portugal serait pour les signataires du programme commun encore plus grave que la fin tragique de l'expérience chilienne.

THIERRY PIESTER.

(Lire la suite page 11.)

JACQUES CHIRAC ET L'U. D. R.

par PIERRE MAZEAUD (*)

L'authentique responsable n'est pas celui qui suit les hommes dont il veut mériter la confiance, mais bien celui qui prend le risque de marcher devant eux, de tracer le chemin et d'encourir pleinement la sanction de sa détermination. C'est en cela que

le succès d'une véritable action politique est, en général, soumis à la double condition de la clairvoyance et de l'adhésion. En d'autres termes, s'il convient le plus souvent à l'homme politique de devancer l'événement, et donc de surprendre, il lui appartient aussi de ne poursuivre son entreprise qu'en s'appuyant à obtenir le soutien d'un consensus aussi large que possible.

(*) Secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

À cet égard, la façon dont Jacques Chirac a accédé au secrétariat général de l'U.D.R. puis a immédiatement manifesté sa résolution est exemplaire de l'anti-démagogie : il n'a pas craint de heurter, il n'a pas manqué d'agir, il n'a pas redouté d'être jugé.

Lorsque le 14 décembre dernier le premier ministre annonça au comité central qu'il se portait candidat à la succession d'Alexandre Sanguinetti, il se dressait fondamentalement à contre-courant. A dire vrai, rien ne pouvait laisser supposer une telle proposition. Traumatisme — c'est peu de le dire — par les résultats de l'élection présidentielle, l'U.D.R., après avoir passé le stade — invisible — de la démolition, n'avait dû qu'un bel effort de volonté de ne pas céder au dépit et de se placer sur la voie de la convalescence.

(Lire la suite page 10.)

L'Europe des femmes

Mille neuf cent soixante-quinze sera l'Année internationale de la femme. Ainsi en a décidé, en décembre 1972, l'Assemblée générale des Nations unies. De même que 1974, Année de la population, a été marquée par de nombreuses réunions et conférences, cette année est l'occasion de nombreux forums consacrés à la situation des femmes. Les contributions des Etats membres sont toutefois nettement inférieures à celles consenties pour l'Année de la population.

Les deux « sommets » de cette année seront la réunion à Mexico, du 26 juin au 4 juillet, d'une conférence internationale, sur l'invitation de l'ONU ; une autre réunion devant avoir lieu à Berlin-Est, en octobre, à l'initiative de la Fédération démocratique internationale des femmes.

Nous avons demandé à nos correspondants des pays de l'Europe des Neuf et de la Suède quel est le « poids » des femmes dans la vie sociale, économique et politique. Une constante se dégage de leurs analyses : partout, les vieux schémas des mentalités ont craqué, mais nulle part en Europe la femme n'est réellement l'égale de l'homme.

I. — GRANDE-BRETAGNE : toutes ne sont pas reines

Londres. — Sur le plan politique, l'émancipation des femmes a commencé, en Grande-Bretagne, plus tôt que dans d'autres pays européens. Après les campagnes résolues et spectaculaires des suffragettes, au début du siècle, elles ont obtenu le droit de vote dès 1918. Depuis lors, l'avance a été beaucoup plus lente. Durant ces dernières années, cependant, une offensive féministe très vigoureuse a repris dans tous les domaines.

Comme moyen de pression, le vote des femmes a peut-être été moins efficace en Grande-Bretagne qu'ailleurs. A la différence de ce qu'on observe dans les pays de tradition catholique, le choix politique des femmes aux élections ne se distingue guère de celui des hommes. En 1945 comme en 1966, les deux sexes ont voté exactement de la même façon, et c'est à peine si, dans d'autres élections, les experts ont pu pouvoir déceler une insignifiante préférence des femmes pour la cause conservatrice, alors qu'en théorie du moins le Labour party s'était toujours prononcé plus nettement pour l'égalité.

De notre correspondant JEAN WETZ

tation, mais les états-majors masculins des partis ne leur confient que des circonscriptions où elles ont peu de chances de l'emporter.

(Lire la suite page 12.)

Le Monde de l'éducation

mensuel
n° 3

vient de paraître

LE THÉÂTRE LYRIQUE EN FRANCE

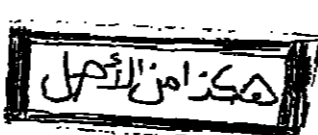
Sur deux « Bal masqué »

La situation du théâtre lyrique paraît aujourd'hui assez florissante, malgré l'aide minima accordée par l'Etat à la réunion des théâtres lyriques municipaux de France : salles remplies et enthousiastes, représentations plus nombreuses d'un même spectacle, niveau très amélioré des orchestres (marquant de pair avec un développement très heureux de la vie symphonique), théâtres souvent rénovés et plus confortables indiquant la sollicitude des municipalités, et donc une certaine rentabilité de cet effort culturel.

Pourtant, cette progression couvre des situations artistiques bien différentes, qui peuvent d'ailleurs évoluer dans une même ville d'un spectacle à l'autre. On se contente encore trop souvent de réunir une bonne distribution — et l'on se retrouve ainsi dans la tradition du vieil opéra, car les vedettes n'ont jamais hésité à quitter leur talent sur des scènes provinciales — ou bien de rafraîchir quelques autres éléments de la représentation (direction, mise en scène, décors) pour créer une petite sensation.

Le public est content, n'est-ce pas l'essentiel ? Oui, mais lequel ? JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 23.)



LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE SUR L'ÉNERGIE

L'OPEP lâche l'accélérateur

Alger. — Comme un pilote de course qui, en pleine vitesse, risquerait de perdre le contrôle de son bolide, l'OPEP lâche l'accélérateur. Telle est l'impression que se dégage de la conférence d'Alger et particulièrement du discours important qu'a prononcé, le 25 janvier, M. Abdesselam, le ministre algérien de l'Industrie, à propos de gérer les prix du brut pendant toute l'année 1975. L'indexation ne s'appliquerait qu'en suite et partiellement pendant deux ans, selon des modalités qui sont encore à préciser. Comme on peut prévoir que l'inflation continuera de sévir à un rythme élevé, et que la hausse des prix des produits importés par les pays de l'OPEP sera plus rapide encore, la proposition de M. Abdesselam revient à consentir, au moins pour l'année 1975, et non pas seulement pendant les neuf premiers mois, comme cela avait été décidé à Vienna, à la mi-décembre 1974, une hausse réelle du prix du pétrole brut, alors même que l'OPEP continue à affirmer que le prix actuel du pétrole est juste et légitime.

Que cette proposition soit faite par l'Algérie, qui a toujours été en position avancée sur le front des prix du pétrole brut, peut être interprétée de la façon suivante : les tensions au sein de l'OPEP sur cette question des modalités qui conduisent l'Algérie à prendre les devants sur les chemins de la modération. Modération d'autant plus remarquable qu'elle se produit après le « sommet » de Rabat, Martinique (dont les résultats restent mystérieux aux yeux de l'OPEP : la « balance » franco-américaine a-t-elle été perdue du côté de M. Kissinger ?) et surtout après l'interview menaçante, au moins implicitement, du secrétaire d'Etat américain à l'hebdomadaire Business Week.

Sans caricaturer les événements de ces dernières semaines, on peut les résumer ainsi : au geste de bonne volonté de l'OPEP en décembre, l'Amérique a répondu en brandissant les foudres de la guerre. Voici qu'aujourd'hui l'OPEP en rajoute, non seulement à l'égard des pays pauvres, envers lesquels elle multiplie gestes et bonnes paroles, mais

aussi envers les pays industrialisés. « Les pays de l'OPEP, a notamment déclaré M. Abdesselam, ne doivent pas oublier que de nombreux pays ont fondé leur développement économique sur le pétrole, et ils doivent continuer à assurer les besoins fondamentaux des pays industrialisés, à condition que ces derniers luttent contre le gaspillage et recherchent d'autres sources d'énergie. » Quoi de plus raisonnable !

Un épineux problème

Certes, le discours de M. Abdesselam contient d'autres formules beaucoup plus sévères à l'égard des pays riches mais il a confirmé le sens de l'allocution d'ouverture de M. Bouffé (le Monde daté 25-27 janvier) : « Les pays de l'OPEP restent des producteurs raisonnables et responsables. Ils sont prêts au dialogue et à la concertation. Ce sont les « gens d'en face » qui pensent à l'affrontement et à l'insécurité d'un nouvel embargo, mesure extrême que l'OPEP ne prendrait, a dit M. Abdesselam, confirmant les propos de M. Bouffé, qu'en cas où l'un des leurs ferait l'objet d'une agression militaire » (il n'est pas question ici notamment du conflit israélo-arabe car l'OPEP n'est pas une organisation arabe, un tel sujet relève de l'OPEAEP).

En d'autres termes, l'OPEP se prépare à participer à une conférence internationale à une conférence internationale « telle que celle qui a été proposée par la France » comme le précise le communiqué final de la confé-

rence d'Alger, à condition, encore une fois, qu'on n'y parle pas seulement d'énergie. Comment y sera-t-elle représentée ? C'est une question qui doit être débattue par les chefs d'Etat lors de leur prochain « sommet » à Alger.

Quelle sera la représentation du tiers-monde ? Voilà une question fort épineuse. La thèse algérienne, qui a été réaffirmée et répétée tout au long de la conférence, est que l'OPEP en fait partie intégrante. Mais les Algériens reconnaissent eux-mêmes que l'organisation ne peut pas représenter à elle seule, à la conférence internationale, l'ensemble du tiers-monde. Alger peut donc difficilement éviter que, face aux pays riches, elle n'ait d'une part les représentants de l'OPEP et d'autre part, d'autres « pays en voie de développement ».

L'OPEP a mis le doigt dans un engrenage assez dangereux pour elle seule, à la conférence internationale. L'ensemble du tiers-monde, Alger peut donc difficilement éviter que, face aux pays riches, elle n'ait d'une part les représentants de l'OPEP et d'autre part, d'autres « pays en voie de développement ».

En tous cas, la conférence internationale en préparation sera bien mondiale, même si on ne la qualifie pas ainsi officiellement. Quant aux autres délégations, il semble que le grand jeu diplomatique mené par Alger (c'est M. Boumedienne, rappelons-le, qui

a lancé l'idée du « sommet » de l'OPEP) les laisse un peu tièdes quand il ne les irrite pas. Pour les « excentriques » du golfe Persique il s'agit surtout d'engranger en paix leurs fabuleux revenus. S'il faut, pour éviter des troubles graves, baisser un peu les prix du « brut », sans doute le feront-ils. Tout ce qui va dans le sens du dialogue, de la concertation et de la détente leur convient. C'est sur eux que les menaces de M. Kissinger ont eu évidemment le plus d'impact.

Enfin la position de l'Arabie Saoudite est encore plus claire. Jusqu'à la conférence d'Alger elle s'opposait au projet de « sommet » de M. Boumedienne. Si elle a finalement accepté d'y participer c'est en demandant en contrepartie que les Algériens mettent un bémol à leurs discours sur la nécessité de fonder un ordre économique international nouveau.

Enfin la position de l'Arabie Saoudite est encore plus claire. Jusqu'à la conférence d'Alger elle s'opposait au projet de « sommet » de M. Boumedienne. Si elle a finalement accepté d'y participer c'est en demandant en contrepartie que les Algériens mettent un bémol à leurs discours sur la nécessité de fonder un ordre économique international nouveau.

Le « sommet » des chefs d'Etat de l'Organisation aurait lieu entre le 21 février et le 8 mars

Alger. — Le « sommet » des chefs d'Etat de l'Organisation aurait lieu entre le 21 février et le 8 mars. Pour leur part, les Algériens souhaitent secrètement que l'on retienne le 24 février, qui marquera le quatrième anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures en Algérie. La date définitive sera finalement arrêtée en fonction du calendrier des différents chefs d'Etat.

Que la conférence ministérielle ait annoncé le tenue de ce « sommet » constitue un succès politique pour l'Algérie dans la mesure où cette décision n'était pas acquise à l'avance, l'Arabie Saoudite n'y étant pas favorable. La délégation algérienne a expliqué au cours des séances à huis clos les raisons de cette réserve. Le roi Fayçal estimait qu'après la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières, en avril dernier, et le « sommet » de Rabat, en novembre, la conférence ministérielle de l'OPEP suffirait. Il craignait surtout que des assises aussi solennelles ne soient considérées par les Occidentaux comme la constitution d'un « front des producteurs », ce qui aurait contribué à cristalliser le « front des consommateurs » et risqué du même coup d'accroître les risques de confrontation.

Finalement les Saoudiens se sont ralliés au vœu de l'Algérie et des autres membres du club pétrolier. En contrepartie, la conférence ministérielle a nettement mis l'accent sur la

volonté de dialogue et de concertation de l'OPEP. M. Bouffé a en effet expliqué dans son discours d'ouverture en disant : « Tout le monde se concerte sur des problèmes qui nous concernent au premier chef. Il est donc normal que nous nous concertions aussi, non pour continuer à former un bloc qui irait vers une quelconque institution, mais pour dégager plus sereinement les phases du dialogue. » Certes, le message d'un nouveau embargo en cas d'agression militaire a été brandi par M. Abdesselam. Au cours de la discussion à huis clos, certains pays ont même allégué plus loin : le représentant des Emirats arabes unis a précisé qu'il était prévu de faire sauter les installations pétrolières d'Abou-Dhabi en cas d'agression.

Une fois formulées ces mises en garde destinées à faire contre-poids aux menaces qu'ont fait planer les dirigeants arabes, les membres de l'OPEP ont été priés de mettre l'accent sur les concertations. Alors que dans son discours d'ouverture, M. Bouffé s'était contenté de faire allusion à la conférence proposée par le président Giscard d'Estaing, sans le nommer, le communiqué officiel y fait directement référence.

Ces grandes orientations ayant été définies, une commission d'experts se réunira à Alger, le 10 février, pour discuter des nombreux problèmes techniques qui se posent encore et élaborer les documents de travail qui seront soumis aux chefs d'Etat.

PAUL BALTA.

LE TEXTE DU COMMUNIQUÉ

Voici le texte intégral du communiqué final publié dimanche 26 janvier par le secrétariat général de l'OPEP :

« La conférence des ministres des affaires étrangères des ministres du pétrole et des ministres des finances des pays membres de l'OPEP s'est tenue à Alger du 24 au 26 janvier 1975, suite à l'initiative du président Houari Boumedienne proposant une concertation au plus haut niveau politique entre les pays membres de l'OPEP. »

« La conférence a été d'importance internationale et a permis de constater que les pays membres de l'OPEP ont une situation économique mondiale actuelle et considèrent que la présente crise économique qui affecte la communauté internationale constitue une menace grandissante pour la paix et la stabilité mondiales. Elle condamne les campagnes de propagande imputant aux pays membres de l'OPEP la responsabilité de cette crise ainsi que les menaces sévères à l'encontre de ces mêmes pays, campagnes et menaces qui sement la confusion et risquent de conduire à l'affrontement. »

« Conscience de l'interdépendance entre les nations et de la nécessité de promouvoir la solidarité entre tous les peuples du monde par une véritable coopération internationale, les pays membres de l'OPEP accueillent favorablement le dialogue entre les pays industrialisés et les autres pays en voie de développement et sont disposés à prendre part à une conférence internationale telle que celle qui a été proposée par la France, et qui traitera des problèmes des matières premières et du développement. »

« Compte tenu de la situation internationale actuelle et conscients de la solidarité qui unit leurs peuples, les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OPEP ont convenu d'élaborer et de tenir la préparation de la conférence des chefs d'Etat des pays membres de l'OPEP, qui se tiendra à Alger à une date convenable se situant entre le 21 février et le 8 mars 1975. »

« Ils ont désigné à cet effet une commission chargée de mettre au point l'ordre du jour et les documents de travail de la conférence au « sommet », y compris les propositions pour une coopération future avec les autres pays en voie de développement, notamment les plus sévèrement affectés par la crise actuelle. »

L'Algérie propose de reporter à 1978 l'indexation totale des prix du pétrole sur l'inflation

On trouvera ci-dessous l'essentiel du communiqué de la réunion du vendredi 24 janvier à la conférence qui vient de se tenir à Alger. Ce texte comprend notamment le compte rendu analytique des discours de M. Abdesselam. Ce document confidentiel — les séances se tenant à huis clos — donne l'état d'esprit de l'Algérie quant au projet de conférence internationale et les indications précieuses sur la façon dont ce pays conçoit la stratégie de l'OPEP dans les prochains mois.

M. Abdesselam indique que pour l'Algérie cette conférence « doit déboucher sur un « sommet » des chefs d'Etat. Un large consensus se dégage des réponses qui ont été adressées au président Boumedienne à la suite du message qu'il a envoyé aux différents chefs d'Etat en octobre dernier. Un seul pays n'a pas donné son accord, tout en participant à la conférence : l'Arabie Saoudite. »

Après avoir passé en revue les raisons qui, selon lui, justifient la tenue de la conférence (« l'économie mondiale se trouve à un tournant », et énuméré les origines de la crise (profits abusifs des compagnies, incertitude, recours à des moyens monétaires artificiels), M. Abdesselam estime que « face à cette situation, les membres de l'Organisation doivent réaffirmer solennellement leur droit de propriété sur leurs ressources naturelles et rejeter toute théorie de souveraineté limitée. La répartition de leur production et la fixation des prix doivent être considérées comme des conséquences de ce droit de propriété. Ils doivent répondre aux campagnes menées contre eux en présentant leur organisation comme un exemple à suivre par les pays du tiers-monde qui veulent contrôler l'exploitation de leurs richesses nationales. »

« De nombreux pays membres tendent à remplacer leurs réserves par des avoirs en monnaie étrangère, notamment les plus sévèrement affectés par la crise actuelle. »

« M. Abdesselam a également évoqué les menaces dont l'OPEP est l'objet. Les pays de l'OPEP « doivent dénoncer la création de l'agence internationale de l'énergie comme une machine de guerre contre leurs peuples. »

« S'ils obtiennent leur accord pour participer à la conférence internationale sur l'énergie, ils affirment notamment leur volonté de faire en sorte que l'ordre du jour soit non seulement consacré à ce sujet, mais aussi aux matières premières et aux problèmes de développement. Au concept de crise d'énergie doit être préféré celui de rééquilibre des échanges économiques dans le monde. »

« Dans la perspective de cette conférence internationale, les pays de l'OPEP devraient formuler une proposition globale concernant trois volets essentiels : I — Les relations avec les pays industrialisés, trois problèmes essentiels se posent : a) L'approvisionnement en pétrole : la faible consommation d'énergie n'est pas un facteur permanent de la situation économique de leurs pays. b) Le prix du pétrole. Les pays de l'OPEP doivent définir une règle du jeu pour l'immédiat et pour l'avenir. c) L'emploi des liquidités détenu par les membres de l'OPEP. A l'égard de certains pays européens et du Japon, ils peuvent envisager certaines formes de crédits spéciaux sans toutefois priver les pays membres d'une

utilisation libre de leurs capitaux. Ils envisagent aussi une forme de garanties triangulaires, les pays de l'OPEP consentiraient des prêts aux autres pays en voie de développement en obtenant une garantie des pays industrialisés. »

« II — Les obligations des pays membres de l'OPEP à l'égard des autres pays en voie de développement. Les actions déjà entreprises doivent être poursuivies : dons d'énergie, octroi de crédits, actions pour l'industrialisation. Sur ce dernier point, il ne peut être envisagé, pour pallier les difficultés inhérentes au renchérissement du prix de l'énergie, la constitution de dix unités de production d'énergie, sur la base de 800 tonnes par jour qui assureraient la couverture des trois quarts des besoins vitaux des pays en voie de développement, soit 2,5 millions de tonnes. »

« III — Les obligations des pays industrialisés à l'égard des pays en voie de développement. Le « Abolition des formes de financement de stocks. »

« Une transformation des structures économiques mondiales et rationalisation des matières premières. »

« Transferts technologiques et financiers à condition qu'ils soient réels, refus des filières industrielles dérivées trop coûteuses à rentabilité insuffisante, polluantes, dont les sociétés internationales ont tendance à se débarrasser. »

« Ouverture des marchés des pays industrialisés aux productions des pays en voie de développement. »

« Modification des contrats dans le sens d'une plus grande équité. »

« Responsabilité des Etats en cas de litige avec les groupes industriels des pays développés. »

« Sur le plan financier, octroi de crédits à des conditions avantageuses tenant compte de la situation spécifique des pays qui ne doivent pas souffrir des mesures restrictives prises pour lutter contre l'inflation. »

« Même si cette proposition globale ne pouvait pas être présentée dans le cadre de la prochaine conférence internationale, les pays membres de l'OPEP devraient, en tout état de cause, accomplir leur devoir à l'égard du tiers monde ou à l'égard des pays industrialisés qui voudraient coopérer avec eux. »

« Ces propositions seront communiquées aux délégations », mais M. Abdesselam insiste sur leur caractère confidentiel, car elles s'inscrivent dans la perspective du « sommet. »

PROCHE-ORIENT

Soudan

LE PRÉSIDENT NEMEIRY A REMANIÉ SON GOUVERNEMENT

Le président Nemeiry, chef de l'Etat soudanais, a procédé dimanche 26 janvier à un important remaniement ministériel. Certains ministres quittent le gouvernement, d'autres changent de portefeuille, enfin certains anciens ministres font leur réapparition.

République arabe du Yémen

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT EST CONSTITUÉ

Sanaa (A.F.P., U.P.I.). — M. Abdel Aziz Abdel Ghani, gouverneur de la Banque centrale nord-yéménite, a formé, samedi 25 janvier, un nouveau gouvernement. Il succède au cabinet de M. Mohsen El Aini, démis de ses fonctions le 16 janvier.

La nouvelle équipe, de vingt-quatre membres, comprend treize nouveaux ministres, pour la plupart des techniciens.

[Agé de trente-huit ans, le nouveau chef du gouvernement, M. Abdel Aziz Ghani, est diplômé en économie de l'université du Colorado. Il a été deux reprises ministre des affaires économiques dans les gouvernements précédés par le général Hassan El Amri, Directeur du bureau du Pna. Il a fondé, en 1972, la Banque centrale nord-yéménite.]

Le président Nemeiry a remanié son gouvernement

Le commandant Mohamed Al Bagir Ahmed, premier vice-président et ancien ministre de l'Intérieur, reprend ce poste, où il remplace M. Abdallah El Hassan, qui devient secrétaire général pour les affaires présidentielles. M. Mansour Khalid, ministre des affaires étrangères, devient ministre de l'éducation. Son remplaçant au ministère des affaires étrangères n'a pas encore été nommé.

M. Mamoun Bihari devient ministre des finances et de l'économie nationale, en remplacement de M. Ibrahim Muneim Mansour, qui est relevé de ses fonctions par le comité central de l'Union socialiste.

Outre le ministre des finances, le ministre d'Etat au commerce, M. Bihari Hassan Bialil, et le sous-secrétaire d'Etat au commerce, M. Hassab Al Rasoul Ahmed Oraby, ont été également relevés de leurs fonctions. La semaine dernière, ces trois personnalités avaient été accusés d'avoir violé la loi et les règlements de l'Union socialiste soudanaise, parti unique du Soudan, lors de la constitution d'une compagnie d'import-export avec l'Europe occidentale. Elles avaient fait l'objet de sévères critiques au cours d'un débat à l'Assemblée populaire. L'Assemblée avait annulé l'autorisation accordée et demandé le châtiment des responsables du scandale. (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

115, rue de Montparnasse, 75006 Paris

صلى الله عليه وسلم

Le 28

UN CITOYEN ALGERIEN, dont l'identité n'a pas été révélée, a été détenu en otage, pendant deux heures, dimanche 27 janvier, deux standardistes de l'ambassade d'Algérie à Rabat. Il demandait qu'on lui fournisse un avion pour quitter le pays. La police marocaine est parvenue à l'arrêter, après avoir investi l'ambassade. (A.F.P., Reuters.)

LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT SADATE

La visite du président Sadate en France est commentée favorablement par l'ensemble des journaux des pays arabes qui, dans des articles de première page, analysent les divers aspects politiques et économiques du premier séjour en Occident du président de la République égyptienne.

● AU CAIRE, les journaux égyptiens ont largement reproduit l'interview accordée le 24 janvier par M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Agence égyptienne du Moyen-Orient (dont « le Monde » a donné quelques extraits dans ses éditions datées 25-27 janvier) en mettant en relief le passage dans lequel le chef de l'Etat français expose les fondements de la politique de Paris au Proche-Orient. A ce propos, le président Giscard d'Estaing avait déclaré : « La France n'a pas d'intérêts au sens étroit au Moyen-Orient, elle ne protège pas ses

intérêts. La France a une politique, ce qui est différent, et c'est une politique pacifique et réaliste. C'est-à-dire qu'au Moyen-Orient nous voulons considérer à la fois les droits, les faits, et nous pensons qu'une paix durable ne peut s'établir que si l'on considère à la fois les droits et les faits. Alors, que disent les droits et les faits ? Ils disent trois choses : la première c'est que les territoires qui ont été occupés à la suite d'opérations militaires soient restitués aux Etats auxquels ils appartiennent. La deuxième chose, c'est qu'il faut tenir compte du droit du peuple palestinien, comme de tous les peuples, de disposer d'une patrie, et j'ai indiqué pour ma part qu'il n'y aurait pas de paix au Moyen-Orient s'il n'y avait pas pour les Palestiniens la possibilité de disposer d'une patrie comme les autres peuples du monde et comme les autres peuples de cette région. Et

enfin il y a une nécessité pour tous les Etats de la zone de disposer de frontières sûres et reconnues, et l'employer pour ma part l'expression sûres et reconnues, car je pense que, pour aboutir à la diminution de la tension militaire dans cette région du monde, il faut que ces frontières soient non seulement sûres, mais qu'elles soient garanties. » ● A NEW-YORK, l'hebdomadaire « Time » rapporte que le président syrien Assad a récemment affirmé à une groupe d'amateurs d'affaires américains qu'il était disposé à prendre en considération une zone démilitarisée sur les hauteurs du Golan. Selon l'hebdomadaire new-yorkais, il aurait déclaré : « Nous pouvons nous mettre d'accord sur des mesures réciproques de chaque côté de la frontière pour une durée quelconque. S'ils acceptent 10 kilomètres de chaque côté, nous aussi. Mais pas si on nous l'impose. » (A.F.P., U.P.I., Reuter.)

Le second Rais

La sourie un peu forcée, la contraction des paupières trahissent peut-être la lassitude, mais aussi le soul, très égyptien, d'être aimable. Si le teint fortement coloré de la peau est plutôt pharaonique, voire inca, qu'arabe, la moustache noire taillée en chapeau chinois est identique à celle qui uniformise les visages dans les rues de Bagdad ou d'Alger. Le front dégarni intellectualise le visage aux traits plus réguliers que fins. Chez ce fils de « paysans moyens-pauvres » — définition venue d'une autre grande nation rurale, la Chine communiste — les manières sont urbaines, avec un reste de lenteur campagnarde plus évidente lorsque, « en retraite » dans son village natal du delta du Nil, M. Anwar el Sadate, le président égyptien, se livre à sa tâche habituelle de cultivateur. M. Anwar el Sadate n'est pas un homme qui aime les occasions matrimoniales, que le Rais ne cherche pas à multiplier. Mais s'il a quitté l'armée, il est quand même chef suprême des troupes et « gouverneur militaire » du pays. Les tenues qu'il affectionne, le plus sont les vestons souples coupés dans de moelleux tissus anglais, ou les chemises flottantes taillées du meilleur coton du monde, celui d'Égypte. Dans presque toutes les circonstances, il fume avec délice une pipe bourrée d'un tabac parfumé d'importation.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

En 1970, après la disparition de Gamal Abdel Nasser, certains affirmèrent un jour que le voyage de M. Anwar el Sadate en France, c'est une direction collégiale qui succédera au Rais disparu. En réalité, pas plus que sous Nasser, le pouvoir ne se partage aujourd'hui en Égypte. Certains vont jusqu'à dire que le président Sadate est, politiquement, plus indépendant que le Nasser des années 60.

entreprises extérieures, comme l'expédition du Yémen, qui a coûté la vie — pour rien — à quarante mille Égyptiens, et dans laquelle M. Sadate joua un rôle politique important en 1964, sont maintenant jugées au Caire comme une « folie », et l'Égypte du second Rais se flatte d'entretenir des rapports pacifiques avec tous les régimes arabes.

Une telle évolution — moins de panache, mais aussi moins de douteurs, gaspillages — ne peut pas vraiment permettre d'affirmer que le président Sadate a tourné le dos au nassérisme.

Parmi ceux qui continuent de dénoncer la « dénazification », l'« ouverture » se conteste sur le plan économique par le néo-bourgeois et par le prolétariat ouvrier bénéficiaires du capitalisme étatique. En fait, M. Sadate n'a jamais songé réellement à remettre en cause cette partie de l'héritage nassérien, mais il s'efforce de la non-rentabilité économique du secteur d'Etat.

Cependant, la « nouvelle donne » de l'économie — reste pour l'essentiel un projet, les quelques initiatives renouvelées demeurent fragiles, et la classe des Égyptiens, c'est-à-dire les fellahs, continuent d'être tenus à l'écart de tout, sans évidemment de la conscription. Il en sera ainsi tant que le pays ne sortira pas de « l'état de guerre » qui dévore ses ressources, compromet ses plans de développement, et trace en noir, ou en rouge, l'horizon de la jeunesse. Or tous ceux qui ont approché le Rais ont été convaincus de son profond désir de paix. « Sorti l'Égypte de ce cauchemar », le président ne veut pas être seulement « l'homme du franchissement » (du Canal). Il sait que cet exploit a redonné espoir aux Égyptiens. Il sait aussi que les espérances déçues, les déceptions, les déceptions à supporter pour un peuple que l'absence d'aspirer.

J.-P. P.-H.

Un pur produit du nassérisme ?

Le premier semestre de 1974, qui commençait avec l'assassinat égypto-israélien du kilomètre 101, et s'achève avec le voyage triomphal du président Nixon en Égypte, constitue une « période de répit », pendant laquelle se sont précisés les contours du « nouveau Sadate ». Avant 1970, il était l'ombre du premier Rais, lequel peignait ainsi en 1967 « le colonel Anwar el Sadate, ministre d'Etat » : « Sa figure inspire sympathie et respect. Ses vertus militaires, courage et sang-froid, loyalisme et dévouement, force de caractère et désintéressement absolu, enfin : son amour de l'équité, le désirent à jouer un rôle de premier plan dans la préparation et le triomphe de la révolution égyptienne du 23 juillet 1952. » Mais après ? Après, il fut associé à toutes les entreprises, les meilleures et les pires, du régime nassérien ; et aujourd'hui encore, à ceux qui lui reprochent de « dénazifier », il rétorque qu'il est lui-même un pur produit du nassérisme, et qu'il a participé à tout ce qui s'est fait sous cette étiquette. Ce qui ne veut pas dire, dans l'esprit agité du second Rais, que les « aspects négatifs » de l'ère précédente ne doivent pas être « recitillés ».

Ainsi, les Frères musulmans, dont il s'était senti proche durant sa jeunesse, mais contre lesquels Nasser l'avait ensuite utilisé, ont été tirés de leurs oubliettes ; l'Union socialiste arabe, parti conçu, en 1962, comme un « front national progressiste » que M. Sadate tenait alors d'ennemi, est considérée aujourd'hui, par une bonne partie de la classe politique égyptienne, comme le symbole de la « bureaucratie parasitaire » ; des

cadets complices qui avaient facilité l'occupation des locaux de l'académie. Les auteurs de l'attaque, quatre-vingt-deux jeunes gens, appartenant à une organisation d'extrême droite qui prétendait s'emparer du dépôt d'ar-

mes de l'académie pour investir, le lendemain, le siège de l'Union socialiste arabe, au moment où le président Sadate devait y prononcer un discours. Le procès, ouvert le 16 novembre 1974, avait été plusieurs fois reporté à la demande de la défense. — (A.F.P.)

LE CAIRE : un sentiment de satisfaction sans précédent

De notre correspondant

Le Caire. — Prévu au départ comme un simple voyage de travail, le court séjour que le Rais fait à Paris du 27 au 29 janvier, pour ne pas être une « visite d'Etat » stricto sensu, n'en doit pas moins revêtir « un éclat quasi officiel », dit-on ici, et comporter « des égards protocolaires particuliers ». Le président Sadate, qui souhaitait depuis longtemps être reçu en France, fait aujourd'hui son premier voyage dans un Etat occidental depuis son accession au pouvoir en 1970.

Ce déplacement suscite en Égypte, dans la presse et dans l'opinion publique, un intérêt et un sentiment de satisfaction qui, selon des Égyptiens férus d'histoire, sont sans précédents pour une visite à l'extérieur du président de la République égyptienne.

Cet événement est le couronnement d'une évolution de plus en plus favorable amorcée une fois que fut réglé le problème algérien en 1962. Pour l'ancien général de Gaulle, qui sur « l'Orient comique », avait des « idées simples », il s'agissait de restaurer sous des formes adaptées à notre temps l'influence française dans la plus vieille nation du monde. L'homme du 18 juin ne rencontra pas Nasser, mais il reçut à l'Élysée, en 1962, le maréchal Amel, bras droit du chef de l'Etat-égyptien, et, l'année suivante, il dépêcha au Caire M. André Malraux, alors ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. Il donna également son corps à la nouvelle politique arabe de la France en condamnant l'attaque israélienne contre l'Égypte en 1967 et en montrant une plus grande compréhension à l'égard des positions arabes.

Georges Pompidou resta dans

la voie tracée par son prédécesseur, mais, dit-on ici, « sans jeter sur l'échiquier de pièces dans le jeu de l'amitié franco-égyptienne ». Le président Giscard d'Estaing, moins averse de déclarations et de gestes chaleureux dont la sensibilité orientale se nourrit, est devenu en quelques mois une figure presque aussi populaire dans la vallée du Nil que celle du général de Gaulle, ce qui n'est pas peu dire. Au fin fond des villages, les fellahs vous demandent des nouvelles du « Rais » français.

Les relations franco-égyptiennes bénéficient d'un substrat historique particulièrement riche. Chacun sait que l'Égypte moderne est née entre l'expédition de Bonaparte en 1798 et l'inauguration du canal de Suez en présence de l'impératrice Eugénie, en 1869. Entre ces deux dates, plusieurs centaines de Français, ingénieurs, médecins ou professeurs, appelés par le vice-roi Méhémet Ali et ses successeurs, avaient fait entrer le siècle dans cette province aride de l'empire ottoman. La coopération militaire franco-égyptienne, dont on reparle aujourd'hui, fonctionnait déjà activement sous Chérif Pacha. La prépondérance anglaise, affirmée à partir de 1882, ne déborda guère du champ politique, et, au moment de la révolution de 1952, la culture et le commerce français étaient très importants en Égypte.

La mutation de cette présence « coloniale » — qui n'a d'ailleurs pas laissé de nombreux souvenirs dans le pays — aurait pu s'accomplir moins dramatiquement qu'à travers l'expédition de Suez, en 1956, mais, dit un proverbe arabe, « le passé est mort ».

J.-P. P.-H.

JÉRUSALEM : un voyage d'affaires

(De notre correspondant.)

Jérusalem. — Le voyage en France du président Sadate ne soulève en Israël qu'un très faible intérêt. Ce lundi matin 27 janvier, quelques quotidiens, et pas parmi les plus importants, lui consacrent leurs éditoriaux. Les organes des partis religieux, « Hetsoufah » et « Hamadia » vont dans cette visite une tentative de Paris pour rétablir le club des Quatre qui permettrait à la France de jouer un rôle au Proche-Orient.

Quant aux milieux officiels, leurs commentaires, très rares, sont généralement d'éloge à l'égard de « Que voulez-vous que nous attendions d'un tel voyage, nous a dit un haut fonctionnaire. Sadate va à Paris un peu comme Giscard allait à Washington avec un panier à provisions et une liste d'achats. Sadate n'attend pas des Français qu'ils le sortent de l'impasse politique. Il attend d'eux qu'ils redorent son prestige dans le monde arabe et qu'ils lui fournissent du matériel de guerre. C'est ce que nous attendons d'affaires et rien de plus. »

Sur le plan politique, on s'attend cependant à des initiatives franco-égyptiennes dont on craint les retombées, notamment dans les rapports d'Israël avec l'Europe. Pour de nombreux Israéliens, la France, si l'on se réfère à une déclaration de M. Giscard d'Estaing à l'Agence de presse du Moyen-Orient (agence égyptienne), serait disposée à aller « au-devant et même à l'arrière » de ce qui se passe en Égypte. Le président de la République a, en effet, déclaré dans son interview diffusée le 24 janvier qu'il souhaitait qu'Israël soit pourvu de « frontières sûres et garanties ». En rejetant la formule « sûres et reconnues », le président français a-t-il voulu désigner les Etats arabes de ce qu'on appelle Israël ? se demande-t-on à Jérusalem.

C'est donc avant tout en raison des effets qu'il peut avoir sur le plan diplomatique que le voyage du président Sadate à Paris retient quelque peu l'attention des dirigeants israéliens.

ANDRÉ SCHEMAMA.

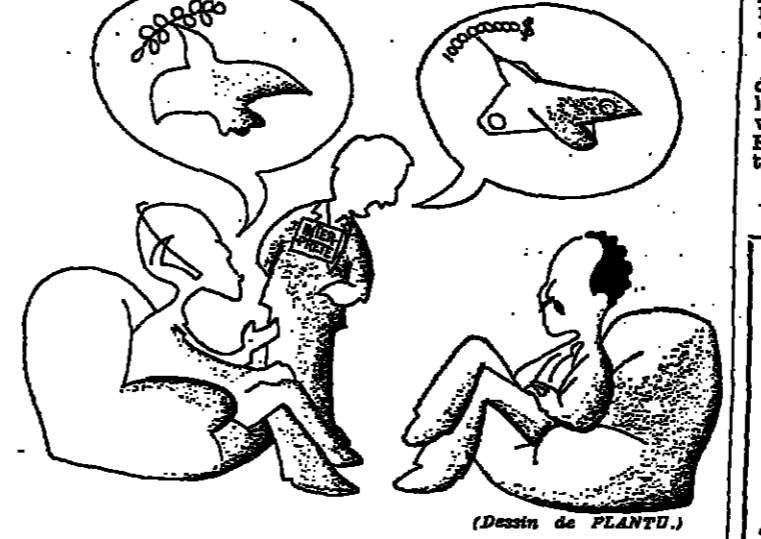
Mme JIHANE EL SADATE : la seule femme égyptienne qui peut correspondre avec des Israéliennes.

(De notre correspondant.)

Le Caire. — Elle prononce des discours, donne des interviews, préside des congrès et des réunions politiques, visite inlassablement les soldats blessés, accueille elle-même des délégations de tous les évangiles, se livre à sa religion. Sans jouer vraiment un rôle politique, Mme Sadate, qu'en général les Égyptiens désignent seulement par son prénom de Jihane, mais aux côtés du Rais une place qui n'est pas la plupart des femmes de chefs d'Etat musulmans. Cela lui a d'ailleurs parfois été reproché au nom de la discipline demandée aux femmes par l'Islam, mais Jihane el Sadate reste une figure populaire en Égypte. Désignée, élégante, elle se parvient à être présente dans la vie de l'Égypte tout en continuant d'observer une certaine réserve. Elle est membre du conseil populaire des gouverneurs, et préside l'Alliance féminine arabe. Enfin, elle poursuit des études de lettres.

Née en Moyenne-Égypte d'un père égyptien et d'une mère anglaise, Mme Sadate est la deuxième épouse du Rais, à qui elle a donné un fils et trois filles. Deux de celles-ci, mariées récemment, accompagnent leurs parents, avec leurs maris, pendant le voyage à Paris d'un premier mariage, le président Sadate a trois autres filles. Mme Sadate s'était déjà rendue il y a quelques mois en France pour visiter des soldats égyptiens blessés qui y sont soignés. Elle avait alors reçu une pépinière rédigée par un groupe de femmes françaises de confession israélite. Elle reçoit aussi parfois des lettres d'Israël, et y répond sur un ton de dialogue qui a été remarqué. On a pu dire de Mme Sadate qu'elle était « la seule Égyptienne qui peut correspondre avec des Israéliennes ».

J.-P. P.-H.



L'Égypte souhaiterait commander des centrales nucléaires

Au cours de sa visite le président Sadate a proposé d'évoquer avec le président de la République française un éventuel achat de centrales nucléaires.

L'Égypte, dont les besoins en énergie sont importants, a déjà reçu des promesses de la part des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., mais celles-ci ne semblent pas devoir déboucher à court terme. En juin dernier, l'ancien président Richard Nixon avait accepté de vendre à l'Égypte une centrale nucléaire de 600 mégawatts. Il a par la suite été annoncé que cette centrale, d'un coût de 180 millions de dollars, serait construite à Abou-Kreïr, à l'ouest d'Alexandrie. La construction commencerait en 1978 et la centrale serait mise en service en 1981.

Mais au cours de l'été, et à cause de l'émotion soulevée par la première explosion nucléaire indienne, le Congrès américain s'est donné un droit de veto sur toute exportation de techniques et de matériaux nucléaires. Les Etats-Unis souhaiteraient aussi que toutes les installations nucléaires égyptiennes soient soumises au régime de l'intelligence avec le Centre de Vienne. Il n'est donc pas sûr que le président Ford puisse tenir la promesse de son prédécesseur. D'autant que l'Égypte, signataire, mais n'a pas ratifié, le traité de non-prolifération.

En octobre dernier, au cours de la visite à Moscou du ministre égyptien des affaires étrangères, M. Tawfik Elil, l'U.R.S.S. a, à son tour, proposé une centrale de 460 mégawatts.

Dans le domaine nucléaire, les relations de l'Égypte avec la France se sont jusqu'ici réduites à peu de choses. Des stagiaires égyptiens se sont séjournés dans des centres de recherche du C.E.A.

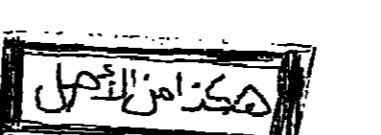
Mais il n'a encore jamais été question de vente de centrales. On ne sait d'ailleurs pas quelles sont exactement les intentions du président Sadate. Souhaiterait-il commander des centrales de la puissance de l'uranium enrichi ? Ou est-il intéressé, comme l'Irak, par des centrales graphite-gaz alimentées en uranium naturel ? — M. A.

A travers le monde Angola

M. AGOSTINHO NETO, président du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), a accusé le Zaïre, samedi 25 janvier, de préparer une attaque contre l'Angola.

Argentine DE NOUVELLES MENACES DE L'A.A.A. ont entraîné la suspension de la parution du quotidien de Córdoba la Voz del Interior. Le 23 janvier, les locaux du journal avaient été détruits par un commando de l'Alliance anticommuniste argentine.

R. F. A. M. STRAUSS, président de l'Union social-chrétienne bavaroise (C.S.U.), dans une interview accordée au quotidien Bild Zeitung, a critiqué samedi 25 janvier, à son retour de Chine, la politique de Bonn à l'égard de Moscou et lancé un appel en faveur d'une politique étrangère plus orientée vers Pékin.



3 livres indispensables pour comprendre l'Egypte

Tewfik el Hakim UN SUBSTITUT DE CAMPAGNE EN EGYPTE

"Livre doublement déchirant, d'abord parce qu'il montre et ce qu'il laisse entendre. Ensuite parce qu'il fut écrit en 1940 et qu'il rappelle que rien n'a changé de façon décisive dans la condition de ce monde. Livre essentiel parce qu'il y a plus d'Egypte et plus de vérité dans ces notes que dans toute la bibliographie politique inspirée par le peuple inimitable de la vallée du Nil"

JEAN LACOUTURE "LE MONDE" TERRE HUMAINE Collection dirigée par JEAN MALAURIE PLON



Bernard Pierre LE ROMAN DU NIL

"Où une réussite. Ce "Roman du Nil" tourne souvent au roman d'amour. Et le Nil devient vraiment ce personnage que l'on finit par aimer, presque, autant que l'aime Bernard Pierre"

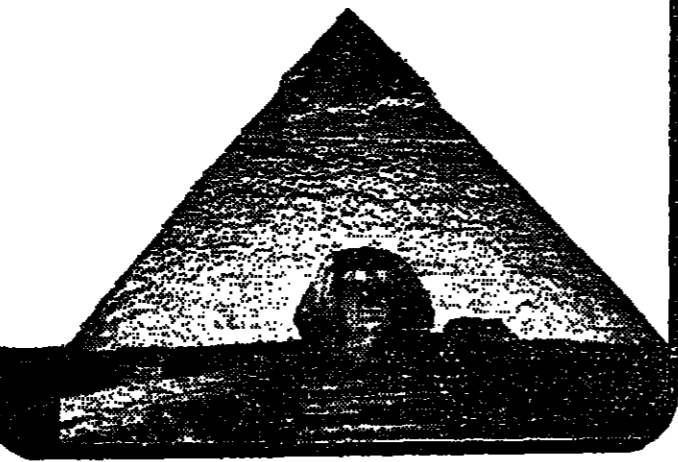
JEAN CHALON "LE FIGARO" PLON



Jean-Philippe Lauer LE MYSTERE DES PYRAMIDES

L'enquête, menée par l'auteur sur le terrain et à travers des centaines de manuscrits, fait de cet ouvrage le livre le plus passionnant jamais écrit sur ce sujet.

PRESSES DE LA CITE



EUROPE

Chypre

Les Turcs recensent les personnes et les biens en zone occupée

De notre correspondant

Nicosie. — Mgr Makarios a confirmé, dimanche 26 janvier, le pleinement des négociations intercommunautaires. Il a également affirmé que les déclarations des dirigeants turcs ne laissent aucune marge d'espoir et d'optimisme pour la conclusion d'un accord. Les dirigeants turcs demandent aux Grecs « d'accepter la nouvelle réalité qu'a imposée l'opération militaire Atilla. A quoi bon les négociations si leur objectif était de nous imposer un fait accompli? Nous rejetons cette situation de facto imposée à notre peuple par la violence et la fraude ».

Accablé par la foule, l'émir-archevêque a fait cette déclaration au cours d'un service religieux célébré à Nicosie, en mémoire des victimes de l'insurrection. Le président Makarios a souligné que « l'insurrection chypriote ne s'achève pas l'échec sous la violence et la fraude ». « Nous sommes prêts à négocier avec courage, persévérance, patience et foi ».

« J'affirme que nous continuerons nos efforts entrepris dans toutes les directions, mais bien l'Est qu'à l'Ouest, pour recouvrer l'indépendance et l'intégrité territoriale de notre île », a-t-il déclaré.

Ce lundi, à Nicosie, une nouvelle rencontre était prévue entre MM. Cléridés et Denktash, dans le cadre des négociations intercommunautaires. Elle devait porter seulement sur les questions humanitaires.

Dimanche, l'administration turque a décrété le couvre-feu dans les régions septentrionales occupées de Chypre, afin de permettre le recensement des personnes et des propriétés.

Le radio chypriote-turc Bayrak a déjà annoncé l'arrivée, dimanche, dans le nord de l'île, du premier groupe de Chypriotes turcs qui avaient été autorisés à quitter les bases britanniques. Le comité panchypriote des réfugiés a déposé, dans un télégramme à M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, — le transfert des Chypriotes turcs et leur réinstallation dans la province de Chypre, mardi, des représentants du comité ont rendu visite à M. Chailous, ambassadeur de France à Nicosie, pour demander que Paris, avec les autres membres du Conseil de sécurité, empêche le partage de l'île.

Le diplomate a assuré que la France se prononce pour l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'île et continuera ses efforts en faveur de l'application des résolutions des Nations unies.

Espagne

Responsable de la Junte démocratique de Madrid

Le professeur Donato Fuejo est arrêté

Madrid (A.F.P., A.P., Reuter). — La conférence de presse clandestine au cours de laquelle, le 18 janvier, à Madrid, a été annoncée la création d'une Junte démocratique madrilène continue de provoquer des réactions en Espagne.

Le professeur Donato Fuejo, spécialiste des maladies circulatoires et proche collaborateur du marquis de Villaverde, gendre du général Franco, a été arrêté le 24 janvier. M. Donato Fuejo, l'un des principaux organisateurs de la conférence de presse, avait été longuement entendu le 21 janvier par la police, puis libéré après 4 heures d'un interrogatoire. M. Donato Fuejo est accusé de constitution « d'association illégale ».

D'autre part, l'un des journalistes qui avaient assisté à la conférence, M. Ernesto Garcia Herrera, correspondant à Madrid des quotidiens la Croix, le Soir, de Bruxelles, et le Journal de Genève, a été arrêté le 25 janvier. M. Garcia Herrera est un des journalistes que la police avait interrogés à l'issue de la conférence de presse. Une « tentative de communication », assez inédite en Espagne, a précédé la convocation de M. Garcia Herrera. Celui-ci a, en effet, vivement critiqué les déclarations de la police selon lesquelles ces déclarations auraient permis d'établir « la véritable nature subversive » de la conférence de presse du 18 janvier.

On s'attend, d'autre part, à Madrid, à l'annonce d'ici quelques semaines, de la création — sous le nom de Réforme démocratique — d'une grande association politique de centre droit, sous l'égide de M. Manuel Fraga Iribarne, ambassadeur à Londres et ancien ministre de l'Information. Celui-ci a déployé la semaine dernière une intense activité dans la capitale espagnole, rencontrant le chef du gouvernement, M. Carlos Arias Navarro, un ministre, José Utrera Molina, secrétaire du mouvement, et un de ses prédécesseurs, M. José Solís Ruiz, le président du Cortès. M. Manuel Rodriguez de Valcarlos, le comte de Motrico, ancien président du conseil privé de Don Juan Carlos, et M. Federico Silva Muñoz, ancien ministre des travaux publics, qui pourrait être le numéro deux de la nouvelle association.

Enfin, Mgr Enrique y Tarancón, archevêque de Madrid, transmettra prochainement au gouvernement, a annoncé le 25 janvier la commission permanente de la conférence épiscopale espagnole, une demande d'amnistie en faveur des détenus politiques à l'occasion de l'Année sainte. Le cardinal Tarancón, qui présidera la conférence, réunie depuis le 23 janvier, remettra également au gouvernement une pétition qui a été créée sous l'égide du mouvement.

Cinq Français et trois Espagnols ont entrepris un jeûne public de trois jours dans la cathédrale Saint-Blas à Toulouse pour exprimer leur solidarité à l'abbé Luis Xirines, qui depuis le 1er janvier, fait la grève de la faim à l'hôpital pénitentiaire de Carabanchel, à Madrid. Les grévistes toulousains ont adressé à l'évêque de Madrid, président de la Conférence épiscopale d'Espagne, une lettre lui demandant d'interroger auprès du gouvernement espagnol pour la libération des prisonniers politiques et la grâce des exilés. — (Corresp.)

Portugal

VIOLENTS INCIDENTS A PORTO

Plusieurs centaines de manifestants gauchistes ont provoqué l'annulation du congrès du parti du Centre démocratique et social

Congressistes et invités étrangers sont restés bloqués toute une nuit

De très violents incidents ont éclaté pendant la week-end à Porto, où le Centre démocratique et social (C.D.S.), la formation la plus à droite de l'échiquier politique portugais, devait tenir son premier congrès national. Plusieurs centaines de manifestants gauchistes ont encerclé dès samedi soir 25 janvier le palais de Cristal, où les congressistes et de nombreux invités étrangers, parmi lesquels des représentants du parti conservateur britannique et des jeunes gens grecs, devaient se réunir.

Murtant « Mort aux fascistes ! », les manifestants d'extrême gauche, armés de gourdin et de chaînes de vélo, ont engagé le contact avec les policiers du service d'ordre. Des coups de feu ont été tirés et des grenades lacrymogènes lancées. Des voitures ont été incendiées. Selon plusieurs témoins, des soldats de casernes proches ont fait cause commune avec les émeutiers et ont gêné les policiers et la garde républicaine à cheval dans leurs interventions.

Les congressistes et leurs invités sont restés bloqués toute la nuit à l'intérieur du Palais des congrès, qui domine le Douro. C'est dimanche matin seulement que des renforts de parachutistes du COPCON, force d'intervention du continent, envoyés de Lisbonne par le gouvernement, ont pu assurer la sortie des membres du C.D.S. Dès samedi soir les dirigeants du C.D.S. avaient décidé, après un entretien avec trois officiers, d'annuler leur congrès.

Congressistes et personnalités étrangères ont été bloqués au palais de Cristal et des jeeps équipées de mitrailleuses. Des groupes de manifestants étaient encore sur les lieux.

On déplore une quinzaine de blessés, dont cinq seraient assez sérieusement touchés. Lundi matin 27 janvier, le M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, maoïste) et plusieurs

Union soviétique

Concains de corruption

Plusieurs dirigeants du parti de Géorgie sont limogés

De notre correspondant

Moscou. — Le deuxième secrétaire du parti communiste de Géorgie, M. Tchourkine, a été démis de ses fonctions. Cette information qui circulait depuis quelque temps à Moscou vient d'être officiellement confirmée par Zaria Vostoka, organe du P.C. géorgien. Le 19 janvier, ce journal a publié, en effet, le message de condoléances signé par tous les membres du bureau politique géorgien à l'occasion de la mort d'un scientifique. Or le nom de M. Tchourkine a disparu de la liste des membres du bureau politique.

Conformément à la tradition, M. Tchourkine est d'origine russe. Très souvent dans les Républiques fédérées le rôle du second secrétaire est souvent plus important en pratique que celui du premier. Désigné directement par Moscou, il est la pour surveiller l'état des lieux et faire le rapport directement au secrétariat du parti de l'Union soviétique.

M. Tchourkine aurait été limogé à la demande de M. Chevarnadze, l'ancien chef de la police de Géorgie, nommé premier secrétaire en 1973 pour remplacer M. Mjavanadze, accusé de corruption.

M. Chevarnadze aurait découvert que M. Tchourkine avait trépané dans plusieurs bureaux. Selon certaines informations, non confirmées, M. Tchourkine serait même déjà emprisonné. Zaria Vostoka annonce également le limogage d'un autre responsable de Géorgie ; il s'agit du premier secrétaire de la République autonome d'Abkhazie, M. Kobakhia. Tous ces faits indiquent que la campagne de lutte contre la corruption entreprise par M. Chevarnadze se poursuit. On estime que plusieurs milliers de membres de personnes déjà arrêtées en Géorgie pour ce motif depuis 1972.

JACQUES AMALRIC

La police a perquisitionné dans l'appartement d'une militante des droits de l'homme

Moscou (Reuter). — Cinq policiers du K.G.B. ont perquisitionné, mercredi 27 janvier, pendant sept heures dans l'appartement moscovite de Mme Tatiana Khodorovitch et y ont saisi des ouvrages clandestins et des manuscrits protestant contre la répression politique en Union soviétique.

Mme Khodorovitch a précisé, par la presse, que le K.G.B. avait agi à la demande de la République de Lituanie, qui la soupçonnait d'avoir dans son appartement « des documents mensongers diffamant l'Etat et le système social soviétiques ».

Mme Khodorovitch, une linguiste, avait signé, avec une cinquantaine de dissidents, un appel protestant contre l'arrestation et le transfert en Lituanie, le 28 décembre dernier, de M. Serge Kovalev, proche collaborateur du physicien André Sakharov dans le Mouvement pour la défense des droits de l'homme en U.R.S.S., auquel appartient également Mme Khodorovitch. M. Kovalev a été accusé d'avoir publié un journal polycopié clandestin en Lituanie affirmant que l'Eglise catholique y est persécutée.

EI

Le C.D.S. est... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

M. MAX LEJEUNE : l'action menée avec les communistes conduit à la dictature de ces derniers. (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

Le parti... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

« L'HUMANITE » : que veulent les socialistes portugais. (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

Handwritten text at the bottom of the page: "JAN 28 1975"

EUROPE AFRIQUE

2010

Portugal

Entre Mao et Spinoza

(Suite de la première page.)

Le C.D.S. est-il à droite ? Par rapport aux trois formations représentées dans la coalition gouvernementale, communistes, socialistes et populaires démocratiques, cela ne fait aucun doute. Depuis qu'en avril, le centre de gravité politique du Portugal a été si violemment rejeté vers la gauche qu'aucun parti ne peut, ou ne veut actuellement, défendre des positions teintées d'un conservatisme même timide. Ce que proposent les murs de Lisbonne, où affichés, slogans et graffiti se chevauchent de nouveau dans un désordre surréaliste après la grande et unique « leçon » d'octobre, c'est le « socialisme ». Quel socialisme ? C'est une autre affaire. Mais le M.R.P.P. est une force incontournable, les groupuscules d'extrême gauche sont nouveaux et actifs, le parti communiste portugais est le plus « dur » d'Europe, les socialistes parlent de « lutte des classes » et les partisans du P.F.D. ont demandé l'année dernière leur adhésion

à l'Internationale socialiste. En vain, l'Internationale avait déjà donné sa bénédiction au parti de M. Mario Soares, rival idéologique, à l'époque, du P.P.D. de Sa Carneiro. Mais la démarche était rétrograde.

Il faut ajouter que le Mouvement démocratique portugais (M.D.P.), dont de nombreux militants sont d'anciens communistes, est une force, en un sens, plus à gauche que le parti communiste, avec laquelle il faut compter aux prochaines élections. Le mouvement de la gauche socialiste (M.E.S.) n'est pas négligeable. Au lendemain de son congrès national de décembre, il a connu une scission qui illustre un « durcissement » de la base. Enfin, la commission de coordination du Mouvement des forces armées a fait savoir en janvier, quelle souhaitait un régime « socialisant », et, dans le cas où le capital refuseait de collaborer, tubérement socialiste. Le Portugal est aujourd'hui le pays « le plus à gauche » de toute l'Europe occidentale.

force d'intervention du continent, estime que « le M.R.P.P. avait qu'il les autres partis d'extrême gauche devraient être les alliés du P.F.D. », condition bien nettement, qu'ils soient intéressés à la construction d'une démocratie ».

Le M.R.P.P., qui pratique avec brio la formule de Saint-Just : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté », est moins tendre. Ses dirigeants, faisant un jeu de

mois que le général de Carvalho prend d'ailleurs avec le sourire, appellent le COPCON « comment organiser la PIDE avec un autre nom ». Pour le P.C.P., pas d'équivoque : les militants du M.R.P.P. « servent tout simplement les intérêts de la réaction » et les « attaques brutales contre le C.D.S. sont en réalité l'aide la plus efficace que la droite puisse espérer ».

Des anciens caetanistes

La virulence du M.R.P.P. n'est pas sans ambiguïté et le mouvement a décidé de participer aux prochaines élections. « C'est que nous lions dans des conditions difficiles, précise le porte-parole du comité central. Les masses petites-bourgeoises ont encore des illusions sur les élections. Nous n'êtes nous-même pas sûrs nous allons exploiter ce moment pour faire monter la conscience politique du peuple. Nous savons que seule la lutte armée peut modifier le rapport de forces, mais il s'agit d'isoler l'ennemi. Nous allons exposer notre programme de lutte révolutionnaire et dénoncer celui des social-fascistes, des révisionnistes du P.C.P. qui ont bien significativement retiré l'expression « déclaration du prolétariat » à l'issue de leur congrès national ».

Les actions de rue du M.R.P.P. ne profitent-elles pas à la droite, comme le prétend le parti communiste ? « Le P.C.P. nous accuse de faire le jeu de la réaction. Ce sont les révisionnistes qui font la politique de la bourgeoisie et de la réaction... Dialogue de sourds qui n'est pas limité au Portugal... »

Largo do Caldas, au pied de l'antique et tortueux Alameda, les murs du siège du Centre démocratique et social portent encore les traces de la dernière attaque des commandos M.R.P.P. Des vitres brisées ont été recouvertes de cartons disjoints. Dans les bureaux, l'ambiance est « fonctionnelle » : moquette, téléphone en cours d'installation, magnétophone, secrétaires diligentes et souriantes. Mais les « gorilles » du rez-de-chaussée sont aux aguets.

« La lecture de gauche », ne favorise l'instauration d'un régime « plus autoritaire ». Le C.D.S. a adhéré à l'Union des démocrates-chrétiens européenne. « Nous sommes, disent ses dirigeants, une organisation ouverte à tous les démocrates du centre, du centre droit ou du centre gauche, qui s'identifient entièrement avec le Mouvement du 25 avril et acceptent l'humanisme personneliste comme philosophie d'action ».

Pluralisme syndical, rejet des idéologies totalitaires, tolérance, consolidation de la démocratie ainsi que l'impose le programme du Mouvement des forces armées, réduction accélérée des inégalités sociales, assistance médicale gratuite à toute la population, nouveau contrat social dénonçant un neo-capitalisme matérialiste, établissement rapide de relations diplomatiques avec Pékin, le programme du C.D.S. au moins dans sa lettre, serait aisément accepté par des socialistes-démocrates européens.

« M. Soares, secrétaire général du C.D.S., fait volontiers état de ses relations avec des personnalités du « centre » transatlantique. Ancien directeur de cabinet au ministère de l'Éducation (2) du gouvernement Caetano, M. da Costa affectionne le langage « technocratique », considère que le C.D.S. « est la seule force d'opposition en dehors d'un pouvoir mythique », trouve la P.F.D. de Sa Carneiro « beaucoup trop cartésien ».

« Nous nous situons clairement à gauche, soupire-t-il, mais nous savons bien que nous sommes simplement tolérés. Nos militants ont peur, vraiment peur, après toutes ces attaques. Nous ne voulons pas être des martyrs, pas davantage les représentants de la majorité silencieuse. Mais pourquoi ne serions-nous pas majoritaires dans deux ans ? C'est une situation qui pourrait se présenter aussi dans d'autres pays européens... »

« Parmi les fondateurs du C.D.S., on trouve un certain nombre de personnalités caetanistes. Par exemple, M. Valentin Xavier, ex-tado, ancien secrétaire d'État au commerce, qui déclarait à Lisbonne, en 1973 que « le peuple portugais n'était pas prêt pour la démocratie ». Que pense aujourd'hui M. da Costa du socialisme ? « Ce serait la misère, répond-il. Mais au Portugal, le socialisme n'est pas possible. L'administration n'est pas assez efficace... »

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Le général Spinoza avait choisi cinq civils et deux militaires, les colonels Almeida Bruno et Durao, pour les sept postes « en vingt et une » à sa disposition.

(2) M. Velho Simao, dernier ministre de l'Éducation du gouvernement Caetano, est actuellement ambassadeur du Portugal aux Nations unies. Sa nomination, décidée par le général Spinoza, avait provoqué de vives réactions de la gauche civile et militaire du gouvernement.

Le C.D.S., seul au centre... ou à droite ?

Les tracts, vert et blanc, du C.D.S. prônent un « centrisme » raisonnable et « démocratique », qui renvoient à deux flèches et harmonieuses — est évidemment ambigu. Car, à droite du C.D.S., c'est le vide, ou presque. Les groupuscules d'inspiration démocrate-chrétienne, qui prétendent représenter « la grande majorité du peuple portugais », sont à peu près silencieux. La vraie droite et l'extrême droite ont été pendant quarante ans des bataillons serrés de députés salazaristes, sont inexistantes. Les ultras, les caetanistes, les intégristes, les nationalistes transigeants, les défenseurs de la « multiracialité » et de l'« Occident chrétien » ont disparu, résignés, atterrés ou peut-être malades. Dans ces conditions, le C.D.S. dans une position peu confortable, ne fait-il pas effectivement figure de parti de droite ?

Le dirigeant du M.R.P.P. balaise d'un geste de la main cette construction. « Nous savons, dit-il, que des représentants du C.D.S. ont des contacts en Espagne avec certains membres de la P.I.D.E. — le C.D.S. la police politique du régime fasciste. Nous savons que les services de renseignements américains participent à l'organisation et au financement du Centre démocratique... »

Il ajoute, martelant ses mots : « Le principal leader du C.D.S. a été le bras droit de Marcello Caetano, l'ancien président du conseil, et participe à la rédaction d'ouvrages qui ont servi de base à la théorie de l'État fasciste. Tous les autres dirigeants du C.D.S. ont, peu ou prou, collaboré avec l'ancien régime. Et ce n'est pas la propre presse portugaise qui a lancé les premières accusations contre le C.D.S. lorsque des documents de cette dernière formation ont été découverts au siège du parti nationaliste portugais ? »

Le pain, la terre, la paix

La même année paraît *Garde* journal de la section éditoriale du M.R.P.P. relativement autonome, devenue Fédération des étudiants marxistes-léninistes. Dès cette époque, les dirigeants du M.R.P.P. font une analyse sensiblement différente de celle du parti communiste et du Mouvement démocratique portugais (qui a participé sous le nom de C.D.E. à la Commission démocratique électorale, aux « élections » de 1969). A la veille des « élections » de 1973, organisées cette fois par un gouvernement Caetano qui hésite entre la « répression » et l'« ouverture », le M.R.P.P. lance un mot d'ordre : « Le peuple vote dans la rue ». Et il ajoute : « Ni fascistes, ni révisionnistes ». Au programme du Mouvement des forces armées, qui promet le rétablissement de la démocratie, il répond par un autre slogan : « Le pain, la terre, la paix, la liberté, la démocratie, l'indépendance nationale ». Il préconise la multiplication des « meetings dans la rue ».

Depuis avril, on a effectivement beaucoup vu les militants du M.R.P.P. sur le Rossio, aux côtés des déserteurs et des insurgés réclamant un statut, des militants du M.E.S. à l'« Mouvement populaire pour la libération de l'Angola » et du Fretilmo (Front de libération du Mozambique), alors que le général Spinoza tentait de donner une orientation « droitière » à la décolonisation. Le M.R.P.P. se flatte aussi d'avoir des « amitiés dans l'armée », et plusieurs incidents récents ont prouvé que des soldats n'hésitent pas, dans les casernes, à défendre les positions de Luta popular.

« Le Mouvement des forces armées », affirme le dirigeant M.R.P.P., est en fait le pilier principal du régime issu du 25 avril. Mais il n'est pas homogène. Il y a des tendances, des clientèles pour les communistes, les socialistes, les P.F.D. Le courant démocratique du M.F.A. est fort, mais il ne veut pas entendre parler de la classe ouvrière comme avant-garde. Il ne faut pas oublier que le parti communiste portugais a toujours spéculé sur un coup d'État militaire et l'a encouragé. Les trois partis de la coalition ont

Torse maigre, visage pâle et émacié, yeux de feu, le dirigeant M.R.P.P. n'a guère changé depuis notre dernière rencontre « clandestine » au pied de la tour de Belem, il y a cinq ans. Il appartenait à un commando de lutte armée. Les précautions n'étaient pas inutiles. Mais les rendez-vous, dans un modeste appartement d'un quartier populaire de la capitale, ont pourtant aussi « discrètes ». Les deux militants qui nous ont conduit jusqu'au leader « sans nom » n'exclut pas une nouvelle « plongée dans la clandestinité ».

« Notre mouvement, dit-il, est le défenseur rigoureux des intérêts du peuple. Il est naturel, il est même souhaitable qu'il soit la cible des attaques des partis de la bourgeoisie. Pour eux toutes les armes sont bonnes, les armes à feu mais aussi les armes idéologiques, les injures, les calomnies. Nous sommes une organisation politique de la classe ouvrière qui prône la révolution. Une organisation nationale marxiste-léniniste-maoïste. C'est là notre objectif principal et immédiat. »

Le M.R.P.P. a été fondé en septembre 1970 par un noyau de militants de l'ancienne gauche démocratique (S.D.E.) qui s'élevaient à la fois contre « le révisionnisme du parti communiste » et le « dogmatisme d'autres organisations marxistes-léninistes ». Son premier manifeste appelait à la « réorganisation du parti », à la lutte contre l'exploitation capitaliste, la répression fasciste et la guerre coloniale. Le premier numéro de *Luta popular*, organe central du mouvement, est de février 1971. Son directeur : Saldanha Sanchez.

leurs « correspondants » dans le M.F.A., à condition, bien entendu, que soient les reflets des querelles politiques... »

Certains ministres militaires ont qualifié, devant nous, le M.R.P.P. de « mauvaise conscience du parti communiste ». Le « brigadier » Otelo Saraiva de Carvalho, commandant adjoint du COPCON, la

Confirmant son maintien au gouvernement

M. SOARES PROPOSE UN PACTE AUX PARTIS DE LA COALITION ET AU MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES

(De notre correspondant.)
Lisbonne — Au cours de la réunion de son comité directeur, qui a eu lieu dimanche 26 janvier, le parti socialiste a décidé de se maintenir dans la coalition gouvernementale. Lundi matin, M. Soares, secrétaire général du parti, a confirmé cette décision et demandé la publication immédiate du plan économique. Il a également proposé l'organisation d'une rencontre entre les trois partis de la coalition et le conseil des Vingt du M.F.A. afin de déterminer les « termes d'un pacte ».

M. Soares a souhaité un débat télévisé au cours duquel les secrétaires généraux des trois partis de la coalition analyseraient les divergences et les problèmes fondamentaux qui se posent au pays. Le « modérateur » de ce débat pourrait être un représentant du Mouvement des forces armées.

J. R.

LA COLLECTE AUX PAYS-BAS A RAPPORTÉ PRÈS DE 3 MILLIONS DE FRANCS AU PARTI SOCIALISTE

(De notre correspondant.)
La Haye — Les militants du Parti du travail néerlandais (P.V.D.A.) ont recueilli, samedi 26 janvier, près de 3 millions de francs pour leurs amis du parti socialiste portugais. Environ dix mille collecteurs de fonds s'étaient éparpillés dans les rues de la plupart des villes néerlandaises tandis que la télévision VARA (proche du Parti du travail) présentait un spectacle qui a duré plus de neuf heures, entrecoupé par des interviews avec M. Mario Soares, de reportages sur le Portugal et de courtes conversations avec des militants qui venaient apporter la preuve de leur solidarité internationale en remettant de l'argent.

vient de paraître :

Michel Massenet
LA NOUVELLE GESTION PUBLIQUE

Pour un Etat sans bureaucratie
29 F

Editions HOMMES ET TECHNIQUES
Diffusion : DIFF - EDIT

Éthiopie

DES OFFICIERS DE L'ARMÉE DE L'AIR AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS EN ÉRYTHRÉE

Addis - Abeba (A.F.P., A.P., Ruyter). — Quatorze officiers et soldats de l'armée de l'air auraient été arrêtés samedi 25 janvier à Asmara, chef-lieu de la province de l'Érythrée. Dimanche, des tirs d'armes automatiques ont été entendus près de l'aéroport d'Asmara.

D'autre part, plusieurs membres des forces aériennes servant en Érythrée auraient disparu ce mois-ci et auraient rejoint les rangs du Front de libération (F.L.E.). Une trentaine d'officiers de marine du port de Massawa, sur la mer Rouge, seraient portés manquants. Trente autres auraient été arrêtés.

Dans une interview au quotidien libanais *Nahar*, M. Mohamed Abdel-Rahmane, secrétaire général du Front de libération, a déclaré le 26 janvier que « le gouvernement éthiopien et les dissidents érythréens sont au même titre des révolutionnaires, mais les Érythréens doivent comprendre qu'une mutation fondamentale s'est produite en Éthiopie et que le différend qui nous oppose doit être réglé par des négociations pacifiques ».

M. Mikael Imru, ministre éthiopien de l'Information, a cependant indiqué qu'une requête des représentants érythréens demandant la libération des prisonniers politiques érythréens a été rejetée.

LE SORT DES MALIENS EN HAUTE-VOLTA

M. Victor Kaboré, ambassadeur de Haute-Volta à Paris, nous a adressé le communiqué suivant :
Le Monde du 24 janvier 1975 a rapporté un communiqué de Radio-Mali selon lequel « un enfant malien a été tué devant un restaurant de Ouagadougou à coups de machette. Le vol, le viol, les razzias, les tueries, continuent à l'encontre des citoyens maliens en Haute-Volta ». L'ambassade de Haute-Volta en France rejette catégoriquement ces accusations mensongères et les calomnies du gouvernement malien. Ces affirmations ne reposent sur aucun fondement et témoignent de la mauvaise foi de leurs auteurs (...). Le gouvernement de Bamako veut détourner l'attention de l'opinion internationale sur son refus de respecter les engagements qu'il a pris à Lomé le 27 décembre 1974 et cherche à justifier son agression passée et ses projets bellicieux.

● Pour le deuxième anniversaire de l'assassinat d'Almir Cabral, fondateur du P.A.I.G.C. (parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert), une réunion a été organisée samedi 25 janvier à Paris par le Comité international N'Eruman (c/o M. Diallo, 30, rue Saint-Antoine, Paris 4^e), en l'honneur de l'ambassadeur de la Somalie en France et d'un représentant de l'ambassade d'Algérie.

Cette semaine dans Les Informations

20 paris sur l'avenir

20 paris sur l'avenir
Inflation, chômage, crise, guerre, monnaies, or ? 160 leaders d'opinion donnent leur réponse personnelle. Une enquête exclusive des Informations.

Portrait d'un investisseur en djellaba.

Les trois banques spécialistes de l'argent arabe.

La nouvelle guerre froide
Nouveau durcissement entre l'Est et l'Ouest. Mais, cette fois, il y a d'autres armes qui s'appellent pétrole, or, systèmes monétaires... par Jacques Klein

LES INFORMATIONS
Pour ne plus parler sans savoir

inflation, chômage, or, pétrole, front les 20 paris de 160 leaders d'opinion

LES INFORMATIONS

LA NOUVELLE GUERRE FROIDE

Océanie

Le Pacifique du Sud, ou la difficulté d'être

II. — Les chiens mordent les chefs

De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

Dans les œuvres, souvent de très bonne qualité, des écrivains du Pacifique du Sud, apparaît la recherche d'une identité culturelle et politique. Ces romans, ces poèmes sont souvent des témoignages de déchirements, de révoltes contre l'hypocrisie des hiérarchies indiennes et des valeurs imposées par l'étranger (« Le Monde » du 26-27 janvier).

Port-Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée). — S'il lui est facile, avec un peu de temps devant lui, de sillonner le Pacifique du Sud, le voyageur doit, à chaque atterrissage, oublier ce qu'il a appris dans le pays précédemment visité, tant les différences sont grandes d'un archipel à l'autre.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée, alors que ses querelles internes sont réglées pour proclamer, en juin 1975 en principe, son indépendance; encore l'actuelle agitation des dirigeants papouas risque-t-elle de précipiter les tendances à l'éclatement de ce grand pays. Si les Salomon du nord appartiennent à cet ensemble, celles du sud (où se trouve Guadalcanal), dotées d'un gouvernement local, sont sous protectorat britannique.

Au sud-est, les Nouvelles-Hébrides forment un condominium franco-britannique, et la Nouvelle-Calédonie est territoire français. Au nord-est, Nauru est indépendant, mais les Gilbert et les Ellice, les avancées en direction de la Micronésie, demeurent colonies britanniques (elles d'ont pas de concert vers l'indépendance, les Ellice ayant, à l'automne de 1974, décidé de rompre leurs liens avec leurs seurs du nord). Les Fidji sont indépendantes, mais non Rotuma, qui, d'une culture distincte, est un condominium fidjien. Tonga aussi est indépendante, mais Wallis-et-Futuna, et plus à l'est Tahiti et ses voisines, sont français.

Associés à la Nouvelle-Zélande et antonomastiquement les îles Cook forment à moyen terme un Etat Autonome. Niue a choisi une libre association avec Wellington, mais

les Tokelau demeurent propriété de la Nouvelle-Zélande. Et si les Samoa occidentales sont indépendantes, les Samoa orientales sont administrées par Washington. Citons, pour mémoire, à une aile de la région, la Nouvelle-Guinée occidentale, partie intégrante de l'Indonésie, et à l'autre aile, l'île de Pléiades, qui est chiléenne.

Le monde mélanéo-polynésien est donc tout sauf homogène. Sur plus de 10 000 kilomètres d'ouest en est vivent un peu moins de quatre millions d'habitants, dont plus de deux millions et demi sont des Papouas-Néo-Guinéens. Mais il n'y a guère plus de sept mille âmes à Nauru et, lorsque l'avion nous mène de Nuku'alofa (Tonga) à Apia (Samoa) s'est posé à Niue, il nous a surpris que la moitié de la population (cinq mille personnes au total) se trouvait à l'aéroport. « Quand je vais faire le point de la situation à Niue, j'emporte une valise de romans policiers, car j'ai fini mon travail en une demi-journée, mais je suis coincé sur l'île pour huit jours », s'exclame un curé en tournée.

La terre et l'homme

Pour parfaire l'analyse de ces sociétés, il faudrait rendre visite aux communautés de travailleurs immigrés, aller voir les Gilbertiens extraire le phosphate de Nauru, les Wallisiens et les Futuniens charger le nickel de Nouvelle-Calédonie, les Tongiens, les Samoans, les Niueans, qui peuplent certains quartiers industriels d'Auckland, en même temps que de nombreux habitants des îles Cook; il faudrait se rendre jusqu'à Hawaï et en Californie pour rencontrer des Samoans orientaux, et au Canada pour étudier la vie des Indiens originaires des Fidji.

La bigarrure? On la retrouve dans le domaine linguistique. La région compte plus de mille deux

cents langues, dont quelques sept cents en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et quatre-vingts environ dans les Salomon (heureusement, le pidgin facilite les communications). Si les Samoa et les Tonga donnent une plus grande impression de cohésion, en dépit des barrières sociales, cela est dû en grande partie à leur unité linguistique.

Le trait commun aux peuples de la zone, malgré d'importantes différences entre les systèmes fonciers, est peut-être l'attachement à la terre de ces commu-

autés isolées sur leurs microbes océaniques. « La vie autochtone est entièrement fondée sur les rites des cultures nourricières, le psychisme des individus est tout entier tourné vers les rapports entre la terre et l'homme », écrit M. François Doumenge (1). Par-tout, cependant, les vieux cadres craquent. Les territoires français connaissent une exception, la propriété de terres par des non-locaux, déjà restreinte, est en diminution (ainsi en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Salomon). Elle est parfois prohibée par le droit coutumier (Tonga, Samoa), dont l'application peut aller jusqu'à interdire la posses-

tion de terres à la moitié de la population — c'est le drame des Indiens de Fidji, pourtant citoyens fidjiens.

Les habitants sont soit collectivement attachés à leurs champs, quittés à relancer les luttes tribales pour effacer les limites arbitraires autrefois imposées par le colonisateur (cas de la Nouvelle-Guinée), soit soumis à une structure féodale archaïque (Tonga, Samoa), soit détenteurs de droits sur des terres qu'ils ne cultivent pas toujours.

Dans les petits archipels, la population quitte les îles isolées pour les îles principales et, à l'intérieur de celles-ci, la campagne pour les villes, en attendant souvent un visa pour la Nouvelle-Zélande ou d'autres lieux d'immigration. Ces phénomènes, qui ne connaissent pas à renforcer l'indépendance économique des pays d'Océanie, reflètent une grave crise des structures foncières. Mais toute réforme agraire signifierait un bouleversement des hiérarchies sociales. Il reste que la terre est mal exploitée, souvent laissée en friche, alors que des milliers de personnes sont, chaque année, contraintes à l'exil.

Le poids des « grands »

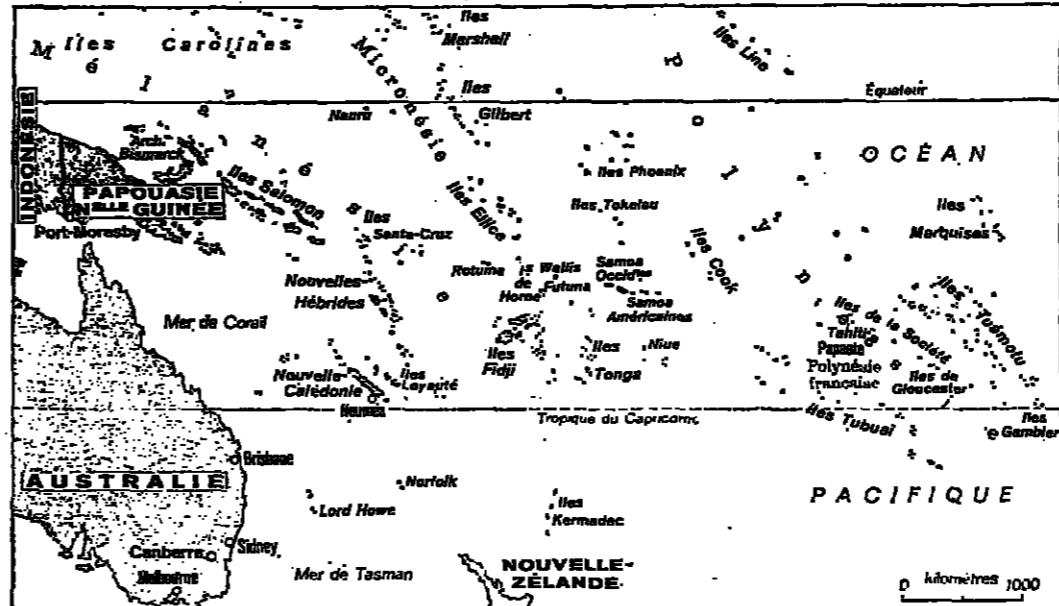
La région est aussi victime de dérisoires querelles d'amour-propre nationaliste. C'est ainsi que, partout, fleurit le mythe de l'avion, moyen de transport nécessaire mais coûteux. D'incroyables rivalités opposent les petites capitales locales dans ce domaine. Les îles Fidji ne cherchent-elles pas, sous couvert de coopération, à dominer l'ensemble oriental de la zone? se demandent les responsables des Etats voisins. Le roi de Tonga a d'abord songé à s'élancer — mégalomanie évidente tant est patent le déséquilibre des forces! — avec des Japonais pour créer sa propre compagnie d'aviation. Il songerait maintenant à un contrat avec Nauru.

Il existe un système de consultations régionales pour défendre certains intérêts économiques locaux vis-à-vis de l'extérieur (notamment lors des discussions avec la C.E.E. ou avec Wellington). De même l'université du Pacifique du Sud, située

à Suva, permet-elle, non sans heurts d'ailleurs, d'acquiescer un embryon de coopération. Mais les liens horizontaux établis entre les divers pays sont d'une moindre importance que les liens verticaux tissés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le Forum du Pacifique, auquel participent les dirigeants de la région (ceux de Canberra et de Wellington compris), permet d'aborder des questions politiques, par définition taboues lors des réunions de la commission du Pacifique du Sud, où sont représentées des puissances métropolitaines telles que la France et la Grande-Bretagne.

Même si une évolution positive paraît se dessiner depuis la réunion de septembre 1974 à Rotonga (les Cook), les territoires français n'ont pas encore la possibilité de faire entendre leur voix, aucune instance régionale ne définit les besoins propres à la zone, et il n'existe aucun espoir

d'atténuer la différence de puissance entre les « grands » et les « petits » de l'Océan. La belle renaissance culturelle, dont nous avons entrevu l'aspect littéraire dans un premier article, risque, dans ces conditions, de n'avoir pas de prolongement politique. Un certain type d'aide peut prendre l'allure d'un ethnocide; il faudrait aussi que soit remis en question l'énorme pouvoir de la poignée de compagnies commerciales étrangères qui écourent la région, et que soit arrêtée l'expansion du tourisme, une plaie qui n'apporte qu'exploitation et prostitution culturelle.



Le Pacifique du Sud a pourtant la chance, contrairement au Pacifique du Nord et à la Micronésie américaine, de ne posséder ni son Guam, ni son Okinawa. Son rôle stratégique est minime dans les conditions actuelles, et la race de Pago-Pago est bien moins visitée par l'U.S. Navy que par les bateaux de pêche. Seul, dans un avenir prévisible, la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour-

POPULATION DES PRINCIPAUX TERRITOIRES

Voici approximativement la population des principaux territoires du Pacifique du Sud :

Territoire	Population (approximative)
Papouasie - Nouvelle-Guinée	2 500 000
Salomon	105 000
Nauru	7 000
Fidji	550 000
Gilbert-et-Ellice	60 000
Tonga	90 000
Samoa occidentales	150 000
Samoa américaines	30 000
Niue	5 000
Tahiti	2 000
Cook	22 000
Polynésie française	110 000
Wallis-et-Futuna	10 000
Nouvelle-Calédonie	120 000
Nouvelles-Hébrides	50 000

rait se trouver entraînée dans des conflits locaux, par exemple, en cas de troubles sérieux en Nouvelle-Guinée indonésienne. Mais les forces armées de Port-Moresby seraient incapables de faire face à une crise grave. Embryonnaires et très dépendantes de l'encadrement australien, leur première tâche, si elles ne sont pas tentées par le pouvoir politique, sera de maintenir l'ordre intérieur et de prévenir l'éclatement du pays, en luttant, par exemple, contre l'armée papouasienne.

Deux facteurs pourraient attiser les rivalités dans la région : le pétrole, si les recherches offshore se révèlent fructueuses, et les formidables richesses de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, dont les gisements cuprifères de Bougainville ne représentent qu'une petite fraction. La ferme volonté du premier ministre, M. Somare, d'obtenir une plus grande part des bénéfices de Bougainville, les déclarations « gauchisantes » du chef du gouvernement au sujet du mode de développement et des méthodes d'éducation étrangère imposées par l'Australie, permettent de penser que les négociations entre Port-Moresby et les sociétés multinationales ne seront pas amères.

Les relations entre les archipels et les puissances métropolitaines, ou les grands pays « protecteurs », méritent réexamen — tel était l'un des aspects de la mission aux Nouvelles-Hébrides

(1) François Doumenge, *l'Homme dans le Pacifique sud*, publications de la Société des océanistes. Voir aussi *Leud tenu en la Pacific*, sous la direction de B. Crocombe (Oxford University Press).

de M. Stirm et de son homologue britannique. Un récent rapport du Congrès a évoqué la gabegie qui règne en Micronésie américaine, analogue à celle que nous avons constatée dans les Samoa occidentales. En Australie et en Nouvelle-Zélande, de petits groupes de chrétiens, en liaison avec des minorités insulaires, commencent à dénoncer « le nouveau colonialisme » dont sont victimes des pays comme Fidji ou Tonga.

Cette prise de conscience vient à son heure. Car, dans les îles, des visages peignent leur douleur de l'épave pour exprimer la haine. Parce que ses vers ont valeur de symbole, laissons, pour conclure, la parole à Makini Tongia, un poète des îles Cook :

Traversant cette riche banlieue
pleine de chefs blancs et noirs
J'entends un chien aboyer
J'écoute son appel
Je le sais je suis ce chien
Il ramasse ce qu'il peut
des poubelles qui débordent
Chefs je vous le dis
entrez ces déchets que vous
ne pouvez manger
Ainsi aucun chien affamé ne
viendra
[manger devant vos portes fermées
à clé
Attention, les chefs, aux chiens
[affamés !

FIN

MALTE,
c'est le soleil, la mer et
une histoire d'amour...
entre l'île et vous.



C'est peut-être parce qu'elle est au cœur de la Méditerranée que MALTE, terre de calme et de sérénité, a tant de séduction. Riche de 60 siècles d'histoire, MALTE est un magnifique mélange de civilisations : les hommes du Néolithique, les Phéniciens, les Romains, les Byzantins et surtout les fantastiques et célèbres Chevaliers de l'Ordre de Malte... La Valette, sa capitale, bâtie par le grand maître français Jean de la Valette, est une des plus belles cités de la Méditerranée : l'ocre et le rose de ses hauts murs qui dominent la ville et se détachent dans la lumière vous raviront.

MALTE, c'est aussi l'île de Gozo et l'île de Comino. Si vous aimez la nature, ce petit archipel vous séduira car rien n'y est pollué : ni les plages, ni l'air, ni la mer... ni les habitants.

La gentillesse des Maltais est réelle et spontanée, et pour votre bien-être, de beaux hôtels récents, climatisés, avec piscines et restaurants gastronomiques vous attendent.



Pour vous rendre à MALTE, AIR-MALTA assure chaque samedi un vol ORLY-MALTE. AIR-MALTA vous permet d'apprécier dès Ody le qualité de l'accueil maltais à bord de ses Boeing 720 B.

Voire Agent de Voyages connaît bien MALTE et AIR-MALTA: il vous renseignera.

MALTE

Pour recevoir, sans engagement de votre part, le mini-guide de Malte, renvoyez ce coupon-réponse à : BUREAU D'INFORMATIONS DE MALTE, 9, rue du 4 septembre, 75002 PARIS - Tél : 266.41.20

Nom
Adresse

CONTROL DATA
premier constructeur mondial de super-ordinateurs formés, dans son Institut parisien,

PROGRAMMEURS
en 4 mois 1/2

ANALYSES FONCTIONNELS
en 2 mois

TECHNICIENS DE MAINTENANCE
en 6 mois 1/2

Pour conditions et dates d'interviews
Appelez dès maintenant M. MARCEAU
au 583-46-72 (en P.C.V. de province)
Vous pouvez aussi lui écrire ou venir nous voir

CONTROL DATA INSTITUT PRIVE CONTROL DATA
46, rue Albert 75013 PARIS

"fête-fortune"

TRANCHE de la CHANDELEUR

GROS LOT 1 MILLION 1/2

loterie nationale

tirage mercredi 29 janvier

مركز الامم المتحدة

Journal de l'ISO

ASIE

difficulté
chefs

Bangladesh L'instauration d'un régime présidentiel marque un net renforcement du pouvoir de M. Mujibur Rahman

Après l'instauration, samedi 25 janvier, d'un régime présidentiel et de parti unique au Bangladesh, le nouveau président M. Mujibur Rahman, nommé premier ministre l'ancien ministre de l'Intérieur, M. Mansoor Ali, M. Nazrul Islam, auparavant ministre de l'Industrie, a été désigné comme vice-président de la République.

Dernière étape d'une reprise en main qui a commencé le 28 décembre 1974 avec la proclamation de l'état d'urgence, un régime présidentiel avec parti unique a été instauré samedi 25 janvier au Bangladesh. Ce régime renforce l'autorité de M. Mujibur Rahman, personnalité charismatique peu portée au dialogue et inclinant, en revanche, à l'exercice solitaire du pouvoir.

« Banglabandhou », « l'ami du Bengale », pense répondre par cette réforme constitutionnelle, aux multiples périls qui affligent son pays. Le Parlement, où le parti gouvernemental, la Ligue Awami, détient la quasi-totalité des sièges et qui ne faisait guère qu'entériner les décisions du pouvoir, a approuvé « à l'unanimité » les cinq membres de l'opposition ayant quitté la salle sa transformation en simple Chambre d'enregistrement. Tous les partis politiques, à l'exception de la Ligue, sont dissous. Ancien premier ministre et ancien président de la République — élu pour cinq ans — M. Mujibur Rahman n'hésite pas à qualifier

ce changement de « révolution » ; il affirme que l'ancienne Constitution, portant la marque du fédéralisme anglo-saxon qui imprégnait l'élite bengalaise, était « un héritage du régime colonial, incapable de servir un pays possédant une identité et un style propres ».

Cette évolution, prévisible, est un constat d'échec. Ce ne sont pas les pouvoirs qui ont fait défaut au premier ministre d'hier, mais la capacité de définir une politique cohérente, de la mettre en œuvre, bref, de gouverner. Son thèse dont bénéficiait son peuple instauré, au lendemain de l'indépendance, ont été largement dissipées.

La fin de l'intermède démocratique

Le régime de Dacca, qui veut lutter à la fois contre la recrudescence du terrorisme et le pourrissement de la situation économique à court terme. Les anciens « collaborateurs », les nostalgiques du Pakistan, ou les « ennemis du pays payés par les puissances étrangères » sont des personnages presque mythiques créés par la propagande officielle. Les communistes pro-soviétiques n'ont guère d'audience ; ils ont tenté de faire un bout de chemin avec le parti gouvernemental, puis s'en sont séparés. L'un des responsables de la gauche radicale, le commandant Jall, un ancien dirigeant de la résistance « de l'intérieur », est en prison. M. Maulana Ehsanul, le chef politique religieux d'extrême gauche, a jugé plus opportun, à quatre-vingt-trois ans, de se retirer de la vie politique plutôt que de continuer à déferler, vainement, les autorités. Enfin, le chef de la faction la plus dure des groupuscules révolutionnaires, responsable de plusieurs assassinats, M. Siraj Sikdar, a été tué au début du mois.

« Alors que, arrêté, il tentait de s'enfuir ».

Le brigandage et la criminalité, dans un pays où il y a eu de tout, temps des brigands et des « rebelles », vont-ils pour autant disparaître ? Il est probable en tout cas que la fin de l'inter-

mède démocratique, dont il est vrai, l'opposition aura plus abusé que profité, vont, au contraire, renforcer le courant révolutionnaire, encore faible et incertain. Le principal danger provient, pour l'heure, de la déliquescence de l'Etat et des risques, encore menaçants en 1975, de famine. Pour y faire face, le nouveau président s'appuiera désormais sur un « parti national », nouvelle mouture, après épurations de la Ligue Awami, et sur une force para-militaire, les raskhi bahini. La Ligue du peuple ne tire pas sa force du prolétariat rural, dominant dans le delta, mais de la petite bourgeoisie urbaine. C'est avant tout un parti de notables. Son programme est celui de toutes les bourgeoisies nationales des pays du tiers-monde, le nationalisme « bengali » — étant renforcé par le sentiment islamique, autrément dit anti-indien, d'une partie des membres de la Ligue. Tous les parlementaires devront à l'avenir appartenir à cette formation. M. Mujibur Rahman a encouragé sans doute à la faveur du système présidentiel et de parti unique, le propre nœud du moujibisme, le propre nœud du chef de l'Etat, occupe une place croissante dans la vie publique.

Les raskhi bahini, formées de « combattants de la liberté » mis en disponibilité après l'indépendance, initialement équipés et entraînés par les Indiens, constituent la garde prétorienne du régime. Ils brisent les grèves, perturbent les manifestations politiques, pourchassent les pilliers et les extrémistes M. Mujibur Rahman n'a pas confiance dans l'armée régulière, peu nombreuse, médiocrement équipée, divisée, de surcroît, entre anciens maquisards et ralliés de la dernière heure des forces pakistanaises. Certains militaires ont le sentiment d'avoir été frustrés de leur victoire par les politiciens, qui l'ont, pendant la lutte de libération, soit incarcérés au Pakistan, comme le chef de l'Etat, soit confortablement exilés à Calcutta. Ils semblent attendre leur heure. Déjà, quelques officiers et soldats auraient déserté et rejoint les groupes de guérilleros.

Philippines L'AVIATION A BOMBARDÉ AU NAPALM DES BASES DE REBELLES MUSULMANS.

L'aviation philippine a attaqué au napalm des bases de rebelles musulmans dans le centre de l'île de Mindanao, a indiqué, à la fin de la semaine dernière, une source militaire citée par l'agence A.P. C'est la première fois que des bombardements au napalm sont annoncés par l'armée.

Quelques jours à peine après les négociations de Djeddah entre délégués des mouvements musulmans et représentants du gouvernement de Manille sous la présidence du secrétaire général de la conférence islamique, M. Mohammed Al Tohamy, la poudre du sud de l'archipel — Mindanao et Sulu — menace une nouvelle fois d'exploser, indique l'A.P.P.

Alors que la plus grande partie des effectifs de l'armée philippine est engagée contre les quelque six mille irréguliers musulmans les rebelles se sont emparés, le 15 janvier, d'un camp gouvernemental dans l'île de Jolo, massacrant les quarante et un défenseurs ; le 16, ils bombardèrent et détruisirent la station de radio gouvernementale de Marawi City, dans la province de Lanao.

Face à cette reprise de l'offensive musulmane destinée à arracher l'indépendance du Sud, le président Marcos mène un double combat, politique et économique, d'une part, militaire, d'autre part.

Sur le plan économique, en raison de la hausse des prix pétroliers, la reconstruction et la mise en valeur du Sud ne progressent qu'avec lenteur, malgré la mise en route, en 1974, d'un programme de 37 millions de dollars.

Sur le plan des relations diplomatiques, que compliquent les revendications de Manille sur Sabah (Bornéo du Nord), partie intégrante de la Malaisie, une conférence des dirigeants d'Indonésie de Malaisie et des Philippines est prévue dans le courant de l'année à Bali, pour régler, notamment, les différends entre Manille et Kuala-Lumpur.

M. Mustapha, ministre de la défense de Malaisie, et premier ministre de Sabah, est accusé par Manille de fournir des armes aux rebelles philippins.

Indochine TOUT EN POURSUIVANT LA « BATAILLE DU MÉKONG » Les révolutionnaires ouvrent de nouveaux fronts au Cambodge

Alors que la situation reste préoccupante pour les forces publiques le long du Mékong, les révolutionnaires ouvrent de nouveaux fronts au Cambodge. Profitant du départ pour Nôk-Luông (sur le Mékong) d'unités d'élite, les Khmers rouges attaquent Kamput, sur le golfe de Thaïlande, et ont occupé quatre positions. Au nord-ouest de Kamput, à Kompong-Som (l'ancien Sihanoukville), seul port de mer du pays, les Khmers rouges ont pour la première fois réussi à s'infiltrer dans la ville, détruisant un dépôt de carburant. D'autre part, cinq mille révolutionnaires se concentrent au nord de Phnom-Penh ; l'avant-garde se trouve à 15 km de la capitale. Au sud de Phnom-Penh, les républicains tentent vainement une percée pour soulager la garnison encerclée de Nôk-Luông et n'ont progressé que de 100 mètres dimanche. En deux jours, deux pétroliers et deux bateaux chargés de munitions ont réussi à grand-peine à remonter le Mékong ; seule une partie du convoi a pu, en subissant des dommages, franchir les barrages de tirs communistes.

Le Pentagone estime, selon le Washington Post, que Phnom-Penh pourra, jusqu'au début de la saison des pluies, en mai, être ravitaillé suffisamment par un fleuve et par la compagnie américaine Bird Air, sous contrat avec l'armée ; ainsi le gouvernement américain pourrait-il peut-être éviter d'établir ouvertement un pont aérien entre la Thaïlande et la capitale khmère.

viennent d'être expulsés du Sud.

A HANOI, M. Le Duc Tho, négociateur de l'accord de Paris, a déclaré que « le rapport des forces entre les forces armées (du G.R.P.) et la population, d'une part, l'administration de Saigon, de l'autre, s'était modifié » en faveur des révolutionnaires. M. Thieu ayant « perdu », à la suite du retrait des troupes américaines, son solide point d'appui militaire et économique, a Hanoi déclare d'autre part que Washington ait retiré des visas d'entrée aux Etats-Unis à trois Nord-Vietnamiens désirant participer à une conférence pour la sauvegarde de l'accord de Paris qui s'ouvre dans la capitale américaine. Les Vietnamiens font remarquer que de nombreux Américains ont pu se rendre en R.D.V.

● A WASHINGTON, le vice-président Rockefeller a déclaré, dimanche, que le refus du Congrès d'accorder une aide nouvelle à Saigon encourage les communistes à passer à l'attaque. Le sénateur Kennedy, dans un rapport publié à l'occasion du second anniversaire de l'accord, écrit : « Le demandeur de crédits visant à accorder 520 millions de dollars sous forme de crédits spéciaux à Saigon et à Phnom-Penh est à la majorité des Américains ne soutiennent plus (...) Je pense que le contribuable américain serait étonné d'apprendre que la guerre du Vietnam est à déjà coûté aux Etats-Unis quelque 10 milliards de dollars ». Le rapport indique qu'en deux ans le nombre des réfugiés a crû de un million quatre cent mille au Vietnam et que les réfugiés représentent maintenant la moitié de la population du Cambodge.

● A PARIS, le porte-parole de la délégation de Saigon à la conférence de La Celle-Saint-Cloud réaffirme que la force se recueille dimanche en l'honneur de 712 millions de dollars en 1973 et de 1,3 milliard en 1974. « Nous ne sommes pas satisfaits de ces chiffres, estimant que les spéculations » visent « à soulever des Etats-Unis une augmentation de leur aide ». Toujours à Paris, les organisations de la troisième force se sont réunies dimanche en présence du général Khanh, ancien chef de l'Etat du Sud, qui, à cette occasion, a réitéré qu'en 1964 — il était alors au pouvoir — il avait eu des contacts avec les communistes. Les participants ont exigé la cessation de l'engagement militaire américain au Sud et demandé la démission de M. Thieu et son remplacement par une administration qui accepte de coopérer avec le G.R.P. et la troisième force en application de l'accord de Paris. (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Pakistan QUATRE DIVISIONS SONT MOBILISÉES POUR COMBATTRE SIX A HUIT MILLE GUERRILLEROS BALOUTCHES.

Le Guardian du 24 janvier a publié un long témoignage d'un journaliste qui a enquêté pendant plusieurs semaines sur la guerre civile au Baloutchistan. Ce document, utilisable, mais qui apporte d'importantes précisions.

« En raison de la stricte censure, le public, au Pakistan, connaît peu de chose sur la réelle nature de la « campagne de pacification » que mène l'armée. Celle-ci n'a bouclé les routes d'accès de régions tribales Marri et Jhalwan, coupant les approvisionnements en vitres des populations de ces régions. En dépit des déclarations de M. Bhutto affirmant que l'armée ne dispose même pas d'une division, les services de renseignements militaires à Pechelone le plus élevé révélaient le déploiement de quatre divisions (100 000 hommes).

« Le Livre blanc publié par le gouvernement indique que, à aucun moment, l'armée de l'air pakistanaise n'a été utilisée pour bombarder (...) qu'un village, comme base ou bande n'a été l'objet d'attaques aériennes. » « Lors de ma visite dans la région Marri, poursuit le journaliste, j'ai vu des crânes et de larges fragments de bombes (...) à l'Assemblée provinciale, ont été assassinés.

La principale opposition à la politique du gouvernement central provient des six mille à huit mille guerilleros combattant dans la province. Ils sont regroupés au sein d'un organisme, le Front populaire pour la résistance armée, qui a son quartier général dans la région de Jhalwan, contrôlée principalement par la tribu Mengal, dont le chef est en prison. Les guerilleros se sont rapidement divisés en groupes de trente à cinquante combattants dans des régions dont de larges secteurs restent impénétrables à l'armée ». Des sources sûres, à Islamabad, estiment les pertes de celle-ci à deux mille cent hommes. L'article estime qu'une rébellion tribale s'est transformée désormais en un soulèvement populaire contre le gouvernement central et celui de Quetta.

Sept mille prisonniers

Le Guardian estime que sept mille prisonniers sont incarcérés au Baloutchistan. Les arrestations sont devenues le « moyen caractéristique » pour tenter d'étouffer toute opposition politique. Quatre personnalités politiques, membres de l'Assemblée provinciale, ont été assassinés.

Le Front populaire pour la résistance armée, qui a son quartier général dans la région de Jhalwan, contrôlée principalement par la tribu Mengal, dont le chef est en prison. Les guerilleros se sont rapidement divisés en groupes de trente à cinquante combattants dans des régions dont de larges secteurs restent impénétrables à l'armée ». Des sources sûres, à Islamabad, estiment les pertes de celle-ci à deux mille cent hommes. L'article estime qu'une rébellion tribale s'est transformée désormais en un soulèvement populaire contre le gouvernement central et celui de Quetta.

lundi, un numéro du NOUVEL OBSERVATEUR à ne pas manquer

UNE GRANDE ENQUETE

LE NOUVEL observateur sores

- les Français doutent de Giscard
- la querelle communistes-socialistes renforce le P.S. ?
- les deux France toujours face à face

Lundi, un numéro exceptionnel du NOUVEL OBSERVATEUR

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LES DOSSIERS DU F.B.I. SUR LA VIE PRIVÉE DES ANCIENS PRÉSIDENTS

Après avoir démontré, avec les résultats que l'on sait, que l'administration « de loi et d'ordre » de l'ancien président Nixon semblait en réalité par divers aspects à une association de malfaiteurs, les grands journaux américains se sont lancés dans une nouvelle campagne, cette fois contre « l'espionnage » qui sévit dans leur pays, champion des libertés individuelles.

Dans son édition du 27 janvier, l'hebdomadaire Time affirme que l'ancien directeur du F.B.I. (Federal Bureau of Investigation), Edgar Hoover, détenait des dossiers sur les aventures sentimentales des anciens présidents John Kennedy et Richard Nixon. Selon ces documents, le président Kennedy et son frère, Robert Kennedy, auraient eu des relations extra-matrimoniales, ce qui n'est peut-être pas tout à fait une révélation. En revanche, le magazine affirme qu'avant de devenir président, M. Nixon avait entretenu une liaison avec une Chinoise de Hong-Kong.

Le Washington Post, de son côté, écrit que l'ancien président Johnson était secrètement informé des faits et gestes de certains hommes politiques. Parmi eux se trouvaient son propre ministre de la justice, M. Robert Kennedy (qu'il craignait semblait-il de se voir imposer comme collègue au cours de la convulsion du parti démocrate en 1964), et le pasteur Martin Luther King, dans la chambre duquel avaient été posés des micros dans leurs pressés pour faire partie d'une commission d'enquête sur l'espionnage par la C.I.A. de dix mille citoyens américains, ont déjà déclaré qu'ils élargissent leurs recherches aux abus commis par le F.B.I.

Chili

UN ANCIEN RESPONSABLE DU MIR EST EXPULSÉ

Santiago (A.F.P., A.P.). — Un groupe de dix-huit Chiliens réfugiés à l'ambassade d'Italie à Santiago ont quitté, le 25 janvier, leur pays à destination de l'Europe. Parmi eux figuraient M. Humberto Sotomayor, l'un des principaux dirigeants, jusqu'à une date récente, du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR). M. Sotomayor avait échappé, le 5 octobre dernier, à une fusillade au cours de laquelle le secrétaire général du MIR, Miguel Enriquez, dont il était l'adjoint, avait trouvé la mort. Il s'était, peu après, réfugié à l'ambassade d'Italie et avait, de ce fait, été exclu du mouvement. M. Sotomayor, qui a annoncé son intention de s'établir à Cuba après un bref séjour en Suède, a déclaré que son exclusion résultait d'un « malentendu ».

Une vaste opération mettant en œuvre des forces de la police et de l'armée, et destinée à mettre fin aux agissements d'« éléments antisociaux », a eu lieu le 24 janvier à Santiago. Elle a entraîné l'arrestation de trois cent quarante personnes.

Enfin, cent soixante étudiants en médecine de la faculté de Concepcion — soit la totalité de la quatrième année — ont été expulsés de l'université après avoir dérobé des pilules anticonceptionnelles à l'hôpital de la ville.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce que nous avions écrit dans le Monde du 24 janvier sur la foi d'une dépêche d'agence, MM. Jean-Paul Sartre, Juan Carlos et Gabriel Garcia Marquez ne participent pas à la conférence de presse du Comité de solidarité avec le peuple bolivien.

POLITIQUE

LES CONGRÈS FÉDÉRAUX DU PARTI SOCIALISTE

Les congrès des fédérations départementales du parti socialiste se sont, pour la plupart, déroulés samedi 25 et dimanche 26 janvier. Les délégués étaient appelés à se prononcer sur les quatre motions déposées pour le congrès national, qui s'ouvrira à Paris du 31 janvier au 2 février. La première motion, signée par M. François Mitterrand, est flanquée d'un amendement déposé par MM. Gilles Martinat, André Acquier et Robert Chapuis, qui préconise notamment des actions communes avec le P.C.F. ; la seconde motion est déposée par le CERES ; la troisième par la Bataille socialiste (mais cette année M. Guy Mollet ne figure pas parmi les signataires). La quatrième est déposée par M. Arthur Notebart, député du Nord, président de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing.

De nos correspondants

Après les multiples assemblées de section et les réunions d'information, le congrès de la fédération socialiste du Nord s'est tenu dimanche matin 25 janvier à Lille, en présence de plus de quatre cents délégués, qu'un débat assez bref et sans passion excessive. Les deux thèmes principaux, les porte-paroles de différentes motions n'intervinrent que très brièvement. Finalement, la motion numéro 4 (Notebart, Piette, Proyo), 23 % ; la motion du CERES, 17 % ; une dizaine de mandats seulement se portant sur le texte de la Bataille socialiste

(tendance animée par MM. Durand et Fuzier). Si M. Mauroy ne retrouve pas les 76 % des mandats de juin 1973, avant le congrès de Grenoble, la situation se trouve néanmoins clarifiée dans le Nord. Le style adopté par le parti socialiste depuis trois ans sous l'égide de Mitterrand, plus ou moins exprimées mais réelles. Elles se sont manifestées en appuyant le texte défendu par M. Arthur Notebart, député, maire de Louve, et signé notamment par M. Victor Provo, sénateur, maire de Roubaix. Il convient toutefois de noter que si ce texte a rassemblé près du quart des mandats dans le Nord — département d'origine de la plu-

Une poussée à gauche s'est manifestée

part des signataires. — Il a soulevé aussi quelques réserves, ne serait-ce qu'à Roubaix, où les défenseurs, MM. Victor Provo et Léonce Clérambaux, député, ont été mis en minorité dans leur propre section.

Dans le Pas-de-Calais, le congrès qui s'est tenu à Lens a donné une majorité absolue à la motion Mitterrand - Mauroy (56,2 % des mandats). Le texte de la Bataille socialiste, qui avait la caution de M. Guy Mollet, bien qu'il ne l'ait pas signé, a recueilli 17,3 % des mandats seulement. Ce courant est en pleine régression puisqu'en juin 1973 il était encore arrivé à tête avec 77 % des mandats. Le CERES s'affirme avec 15,8 % des mandats contre 11 % en 1973. Quant à la motion signée par MM. Notebart et Jacques Piette, maire de Béthune-Beaumont (Pas-de-Calais), elle n'a recueilli que 10,8 % des suffrages.

En 1973, le courant de M. Mitterrand et Mauroy ne l'avait emporté que grâce à l'appui du CERES. Celui-ci affirmait cette fois, sans emprise sur la fédération.

Dans les Bouches-du-Rhône, la motion 1, signée par M. Gaston Defferre, a obtenu 97 % des mandats, le CERES 2 %. En dehors de ces trois fédérations

particulièrement puissantes du parti socialiste, les congrès des autres fédérations départementales du P.S. ont, en règle générale, été marqués par une poussée à gauche exprimée à travers les votes pour la motion du CERES ou pour l'amendement de M. Gilles Martinat.

La CERES obtient, par exemple, 59,4 % des mandats à Paris, contre 38,6 % à M. Mitterrand et 1,07 % à la Bataille socialiste. Pour la première fois en Meurthe-et-Moselle, le CERES est majoritaire. Sur les quarante-sept sections du département, sa motion a obtenu 69 % des mandats, contre 41 % à celle de M. Mitterrand. A la tête de la fédération depuis deux ans, le CERES bénéficie de l'appui de la tendance de M. Popereux, qui, au plan national, soutient M. Mitterrand. De 4,8 % en 1973, il est passé à 40 % en 1974. Dominant le sud de la Meurthe-et-Moselle, le CERES dispose d'une supériorité écrasante dans le nord du département, le pays haut.


M. MITERRAND : nous n'aimons pas que notre parole soit mise en doute.

(De notre correspondant.)

Charmont-Ferrand. — M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré dimanche 26 janvier à Anzillout, localité voisine de Charmont-Ferrand : « Il faut bien imaginer que la réussite seule du parti socialiste ne justifie pas à elle seule la majorité. Il est nécessaire de proposer un débat, d'entendre un débat, d'écouter un débat, d'écouter un débat. Tel est le rôle du débat. »

Le parti

Le débat resté ouvert, mais à huis-clos. Stander au milieu de la foule. Il est à peine possible à un colloque. — « Il faut bien imaginer que la réussite seule du parti socialiste ne justifie pas à elle seule la majorité. Il est nécessaire de proposer un débat, d'entendre un débat, d'écouter un débat, d'écouter un débat. Tel est le rôle du débat. »



AUDIT INTERNE 100.000 F

La filiale française d'une société multinationale de biens de grande consommation, leader mondial dans sa branche, recherche, pour son siège situé à 60 km au Nord de Paris, un auditeur senior. Dépendant du Directeur Financier et en liaison étroite avec la maison mère à New York et les différentes sociétés sœurs en Europe, il aura pour mission de contrôler les activités comptables, financières et opérationnelles de gestion de la société française ainsi que de proposer toutes les actions correctrices nécessaires. Il devra développer cette activité qui se situe exclusivement à un niveau de conseil et de contrôle et progressivement constituer une équipe d'audit interne dont il aura la responsabilité. Ce poste sera confié à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure (ESSEC, ESC ou expertise comptable) et possédant une expérience confirmée d'auditeur senior au sein d'un cabinet anglo-saxon ou d'un groupe industriel d'origine américaine. La pratique courante de l'anglais est impérative. L'autonomie attachée à cette fonction exige un excellent contact humain et des qualités d'organisateur. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs et tiendra compte de l'expérience acquise. Une très large connaissance de la société, acquise à ce poste, devrait permettre à un candidat de valeur d'accéder à des postes de responsabilité opérationnelle, à échéance de quelques années. Écrire à Paris. Réf. A/2193M

DIRECTEUR GÉNÉRAL Haute-Savoie

Une importante société internationale, recherche pour l'une de ses filiales (chiffre d'affaires 60 millions de francs), située en Haute-Savoie, et spécialisée dans le domaine de l'électronique professionnelle, un Directeur Général. Dans le cadre d'une politique européenne à laquelle il sera étroitement associé, il aura pour mission de développer, d'animer et de gérer cette unité en optimisant les différents secteurs (production, marketing, technique). A cet effet, il fera approuver son budget et aura la responsabilité complète de sa réalisation. Au départ, il portera une attention particulière à la recherche et au développement des produits ainsi qu'à la meilleure organisation du potentiel commercial. Ce poste conviendrait à un candidat d'au moins 35 ans, ingénieur diplômé (ESE, AM...), doté d'une formation complémentaire au management (MBA, INSEAD...), possédant une expérience acquise dans le domaine de l'électronique ou de l'électronique et très ouvert aux problèmes de marketing. Une connaissance des méthodes de management constituerait un atout supplémentaire. Intéressantes perspectives d'avenir liées à l'importance du groupe. Écrire à Paris. Réf. A/2194M

DIRECTEUR DIVISION Ouest

Une des plus importantes sociétés françaises spécialisées dans la carrosserie, de l'automobile ou poids lourd, recherche le Directeur de l'une de ses divisions (180 personnes). Sous l'autorité du Directeur Général, il animera le service commercial et sera responsable des objectifs de fabrication dans une optique qualité, coûts et délais. Il bénéficiera de l'aide des services fonctionnels propres à l'ensemble de la société (Achats, Financier, Personnel...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ingénieur diplômé d'une grande école (A & M, ECAM, de préférence), ayant acquis si possible, une bonne expérience des problèmes de fabrication (tôlerie, mécanique, assemblage) dans le secteur automobile ou para-automobile. L'habitude de l'animation d'une équipe est indispensable. Ce poste qui est à pourvoir dans une région fort agréable de l'Ouest de la France offre de réelles perspectives d'avenir à un candidat de valeur. Écrire à Paris. Réf. A/2162BM

GESTION FINANCIÈRE ADMINISTRATIVE 130.000 F

Une très importante société industrielle de biens d'équipement, en forte expansion et membre d'un des tout premiers groupes français, recherche pour son siège situé à Paris, un cadre de haut niveau pour compléter ses équipes de gestion financière et administrative. Après une période d'environ un an au siège qui lui permettra de s'adapter aux méthodes de gestion financière et au fonctionnement des unités opérationnelles, il sera affecté à l'une des divisions ou filiales de la société pour en prendre, ultérieurement, la responsabilité financière et administrative. A ce poste et relevant de la Direction de l'unité concernée, il sera responsable de la gestion financière et prévisionnelle, du contrôle budgétaire et de gestion, du fonctionnement dynamique des structures et des procédures ainsi que de l'ensemble des problèmes juridiques et de politique du personnel. Ces activités ne peuvent convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (comptable, juridique ou commerciale) et possédant une excellente expérience du contrôle de gestion, acquise à un poste de responsabilité au sein d'une Direction financière ou administrative d'un groupe industriel de premier plan. La rémunération annuelle, de l'ordre de 130.000 francs, sera fonction du niveau d'expérience acquise. Les perspectives d'avenir sont très intéressantes, en raison des taux d'expansion du groupe, et doivent permettre à un candidat de valeur d'atteindre rapidement un niveau de responsabilité encore plus élevé. Écrire à Paris. Réf. A/2195M

DIRECTION GESTION ORGANISATION + 85.000 F

Avignon — Une PME de création récente, employant une centaine de personnes (clinique, chirurgie, obstétrique) crée, pour faire face à son développement la fonction de Directeur. Il se verra confier par le conseil d'administration la responsabilité complète de la gestion de l'établissement, de l'animation du personnel et des relations avec les organismes extérieurs. Il devra rapidement mettre en place une organisation des différents services permettant une gestion dynamique de l'ensemble, un contrôle des coûts précis et la détermination des priorités en matière d'investissements. Il sera pour cela amené à élaborer les outils nécessaires (comptabilité analytique, tableaux de bord, informatique...). Il assurera les relations avec le personnel et élaborera une politique dynamique (recrutement, formation, information, salaires...). Enfin, il sera en contact permanent avec les organismes extérieurs (banques, mutuelles, caisses de sécurité sociale...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'une grande école ou d'un niveau équivalent (complété par une formation à la gestion). Il aura acquis une solide expérience de la gestion et de l'animation d'une PME d'un département d'une société importante. Son souhait d'adapter à un domaine nouveau les méthodes modernes, éprouvées en matière de gestion ainsi que des qualités personnelles de dynamisme et de contact lui permettront de s'affirmer dans cette fonction. La rémunération annuelle, de l'ordre de 85.000 F, sera liée au potentiel du candidat retenu. Écrire à Lyon. Réf. A/3301M

DIRECTION DES VENTES 90.000 F

Service Hospitalier — La filiale française d'un groupe international de premier plan, leader dans la fabrication et la vente de produits médico-chirurgicaux et d'hygiène de haute qualité, recherche pour son siège situé près de Lyon, un Directeur des Ventes. Sous l'autorité du Directeur du Marketing et en étroite liaison avec lui dans le cadre d'une direction aux objectifs, il aura la responsabilité de la distribution et de la vente de ces produits sur le territoire national, auprès d'une clientèle spécifique du secteur hospitalier. Il sera chargé pour cela de l'animation, du contrôle et de la structuration de l'expansion de sa force de vente d'une quinzaine de personnes, et devra par sa connaissance du marché, jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la politique de commercialisation des produits en liaison fonctionnelle avec le chef de produits. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant une solide formation commerciale supérieure, ayant acquis à un poste de responsabilité, une réelle connaissance des problèmes de vente auprès du secteur hospitalier. La pratique de l'anglais est nécessaire. Des qualités de dynamisme et un sens de l'efficacité sont indispensables. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 F, sera liée à l'expérience acquise. Il s'y ajoutera un intéressement lié aux objectifs définis annuellement. Écrire à Lyon. Réf. A/3303M

RESPONSABLE FORMATION VENTE Paris

GOOD YEAR, très important groupe multinationale, premier producteur de pneumatiques du monde, recherche pour le siège social de sa filiale française situé à Rueil-Malmaison, un responsable formation vente. Dépendant du Directeur du Marketing, il devra concevoir, animer et assurer le suivi de l'ensemble des programmes de formation initiale et continue du service commercial et aura à étendre son action auprès des clients. En outre, il assistera la Direction des ventes dans le recrutement et l'animation de la force de vente. Son activité entraînera des déplacements fréquents en France. Ce poste conviendrait à un cadre commercial âgé d'au moins 30 ans, possédant plusieurs années d'expérience de vente sur le terrain complétées si possible par une action d'animation et de formation. Une bonne connaissance des techniques d'animation de groupe ainsi que de conduite d'entretiens constituera un atout supplémentaire de réussite dans le poste. La connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération, motivante, sera fonction de l'âge et du niveau de compétences atteint. Ce poste offre des possibilités d'évolution intéressantes vers des fonctions vente ou marketing. Écrire à Paris. Réf. B/5456M

CHEF DE PRODUIT + 85.000 F

Cette même société (cf. Réf. A/3303) recherche un Chef de Produit pour son département chirurgie. Rattaché au Directeur Marketing et assisté par le Directeur des Ventes, il aura pour mission d'analyser les besoins du marché, de gérer les différents produits et de favoriser le développement de produits de plus en plus sophistiqués. Sa connaissance du marché lui permettra de jouer un rôle déterminant dans l'orientation de la politique de commercialisation. En outre, dans le cadre d'une direction par objectifs, il devra définir les moyens nécessaires à sa mission. Ce poste nécessitant une pratique courante de l'anglais, conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, ayant une formation supérieure commerciale, il aura acquis à un poste de responsabilité, une réelle connaissance des problèmes de commercialisation et de marketing si possible en milieu hospitalier. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 85.000 F, sera fonction de l'expérience acquise. Il s'y ajoutera un intéressement lié aux objectifs définis annuellement. Ce poste offre de sérieuses perspectives d'évolution à un candidat de valeur. Écrire à Lyon. Réf. A/3304M

ASSISTANT DE PROMOTION Paris

Cette même société (cf. B/5456) recherche également pour sa Direction Publicité un assistant de promotion. Le candidat ayant une personnalité favorisant le développement des contacts extérieurs participera activement au suivi des campagnes publicitaires, à l'élaboration et à l'exécution des plans de promotion, à la réalisation et la gestion des documentations et du matériel PLV. Cette fonction implique une expérience de l'animation de réseaux de distribution. Écrire à Paris. Réf. B/5457M

CHARGÉ D'ÉTUDES Paris

Un des plus importants groupes français du secteur de la distribution, connu pour l'originalité de son orientation, recherche un Chargé d'Études pour compléter son équipe « Enquêtes ». Il aura pour mission de réaliser, sous l'autorité du Chef de Service, des études très approfondies, quantitatives et qualitatives, portant sur des sujets très variés (méthodes de vente, politique de produits, attitudes des consommateurs, etc...). Ce poste conviendrait à un jeune candidat, possédant une formation supérieure (psychologie, statistiques, économie, etc...) et ayant obligatoirement une expérience professionnelle de 2-3 ans en enquêtes de motivation, sondages d'opinion, recherches statistiques, etc... La rémunération annuelle de départ dépendra du niveau d'expérience. Écrire à Paris. Réf. A/2196M

Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A1, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B1, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A. - 8, rue Bellini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. : 777 35-79 - Telex - Pamco 63049
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63 - Telex Pamco 34527 - 19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (20) 72-52-25 - Telex Euronord 11339 n° 125

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Londres - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

سكراة الالهي

POLITIQUE

M. Chirac : toute déviation du gaullisme serait inacceptable

A l'occasion du voyage qu'il a effectué durant le week-end en compagnie de Mme Veil, ministre de la Santé, M. Chirac a participé à des réunions de cadres U.D.R. des régions du Limousin, à Limoges, et du Midi-Pyrénées, à Cahors. A Limoges, le premier ministre a déclaré : « Le bulletin de santé du mouvement est satisfaisant. La réunion que nous venons d'avoir s'est traduite dans la reformulation de notre politique... »

Je considère l'élection de Tulle comme une manœuvre de division liée à la prise en compte des conditions idéologiques de ces vingt-quatre adhésions dans l'arrondissement d'Uzer. En attendant que les tribunaux... que je vous incesamment saisisse...

M. Jacques Chirac, interrogé par France-Inter, a qualifié d'« absurdes » les déclarations qui venaient de faire M. François Mitterrand à Romagnat (Puy-de-Dôme) et lui a reproché de « témoigner une fois de plus son attachement profond aux méthodes de la III^e et de la IV^e République... »

A Marseille, M. Joseph Comiti, ancien ministre, élu député de la région Provence-Côte d'Azur au conseil général de l'U.D.R. (en même temps que M. Marcel Bayle, Var, ancien député; Roger Binda, Alpes-Maritimes, et Jean-Pierre Roux, Vaucluse, ancien député), a déclaré qu'il apportait son soutien à Jacques Chirac... « Chaque composante de la majorité doit se battre comme un mouvement politique indépendant... »

L'U.J.P. affirme son indépendance à l'égard de l'U.D.R.

L'Assemblée générale de l'Union des Jeunes pour le Progrès tenue à Paris, dimanche 26 janvier, en présence d'une centaine de délégués, a confirmé l'orientation politique prise par la direction sortante de ce mouvement de jeunes gaullistes qui se veulent désormais totalement indépendants de l'U.D.R. Le Monde du 26-27 janvier M. Jean-Paul Fasseau, président de l'U.J.P. depuis trois ans, a été réélu par 63 voix sur 83 suffrages exprimés... M. Fasseau à l'issue de cette

assemblée, a rappelé que l'U.J.P. entendait ne se situer « ni dans la majorité ni dans l'opposition », et il a ajouté : « C'est un choix raisonné parce que la vie politique actuelle est confuse. Nous n'avons pas non plus à nous définir par rapport à telle ou telle personnalité. Nous ne sommes pas devenus indépendants de l'U.D.R. pour nous rapprocher aujourd'hui à quelqu'un d'autre. Nous n'avons pas à être des suivants, nous sommes gaullistes... »

La majorité cherche à exploiter la désunion de la gauche

(Suite de la première page.) Soumis sur sa gauche comme sur sa droite, à une forte pression idéologique, le parti socialiste doit également compter avec ses tensions internes qui se sont très vite exacerbées. Avec l'effacement au niveau national de tendances comme celles de M. Alain Savary, de M. Jean Poppen de la bataille socialiste (qui regroupe les partisans de M. Guy Mollet), le parti socialiste est pour l'essentiel traversé par quatre courants : M. Pierre Mauroy a vu se regrouper derrière lui la plupart des élus locaux du parti et de nombreux cadres issus de la S.F.I.O. et effrayés par l'arrivée de nouvelles couches de militants.

20 % des mandats et qui pourrait à présent atteindre 25 %. Il y a, d'un côté, la gauche autonome, qui s'est regroupée autour d'un amendement à la motion présentée par M. Mitterrand. Cet amendement, qui se prononce notamment en faveur de l'abandon des mandats communs avec le P.C., est signé par MM. Gilles Martinet, dissident du C.F.D.T. qui constitue l'essentiel de la gauche du socialisme et Robert Chapuis, ancien secrétaire national du P.S.U. Il a été appuyé par M. Jean-Pierre Cot, en tant que M. Charles Jousselin, dans les Côtes-du-Nord. Ce courant peut espérer représenter 10 à 15 % des mandats.

elle traduit un état d'esprit plus répandu que le pourcentage ne le laisserait penser. Ainsi apparaît une nouvelle fois l'ambiguïté du P.S., qui est à la fois le plus bourgeois des partis sociaux-démocrates européens en son recrutement et le plus à gauche par ses positions. M. Mitterrand n'est pas le dernier à se préoccuper de cette ambiguïté. Il a fait également tenir compte du fait que les fédérations socialistes les plus populaires sont aussi celles qui sont le plus modérées.

Un tel mode de scrutin exige toutefois que le parti socialiste, d'une part, les républicains indépendants, d'autre part, soient suffisamment puissants pour pouvoir affronter le scrutin à deux jours. Le regroupement des diverses formations centristes s'avère toujours, essentiellement à cause des difficultés au niveau des états-majors la personnalité de M. Servan-Schreiber, qui dirige son propre parti, ne favorise pas non plus les projets de regroupement avancés par M. Durfour ni la relance du Mouvement réformateur réclamée par MM. Leclercq et Max Lejeune.

LE NOUVEAU BUREAU

Président : M. Jean-Paul Fasseau (31 ans). Vice-présidents : MM. Paul Aurelli, Corse (27 ans); Yves Desbats, Basses-Normandes (32 ans). Secrétaires nationaux : MM. Jean-Noël Auzade, Bourgogne (37 ans); Jean-Pierre Bazin, Pays de Loire (27 ans); Jean-Michel Ferrand, Provence (27 ans). Délégués nationaux : MM. Jean-Louis Dolis, Pyrénées-Orientales (37 ans); Jean-Benoît Puy-de-Dôme (19 ans); Patrick Salvadour, Val-de-Marne (27 ans); Jean-François Noleau, Paris (26 ans). Nouvelle adresse de l'U.J.P. : Avenue du Maine, Paris (19^e). Tél. 548-55-38. Boîte postale 132-75663 Paris, Cedex 14.

LE MOUVEMENT DÉMOCRATE ET SOCIALISTE DE FRANCE RÉCLAME UNE RELANCE DU MOUVEMENT RÉFORMATEUR

Le comité national du M.D.S.F. (Mouvement démocrate et socialiste de France) réuni le 25 janvier à Mende, sous la présidence de M. Max Lejeune, député de la Somme, ancien ministre, président du groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux de l'Assemblée nationale, dimanche 26 janvier, a déclaré avoir prononcé à l'unanimité pour la relance du Mouvement réformateur. Après s'être montré convaincu que « la parti socialiste sera obligé tôt ou tard de reconnaître la réalité d'un mouvement de gauche, d'union préférentielle avec le parti communiste », M. Lejeune a déclaré : « Ce qui est réalisé est sur le plan parlementaire à l'Assemblée nationale... »

Aux élections complémentaires de Saint-Raphaël

M. Henri Girod, maire démissionnaire de Saint-Raphaël (Var) et vice-président départemental du Mouvement réformateur de gauche, a rendu publique, le dimanche 26 janvier, la liste qu'il conduira aux élections municipales complémentaires qui doivent se dérouler le 9 février prochain en cas de ballottage, le 16 février 1975. Outre M. Girod, cette liste comporte deux membres du parti socialiste, un membre du parti communiste et une personnalité sans étiquette. Trente-huit maires du Var avaient donné leur démission pour protester contre le transfert de la préfecture du Var de Draguignan à Toulon, mais la démission de M. Girod a été la première à être acceptée par le préfet, M. Jean-Marie Robert. M. Girod, rendant publique sa liste, a déclaré : « Le gouvernement a voulu que les premières élections municipales partielles dans le Var aient lieu à Saint-Raphaël, parce qu'il estimait que ce scrutin lui était plus favorable que dans le reste du département. Dans le cas où cette supposition s'avérerait, le gouvernement pense que certains maires remettraient leur démission de démissionner. Si, comme je l'espère, la population raphaëloise reste fidèle à ses traditions démocratiques, cela sera évidemment un encouragement pour le reste du département. »

LE MAIRE DÉMISSIONNAIRE SE PRÉSENTERA SUR UNE LISTE D'UNION DE LA GAUCHE

M. Lucien Neuwirth, député de la Loire, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., a déclaré dimanche 26 janvier, à Lyon, devant les délégués de la région Rhône-

DEUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

SAINT-FLORENT (Corse) : Inscr. 736; vol. 636; suffr. expr. 627. MM. Pauli, 408 voix; Casta, 408; Collettoni, 395 (union de la gauche); J. ELUS (moyenne de voix : 402).

HAUTE-GARONNE (Grenoble) (2^e tour) : Inscr. 2.326; suffr. expr. 1.980. Liste républicaine et socialiste, M. Jean-Claude Gouze, 1.098 voix; et M. Guy Nicolas, 1.083 voix; J. ELUS : liste d'union (modérée), M. Eugène Dou, 887; et M. Roger Loces, 840.

La section locale du parti communiste d'Annecy (Haute-Savoie) a annoncé, samedi 23 janvier, son intention de ne pas présenter de liste commune avec le parti socialiste pour les élections municipales complémentaires d'Annecy. Considérant que « la présence de socialistes au conseil municipal constituerait une équivoque qui doit être levée », le parti communiste a décidé, à l'aveu de son directeur d'être « surs » propres candidats. Il est à noter que ces élections complémentaires ne sont pas encouragées, puisque le maire d'Annecy, M. Charles Bosson, Centre démocrate, s'il a annoncé, au mois de décembre 1974, son intention de démettre de son mandat, n'a pas encore fixé la date de cette démission.

Il ne peut l'emporter que si elle n'est pas dirigée. Dans le cas précis de Grenoble ou son succès tenait compte de l'opposition qui s'est manifestée à l'égard de M. Dou, ancien maire, et de M. Loren, ancien adjoint de M. Dou, qui, tous deux membres du parti socialiste, se sont présentés sur la liste modérée.

M. Valéry Giscard d'Estaing a participé, samedi 25 janvier, à une chasse dans le parc de Château-Lafont, à Michel Pontatowski, ministre de l'Intérieur; Roger Frey, président du Conseil constitutionnel; Étienne Dailly, président du Sénat; Alain Pompidou, fils de l'ancien président de la République, étaient au nombre des invités. Quarante-six sangliers ont été tués.

À la suite de l'annonce dans le Monde du 14 janvier de l'adhésion des conseillers municipaux du GAM de Grenoble au P.S., le secrétaire national des groupes d'action municipale nous précise que les membres du GAM qui adhèrent au P.S. conservent leur appartenance à ce mouvement. C'est le cas du maire, de deux adjoints, de trois conseillers municipaux délégués et d'un autre conseiller municipal.

Précision. — A la suite de l'annonce dans le Monde du 14 janvier de l'adhésion des conseillers municipaux du GAM de Grenoble au P.S., le secrétaire national des groupes d'action municipale nous précise que les membres du GAM qui adhèrent au P.S. conservent leur appartenance à ce mouvement. C'est le cas du maire, de deux adjoints, de trois conseillers municipaux délégués et d'un autre conseiller municipal.

RELIGION

Le conseil national de l'Action catholique indépendante

Chances et risques du pluralisme. Le conseil national de l'Action catholique des milieux indépendants (A.C.I.) s'est réuni à Paris le 24 et 25 janvier. Trois sur quatre des cent quatre-vingt-députés qui le composent sont de nouveaux élus choisis en 1974 dans les diocèses par les membres de la base. Cinq évêques, parmi lesquels Mgr Jean Bernard, de Nancy, président de la commission épiscopale des milieux indépendants, ont participé aux travaux, consacrés au thème suivant : « Comment vivre, en Église, des situations et des options diverses ». Trois « laboratoires » avaient respectivement comme thème de réflexion : 1) le pouvoir et la hiérarchie; 2) la pénurie, la croissance et l'emploi; 3) la qualité de la vie et l'environnement.

A Plougrescant

BERNARD BESRET CRÉE UNE « COOPÉRATIVE OUVRIÈRE DE PRODUCTION »

L'association culturelle de Boquen (Côtes-du-Nord) a élu son nouveau conseil d'administration le 25 janvier. Son nouveau président, Jean-Pierre Delarge, un Parisien, doit rencontrer les supérieurs hiérarchiques de Lérins dont dépend l'abbaye de Boquen et qui avaient l'intention de fermer celle-ci pour un an ou deux. Bernard Besret, ancien animateur de la « Communauté de Boquen », qui avait annoncé son départ de l'abbaye de Boquen en octobre dernier lors de l'assemblée générale non statutaire (Le Monde du 23 octobre 1974) vient d'annoncer la création d'une « coopérative ouvrière de production ». Des colloques seront organisés, dont les conclusions seront diffusées sous forme de cahiers libres, documents sonores ou audio-visuels. La société coopérative aura un statut de maison d'édition.

Le danger de l'apolitisme

C'est à l'étude de ce pluralisme qu'a été consacrée la session de Paris. La déclaration finale, votée par 173 oui, 8 non et un bulletin blanc, résume un état d'esprit. « Les élections présidentielles, y compris le mouvement de février, la conjoncture économique française, le chômage, la loi sur l'avancement, constituent des événements majeurs et reconnus comme tels à l'unanimité. Par contre, la crise monétaire, l'immigration, la réforme de l'enseignement, l'écologie, la réforme de l'entreprise, l'urbanisme...

150

ipe des femm

Irlandaise épouse

SOCIÉTÉ MÉDECINE

RÉUNIS EN CONGRÈS EXTRAORDINAIRE A GRENOBLE

Les responsables de Terre des hommes estiment que l'adoption des enfants ne doit pas être considérée comme un choix

De notre correspondant

Grenoble. — Au terme d'un congrès national extraordinaire réuni à Grenoble les 25 et 26 janvier, et réservé exclusivement à l'examen des problèmes de « l'accueil définitif des enfants », les délégués départementaux de l'association Terre des hommes-France ont décidé de modifier sensiblement leur ligne d'action dans le domaine très délicat de l'adoption.

L'idée maîtresse qui paraît avoir dominé les travaux pourrait se résumer ainsi : il ne suffit pas de vouloir sauver les enfants du tiers-monde menacés par la malnutrition ou les maladies graves, encore doit-on définir quels sont les moyens les plus appropriés pour parvenir à ce but.

Existait — en ponctillé — depuis 1962, plus structurée depuis 1967, Terre des hommes-France, qui compte environ mille cinq cents membres actifs et vingt mille membres de soutien, a placé aujourd'hui plus d'un million d'enfants dans des familles françaises. Jusqu'ici, elle a mené cette action en s'appuyant essentiellement sur des organismes d'adoption américains. Le congrès a choisi de pratiquer désormais autrement. Des équipes médicales formées de volontaires, qui opèrent actuellement au Vietnam, au Bangladesh, au Mali, en Ethiopie pour le compte de Terre des hommes-France, seront investies d'une plus grande responsabilité. « Chaque fois que nous sommes face à un enfant en danger, il nous faut absolument poser cette question : quel est le meilleur moyen de le sauver ? » déclarait M. Jean-Louis Heitz, président de l'association.

Ce changement d'orientation devrait conduire à multiplier les antennes chargées de procéder à la formation d'une « relève » dans la population locale. Il sous-

entend également de privilégier davantage les autres activités de l'association, par exemple le paratourisme, qui consiste à financer (sans ou à plusieurs) le coût de l'entretien nutritionnel et médical d'un enfant laissé dans son pays ou, encore, à assister directement une famille totalement démunie.

Cette nouvelle stratégie ne signifie pas pour autant que Terre des hommes-France va cesser du jour au lendemain de placer des enfants dans des familles d'accueil : ses responsables savent trop bien que, dans beaucoup de cas, c'est la seule solution possible.

« Nous voulons cependant ôter aux familles qui doivent adopter un enfant l'idée que, si elles échouent avec l'Assistance publique, elles ont plus de chance avec la filière Terre des hommes », explique M. Heitz. L'association ne désavoue pas les initiatives des autres organismes. Mais elle veut exprimer ses efforts d'une façon différente. Pour ces hommes et ces femmes qui ont bien souvent donné l'exemple, l'adoption ne doit pas en effet être un « choix ». Elle doit rester l'ultime recours et le moyen le plus adapté pour l'enfant lui-même, quel qu'il soit : car les enfants à sauver ne sont pas toujours « beaux et souriants ».

« L'Académie des sciences, arts et belles lettres de Dijon vient de décerner son prix annuel à M. René Botrel, professeur de philosophie de sciences à l'Institut des sciences appliquées de l'université de Lyon, pour son mémoire sur le sujet suivant : « Quelle place peuvent occuper et méritent d'occuper à notre époque les travaux scientifiques sans autre objectif que la recherche du savoir ? » — (Corresp.)

Inaugurant les hôpitaux de Tulle et d'Ussel

Mme VEIL : le béton ne résout pas tout.

Inaugurant, samedi 25 janvier, en compagnie de M. Jacques Chirac, deux nouvelles installations hospitalières, à Ussel et à Tulle (Corrèze), Mme Simone Veil, ministre de la santé, a fait le point sur la politique hospitalière. A Tulle, le ministre de la santé a notamment souligné que, du point de vue quantitatif, les besoins de la France semblent être « globalement satisfaits », àvec quatre cent dix mille lits d'hospitalisation publique et privée, alors que « les conditions d'hospitalisation sont souvent déficientes ». L'évolution de la médecine va sans doute conduire à une réduction de la durée de séjour dans les unités de soins intensifs, estime Mme Veil : il faut veiller à ne pas suréquiper le pays.

Selon Mme Veil, l'effort doit maintenant viser « l'humanisation » des hôpitaux, en combinant la transformation des salles communes, en créant des équipements pour soigner les malades n'ayant plus besoin de soins intensifs (lits « de dégroupement », de convalescence), et en « enrichissant une large polyvalence dans des hôpitaux de taille moyenne, comparant de deux cents à trois cents lits ».

« Le béton ne résout pas tous les problèmes », a conclu le ministre de la santé, qui a rappelé que de nouvelles mesures sont prévues pour toutes les catégories du personnel hospitalier.

La nouvelle aile de l'hôpital d'Ussel inaugurée par Mme Veil est une « unité de soins normale », suivant des normes mises au point par le ministère de la santé : cette formule est destinée, à moindre frais, à donner aux établissements de petite taille les moyens d'atteindre le niveau d'équipement exigé par la carte hospitalière. Le centre hospitalier d'Ussel, qui dessert quarante mille habitants, comprend maintenant trois cent cinquante lits en médecine générale, chirurgie et gynécologie.

UNE CONFÉRENCE DE L'O.C.D.E. : Le prix des universités

La crise économique, le coût croissant de l'enseignement et particulièrement de l'enseignement supérieur ont conduit nombre de pays occidentaux à rechercher et les crédits consentis aux universités étaient bien utilisés. L'Organisation de coopération et de développement économiques a demandé une étude sur l'attribution des crédits aux établissements.

La nouvelle étonnera pas les étudiants de Toulouse-Le-Mirail : les locaux de leur université, livrés aux intempéries par suite de défauts de construction et de manque de finition, sont parmi ceux qui sont revêtus le moins cher à l'Etat. Leur coût au mètre carré (38 F) est égal à celui des bâtiments de droit, économie et histoire à Grenoble-II, mais inférieur à celui des universités Paul-Sabatier-Toulouse-III (47 F) et Paris-X-Nanterre (90 F) (2).

C'est un des résultats dont ont fait part les participants français à cette conférence. Sept universités françaises (3) se sont lancées en commun, il y a quatre ans, à la recherche de méthodes permettant d'analyser les coûts de l'enseignement supérieur : 10 à 15 % du personnel enseignant et non enseignant, « coût » d'un étudiant. Leurs conclusions, accompagnées d'un impressionnant rapport technique, sont encore provisoires. La collecte des données ne s'est pas faite aisément. Les problèmes méthodologiques ont causé des difficultés parfois insurmontables. La poursuite des travaux en cours devrait toutefois permettre d'améliorer un jour la gestion des universités et d'éclairer les choix faits en la matière.

En 1971-1972, le coût moyen de l'heure effective d'enseignement d'un professeur, d'un maître de conférence ou d'un chargé d'enseignement de physique était à Dijon, de 398 F, à Toulouse-Paul-Sabatier de 290 F. Pour un maître-assistant, de 149 F à Dijon et de 173 F à Toulouse. Pour un assistant, de 122 F à Dijon, à Toulouse, l'évaluation est impossible

dans la mesure où maîtres-assistants et assistants assurent, les uns et les autres, les travaux dirigés et les travaux pratiques. Cette absence de précision illustre les difficultés rencontrées pour mettre à jour de sérieuses statistiques homogènes. Les différentes catégories d'enseignants n'exercent pas partout les mêmes fonctions, et les comparaisons géographiques s'avèrent souvent aléatoires. Autre exemple des résultats obtenus : le coût moyen de l'heure effective d'enseignement d'un maître-assistant en sciences économiques, il est de 312 F à Paris-I, de 279 F à Nanterre, de 238 F à Grenoble-II, de 128 F à Toulouse-Le-Mirail, soit une moyenne de 233 F. Pourquoi ces disparités ? Les auteurs de la communication ne le disent pas. Deux facteurs expliquent probablement ce silence. La difficulté des recherches entreprises, leur nouveauté surtout, incitent à une grande prudence à l'égard des résultats obtenus. Le nombre de paramètres intervenant dans le modèle rend fragile aussi, pour l'instant, toute explication causale.

Il a fallu aussi isoler dans les activités des enseignants ce qui relevait de l'enseignement d'une part et la recherche ou des tâches administratives d'autre part. La solution retenue consistait à imputer à chacune de ces activités une part de la rémunération totale des enseignants.

Croissance des dépenses d'enseignement

Les thèses d'Ivan Illich sur la croissance démesurée des dépenses d'enseignement pourraient trouver une confirmation dans la troisième partie des travaux présentés à la conférence. Les universitaires présents ont mis au point une méthode inspirée de la comptabilité analytique, qui permet d'isoler les coûts des études selon les filières et d'établir des comparaisons dans le temps. Un obstacle, toutefois, n'a pu être surmonté : l'absence dans beaucoup d'universités de statistiques suffisantes.

A Toulouse - Paul - Sabatier (aucune) des données étaient disponibles, on constate, sur quatre années, une stabilité du coût moyen de l'étudiant quant à l'université sans avoir saisi à l'examen la réalité de la situation. En 1972, la plupart des autres résultats obtenus indiquent, en revanche, une inflation sensible des dépenses d'enseignement. Ainsi, le coût moyen de l'heure effective de 1972 d'un maître-ès sciences est de 42 550 F pour l'étudiant entré en première année de premier cycle en 1969, et de 58 738 F pour celui qui est entré à l'université l'année suivante.

Une autre hypothèse consistant à ne pas imputer aux étudiants diplômés d'une génération toutes les dépenses de cette génération (premier et deuxième cycle), mais à ne retenir que les seules dépenses concernant ces diplômés, donne, elle aussi, des résultats significatifs. Dans ce cas, le coût moyen de l'obtention d'une maîtrise ès sciences, en quatre ans, est de 16 700 F pour la génération de 1966 et de 19 900 F pour une maîtrise obtenue en cinq ans, ce coût est de 18 300 F pour la géné-

ÉDUCATION

Le point de vue des présidents d'universités

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, ayant annoncé son intention de créer une commission chargée de proposer des règles nouvelles en matière de crédits (le Monde du 18 janvier), M. Jean-François Prévost, président de l'université René-Descartes (Paris-V), président de la commission des moyens et des personnels de la conférence des présidents d'université, nous précise que cette conférence a demandé, dès le 21 novembre, d'une part, une mesure d'urgence : l'augmentation de la subvention de fonctionnement ; d'autre part, un plan d'action à moyen et à long terme, comportant notamment des critères de répartition, l'adaptation prévue par le décret (n° 100 du 14 juin 1969) du plan comptable aux établissements publics à caractère scientifique et culturel, la mise en place d'un système de statistiques, les moyens pour aider les universités dans l'effort de gestion qu'elles accomplissent. « Les présidents », ajoute M. Prévost, demandent avec fermeté et gravité, les moyens nécessaires au fonctionnement de leurs établissements, mais ils ont le souci de leur utilisation efficace, tant il est vrai que la responsabilité est la condition et le gage de l'autonomie. »

de l'Organisation, à Paris, du 20 au 22 janvier, quelque deux cents présidents, recteurs, planificateurs, administrateurs d'universités et représentants des autorités nationales de pays membres (1). Des chercheurs français qui se sont penchés récemment sur le coût de l'enseignement supérieur ont présenté leurs premières conclusions. Cette conférence intervient au moment où le secrétariat d'Etat a demandé une étude sur l'attribution des crédits aux établissements.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Allemagne fédérale, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

(2) Pour les bâtiments uniquement, il s'agit d'un coût comptable, calculé en fonction de la valeur de remplacement, sans tenir compte des amortissements financiers.

(3) Dijon, Grenoble-II, Paris-I (Paris-Nanterre), Paris-IX (Dauphine), Paris-X (Nanterre), Toulouse-Le-Mirail, Toulouse-Paul-Sabatier.

MEMOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER FRANCAIS

L'EDITION DES JOURNAUX L'EGALITE ET LE SOCIALISTE PARAIT POUR LA PREMIERE FOIS EN VOLUMES

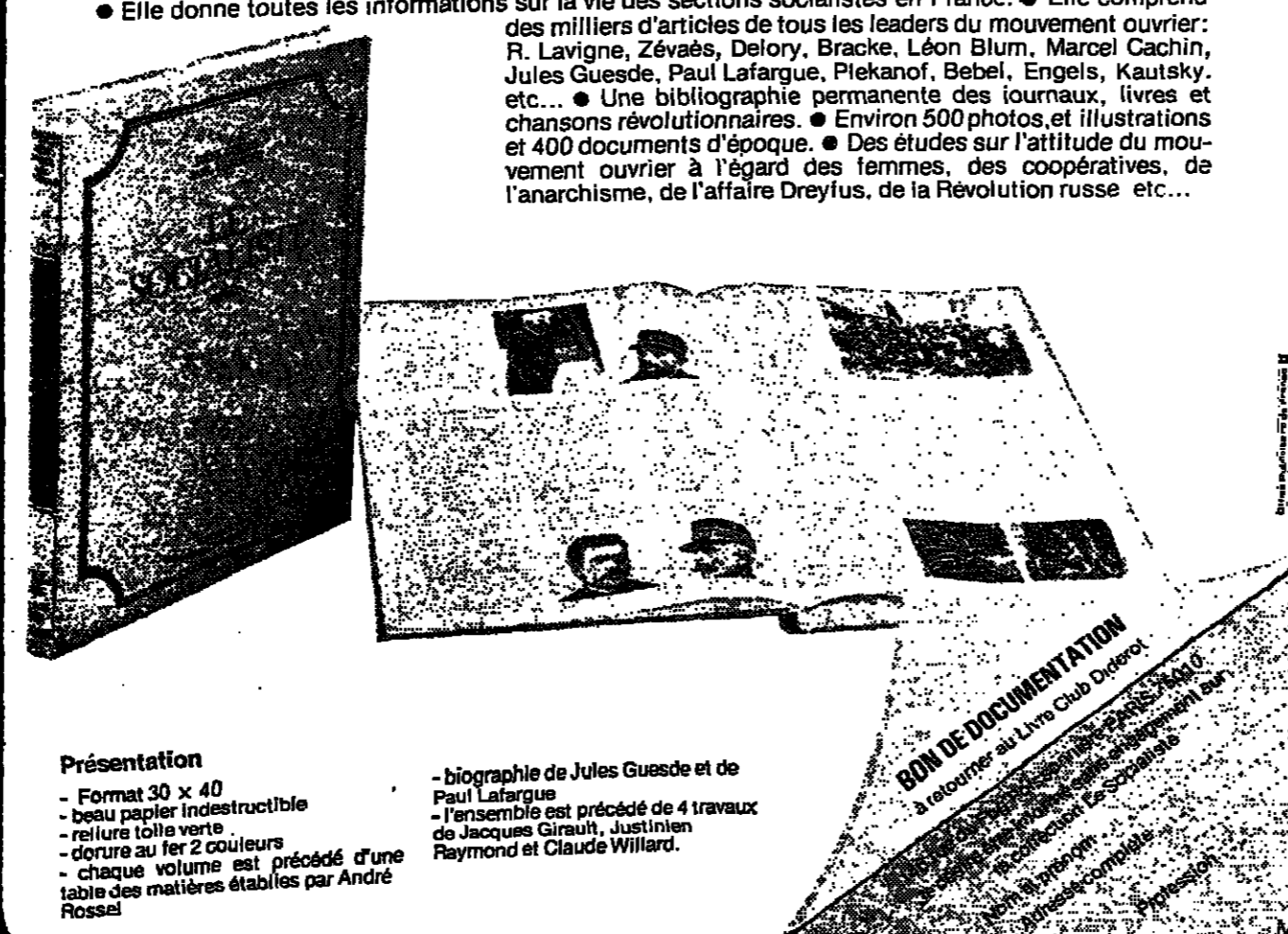
Fondé en 1877, le journal l'Égalité poursuivit sa publication, avec Jules Guesde et Paul Lafargue, jusqu'en 1885. Ils fondèrent à cette date le Socialiste, organe officiel du parti ouvrier français, qui deviendra en 1905 celui du parti socialiste S.F.I.O. Simple bulletin en 1913, le Socialiste cessa sa parution en 1923.

AUCUNE BIBLIOTHEQUE AU MONDE NE POSSEDE LA COLLECTION COMPLETE

Nous avons entrepris la réimpression rigoureusement intégrale de ces deux journaux, depuis le n° 1 de l'Égalité jusqu'au dernier numéro de 1923 du Socialiste, y compris les spéciaux, ceux imprimés en rouge, bulletins, etc...

INTERET DE CETTE COLLECTION

- Elle est indispensable pour la compréhension de la naissance du mouvement ouvrier français.
- Elle donne toutes les informations sur la vie des sections socialistes en France.
- Elle comprend des milliers d'articles de tous les leaders du mouvement ouvrier : R. Lavigne, Zévaès, Delory, Bracke, Léon Blum, Marcel Cachin, Jules Guesde, Paul Lafargue, Plekanof, Bebel, Engels, Kautsky, etc...
- Une bibliographie permanente des journaux, livres et chansons révolutionnaires.
- Environ 500 photos et illustrations et 400 documents d'époque.
- Des études sur l'attitude du mouvement ouvrier à l'égard des femmes, des coopératives, de l'anarchisme, de l'affaire Dreyfus, de la Révolution russe, etc...



Présentation
- Format 30 x 40
- beau papier indestructible
- reliure toile verte
- dorure au fer 2 couleurs
- chaque volume est précédé d'une table des matières établies par André Rossi

- biographie de Jules Guesde et de Paul Lafargue
- l'ensemble est précédé de 4 travaux de Jacques Girault, Justinien Raymond et Claude Willard.

BON DE DOCUMENTATION
à retourner au Livre Club Document
10, rue de Valenciennes, 105 - Paris 10^e
N° de commande : 105-100-100-100
Nom et adresse :
Prénoms et nom :
Rue :
Code postal :
Ville :

La carte universitaire

LES LIMITES DE LA FUTURE RÉGION « EST » NE SONT PAS DÉFINITIVES

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, multiplie les déclarations d'apaisement à propos de l'application de la future « carte universitaire » aux régions de l'est de la France. Après avoir lancé imprudemment le mot de « capitale universitaire » à propos de Nancy — mais c'était seulement de la région Lorraine dont il était question — il vient de réaffirmer, dans une déclaration reproduite par « les Dernières Nouvelles d'Alsace », que la future « grande » région universitaire (comprenant Champagne-Ardenne, Bourgogne, Franche-Comté, Alsace et Lorraine) n'aurait pas de « capitale ».

M. Soisson s'est d'autre part inquiété, dans une lettre adressée à M. Robert Foulquier, ancien ministre et maire de Dijon, que le rattachement de l'université de Dijon à la région de l'Est « n'était pas définitif ». A Nancy, cependant, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., S.N.S.F. et S.N.S.U.P. (Fédération de l'éducation nationale), l'Union nationale des étudiants de France et l'Union des étudiants de l'Est ont exprimé leur désaccord. Le projet de M. Soisson de créer à Metz un établissement universitaire technologique « de haut niveau » (le Monde du 12 janvier), laissant intact ce qui existe à Nancy au Institut national polytechnique (I.N.P.) groupant cinq grandes écoles.

DEVINE QUI VIEND DINER AU « RESTO U » ?

Verra-t-on un jour M. Giacard d'Estang et son épouse faire la queue avec les étudiants parisiens devant un « resto U » ? La dernière invitation à dîner envoyée au président de la République vient d'être lancée par le MARC (Mouvement d'action et de recherche critique, proche de la C.F.D.T.).

Les responsables du MARC n'ont pas encore précisé dans quel restaurant universitaire ils souhaitaient recevoir le président.

Si, d'aventure, un silence devait s'installer entre les hôtes et leurs invités, le MARC propose des thèmes de discussion : les crédits aux universités — insuffisants — sont-ils — ou l'aide de l'Etat aux étudiants. — C. C.

M. Jacques Le Goff, professeur d'histoire, a été élu directeur de la nouvelle Ecole des hautes études en sciences sociales, le 28 janvier, par l'assemblée des enseignants. Le décret annonçant la création de cet établissement était parti la veille au Journal officiel. Il s'agit en fait de la transformation de la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études (dont M. Le Goff était déjà directeur) en un établissement autonome (le Monde du 10 octobre 1974).

Le Monde de l'éducation

MENSUEL

Au sommaire du n° 3

Douze millions de jeunes Français vont à l'école, au lycée ou à l'université. Un million de personnes (enseignants ou administrateurs) travaillent pour l'éducation. Un million quatre cent quarante mille travailleurs ont suivi, en 1973, un stage de formation professionnelle. Bien peu de Français ne sont pas, d'une façon ou d'une autre, concernés par la formation.

Mais en même temps, pour s'adapter à cet accroissement massif, le système d'enseignement évolue sans arrêt, devenant de plus en plus complexe et diversifié. Au point que même les spécialistes éprouvent des difficultés à en suivre les évolutions.

Le Monde de l'éducation s'adresse aux éducateurs, aux étudiants, aux parents d'élèves et à tous ceux (administrateurs, élus, médecins, chefs d'entreprise, responsables syndicaux...) qui, par leur fonction, sont intéressés par les problèmes de formation.

LES COMMUNISTES ET L'ENSEIGNEMENT

Une interview de M. Roland LEROY, secrétaire du comité central du parti communiste, directeur de l'Humanité : « Une société de classes ne peut avoir qu'un enseignement étroitement utilitaire. »

LES ENFANTS D'IMMIGRÉS : DES ÉTRANGERS DANS LA CLASSE

On a longtemps pensé qu'il suffisait de leur apprendre le français pour qu'ils fassent une scolarité normale. C'était oublier qu'ils étaient aussi des « déracinés culturels ».

RENÉ DUMONT : LA FAMINE AU PROGRAMME

L'auteur de L'Afrique noire est mal partie, de l'Utopie ou la Mort, candidat « écologique » aux dernières élections présidentielles, explique comment l'éducation est un des moyens de lutter contre ce fléau majeur : la famine.

QUÉBEC : LA RÉVOLUTION PEU TRANQUILLE DES COLLÈGES

La création en 1967 des « collèges », entre le secondaire et le supérieur, a été une des clefs de voûte de la réforme massive de l'enseignement. Leur histoire mouvementée est un reflet de la prodigieuse évolution de la société et de la jeunesse québécoises.

L'ÉDUCATION À L'ÉTRANGER

Grande-Bretagne : les salaires des enseignants sont fortement augmentés. Belgique : les parents passent à l'offensive. Israël : le « brassage » des ethnies par l'école. Palestiniens : la liberté passe par l'instruction. Brésil : l'ordinateur abêtit l'enseignement.

VIE DE LA CLASSE

Super-8 scolaire à Marseille. Les nouveaux manuels. Former les consommateurs. Jeux. Le S.G.E.N.-C.F.D.T. : peut-on réformer l'inspection générale ?

VOTRE ENFANT ET L'ÉCOLE

Visite à la maison de Sully. Les rêveries d'une apprentie coiffeuse. Les bourses.

UNIVERSITÉS ET GRANDES ÉCOLES

L'économie de l'éducation à l'IREDU de Dijon. Les délégués aux relations industrielles. Les INSA. Les « jobs » d'été.

FORMATION CONTINUE

La reconversion des mineurs d'Als. La radio-télévision scolaire et l'enseignement par correspondance.

LES LIVRES

LES REVUES

Prix de vente : 5 F

Tarifs des abonnements

11 numéros par an

VOIE NORMALE	
France, D.O.M., T.O.M.	50
Étranger	68
PAR AVION	
Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère, Algérie, Maroc et Tunisie)	82
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion	91
Comores, Madagascar, Laos, Sud-Vietnam, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna	111
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Égypte, Syrie	96
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie	135
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	116

LE MONDE DE L'ÉDUCATION

Service des Abonnements
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 - C.C.P. 4.207-23.

ÉDUCATION

Le parti socialiste prépare une proposition de loi sur l'enseignement

- Donner l'initiative à la base
- Rapprocher l'école de la production

Le parti socialiste prépare actuellement une proposition de loi sur l'éducation. Un avant-projet, rédigé par un groupe de travail désigné par le comité directeur du P.S., a été adressé aux fédérations. Il doit être discuté par la commission d'éducation du parti ce 27 janvier. Depuis longtemps, les socialistes désirent disposer d'un texte de référence face aux projets de réformes du gouvernement. Les dirigeants du P.S. ne pouvaient pas non plus laisser aux communistes, qui avaient pris de l'avance en ce domaine, l'exclusivité, à gauche, de la réflexion sur la réforme de l'enseignement. Ni se laisser englober dans les querelles de bonhomie entre les différentes tendances du parti et surtout entre les tendances syndicales, notamment celles de la Fédération de l'éducation nationale. Aussi n'est-ce que depuis la rentrée de janvier que les syndicats ont été consultés.

L'avant-projet porte incontestablement la marque du C.E.R.E.S. — tendance à laquelle appartiennent plusieurs des animateurs du groupe de travail — dans ses deux aspects les plus névralgiques : l'école de base et la préparation à l'enseignement ; la volonté de lier l'enseignement à la production et au travail. Ces deux traits paraissent répondre aux questions posées. Il y a deux ans, par M. Michal

Roland au nom de la C.F.D.T. sur « la nécessité de surmonter l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel », et sur la « transformation nécessaire du service public » (Le Monde, du 19 janvier 1973). Mais on peut retrouver aussi dans le texte des propositions présentées l'année dernière par le groupe Démocratie et Université.

Le texte risque-t-il de relancer la polémique avec les communistes à l'égard du programme commun de la gauche ? Ses innovations majeures peuvent s'inscrire sans difficulté dans le cadre défini par le programme commun. Le P.S. ne peut pas non plus reprocher aux socialistes de présenter leur propre projet après le programme commun : il en a lui-même donné l'exemple à la rentrée 1973.

Mais le texte préparé par le P.S. présente des différences avec la proposition de loi du P.C. Cette dernière, plus précise, reste aussi plus proche du système actuel. Comme si les communistes avaient cherché à se montrer réalistes et sévères avant tout, et si les socialistes voulaient plutôt faire preuve d'audace pour stimuler la discussion. Les deux projets prévoient une « transition vers le socialisme » représentant-ils des attitudes différentes ou des stratégies différentes ?

Dès le départ, l'avant-projet du P.S. annonce l'objectif politique de l'éducation : « affirmer que le projet de l'institution scolaire est de permettre à chaque citoyen de comprendre le monde moderne et d'en dominer l'évolution, conditions nécessaires à l'acquisition de responsabilités dans la mise en place d'une société socialiste à perspective autogestionnaire... ».

Le système d'enseignement comprend deux parties. L'« école de base » est donnée à l'école maternelle, puis dans l'école de base (un cycle commun à neuf « niveaux ») ; les établissements sont coordonnés dans chaque circonscription. Tous les enseignants ultérieurs sont assurés par des « centres universitaires polytechniques » placés sous l'autorité de conseils régionaux de l'éducation continue ; ainsi, le projet veut-il se placer dès le départ dans une perspective d'éducation permanente. Ces centres comprennent en fait deux sections : le « cycle d'orientation et de première détermination »,

qui correspond au second cycle de l'enseignement secondaire actuel et dure six mois à six semestres ; « cycle de formation supérieure » (quatre à huit semestres).

Malgré cette répartition nouvelle, les textes ne font que reprendre, parfois en termes presque identiques, un certain nombre de propositions de base du programme socialiste de 1973 : multiplication et amélioration des écoles maternelles, en particulier dans les zones rurales ; développement des activités manuelles, artistiques et sportives à l'école de base ; formation professionnelle postérieure à celle-ci ; nationalisation des établissements privés ; constitution d'équipes éducatives à l'échelle de la commune ; enseignement : corps unique d'enseignants de la maternelle jusqu'au niveau de l'actuel baccalauréat ; unification de l'enseignement supérieur ; développement de la formation continue — qui ne doit pas être seulement professionnelle. Tout cela figure aussi dans le programme commun.

Autonomie et responsabilité

Deux modifications sont apportées au texte antérieur du P.S. Il n'y a pas d'âge limite pour la scolarité obligatoire et l'école de base s'achève à seize ans et la formation professionnelle qui suit dure au moins trois semestres. D'autre part, à l'école de base ni les cycles suivants n'aboutissent à des diplômes.

En particulier il n'y a plus à l'école de base de programmes nationaux dans chaque discipline mais seulement des objectifs généraux à atteindre. L'initiative est déterminée par chaque équipe d'enseignants. Recherches et expériences pédagogiques sont encouragées, organisées et contrôlées au niveau de chaque circonscription. Cette organisation est inspirée évidemment par les perspectives autogestionnaires du parti socialiste mais elle retrouve aussi certaines propositions de la commission des « sages » présidée par M. Louis Joxe (1972).

Pour protester contre l'insuffisance des subventions de l'État

LE CENTRE UNIVERSITAIRE DE VALENCIENNES SERA FERMÉ DU 1^{er} AU 10 FÉVRIER

(De notre correspondant.) Lille. — Le conseil d'administration du centre universitaire de Valenciennes, que préside M. Michel Morin, a décidé d'interrompre les activités du centre du 1^{er} au 10 février. Cette décision, prise à l'unanimité des membres, a pour but d'alerter les autorités responsables sur les insuffisances budgétaires de l'établissement. La situation financière, en 1975, est la suivante : un budget de 5 millions de francs est nécessaire au fonctionnement ; or il a été arrêté à 3 000 000 francs. D'autre part, la subvention de fonctionnement du secrétariat d'État aux universités est prévue pour un montant de 1 800 000 francs au maximum. La part attribuée aux deux unités d'enseignement et de recherche de sciences et de lettres et aux services généraux est inférieure à celle de 1973. Le conseil estime que la subvention devrait être majorée de 300 000 francs au moins. D'autres établissements d'enseignement supérieur ont refusé de voter ou d'établir leur budget pour 1975, pour protester contre l'insuffisance des subventions d'État. C'est le cas, notamment, de l'université des langues et lettres de Grenoble (Grenoble - III) et de l'institut universitaire de technologie de l'université de Nancy - II.

professionnelle se fait en entreprise (comme dans la proposition du P.C.) mais tous les élèves doivent faire un stage actif de trois à six mois dans le secteur auquel ils se destinent (agriculture, industrie, tertiaire, secteur social, administration, culture). Dans l'enseignement supérieur aussi tous les étudiants, après une année d'études dans un « domaine large », doivent encore faire un stage d'un ou deux semestres en entreprise.

Ces propositions découlent de deux considérations. La première, c'est la conviction de la valeur pédagogique du contact avec les situations concrètes. L'alternance, redécouverte récemment en France, donne à l'élève ou à l'étudiant l'envie d'apprendre ; elle permet aussi de mieux poser les problèmes. Mais elle a aussi une signification politique. Il s'agit de rapprocher l'intellectuel du travailleur manuel, de lui donner la connaissance de l'univers de la production et d'introduire aussi la critique dans celui-ci.

Depuis longtemps les dirigeants du syndicat C.G.T. des collèges, techniques, admettent que, au moins dans un régime socialiste, la formation professionnelle de la formation professionnelle. L'avant-projet du P.S., qui s'inspire de l'expérience de plusieurs pays socialistes, va au-delà.

Les dispositions de l'avant-projet concernant les enseignants, en ce qui concerne la formation, sont en accord avec la même direction. Ceux-ci auront au cours de leur formation initiale et une expérience pédagogique concrète par des stages de responsabilité. Ils devront, au cours de leur carrière, accomplir des stages hors de l'enseignement. Enfin, « une mobilité est organisée entre les diverses

fonctions de l'éducation nationale et les autres secteurs publics et privés ». Cette mobilité doit donner aux enseignants « une connaissance concrète de la vie sociale ; elle ouvre l'ensemble des secteurs d'activités aux responsables de l'enseignement ». Des personnels expérimentés peuvent être appelés à enseigner dans les centres universitaires polytechniques.

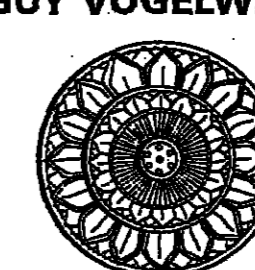
En revanche, sur d'autres aspects du travail des maîtres, le projet se garde bien de s'engager. Par exemple, jusqu'à quel niveau d'études enseignent des maîtres polyvalents et à quel moment des professeurs spécialisés prendront-ils le relais ? Ce moment est vivement disputé entre le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.) et celui des enseignants du second degré (S.N.E.S.). Dans l'avant-projet du P.S., tous les enseignants, y compris les instituteurs, doivent être formés à des établissements intégrés à l'enseignement supérieur ; mais des centres de formation sont maintenus dans les départements.

Cette dernière mesure bien que le P.S. n'ait pas encore dégagé des difficultés créées par l'entre-las de tendances syndicales et politiques et par l'influence des organisations d'enseignants, en son sein. L'avant-projet veut souvent être le résultat de deux préoccupations différentes, sinon contradictoires. Comment serait-il accepté par les syndicats ? Malgré les garanties qu'il comporte sur le statut des enseignants (tous les enseignants de profession seraient fonctionnaires) et sur le rôle des organisations syndicales ou sur la laïcité, il risque de surprendre.

GUY HERZLICH.

PSYCHOTHÉÂTRE DE STRINDBERG

GUY VOGELWEITH




PRIX PIERRE BRISSON 1974

chez votre libraire ou chez l'éditeur
KLINKSIECK, 11, rue de Lille, 75007 PARIS

en location

1 immeuble pour 1000 personnes

CHANTE-COQ : DES BUREAUX HEUREUX !



Knight Frank & Rutley France
16 place Vendôme 75001 Paris

appelez : **260.6753**

pour recevoir votre carte d'invitation au cocktail d'information

UN C

Le HP-55, l'unique nouveauté Hewlett-Packard dans le domaine des calculatrices électroniques à haute performance.

Appareil conçu pour la précision des calculs fastidieux et pour les performances.

Sa puissance, 86 fonctions, sa mémoire, sa capacité à gérer les disciplines, les fonctions de conversion, les conversions numériques, la répétition d'opérations.

Sa mémoire. La plupart des autres calculatrices HP-55 en a 70 ! Pour éliminer les difficultés et éviter la répétition d'opérations.

Sa notation. Le HP-55, l'unique calculatrice Hewlett-Packard à notation universelle associée à

كسوة الجاهل

السنة الأولى

Proposition de loi sur l'enseignement
à la base
de la production



HP-55
86 fonctions au clavier

HP-55
20 mémoires adressables

HP-55
49 pas de programme

HP-55
Chronomètre (au 1/100^e de seconde)

ENFIN LA QUATRIEME DIMENSION SUR UN CALCULATEUR DE POCHE POUR 2682 F t.t.c.*

Le HP-55. Une nouvelle étape franchie par Hewlett-Packard dans le domaine des calculateurs de poche.

Appareil conçu pour libérer ingénieurs et techniciens des calculs fastidieux, le HP-55 offre un rapport prix/performance des plus intéressants.

Sa puissance. 86 fonctions préprogrammées. Y compris les fonctions statistiques indispensables à toutes les disciplines, les fonctions trigonométriques et toutes les conversions mesures anglo-saxonnes/système métrique.

Sa mémoire. La plupart des calculateurs de poche n'ont guère qu'un ou deux registres mémoire adressables : Le HP-55 en a 20 ! Pour économiser votre temps, vous épargner les difficultés et éviter les erreurs pouvant résulter de la répétition d'entrées de données.

Sa notation. Le HP-55, comme tous les calculateurs de poche de la gamme Hewlett-Packard, utilise la notation polonaise inverse associée à une pile de quatre registres

opérationnels. Cette exclusivité Hewlett-Packard vous permet d'introduire des données dans l'ordre où vous les rencontrez dans une expression mathématique, c'est-à-dire de gauche à droite. Les résultats intermédiaires sont automatiquement conservés dans les registres de la pile et automatiquement restitués dès qu'ils redeviennent nécessaires à l'enchaînement du calcul.

Sa programmation. Les 49 pas de programme, les instructions de branchement directs et conditionnels, les touches de mise au point de programmes accélèrent la résolution de problèmes répétitifs ou itératifs. Des recueils de programmes mathématiques ou statistiques sont disponibles en option.

Son chronomètre. Le HP-55 comporte en outre un chronomètre numérique incorporé indiquant heures, minutes, secondes et centièmes. Dix temps intermédiaires peuvent être mémorisés durant la marche du chronomètre et rappelés pour utilisation dans un calcul... même programmé. A lui seul ce chronomètre vous coûterait le prix du HP-55.

Hewlett-Packard est l'inventeur du calculateur de poche d'avant-garde. Plus de 500000 de ces appareils sont déjà au service de savants, d'ingénieurs et d'hommes d'affaires de premier plan qui leur font une confiance absolue. Le HP-55 est un nouveau témoignage de l'avance prise par Hewlett-Packard en ce domaine. Pour recevoir une documentation complète sur le HP-55, et en savoir plus sur notre offre d'essai, retournez-nous dès aujourd'hui le coupon-réponse ci-dessous.

LE HP-55

Bon à découper et à retourner à: Hewlett-Packard France, Quartier de Courtabœuf, B.P. 70, 91401 Orsay.

Je désire recevoir votre documentation complète sur le HP-55, ainsi que les renseignements concernant l'offre d'essai de 15 jours.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

*Prix visible au 15-1-75

CA

HEWLETT  PACKARD

Hewlett-Packard France, Quartier de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay - Tél. 907.78.25

pour 1000 personnes

260.67.53

SPORTS

AUTOMOBILISME

Carlos Pace (Brabham) remporte le Grand Prix du Brésil après l'abandon de Jarier (Shadow)

Le Brésilien Carlos Pace (Brabham) a remporté, le 26 janvier, la première victoire de sa carrière, en gagnant à Sao-Paulo le Grand Prix du Brésil, deuxième épreuve de l'année comptant pour le championnat du monde des conducteurs. Pace a pris la tête de la course au trentième-troisième des quarante tours et a franchi la ligne d'arrivée avec 5 sec. 7/10 d'avance sur son compatriote Emerson Fittipaldi. Le Grand Prix du Brésil a été précédé d'un essai de reconnaissance des pilotes : depuis trois ans que l'épreuve compte pour le championnat du monde, les trois grands prix sont revenus à Fittipaldi (1973, 1974) et à Pace (1975). Trois pilotes français étaient engagés dans l'épreuve : Jacques Laffite (Williams) s'est classé onzième, Patrick Depailler (Tyrrell) a été contraint à l'abandon à la suite de la rupture d'un triangle de suspension, alors qu'il était en sixième position, et le plus en vue à encore été sans fois Jean-Pierre Jarier (Shadow), qui a longtemps fait figure de vainqueur.

Encore une occasion perdue

La chance ne sourit guère à Jean-Pierre Jarier et son constructeur anglo-américain Shadow depuis le début de la saison. Le 12 janvier, auteur du meilleur temps des essais du Grand Prix d'Argentine, Jarier était en position de prendre le départ : transmission cassée pendant le tour de reconnaissance. Le 26 janvier pour le Grand Prix du Brésil, Jarier se présente à l'essai, récidive de Jarier à l'issue des essais. Il réalise pour la deuxième fois consécutive le meilleur temps des qualifications, mais connaît une alerte : moteur cassé, moins grave que la précédente, puisqu'elle survient à la fin des essais, la veille du grand prix. Le moteur de la Shadow est donc changé dans la nuit, et il donnera un bon service le lendemain, du moins pendant trente-trois tours. Jean-Pierre Jarier avait fait la preuve qu'il savait aller vite, en accomplissant le tour du circuit le plus rapide ; devenu point de mire, il lui restait encore à prouver qu'il était capable de mener une course avec lucidité et de ne pas commettre d'erreur. De fait, beaucoup attendaient cet examen pour le juger avec impartialité. C'est un cap qu'il a franchi sans difficulté à Sao-Paulo, et qui, semble-t-il, ne pourrait désormais émettre la moindre réserve quant à ses qualités. C'est une référence qui arrive à point nommé pour Jarier, premier pilote de Shadow et qui dispose pour l'instant, peut-on penser, de la meilleure monoplace du lot, objet de quelques convoitises.

probante encore, mais comment lui tenir rigueur d'avoir abandonné à la suite d'un essai d'admission ? Dans l'hypothèse où Shadow aurait encore vraiment l'intention de s'attacher les services de Patrick Depailler, il ne lui reste qu'à convenir de répondre à la suivante : Jarier est-il l'oiseau rare, ou faut-il continuer de le chercher ailleurs ? Jarier, en tous cas, dans ce Grand Prix du Brésil, aura affecté une course fort sage. Surpris par le départ de Reutemann, placé derrière lui, il ne suit jusqu'au cinquième tour, puis dépassé de la manière la plus nette dans une zone de freinage. Cet obstacle éliminé, son avance n'a ensuite cessé de croître : 9 secondes, puis 11, 13, 20, 27 et presque 30 secondes au vingtième tour, soit à mi-course. Il est assez rare qu'un pilote domine à ce point un grand prix. Six tours plus tard, l'essai n'était plus que de 15 secondes, il venait de connaître ses premiers ennemis. Encore sept tours, et le Brésilien Pace passait en tête, Jarier était arrêté sur le bord du circuit, son beau rêve envolé.

Tout indique, compte tenu de la supériorité manifestée en Argentine, puis au Brésil, que l'échec, une victoire au grand prix, est à venir. Il reste cette année treize grands prix à Jarier pour faire pièce à la malchance. En sport automobile, plus que dans une autre discipline, une occasion manquée est cependant une remise en cause, tant il est vrai que la meilleure voiture sur tel ou tel circuit peut fort bien se révéler moins efficace sur une autre piste. Et on peut imaginer que, devant le danger que représente l'étonnante Shadow en ce début d'année, la concurrence va chercher du côté de la concurrence et trouver la parade. — F.J.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Championnat du monde des conducteurs Grand Prix du Brésil disputé sur le circuit d'Interlagos (Sao-Paulo).

1. Pace (Brabham), 318.415 km en 1 h. 44 min. 41 sec. 17 (moy. 182.488 km/h) ; 2. Fittipaldi (McLaren), à 5 sec. ; 3. Mass (Maserati), à 27 sec. ; 4. Regazzoni (Ferrari), à 43 sec. ; 5. Lauda (Ferrari), à 1 min. 5 sec. ; 6. Hunt (McLaren), à 1 min. 30 sec. ; 7. Andretti (Ferrari), à 1 min. 9 sec. ; 8. Reutemann (Brabham), à 1 min. 32 sec. ; 9. Lotz (Lotus), à 1 min. 53 sec. ; 10. Watson (Surtees), à 2 min. 30 sec.

Classement du championnat du monde. — 1. Fittipaldi, 15 pts ; 2. Pace, 3 ; 3. Hunt, 2 ; 4. Regazzoni, 2 ; 5. Andretti, 1 ; 6. Mass, 1 ; 7. Lauda, 1 ; 8. Depailler, 1.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (dix-neuvième journée)

«Dax» B. Bordeaux 123-108
«Le Mans» B. Lyon 87-87
«Le Mans» B. Antibes 111-102
«Villeneuve» B. Châteauroux 89-79
«Roanne» B. Monaco 89-79
«Cen» B. Haguenau 83-58

Nice-Tour, remis.

Classement. — 1. Le Mans et Villeneuve, 35 pts ; 2. Antibes, 30 ; 3. Dax, 28 ; 4. Caen, 24 ; 5. Tours, 22 (1 match en moins) ; 6. Châteauroux, 20 ; 7. Châteauroux, 19 ; 8. Metz, 18 ; 9. Roanne, 17 ; 10. Monaco, 16 ; 11. Bordeaux, 15 ; 12. Nantes, 14.

Cyclo-cross

CHAMPIONNATS DU MONDE (Professionnels. — Roger de Vlaeminck (B.), les 23.900 mètres en 1 h. 9 min. 53 sec. ; 2. Zwijnenl (S.), à 1 min. 21 sec. ; 3. E. De Vlaeminck (B.), à 2 min. 3 sec. ; 4. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 5. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 6. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 7. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 8. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 9. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 10. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 11. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 12. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 13. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 14. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 15. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 16. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 17. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 18. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 19. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 20. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 21. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 22. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 23. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 24. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 25. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 26. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 27. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 28. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 29. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 30. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 31. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 32. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 33. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 34. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 35. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 36. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 37. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 38. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 39. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 40. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 41. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 42. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 43. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 44. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 45. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 46. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 47. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 48. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 49. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 50. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 51. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 52. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 53. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 54. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 55. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 56. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 57. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 58. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 59. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 60. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 61. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 62. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 63. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 64. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 65. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 66. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 67. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 68. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 69. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 70. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 71. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 72. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 73. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 74. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 75. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 76. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 77. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 78. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 79. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 80. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 81. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 82. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 83. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 84. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 85. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 86. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 87. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 88. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 89. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 90. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 91. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 92. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 93. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 94. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 95. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 96. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 97. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 98. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 99. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 100. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 101. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 102. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 103. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 104. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 105. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 106. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 107. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 108. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 109. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 110. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 111. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 112. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 113. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 114. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 115. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 116. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 117. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 118. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 119. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 120. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 121. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 122. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 123. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 124. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 125. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 126. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 127. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 128. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 129. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 130. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 131. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 132. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 133. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 134. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 135. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 136. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 137. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 138. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 139. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 140. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 141. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 142. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 143. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 144. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 145. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 146. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 147. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 148. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 149. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 150. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 151. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 152. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 153. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 154. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 155. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 156. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 157. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 158. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 159. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 160. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 161. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 162. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 163. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 164. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 165. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 166. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 167. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 168. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 169. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 170. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 171. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 172. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 173. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 174. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 175. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 176. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 177. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 178. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 179. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 180. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 181. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 182. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 183. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 184. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 185. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 186. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 187. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 188. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 189. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 190. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 191. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 192. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 193. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 194. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 195. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 196. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 197. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 198. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 199. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 200. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 201. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 202. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 203. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 204. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 205. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 206. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 207. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 208. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 209. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 210. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 211. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 212. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 213. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 214. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 215. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 216. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 217. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 218. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 219. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 220. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 221. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 222. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 223. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 224. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 225. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 226. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 227. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 228. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 229. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 230. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 231. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 232. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 233. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 234. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 235. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 236. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 237. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 238. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 239. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 240. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 241. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 242. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 243. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 244. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 245. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 246. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 247. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 248. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 249. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 250. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 251. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 252. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 253. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 254. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 255. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 256. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 257. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 258. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 259. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 260. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 261. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 262. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 263. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 264. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 265. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 266. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 267. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 268. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 269. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 270. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 271. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 272. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 273. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 274. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 275. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 276. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 277. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 278. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 279. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 280. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 281. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 282. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 283. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 284. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 285. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 286. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 287. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 288. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 289. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 290. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 291. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 292. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 293. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 294. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 295. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 296. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 297. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 298. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 299. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 300. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 301. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 302. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 303. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 304. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 305. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 306. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 307. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 308. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 309. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 310. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 311. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 312. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 313. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 314. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 315. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 316. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 317. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 318. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 319. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 320. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 321. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 322. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 323. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 324. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 325. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 326. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 327. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 328. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 329. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 330. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 331. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 332. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 333. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 334. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 335. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 336. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 337. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 338. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 339. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 340. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 341. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 342. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 343. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 344. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 345. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 346. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 347. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 348. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 349. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 350. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 351. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 352. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 353. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 354. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 355. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 356. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 357. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 358. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 359. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 360. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 361. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 362. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 363. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 364. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 365. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 366. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 367. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 368. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 369. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 370. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 371. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 372. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 373. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 374. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 375. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 376. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 377. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 378. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 379. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 380. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 381. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 382. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 383. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 384. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 385. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 386. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 387. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 388. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 389. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 390. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 391. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 392. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 393. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 394. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 395. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 396. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 397. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 398. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 399. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 400. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 401. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 402. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 403. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 404. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 405. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 406. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 407. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 408. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 409. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 410. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 411. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 412. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 413. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 414. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 415. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 416. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 417. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 418. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 419. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 420. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 421. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 422. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 423. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 424. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 425. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 426. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 427. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 428. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 429. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 430. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 431. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 432. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 433. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 434. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 435. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 436. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 437. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 438. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 439. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 440. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 441. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 442. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 443. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 444. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 445. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 446. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 447. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 448. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 449. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 450. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 451. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 452. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 453. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 454. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 455. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 456. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 457. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 458. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 459. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 460. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ; 461. Van Damme (B.), à 2 min. 18 sec. ;

Journal 150

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

L'AVENIR DE L'INFORMATIQUE EUROPÉENNE

Il n'existe entre Unidata et Honeywell aucune possibilité d'accord technique

nous déclare M. Matthöfer, ministre ouest-allemand de la recherche scientifique

VENDREDI 24 janvier, quatre cents travailleurs de l'usine C.I.L. de Toulouse sont - montés à Paris - pour faire part au ministre de l'Industrie et de la recherche, M. Michel d'Ornano, de leur inquiétude quant à l'avenir de l'entreprise.

Voilà maintenant huit mois que le sort du seul fabricant purement français de gros ordinateurs est en suspens. Conseils interministériels restreints, réunions d'experts se sont succédés. Sans résultats. La décision du gouvernement français sera prise courant février ou début mars, a récemment déclaré M. d'Ornano.

A maintes reprises, les pouvoirs publics français ont réaffirmé leur volonté de suivre une politique active dans l'informatique. Ils ont même laissé entendre que l'Etat pourrait prendre une participation directe dans le capital de la C.I.L. Cependant, ils ne veulent pas mener une politique - hexagonale - pour reprendre l'expression de M. d'Ornano. Ce souci était celui des gouvernements

précédents. Il s'était traduit en juillet 1973 par les accords Unidata qui associent dans l'informatique la C.I.L., Siemens et Philips.

Aujourd'hui, le gouvernement français, les deux principaux actionnaires de la C.I.L. (Compagnie Générale d'Electricité et Thomson) se posent plusieurs questions. Faut-il poursuivre l'expérience de coopération européenne? Aller plus loin dans l'intégration des trois sociétés? Rediscuter les termes de l'accord? Renforcer la C.I.L. face à Siemens? Ouvrir Unidata à un partenaire américain, en l'occurrence Honeywell?

Depuis de longs mois des négociations à ce sujet se poursuivent avec le gouvernement de Bonn. A quelques jours d'une nouvelle rencontre entre M. d'Ornano et M. Matthöfer, ministre ouest-allemand de la recherche et de la technologie, ce dernier, dans une interview accordée à notre correspondant à Bonn Daniel Vermet, précise la position de son gouvernement.

« Monsieur le ministre, en septembre dernier, vous adressiez à notre collègue français, M. d'Ornano, une lettre qui précisait la stratégie du gouvernement fédéral allemand dans le secteur de l'informatique. Vous vous y déclariez favorable à la poursuite d'Unidata et laissez entendre que votre gouvernement était prêt à apporter son appui

financier à l'entreprise. Etes-vous toujours dans les mêmes dispositions d'esprit?

— La position allemande, par rapport à Unidata, est inchangée et positive. Je suis toujours d'avis que les producteurs européens d'ordinateurs, les gros comme les moyens, doivent s'entendre pour rester compétitifs sur le marché. J'en ai parlé en détail avec M. d'Ornano lorsqu'il est venu à Bonn, le 16 décembre dernier. Ce que nous voulons, c'est une société européenne unifiée, une entreprise efficace.

M. d'Ornano, le dossier n'a-t-il guère avancé?

— Le passage à une nouvelle gamme de production représentée par la C.I.L., comme pour les autres sociétés d'informatique, une charge financière considérable. Tant les sociétés mères que le gouvernement français ont dû s'occuper de la question de savoir comment cette charge pouvait être supportée dans la conjoncture actuelle. Les spéculations apparues dans le public sur ces mesures ont conduit à une inquiétude sans fondement des clients et n'ont vraisemblablement pas facilité la situation de la C.I.L. Les gouvernements français et allemand sont d'accord sur les pas qu'il convient d'accomplir pour résoudre les questions encore ouvertes, et ils ont fait des propositions communes aux sociétés associées dans Unidata. Ainsi je constate qu'au cours des cinq derniers mois nous avons fait des progrès.

La politique agricole change de cap

Au cours de sa causerie télévisée de jeudi, M. Giscard d'Estaing a évoqué d'une phrase les questions agricoles. Au rang des préoccupations qui touchent directement la vie quotidienne - des Français, - l'orientation et le développement de la politique agricole (seront), compte tenu des derniers événements dans le monde.

C'est bref et relativement éloigné dans le temps. Au moment pourtant où la paysannerie s'inquiète d'une situation économique qui la pénalise et s'irrite de la lenteur des instances communautaires à régler le niveau des prix pour la prochaine campagne. Le propos est prudent et peut-être suffisant, car les membres du gouvernement ont déjà prodigué des assurances: le président de la République peut difficilement aller plus loin avant de connaître les résultats des négociations de Bruxelles.

— Quel est le montant des subventions que le gouvernement fédéral est prêt à accorder à Unidata?

— Pour les cinq années à venir, nous ne pouvons pas citer publiquement de chiffres, car il revient au Bundestag de voter chaque année le budget. J'ai indiqué des chiffres au gouvernement français. Je crois qu'il était satisfait de nos intentions. Pour 1975, le budget fédéral prévoit 450 millions de marks (810 millions de francs environ) pour l'ensemble du secteur informatique, dont environ un tiers pour Unidata. Le montant exact dépend des demandes. L'utilisation des fonds est strictement contrôlée par le département compétent de ce ministère.

— Ne pensez-vous pas, monsieur le ministre, que les hésitations du gouvernement français quant à l'avenir de la C.I.L. font que l'inquiétude dont vous parlez n'est pas totalement sans fondement?

— Non, nous ne voyons pas cette inquiétude.

« D'autant que les quelques mots de M. Giscard d'Estaing relèvent moins une préoccupation quant à l'évolution du monde agricole qu'un changement d'orientation dans la conduite de la politique agricole. Le mouvement se révèle ici insensiblement: par le choix d'un pensur de la politique agricole à moyen terme (M. Jean-François Deniau), par un bilan administratif de la politique agricole commune... »

— Comment expliquez-vous que, cinq mois après votre lettre à

Propos recueillis par DANIEL VERMET. (Lire la suite page 18, 4^e col.)

LA CRISE MONDIALE DE L'AUTOMOBILE

Accident de parcours ou changement durable?

L'INDUSTRIE automobile affronte une des crises les plus graves qu'elle ait connues. En 1974 la production a chuté brutalement dans tous les pays à l'exception de la France. La baisse par rapport à l'année précédente a été respectivement de 25 % aux Etats-Unis, 23 % en Allemagne, 12 % en Grande-Bretagne, 13 % en Italie, 7 % au Japon et 5 % en France. Les premières semaines de janvier ne laissent espérer aucune amélioration immédiate: au contraire, on s'attend que la crise atteigne son maximum d'ici au milieu de l'année.

A partir de là, chez les constructeurs, deux écoles s'affrontent: pour les uns, dont M. Eaton, numéro 2 de la General Motors, qui nous a accordé un entretien publié page 19, l'industrie automobile devrait retrouver progressivement d'ici à 1980 un rythme normal de croissance. Pour d'autres, quelque chose est cassé, ce ne sera plus jamais tout à fait comme avant. Et ceux-là, dont Fiat, Renault et Volvo (lire page 19 l'article de notre correspondant à Stockholm) tentent de s'engager dans une diversification rapide de leurs activités. Il est vraisemblable que tous les constructeurs ne sortiront pas indemnes de la crise. Les Britanniques ne sont pas les moins menacés.

EN GRANDE-BRETAGNE

De la sueur et des larmes

De notre envoyé spécial

Londres. — British Leyland nationalisé, Chrysler United Kingdom mis aux enchères. L'industrie automobile de Grande-Bretagne a subi, chaque semaine, quatre jours sur sept. Si ces informations tiennent encore aujourd'hui du journalisme-fiction, elles n'en reflètent pas moins les soucis présents des économistes. Peu d'entre eux assurément seraient prêts à parier que tous les constructeurs du Royaume-Uni traverseront sans dommage la crise mondiale de l'énergie. Rachat, fermeture d'usines, nationalisation: on ne sait pas trop exactement de quoi les lendemains de l'automobile britannique seront faits.

La production britannique d'automobiles a régressé de 12 % contre 5 % en France. L'industrie anglaise supporte d'autant moins bien cette chute que déjà en 1973, du fait des grèves, ses fabrications étaient en recul de 9 % sur celles de 1972. Deux années consécutives de baisse et la certitude que 1975, voire 1976, seront encore mauvais — on s'attend ici à une régression de 10 à 20 % pour l'an prochain. — au total, cela risque de faire une très longue période de vaches maigres. « Déjà en 1974, notre industrie a tourné sur deux tiers de ses capacités, en produisant un peu plus de 1 500 000 voitures alors qu'elle peut en fabriquer 2 200 000. Peut-on tomber en dessous de cette proportion pendant deux autres années sans que se produisent des bouleversements? » Interroge un économiste de la chambre des constructeurs.

La crise a sévèrement atteint les constructeurs anglais, qui comptent sans doute parmi les plus touchés d'Europe, aux côtés de Volkswagen, de Citroën et de Fiat. En 1974,

la production britannique d'automobiles a régressé de 12 % contre 5 % en France. L'industrie anglaise supporte d'autant moins bien cette chute que déjà en 1973, du fait des grèves, ses fabrications étaient en recul de 9 % sur celles de 1972. Deux années consécutives de baisse et la certitude que 1975, voire 1976, seront encore mauvais — on s'attend ici à une régression de 10 à 20 % pour l'an prochain. — au total, cela risque de faire une très longue période de vaches maigres. « Déjà en 1974, notre industrie a tourné sur deux tiers de ses capacités, en produisant un peu plus de 1 500 000 voitures alors qu'elle peut en fabriquer 2 200 000. Peut-on tomber en dessous de cette proportion pendant deux autres années sans que se produisent des bouleversements? » Interroge un économiste de la chambre des constructeurs.

Le boom des importations

Question d'autant plus pertinente que l'industrie automobile britannique aborde sans grandes réserves la passe difficile, à l'inverse de la plupart de ses concurrentes européennes, lesquelles ont de fort belles années derrière elles. Expliquons-nous: quand la crise pétrolière éclata, les constructeurs vivaient depuis une décennie dans une euphorie insouciante. Records de productions, d'immatriculations et d'exportations sans cesse battus. Seules, et échappées régulières, des grèves venaient rogner le

tas des profits. Triomphalisme automobile. Un pays, toutefois, restait à la traîne: le Royaume-Uni, dont les gouvernements successifs, aussi bien travaillistes que conservateurs, ont toujours très fortement la consommation, de manière à aider au rétablissement de la balance des paiements. Et l'automobile figurait parmi les biens les plus frappés.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT. (Lire la suite page 19, 3^e col.)

POINT DE VUE

Des équipements en quête d'équipages

par SYLVÈRE SEURAT (*)

EN quelques années, des pays en voie de développement vont accomplir un cycle industriel que d'autres ont mis des décennies à franchir. L'énorme effort de formation des hommes indispensables à la prise en charge des équipements nouveaux est sans doute l'aspect le plus complexe de cette révolution. Quelles conditions réunir pour le mener à bien?

L'histoire n'est jamais tout à fait neuve et originale. Des promesses d'organisation et de formation de cette ampleur ont déjà été réalisées. Pour ne citer que des expériences récentes, sou-

gens aux performances des Etats-Unis lors du dernier conflit mondial, qui, en quelques mois multipliaient par plus de trente leurs effectifs d'officiers de la marine de guerre ou, en quelques semaines, grâce au fameux T.M.I. — *training within industry* (1) — formèrent une gigantesque main-d'œuvre industrielle relayant les ouvriers mobilisés. Ou bien, autre exemple qui nous ramène aux pays en voie de développement, considérons les équipements complets d'unités industrielles qui ont été réalisés dans ces pays depuis quelque 20 ans.

par rapport à la culture de base des candidats.

Venons-en aux réussites et aux maux qui semblent les caractériser:

● PREMIERE MESURE: Il convient de penser à l'équipage au moins aussi tôt qu'à l'équipement. Cela exige un délai d'une à trois années, exceptionnellement six pour une centrale nucléaire, afin de concevoir et de mettre en œuvre des programmes de recrutement et de formation des hommes adaptés à la réalité socio-technique du projet.

mais parmi les degrés de liberté figure la possibilité de remodeler les postes de travail, de les concevoir « sur mesure » en fonction des aptitudes des candidats.

Car les postes de travail, du plus simple au plus complexe, sont trop souvent figés en Europe et davantage encore aux Etats-Unis dans les traditions ou dans les descriptions minutieuses de certaines conventions collectives. Ces descriptions entrent en fait un état d'équilibre entre l'homme industrialisé et sa tâche. Les postes de travail ainsi décrits rebutent souvent, par leur diversité même, les hommes sans passé industriel. Il faut alors analyser ces postes en tâches élémentaires, puis assembler celles-ci en nouveaux postes, de niveau plus homogène, s'égrenant le long de filières promotionnelles comme autant de degrés d'un escalier dessiné à la mesure des hommes disponibles.

Les insuffisances du «clef en main»

Si certaines de ces usines, de ces réalisations industrielles, ont été des succès, d'autres ont été des échecs. Elles sont nombreuses qui fonctionnent en fait avec un «équipement» national à 90, voire 100 %, dans des conditions de maîtrise technique que ne désavoueraient pas les meilleurs de leurs homologues des pays plus anciennement industrialisés.

Un inventaire des usines mises en service dans les pays du tiers-monde serait souhaitable: il distinguerait les succès des réussites, établirait des corrélations entre les résultats et les différentes méthodes de formation mises en œuvre.

Sans pouvoir prétendre à l'exhaustivité et à la rigueur de pareil inventaire, mais nous basant tout de même sur la connaissance d'une cinquantaine de réalisations, et pour avoir en particulier participé à une trentaine d'entre elles, nous aurions tendance à proposer les corrélations suivantes:

Il y a toujours échec lorsque la réalité du problème a été niée à l'origine.

Tel est souvent le cas pour les usines dites «clé en main», caractérisées par une concentration des efforts les plus méritoires sur les phases de conception et de réalisation des équipements, suivie d'une totale improvisation s'agissant des phases de recrutement et de formation de l'équipage. Comment s'étonner lorsque le matériel livré à des mains non expertes choisit rapidement de rendre l'âme?

Il y a souvent échec lorsque, la réalité du problème ayant été décelée à temps, on refuse de reconnaître sa spécificité en se contentant de faire appel à des solutions jugées rassurantes parce que éprouvées sous d'autres cieux.

Cette circonstance est évidemment plus subtile que la précédente, et peut tromper nombre d'hommes de bonne foi. En voici des exemples. On reproduit dans leurs moindres détails l'organigramme et les postes de travail conçus pour une main-d'œuvre industrialisée de longue date. On utilise des programmes de formation ayant fait leurs preuves dans des établissements d'enseignement technique ou des centres d'apprentissage, et ce malgré leurs défauts évidents en la circonstance: trop grande généralité par rapport aux postes à pourvoir, distance trop importante

Et l'expérience démontre combien pareille architecture du travail facilite l'accès à l'univers industriel, tout en permettant ensuite l'élargissement culturel de l'intéressé au rythme de sa progression dans une filière.

Et l'expérience démontre combien pareille architecture du travail facilite l'accès à l'univers industriel, tout en permettant ensuite l'élargissement culturel de l'intéressé au rythme de sa progression dans une filière.

L'accès à l'univers industriel

Et l'expérience démontre combien pareille architecture du travail facilite l'accès à l'univers industriel, tout en permettant ensuite l'élargissement culturel de l'intéressé au rythme de sa progression dans une filière.

● TROISIEME MESURE: Quelle que soit l'efficacité de l'alchimie transmutant les postes de travail, il sera exceptionnel que l'ensemble des besoins de l'usine, notamment en cadres et agents de maîtrise, puissent être satisfaits par la main-d'œuvre locale.

Entre les besoins industriels et le potentiel de la population locale, un écart existe, dont une partie seulement peut-être en général comblée par un effort raisonnable de formation. Au-delà, il faut recourir, pour une durée limitée et soigneusement définie en fonction du potentiel de promotion des éléments locaux, à l'apport technique de cadres et agents de maîtrise expatriés, mais en évitant de pla-

quer cette main-d'œuvre sur le reste du personnel.

L'indispensable communication, gage de la compréhension réciproque et de la cohésion de l'ensemble est obtenue lorsque le personnel expatrié se voit confier un rôle actif dans la formation du personnel local et reçoit un entraînement spécial dans ce but.

● QUATRIEME MESURE enfin: il s'agit, disposant d'autant de temps, de prêter autant de soin au chantier «équipement» qu'au plus difficile des chantiers «équipement». Un ordonnancement minutieux réglera le ballet de centaines, voire des milliers, d'opérations successives ou simultanées, s'imbriquant les unes les autres et permettant de disposer, lors des premiers démarrages de l'équipage convenablement entraîné et soudé, préparé à son efficacité immédiate et à son devenir à long terme.

(*) Président d'Euréqup.

(Lire la suite page 20, 1^{re} col.)

150

avenir de l'informati...

LE MONDE DES AFFAIRES

LA CRISE MONDIALE DE L'AUTOMOBILE

< La voiture de l'avenir devra transporter six passagers et un chien >

nous déclare M. Elliott M. Estes, « président » de la General Motors

New-York. — Depuis le 1^{er} décembre 1974, la General Motors, premier constructeur d'automobiles et première affaire mondiale, a un nouvel état-major. Aux côtés de M. Thomas A. Murphy, « chairman and chief executive officer », se trouvent M. Elliott M. Estes, « president and chief operating officer ».

M. Elliott M. Estes, connu du Tout-Detroit sous le nom de Pete, est un ingénieur. Il est responsable chez General Motors de la production et du maintien de la position concurrentielle de la société sur les marchés du monde entier, tandis que M. Murphy doit principalement se consacrer aux multiples problèmes liés de l'ingénierie croissante de Washington dans les affaires de la société.

M. Estes nous a accordé un long entretien sur l'avenir de l'industrie automobile.

« 1975 sera-t-elle aussi mauvaise que 1974 ? L'an passé, la production d'automobiles de General Motors aux Etats-Unis a chuté de 31,5 % et ses bénéfices ont été réduits au niveau décevant — au regard de ses ventes — de 442 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'année ; plus de cent mille ouvriers ont dû être licenciés. Que réserve l'avenir ? »

Selon M. Estes, 1975 va être une année « difficile », mais « nous sommes déjà au plancher ». Le premier trimestre 1975 verra passer le plus profond de la crise aux Etats-Unis. Les ventes d'automobiles retrouvaient un niveau « normal » au troisième trimestre.

C'est la première fois qu'une crise économique atteint la General Motors simultanément sur presque tous ses marchés. En Europe de l'Ouest, la diminution des ventes des usines allemandes (- 30 %) et françaises (- 30 %)

est comparable à la situation aux Etats-Unis, alors que les ventes ont fléchi de 17,5 % en Australie, mais de 3 % seulement au Canada. Le marché brésilien, seul, se maintient, puisque General Motors y a augmenté ses ventes de 38 % l'année dernière. Alors qu'il a confiance en une relance prochaine aux Etats-Unis, M. Estes est beaucoup moins certain de ce qui se passera à l'étranger. Dans ces pays, « nous ne savons pas si nous avons atteint le point le plus bas de la courbe... ».

En 1976, le marché américain retrouvera le niveau où l'aurait mené une croissance normale, soit plus de dix millions de voitures neuves, et onze millions environ en 1977. M. Estes appuie sur le fait que la longue récession dont la société est victime n'est pas une crise classique. Le premier signal d'une crise économique est toujours perçu, chez G.M., par le département camions. Lorsque les commandes de camions ralentissent, les gens de la G.M. savent qu'une crise atteindra dans quelques mois le secteur automobile, puis qu'elle s'étendra un peu plus tard aux gros appareils électro-ménagers (Frigidaire). Or, depuis l'embarquement sur les exportations de pétrole du Proche-Orient jusqu'en novembre 1974, la crise a sévi exclusivement sur les voitures particulières. Ce n'est qu'au mois de novembre dernier que les ventes de camions ont commencé à décroître, marquant, selon M. Estes, le début de la véritable récession.

« Le secteur automobile traverse une crise de confiance, dit-il. Le consommateur a été atteint, coup sur coup, par l'embarquement sur le pétrole, l'augmentation du prix des automobiles causée par les dispositifs de sécurité obligatoires, la montée en flèche du prix du sucre, etc. » Tout cela, et Watergate par-dessus.

L'avenir limité des petites voitures

Au cours des cinq à dix années prochaines, c'est sans doute l'économie d'essence qui dictera les principaux changements dans la construction des automobiles. Il est exclu, pense M. Estes, que des transformations plus profondes, comme par exemple l'utilisation de forces motrices différentes de nos carburants traditionnels, interviennent d'ici là. Au cours des années 80, on verrait un accroissement rapide de l'utilisation de petites automobiles électriques pour les courts trajets, par exemple faire des courses ou aller à son travail. M. Estes qui est un passionné de technique et suit les développements de très près, estime que la technologie des piles n'est pas assez avancée pour permettre un progrès plus rapide en ce domaine.

La G.M. professe une foi limitée en l'avenir des véritables « petites » voitures, celles qu'on appelle sub-compact, que les Américains n'ont construites que sous la pression des importations d'Europe et du Japon. Elles ont trouvé une place sur le marché américain, où on les range dans la catégorie « sport » ou « junior », mais leur part du total ne varie guère. Au quatrième trimestre de 1974, 14 % seulement des voitures vendues aux Etats-Unis ont été des sub-compact, en dépit de l'augmentation considérable du prix de l'essence.

La voiture de l'avenir, l'auto de l'Américain moyen, serait la compact, qui consume moins que la voiture familiale traditionnelle mais est tout de même capable de transporter « six passagers, un chien, et tous les bagages nécessaires ».

Dans l'ensemble, la G.M. prévoit que le marché des « petites voitures » — y compris sub-compact, compact et modèles sport — se stabilisera aux environs de 55 % du total au cours des années 80. Cela laisserait, malgré tout, une place importante aux grosses voitures.

« La General Motors est-elle tentée d'adopter une politique de diversification à l'avenir ? »

A l'heure actuelle, la G.M. ne fait qu'à peine 10 % de son chiffre d'affaires en dehors du secteur automobile, et une bonne partie de cette diversification consiste à construire des locomotives, dont 60 % sont vendues à l'étranger. « Bien entendu, dit le nouveau président, nous nous intéressons toujours aux possibilités offertes par la diversification, mais je suis convaincu que dans une dizaine d'années nous serons à peu près dans la situation où nous nous trouvons aujourd'hui à cet égard. »

« L'ingénierie du gouvernement dans les affaires des sociétés ne

va-t-elle pas fatalement s'accroître ? »

Sur ce point, M. Estes est catégorique : « Le standard de vie dont bénéficient les Américains a son origine dans un stimulant économique qui s'appelle l'automobile. Je ne pense pas que quiconque puisse priver les Américains du droit d'aller là où ils le désirent. L'automobile est synonyme de liberté de mouvement. »

Sa société est cependant très active dans le domaine de la recherche, qui doit mener à des systèmes nouveaux de « déplaceurs de gens » (people movers). Ces systèmes fonctionneront aux côtés de l'automobile et des autobus. La General Motors est un des principaux constructeurs d'autobus aux Etats-Unis et fait ouvertement campagne en faveur des pistes réservées aux autobus (dans certains cas, donc invitées aux voitures particulières, sur les voies publiques).

La General Motors a promis au gouvernement américain que ses modèles 1978 réaliseraient une économie de consommation d'essence de l'ordre de 45 % par rapport à la moyenne de consommation des modèles offerts en 1973, à la condition que le gouvernement renonce à imposer dès 1977-1978 les normes maxima de contrôle des émissions nocives prévues par la loi. Si les standards maxima devaient être imposés à une date que les ingénieurs de l'automobile jugent prématurée, la perte d'énergie correspondante ramènerait l'efficacité des moteurs à un niveau inférieur de 15 % au niveau actuel, selon les estimations de M. Estes.

« La General Motors va-t-elle accentuer sa pression sur les marchés européens ? »

En 1973, par exemple, 15 % seulement des ventes de la General Motors ont été effectuées sur des marchés autres que celui des Etats-Unis et du Canada, et la part du bénéfice net de la société provenant d'outre-mer était de 9 % seulement. La création d'une direction générale pour l'Europe, confiée à M. Alex Cunningham, qui réside à Londres, est de date relativement récente. Et c'est seulement l'année dernière que la G.M., à l'instar d'autres sociétés multinationales, a créé un Advisory European Council. Le conseil siège à Londres.

Parmi les personnalités européennes choisies pour guider l'avenir de la G.M. à l'aide d'analyses et d'informations relatives aux environnements économiques, social et politique dans lesquels l'industrie automobile doit se préparer à fonctionner », on relève les noms de Kurt Hensen, de Bayer ; du Pr Robert Marjolin ; de M. Roger Martin de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, etc. Trois Américains siègent au conseil, dont M. Estes, qui, nous a-t-il dit, a l'intention de consacrer une part impor-

tante de son temps aux affaires de la société en Europe.

La General Motors construira des voitures interchangeables d'un pays à l'autre. Déjà, le modèle Opel Kadett fabriqué en Allemagne a un frère jumeau construit au Japon et vendu sous le nom, précisément, de Gemini, et une petite sœur jumelle qui sort au Brésil sous le nom de Chevette. La même voiture apparaîtra prochainement dans d'autres pays et sous d'autres noms.

« Peut-on créer par la fusion de plusieurs entreprises une General Motors européenne ? »

On ne peut imaginer le marché européen fonctionnant avec moins de sept à dix constructeurs, répond M. Estes sans hésiter. Il est probable que certains petits constructeurs soient absorbés ou ferment leurs portes, mais il y aura toujours Fiat, Renault, Volkswagen et un constructeur anglais, et il y aura toujours Chrysler, Ford et la General Motors... Personne ne dominera jamais le marché européen. *Business is pretty well split up.*

Propos recueillis par JAY McCULLY.

De la sueur et des larmes

(Suite de la page 17.)

Résultat : une quasi-stagnation de la production nationale de véhicules, et ce jusqu'en 1972, année pendant laquelle un allègement des taxes fut décidé. « Pendant toute cette période, nous avons moins investi que nos concurrents européens, par exemple, dans l'étude de nouveaux modèles. C'était une erreur. Seulement, nous étions persuadés que le marché intérieur serait toujours brisé », reconnaît un dirigeant de British Leyland, il admet alors ce qui devait arriver : quand furent levées en 1972 les limitations aux achats, le marché britannique explosa, passant brutalement en un an de 1 280 000 à 1 640 000 voitures.

Le meilleur de la progression n'alla pas aux constructeurs anglais, peu préparés à en tirer parti : le boom profita aux importateurs, aux premiers rangs desquels Renault

CHRYSLER : priorité à la France

Les syndicats contestent ces chiffres. Sans doute sont-ils un peu gonflés — puisqu'une partie de la production perdue est toujours rattrapée après la reprise du travail. Personne, pour autant, ne s'est douté que l'influence des grèves s'est ajoutée aux effets du mécontentement de compétitivité des constructeurs pour précipiter le déclin de l'industrie automobile. C'étaient des sociétés essouffées, beaucoup moins fortes que leurs rivales européennes, qui durent faire face, à la fin de 1973, aux premiers effets de la crise pétrolière.

Les quatre constructeurs britanniques n'ont pas passé l'épreuve avec le même bonheur. Le plus solide est Ford, filiale du géant américain, numéro 2 ici, avec un peu moins de 30 % de la production. Un bon management, des modèles dans le vent — la Cortina et l'Escort sont les deux voitures les plus vendues au Royaume-Uni, — et, pour l'instant, moins de conflits sociaux qu'ailleurs : Ford, aujourd'hui, un peu comme Renault en France, peut afficher une certaine sérénité.

Vauxhall (General Motors), numéro 4, connaît déjà plus d'inquiétudes. Au passé, sa toute petite filiale : moins de 10 % de la production nationale et un seul modèle apprécié. A l'actif, la réussite de Bedford, sa division de véhicules industriels. Les derniers mois de 1974 furent difficiles pour Vauxhall, encombré par les stocks d'inventures. Dès le 1^{er} février, la firme va limiter sa production par la réduction à trois jours de la semaine de travail.

Voici déjà un mois que Chrysler U.K. a pris cette mesure pour une partie de son personnel. Numéro 3, entre Ford et Vauxhall, avec une part d'environ 15 % de

Stockholm. — La direction de Volvo, premier constructeur suédois, a annoncé le 17 janvier une diminution de la production de voitures de tourisme d'environ 6 % en 1975. Cette décision n'entraînera aucun licenciement de personnel.

Volvo baisse sa production sans licencier de personnel

De notre correspondant

Dans les six derniers mois de l'année 1974, le constructeur suédois avait noté une baisse sensible des ventes aux Etats-Unis et en Europe, ses deux principaux marchés d'exportation. Le comité spécial d'étude mis en place en décembre avec la participation de délégués syndicaux avait à choisir entre plusieurs solutions : la mise en chômage partiel, le ralentissement des cadences de production ou la semaine de quatre jours, formule adoptée par Volvo pendant la crise pétrolière et qui avait suscité, plus tard, de vives critiques parmi le personnel lorsqu'on apprît les bénéfices importants du groupe et l'augmentation des dividendes distribués aux actionnaires.

Les mesures prises ces jours-ci sont le résultat de difficiles négociations, soutenu-on dans les milieux syndicaux. Les employés qui ne trouveront plus d'emploi dans la division automobile, soit environ un millier de personnes dans les usines de Göteborg, Olofstrom et Karistad, seront, pour le plupart, reclassés dans les autres

secteurs d'activité bien portants du groupe : poids lourds, autocars, machines agricoles, véhicules industriels, équipements aéronautiques. D'autres suivront des cours de formation professionnelle continue organisés par la direction nationale du marché du travail.

Enfin, le personnel étranger touché (il y a 40 % d'immigrés chez Volvo) suivra des cours de suédois. La « loi des deux cent quarante heures », qui permet aux travailleurs étrangers d'apprendre le suédois pendant les heures de travail sans réduction de salaire, pourra être ainsi entièrement appliquée. Elle ne l'est pas toujours, malheureusement.

Volvo a successivement diminué sa production de voitures de tourisme ces deux dernières années, 252 000 véhicules en 1973, 230 000 en 1974, et, selon les prévisions, 220 000 en 1975. Depuis le mois de septembre, on ne recrute plus de personnel.

Le groupe Volvo exporte 70 % de sa production automobile et, pour compenser d'éventuelles pertes en ce domaine, diversifie de plus en plus son activité. Ainsi, la semaine dernière, annonçait-on à Göteborg la prise de contrôle d'une firme autrichienne spécialisée dans la fabrication des chaussures de ski.

ALAIN DEBOVE.

et Datsun. La part des voitures importées dans les ventes en Grande-Bretagne, qui était de 14 % en 1970, atteignait 27 % en 1973, ce qui correspond à un gain énorme : 302 000 véhicules de plus, alors que pendant ces quatre années les firmes anglaises n'augmentaient leurs propres chiffres annuels de ventes que de 280 000 unités.

Autre ironie du sort : les constructeurs britanniques auraient-ils disposé de bonnes voitures pour satisfaire la demande accrue qu'ils n'auraient pu les produire en nombre suffisant, tellement ils surent à supporter de grèves. Selon leur chambre syndicale, les conflits sociaux auraient entraîné une perte de 230 000 automobiles en 1972, de 30 000 en 1973 et de 500 000 en 1974, dont 200 000 imputables à la « semaine de trois jours », mise en application partout dans l'industrie britannique au début de 1974 en raison du conflit des Houillères.

Pas de solution miracle

Après quelques rebondissements, il fut décidé d'agir par étapes. Les pouvoirs publics ont garanti le décaissement bancaire de British Leyland, à concurrence de 50 millions de livres jusqu'au mois de juin. Une commission de cinq membres fut nommée, qui établira un diagnostic approfondi sur la situation du constructeur. La commission comprend — le fait est à noter, car en France les syndicats se sont assez plaints de n'être pas consultés dans l'affaire Peugeot-Citroën — un représentant de la principale union de travailleurs de l'automobile. Enfin, au vu du rapport, le gouvernement décidera au printemps de la nature de l'aide qu'il apporte à British Leyland et des contreparties qu'il réclame : nationalisation totale (solution qui a la faveur des syndicats), acquisition de la majorité ou prise de participation minoritaire.

La remède suffira-t-il ? Répondre est impossible. Selon l'hypothèse la plus vraisemblable, l'état-major de Detroit serait résolu, sauf aggravation brutale de la crise, à maintenir sa filiale en l'état. Autrement dit, pas d'abandon de la Grande-Bretagne, mais pas de développement non plus des installations actuelles. La *stratagem*. Ainsi s'expliqueraient, entre autres raisons, la décision du groupe de confier uniquement à Simca, sa filiale française, la construction de son nouveau modèle européen : une voiture à cinq portes appelée à être vendue dès la fin de l'année, aussi bien dans le Royaume-Uni qu'en Allemagne ou en Suisse. Le géant américain donnerait donc la priorité à ses usines françaises et espagnoles. Et ce choix pourrait être bientôt illustré par le transfert de Londres à Paris du siège — modeste — de Chrysler-Europe.

Comment sauver British Leyland ?

Reste le cas de British Leyland (B.L.M.C.), le dernier des constructeurs authentiquement britanniques, numéro un puisqu'il fabrique environ la moitié de la production nationale. La société British Leyland se porte mal. A vrai dire, elle n'a jamais été en bonne santé depuis sa naissance en 1968 par fusion, sous les auspices du gouvernement, de British Motor Corporation — une affaire à demi faillite — et de Leyland, qui allait mieux. Toute cette histoire, soit dit par parenthèse, fait penser au mariage Citroën-Peugeot. Aujourd'hui encore, B.L.M.C. est tout à la fois Jaguar et Daimler, des voitures luxueuses, Rover et Triumph, des modèles également de haut de

gamme, un peu moins chers tout de même, enfin Austin-Morris, et son éventail de véhicules au moins aussi complet que celui de Renault ou de Fiat. B.L.M.C. est toujours cinquante-neuf usines dans le Royaume-Uni. Une possible d'installations industrielles pas très bien coordonnées malgré six années de remise en ordre.

« Quand en 1968 on a rassemblé les deux derniers constructeurs britanniques pour former B.L.M.C., raconte un des conseillers économiques de la firme, il n'y avait pas d'exemple de fusion aussi importante. Il avait fallu tailler dans le vil : regrouper, fermer, rationaliser. Nous nous sommes heurtés à beaucoup de féodalités. » Aju-

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Où en est la planification en France ?

Un VII^e Plan préparé dans la hâte et l'improvisation

LES travaux de préparation du VII^e Plan vont commencer. Il était temps. Tout devra être fait en quelques mois : consultation du Conseil économique et social, choix gouvernementaux, vote du Parlement. Le VII^e Plan entrera en application au début de l'année prochaine. C'est donc sous le signe de la hâte, voire de la précipitation, que va s'élaborer un document dont M. Giscard d'Estaing a affirmé qu'il serait « essentiel » pour mener à bien une politique économique cohérente et à long terme.

Pour la phase préparatoire qui débute, quatre commissions ont été créées. Elles étudieront quatre thèmes : indépendance de l'économie française, réduction des inégalités entre Français, qualité de la vie, développement équilibré. Chacune d'elles comprendra quatre membres. Elles devront d'ici à la mi-mars dresser une sorte d'inventaire des problèmes qui se posent, des besoins qu'il faut satisfaire et des priorités qu'il faut retenir. C'est à partir de ces travaux que M. Ripert, le nouveau commissaire du Plan, rédigera son rapport remis fin mars au président de la République et au premier ministre.

Le gouvernement définira ensuite les grandes orientations qu'il convient de donner à notre économie. Le projet gouvernemental sera soumis, au printemps prochain, d'abord au Conseil économique et social, ensuite au Parlement. Il comportera en annexe, d'une part les rapports des quatre commissions citées plus haut ainsi que les avis minoritaires exprimés au sein de ces instances ; d'autre part une synthèse des consultations opérées et des avis recueillis, aussi bien au sein des commissions qu'au niveau régional.

Ce n'est qu'à la rentrée de septembre que commencera la deuxième phase de préparation du VII^e Plan. Des commissions au plus grand nombre — une quinzaine vraisemblablement — travaillant en liaison avec le commissariat au Plan, mettront au

point les documents (prévisions chiffrées, objectifs, priorités...) qui permettront en fin de compte au gouvernement de soumettre au Conseil économique d'abord, au Parlement ensuite, un texte final au printemps 1975.

Comme le VII^e Plan commencera le 1^{er} janvier prochain, le budget de l'État pour 1975 devra en tenir compte. Il comportera probablement certaines dépenses ou mesures fiscales qui auront été jugées prioritaires dès la phase préparatoire actuelle du VII^e Plan.

On voit les improvisations auxquelles il faudra bien se livrer pour mener l'affaire à son terme. La concertation, mais peut-être aussi la cohérence et le sérieux de l'ensemble des travaux, risquent d'en souffrir. On a bien vu l'autre jour lorsque M. Giscard d'Estaing, recevant un visiteur, lui a déclaré qu'il était fondamentalement opposé à une aggravation de la question fiscale. Si elle n'est pas aussi essentielle de la politique économique, les deux ministres, est-il bien utile de se concerter et de réfléchir à l'éventuel...

Pour que ne disparaisse pas la concertation

par PIERRE CASTAGNOU (*)

LE démarrage de la première phase d'élaboration du VII^e Plan se fait-il dans la plus grande clarté pour les partenaires appelés à y participer ?

Certes, les déclarations de M. Chirac à l'Assemblée nationale en novembre dernier, sa lettre donnant des directives au commissariat au Plan, ont indiqué comment le gouvernement conçoit le contenu et l'élaboration du VII^e Plan. Mais des incertitudes demeurent, notamment sur un point essentiel : la concertation, sa réalité, son étendue.

Tout d'abord, l'importance du rôle des partenaires sera fonction du rôle même que va jouer le commissariat au Plan par rapport au conseil de planification institué par le président de la République.

Pour sa part, le C.J.D. (Centre des jeunes dirigeants d'entreprise) considère que le Plan est et doit rester — malgré des imperfections et des limites inévitables — le lieu et l'organe de confrontation et de concertation entre les partenaires du jeu économique et social : syndicats, patronat, administration... Sa vocation est d'être le maître d'œuvre de la préparation du Plan. Bien entendu, une fois que cette concertation a eu lieu, il appartient au pouvoir politique, expression de la volonté des citoyens, de faire les choix fondamentaux qui orienteront l'activité du pays et de les mettre en œuvre. La politique doit primer l'économie.

Quant au conseil de planification, il doit permettre une meilleure implication du gouvernement et une meilleure coordination avec l'extérieur, notamment dans la phase d'application du Plan ; le substituer à l'ins-

titution de la rue Martignac serait remettre en cause gravement la notion de concertation, qui est à la base de la planification française. Seule, la pratique nous dira ce qu'il en est réellement.

Il nous paraît nécessaire que l'administration soit partie prenante dans cette concertation dans le cadre — et non à côté — du commissariat au Plan. Elle doit être considérée comme un partenaire comme les autres, c'est-à-dire égal des autres, donc ni plus ni moins important, ce qui n'a pas toujours été le cas dans les faits pour le VI^e Plan.

Les relations entre l'administration et les partenaires ne pourront en être que meilleures par la suite.

Enfin, nous considérons que le Conseil économique et social, qui va, selon M. Chirac, être « associé plus étroitement que par le passé » aux travaux du Plan, ne saurait épouser la concertation, ni même en représenter l'essentiel. Celle-ci doit être d'autant plus large que les difficultés auxquelles notre économie est, et sera, confrontée sont grandes. Elle doit d'abord se faire au sein des commissions du Plan, dont le nombre doit être sensiblement augmenté lors de la dernière phase, qui sera celle de l'élaboration du contenu même du VII^e Plan, pour couvrir l'ensemble des secteurs productifs et des fonctions collectives. A ces commissions devraient pouvoir participer des parlementaires et des représentants de la Commission de Bruxelles. Ensuite, à la diligence des responsables du commissariat au Plan, elle doit pouvoir être étendue aussi librement que possible en dehors des commissions.

Une certaine forme de démocratie

Le calendrier initial de préparation du VII^e Plan, qui doit entrer en vigueur en 1975, n'a pu, pour diverses raisons, être respecté. Aussi, la première phase des travaux, qui porte sur le choix d'orientations qualitatives à long terme et de l'orientation préliminaire du VII^e Plan, ne durera-t-elle que deux mois à peine, ce qui représente quatre à six réunions par commission. C'est dire que la concertation ne pourra jouer à plein que pour la deuxième phase, qui s'étendra sur le deuxième semestre 1975. Or, c'est pendant cette période que les commissions discuteront des grandes options, des objectifs prioritaires et précis, et des programmes d'action à proposer à la politique économique et sociale pour les cinq années concernées.

Les objectifs ne doivent pas être remis en cause, sous peine d'enlever au Plan,

une fois adopté, sa véritable signification, celle de programme d'action à moyen terme du gouvernement. Ils doivent être sélectifs, car vouloir détailler minutieusement serait source d'inefficacité et dénaturerait le Plan, qui n'est pas un catalogue. Bref, une large concertation menée par le Plan sur les priorités et les objectifs de notre développement économique et social à moyen terme nous paraît être un facteur déterminant de la crédibilité du VII^e Plan et donc de la réussite de la politique gouvernementale. Il serait d'ailleurs très dommage que la vaste consultation faite par le commissariat général au Plan fin 1973-début 1974 sur le Plan en général et les méthodes de préparation du VII^e Plan en particulier restât lettre morte.

Sinon, ce serait à nos yeux le recul d'une certaine forme de démocratie à laquelle notre pays est maintenant attaché.

(*) Secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise.

Des équipements en quête d'équipages

(Suite de la page 17.)

Telles sont, rapidement esquissées, les conditions de la réussite. On remarquera qu'elles sont peu affectées par la technologie de l'usine, et, dans une certaine mesure, par la culture de base des futurs exploitants.

Cette constance des méthodes d'intervention, des processus opératoires, par-delà la diversité des situations rencontrées et des solutions mises en œuvre, nous était apparue possible dès 1960, entraînant dans son sillage une évidente conclusion : l'émergence d'un nouveau métier était concevable, donc souhaitable, métier voisin de celui de l'ingénieur mais en même temps distinct, métier de concepteur d'équipages, complément naturel de celui de concepteur d'équipements.

Aujourd'hui, après quinze années de réalisations en de multiples usines, de multiples pays et la plupart des secteurs industriels, ce métier, né en France, peut présenter sur la scène internationale des professionnels confirmés, relever un défi complexe certes mais non totalement inattendu pour eux.

SYLVÈRE SEURAT.

un ski pas comme les autres

forfaits de Paris à Paris

7 jours à partir de 1.490 F pour les séjours et 10 jours à partir de 2.450 F pour les raids

ski en étoile à partir d'un centre sportif ou bien la grande aventure d'une randonnée en Lapone.

découvrez le ski finlandais par FINNAIR

Bon de documentation gratuite : FINNAIR 11 rue Auber 75008 Paris

Nom

Adresse

TAX HAVENS

Unique data and comments on 620 Tax Havens of multinationals listed in FORTUNE 500 + 500 + 300, FINANCIAL TIMES 700, VISION 500.

You will find information and revelations in

Point International

Subscription for 1 year \$ 450 Current (monthly) issue \$ 50

ARIES INTERNATIONAL

15, av. Victor-Hugo, 75116 Paris. Téléph. : 504-58-79 - 770-29-69.

Expansion ? Récession ?

Les réponses dans :

« PRÉVISIONS POUR L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN 1975 »

Documentation sur demande à :

EUROFUTUR

11, rue d'Udès - 75002 Paris.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 68.

ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État.

4, rue des Petites-Champs 75008 PARIS - CEDEX 02

NOTRE Télex

À VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous avez téléphone, vos messages. Nous les télétransmettons. Nos correspondants vous répondent par télex : nous vous télétransmettons. 40 mots par l'Europe : 7,89 F (USA: 21,10 F Japon: 20,50 F etc. + abonnement 75 F par mois ou supplément 7,50 F par ligne.

ÉTRAVE

SERVICES TÉLEX

345, 21, 82 + 04, 01, 02

18, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

Agence à Lille et 30 correspondants.

EDMOND BLANCH

BERNARD POSSONNE

10 à 50% de réduction du lapin au car dans tous les r...

سكدا عن الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

CARNET

Naissances

Eric Bayon a la joie d'annoncer la naissance de son petit-fils Christophe. Le 21 janvier 1975.

Décès

M. EDMOND BLOCH. Nous apprenons la mort de M. Edmond BLOCH, survenu samedi 25 janvier.

BERNARD POSSOMPS

Mme Bernard Possomps, Michel et Nicole Possomps, Anne, Vincent Possomps, M. et Mme Jean-Baptiste Possomps, Jean-Claude et Eliane Possomps, Mme Max-Ingard, Sylvie et Pascal, M. et Mme Léonard Ménéger, M. et Mme Edmond Ingard et leurs enfants.

Libans Moutouy - Elsen, sa femme.

Claudine et Remy Gouton, sa fille et gendre, Emmanuel et Camille, ses petits-fils.

NOUVELLE CONVENTION FRANCO-LIBANAISE

Une nouvelle concession de neuf ans doit être accordée à la Compagnie libanaise de télévision par le gouvernement français.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 27 JANVIER. M. Denis Baudouin, P.D.G. de la Sofrad, a déclaré que la C.L.T. a été délégué général à l'information.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le mercredi 28 janvier 1975, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Remerciements

Mme Darlo Attal, pharmacienne, avec ses enfants et petits-enfants, adresse ses remerciements à tous ceux qui ont participé à la levée de son cercueil.

D'une chaîne à l'autre

M. MITTERRAND AU « POINT SUR L'A 2 ». M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, est l'invité du magazine d'actualité d'Antenne 2.

NOUVELLE CONVENTION FRANCO-LIBANAISE

Une nouvelle concession de neuf ans doit être accordée à la Compagnie libanaise de télévision par le gouvernement français.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 27 JANVIER. M. Aymeric Simon-Lorivière, député U.D.R., et Jean-Pierre Cot, député socialiste, dialoguent avec de jeunes travailleurs.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée le mercredi 28 janvier 1975, à 19 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés.

Remerciements

Mme Darlo Attal, pharmacienne, avec ses enfants et petits-enfants, adresse ses remerciements à tous ceux qui ont participé à la levée de son cercueil.

Que faire contre ce film ?

Est-ce suffisant pour faire remonter les sondages ? Tout dépend de ce qu'on en attend. S'il s'agit de passer de 3 à 15 ou 20 %, c'est sûr.

LES PROGRAMMES

LUNDI 27 JANVIER

- CHAINE I : TF 1. 18 h. 17 Magazine ; Le fil du jour. 19 h. 40 Pour les petits : Filopat et Patafil. 19 h. 45 Pour les jeunes : Huckleberry Finn.

MARDI 28 JANVIER

- CHAINE I : TF 1. 18 h. 28 Le fil des jours. 18 h. 40 Pour les petits : Filopat et Patafil. 19 h. 40 Pour les jeunes : Huckleberry Finn.

Advertisement for 'TAX NAVINS' with a picture of a boat and text about boat insurance and services.

Advertisement for 'Télé' with text about television services and contact information.

Large advertisement for 'Revillon' fur store, featuring the text 'Soldes : derniers jours' and '10 à 50% de réduction'.

Advertisement for 'BERTEIL soldes' with text 'à partir du 28 janvier' and 'Prêt à porter de luxe'.

LE BALLET DE L'OPERA

PS PALAIS DES SPORTS

PORTE DE VERSAILLES

DU 29 JANVIER AU 8 FÉVRIER 1975

LE FILS PRODIGE

Choregraphie de Georges Balanchine
Musique de Frédéric Chopin

SYMPHONIE INACHEVÉE

Choregraphie de Georges Balanchine
Musique de Frédéric Chopin

L'OISEAU DE FEU

Choregraphie de Georges Balanchine
Musique de Frédéric Chopin

BOLERO

Choregraphie de Georges Balanchine
Musique de Frédéric Chopin

RETOURNER ce BON au PALAIS DES SPORTS - Porte de Versailles - 75015 PARIS accompagné par: chèque bancaire - chèque postal - virement - mandat lettre établi à l'ordre du Palais des Sports, joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

PRIX: 50 F / 30 F / 20 F

DATE: / /

CHOC: / /

CHOC: / /

CHOC: / /

LOCATION PAR TELEPHONE ENTRE 11 ET 18 HEURES: 532-41-28 ou 250-79-86.

MAISON des ARTS et de la CULTURE de CRÉTEIL

(Direction Jean NEGRONI)
Place de l'hôtel-de-Ville
nouveau Créteil
TÉL: location 899-94-50

POUR CINQ REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES
Mardi 28 - Mercredi 29 - Jeudi 30 - Vendredi 31 janvier
Samedi 1^{er} février

reprise du triomphal succès de

Carolyn Carlson

du THÉÂTRE NATIONAL de l'OPÉRA
le Ballet

« SABLIER PRISON »

avec l'aimable autorisation du Théâtre de la Ville

Prix des places: 30 F; Adhérents: 20 F; Jeunes 15-20 ans: 15 F
Moins de 15 ans et plus de 60 ans: 5 F

BOBINO 75 Demain Première

en accord avec Charley Marouani
Jean-Claude Dauzonne présente

BARBARA

un film de JEAN DANIEL SIMON

Ca donne du cœur
au ventre, on va
en avoir besoin.

Tous les soirs à 20h30 - Mat. Dim. 15h - Relâche Lundi et Dimanche soir
Location Théâtre, Agences et par Téléphone 326.68.70

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 20 h. : Mignon.
Comédie-Française, 20 h. 30 : La Cigale.
Odéon, 20 h. 30 : Soirée littéraire.

Les autres salles

Bouffes, 20 h. 30 : Macbeth.
21 h. 30 : Les Châliens (études pour marionnettes).
Comédie-Camartin, 21 h. 10 : Boël-Boël.
Cours des Miracles, 20 h. 30 : Soldats.
21 h. 30 : Y comme Xmas.
Danton, 20 h. 45 : Les portes claquent.
Dix-Sept, 20 h. 30 : Le Théâtre de la Carrière.
Edouard-VII, 21 h. : La Mamma.
Fénelon, 20 h. 45 : Les Jeux de la nuit.
Hébertot, 21 h. : Raymond Devos.
Michel, 21 h. 10 : Drame sur canapé.
Nouveautés, 21 h. : La Libellule.
Plaisance, 20 h. 30 : Vie et mort d'une comédienne.
Poebe, Montparnasse, 20 h. 45 : Le Premier.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Good bye Mr. Freud.
Saint-Michel, 20 h. 30 : Croque-Mort.
Théâtre de la Cité internationale, la Galerie, 21 h. : Couples.
Théâtre Tilsche, petite salle, 20 h. : Grimm, contes.

Les cafés-théâtres

Au Bee Rita, 18 h. 30 : Chat potz.
Marschall, 20 h. 45 : Dormir debout.
21 h. 30 : Les amoureux de Jacques le Fataliste.
Baby Sitter.
Au Vrai Ciel parisien, 20 h. 15 : Sainte Jeanne du Larnac.
21 h. 15 : Pi Vaï et Pi Pout.
Café-Théâtre des Amandiers, 21 h. : Un et un.
Café Théâtre de l'Indou, 20 h. 15 : Collection.
20 h. 30 : Femmes parallèles.
Le Fanal, 21 h. : Mr. Barnett.
22 h. 45 : Deltre à deux.
Le Jour-de-Pète, 22 h. : P. Alido.
21 h. : Dans un petit coin.
Autant en emporte le vin.
Pest Casino, 21 h. 15 : L'Affaire du clip de la reine d'Angleterre.
Place du Marais, 20 h. 30 : Sérénade.
22 h. 30 : Hérari Gougard.
Sémiante, salle L, 20 h. 30 : Prévert.
21 h. : Le Javanais - Salle II.
21 h. : Match à la une.
22 h. 30 : Sémiante aid d'espions.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : De toute façon, nous restes le chapeau.
Deux-Ans, 21 h. : Au nom du père et du fils.
Dix-Heures, 22 h. : Persiflon.

MERCREDI

ELYSÉES POINT SHOW
PANTHEON - OMNIA BOULEVARDS
périphérie : CARREFOUR (Pantin)

IL PLEUT TOUJOURS OU C'EST MOUILLÉ

un film de JEAN DANIEL SIMON

Ca donne du cœur
au ventre, on va
en avoir besoin.

Lundi 27 janvier

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Le music-hall

Alcazar, 23 h. : Paris-Broadway.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30.
Elysées, 22 h. 30 : Bons baisers de Paris.
Lido, 22 h. et 0 h. 45 : Grand jeu.
Majol, 19 h. 15 et 21 h. 15 : Q n'Q Olympia.
21 h. 30 : Au bonheur des dames.
Palais des congrès, 21 h. : Serge Lama.

Le jazz

Théâtre Montferrat, 20 h. 30 : A. Pinsole et son sextuor.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Orchestre philharmonique, dir. Nello Santi (Mefistofele).
Théâtre Essonne, salle I, 20 h. 30 : L'Opéra orange. - Salle II, 20 h. 30 : Martine Bouvier, soprano; J. Martin, piano; F. Gauthier, clarinette; Mandelstam, Schuber, Schumann, Spou, Debussy.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Musique pour la percussion.

Le cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de quinze ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinématèque

Chailot, relâche.

Les exclusivités

ANNA ET LES LOUPS (Esp. v.o.) (**) Quillette, 9 (033-35-40).
APORTEZ-MOI LA TÊTE D'ALFREDO GARCIA (A. v.o.) (**) Capri, 9 (338-11-80).
AU LONG DE LA RIVIERE FANGO (Fr.) Le Ciel, 9 (337-80-90).
LE CHIUD LAPIN (Fr.) Montparnasse 14, 9 (544-14-27).
Le Marais, 9 (378-47-86) de 15 h 30 à 20 h 00 compris.
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) Cinéma-Bathie-Postif, 10 (326-71-72).
LES DIEUX ET LES MORTS (Bres. v.o.) Cinéma-Bathie-Postif, 10 (326-71-72).
DIS-MOI QUE TU M'AIMES (Fr.) Manéville, 9 (770-72-87).
L'ÉPIQUE DU SAUVAGE (Fr.) Ermitage, 9 (339-15-71).
LES DOIGTS DANS LA TÊTE (Fr.) Racine, 9 (833-43-71).
DODDS GADEN (A. v.o.) Quintette 5 (033-5-40).
EMMANUELLE (Fr.) (**) Racine, 9 (833-43-71).
L'ÉTÉ DU SAUVAGE (Fr.) Ermitage, 9 (339-15-71).
IMPOSSIBLE PAS FRANÇAIS (Fr.) (**) Cinéma-Bathie-Postif, 10 (326-71-72).
LA JEUNE FILLE ASSASSINE (Fr.) (**) OGC-Océan, 9 (325-71-88).
LE MOULIN DU MONDE (Sots.) (**) Quillette, 9 (033-35-40).
LES MONGOLS (Ita. v.o.) : Studio Orlins-Cœur, 9 (325-32-25).
ON M'ENVALENT PAS LES COCROIS A L'ÉCAL CLAIR (Can.) (**) OGC-Océan, 9 (325-71-88).
PAOLO IL CALDO (Ita. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 2 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 3 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 4 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 5 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 6 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 7 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 8 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 9 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 10 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 11 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 12 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 13 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 14 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 15 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 16 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 17 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 18 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 19 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 20 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 21 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 22 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 23 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 24 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 25 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 26 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 27 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 28 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 29 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 30 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 31 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 32 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 33 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 34 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 35 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 36 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 37 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 38 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 39 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 40 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 41 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 42 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 43 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 44 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 45 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 46 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 47 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 48 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 49 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 50 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 51 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 52 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 53 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 54 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 55 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 56 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 57 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 58 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 59 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 60 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 61 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 62 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 63 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 64 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 65 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 66 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 67 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 68 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 69 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 70 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 71 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 72 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 73 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 74 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 75 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 76 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 77 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 78 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 79 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 80 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 81 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 82 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 83 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 84 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 85 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 86 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 87 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 88 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 89 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 90 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 91 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 92 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 93 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 94 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 95 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 96 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 97 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 98 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 99 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 100 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).

Le cinéma

10 (322-59-54) : Ordesir, 18 (807-07-02) : Paramount-Mallin (17-758-34-34).
FENDER L'INDIEN (A. v.o.) Action-Christie, 9 (325-58-71).
LES FILLES DE LA RUE (Jasp. v.o.) (**) Studio Galand, 9 (323-72-71).
LA GUILLE (Fr.) : Montparnasse-Pathé 14 (328-13-13) : Diderot, 12 (343-19-25) : Gaumont-Sud, 14 (331-51-16) : Hautes-Seines, 9 (633-19-21) : Saint-Laurent-Pasquier, 9 (387-35-43) : Maxville, 9 (770-72-87) : France-Élysées, 9 (228-19-12) : Concord, 9 (359-92-84).
LE GRAND OCEAN (Fr.) : Publicis-Défense (La Défense-Puteaux) (788-29-24) : Paramount-Gaîté, 14 (328-02-3).
BARRY AND TONTO (A. v.o.) : Boul' Mich, 9 (033-48-28) : Publicis-Magnum, 9 (359-31-97) : Arlequin, 9 (348-52-52) : Plessis, 9 (073-74-55).
L'HOMME AU PISTOLET D'OR (A. v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 9 (222-72-80) : Publicis-Champs-Élysées, 9 (720-78-23) : Paris-Opéra, 9 (070-94-37) : Max-Linder, 17 (770-40-04) : Les Bains, 12 (343-78-17) : Paramount-Montparnasse, 14 (328-22-17) : Paramount-Cobelin, 12 (12-28) : Grand-Pavois, 15 (531-44-51) : Paramount-Mallot, 17 (328-22-17) : Paramount-Orléans, 14 (380-03-73) : Moulin-Rouge, 18 (608-62-26).
L'HOMME DU CLAN (A. v.o.) : Rex, 9 (228-63-93) : Miramar, 14 (326-41-02) : Mistral, 14 (754-70-19) : Les Images, 14 (328-94-81) : Murat, 16 (328-98-78) : Clichy-Palace, 17 (327-71-28) : Paramount-Mallot, 17 (328-22-17).
L'HOMME DU MONDE (Fr.) : Le Seize, 5 (328-92-48).
IL ÉTAIT UNE FOIS HOLLYWOOD (A. v.o.) : Cluny-Palace, 9 (633-03-12) : Normandie, 9 (331-61-19) : v.f. Bretagne, 9 (327-97-97) : Cameo, 9 (770-20-88).
IL ÉTAIT UNE FOIS UN MERLE (A. v.o.) : Studio Logos, 9 (033-26-43) : Pagode, 9 (551-12-15).
IMPOSSIBLE PAS FRANÇAIS (Fr.) : Capri, 9 (325-41-46) : Capri, 9 (325-41-46).
LA JEUNE FILLE ASSASSINE (Fr.) (**) OGC-Océan, 9 (325-71-88).
LE MOULIN DU MONDE (Sots.) (**) Quillette, 9 (033-35-40).
MARIAGE (Fr.) : Biarritz, 9 (358-62-31) : Miramar, 14 (326-41-02) : Bonaparte, 9 (328-13-13) : OGC-Océan, 9 (325-71-88) : Fanny, 16 (328-02-3) : Paramount-Mallot, 17 (328-22-17).
MECANICA NATIONAL (Mex. v.o.) : Studio de l'Étoile, 17 (328-14-82).
LE MILIEU DU MONDE (Sots.) (**) Quillette, 9 (033-35-40).
LES MONGOLS (Ita. v.o.) : Studio Orlins-Cœur, 9 (325-32-25).
ON M'ENVALENT PAS LES COCROIS A L'ÉCAL CLAIR (Can.) (**) OGC-Océan, 9 (325-71-88).
PAOLO IL CALDO (Ita. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 2 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 3 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 4 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 5 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 6 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 7 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 8 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 9 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 10 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 11 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 12 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 13 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 14 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 15 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 16 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 17 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 18 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 19 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 20 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 21 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 22 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 23 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 24 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 25 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 26 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 27 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 28 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 29 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 30 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 31 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 32 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 33 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 34 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 35 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 36 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 37 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 38 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 39 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 40 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 41 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 42 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 43 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 44 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 45 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 46 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 47 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 48 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 49 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 50 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 51 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 52 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 53 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 54 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 55 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 56 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 57 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 58 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 59 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 60 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 61 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 62 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 63 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 64 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 65 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 66 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 67 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 68 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 69 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 70 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 71 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 72 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 73 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
PINK PANTHER 74 (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 9 (328-94-81).
P

ARTS ET SPECTACLES

En bref

Cinéma

« Le Dossier O.D.E.S.S.A. » de Ronald Neame

Un soir de novembre 1963, à Hambourg, alors que tout le monde se préoccupe de la mort du président Kennedy, un vieillard juif, Salomon Tauber, se suicide. C'était un ancien déporté et son journal intime tombe entre les mains d'un jeune reporter, Peter Miller. Boulevardé par ce qu'il a lu, Miller se met à la recherche d'Edward Roschmann, le commandant SS du camp d'extermination de Riga, qui passe pour mort depuis 1945 mais que le vieillard savait toujours vivant, et installé en Allemagne. Dans ses recherches, Miller se heurte à l'organisation O.D.E.S.S.A. qui rassemble d'anciens SS infiltrés dans la société allemande.

Ce sujet tient à l'histoire. O.D.E.S.S.A. a existé et Simon Wiesenthal, le « chasseur de nazis », s'assure la documentation du film de Ronald Neame. Mais comme ce film est tiré d'un roman de Frederick Forsyth (l'auteur de *Chocob*), les éléments romanesques du suspense policier l'emportent sur le témoignage historique. Les raisons qui font ouvrir Miller (John Voight est, d'ailleurs, très bien) à travers l'Allemagne de l'Ouest, avec un détour par Vienne chez Simon Wiesenthal, ne sont pas aussi idéalistes qu'on pourrait le croire au début. Et ses rapports avec les agents secrets israéliens — qui savent que O.D.E.S.S.A. aide l'Égypte de Nasser à fabriquer une arme secrète pour détruire Israël — ne sont pas suffisamment traités pour qu'on s'intéresse à cet autre aspect de la lutte anti-nazis. Par moments pourtant, Ronald Neame fait apparaître avec une certaine vérité cette Allemagne de l'Ouest des années 60, confrontée à un passé qu'elle voulait oublier.

J. S.

♦ Gaumont-Ambassade (r.o.) : Gaumont-Richelieu, D a n t o p, Montparnasse 33, Gaumont-Boquet, Cléber, Paté, Gaumont-Gambetta (r.v.).

« FRIC-FRAC RUE DES DIAMS »

Encore la description d'un hold-up. L'originalité du film d'Aram Avakian réside dans le mystère de l'opération (à tonnes de diamants enlevés, ou plutôt aspirés) et dans une fin parfaitement immorale : le voleur et la voleuse s'aiment, se marient, et seront heureux grâce aux diamants subtilisés.

Arav Avakian raconte *Fric-frac* rue des Diamants sans temps mort, avec suffisamment d'humour, en faisant jouer les acteurs légèrement : Candice Bergen, Charles Grodin, Trevor Howard et John Gielgud en sont les principaux protagonistes, avec James Mason, qui l'on retrouve dans un rôle d'employé tenté par le pillage de l'établissement où il travaille depuis toujours et qui atteint une dimension tragique. — C. F.

♦ Paramount - Odéon, Paramount-Royers (r.o.), Gaumont-Montparnasse, le Grand-Terrail (r.v.).

Une mise au point des héritiers sur le musée Picasso

M. Roland Dumas, avocat de Mme Jacqueline Picasso, vient de publier une mise au point concernant un musée Picasso à l'hôtel Sale dans le Marais, projet dont M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture, avait fait part à la veuve du peintre, le 12 janvier dernier.

Le chef d'orchestre allemand Helmut Koch, qui avait été l'élève de Hermann Scheerchen, et avait acquis une réputation mondiale de dirigeant de chœurs, avant de devenir directeur général de la musique République démocratique allemande, est mort dimanche à Berlin. Son 71^e était âgé de soixante-six ans.

Le Fantôme du paradis, de Paléologue, organisé par l'Union française, a lieu à Moscou du 28 au 31 janvier, et à Leningrad jusqu'au 5 février. De nombreux films seront présentés, dont « La Gifle », de Claude Flouton, « La Femme de Jean », de Yvanek Bellon, « Vincent », de François, Paul et les autres », de Claude Sautet. D'autres part, une commission franco-soviétique du cinéma se réunira à Moscou les 29 et 30 janvier.

Musique

Sur deux « Bal masqué »

(Suite de la première page.)

La conquête d'un nouveau public passe aujourd'hui par un effort pour repenser les œuvres dans leur intégralité scénique et répondre aux exigences de la théâtralité moderne. Deux représentations du « Bal masqué » à Marseille et à Bordeaux confirment les remarques faites récemment à Toulouse, Lyon, Genève ou Strasbourg.

Aller de Marseille à Bordeaux, c'était hier passer de Stockholm à Boston. On jouait le même « Ballo in maschera » de Verdi, mais dans une version de l'opéra III de Suède fut assassiné d'un coup de pistolet, et dans l'autre Riccardo, comte de Warwick, un gouverneur anglais d'Amérique, mourut de la mort d'Henri IV. Quant à Ulrika, la sorcière, semblante dans son costume de Laponne la veille, elle se retrouvait au Rouge le lendemain. Pour le reste, Verdi ne s'embarrasse guère de couleur locale, pas plus que les chanteurs, ni suédois ni anglo-saxons, mais italiens, espagnols, yougoslaves et français. La musique, longue internationale...

Les deux représentations n'étaient pas moins fort différentes, presque en tous points, et même en l'essentiel : la musique, car à Marseille Reynold Giovaninetti la menait tambour battant, frémisante, à fleur de nerfs, toujours devantant le drame, avait-on dit, légère et ocrée à la manière dont usait Toscanini, ne nous laissent jamais souffrir et emportent les chanteurs dans un flot d'une extrême intensité, aux dépens par-

fois de la cohésion d'ensemble. L'interprétation de Roberto Benzi à Bordeaux était plus harmonieuse, mais dépourvue d'accent, il faut le dire, assez molle et plutôt à la dévotion des chanteurs, ce qui changeait le spectacle en un concert de belles voix, d'autant plus que les décors, d'une rare laideur, et les costumes, passablement détraqués (empruntés les uns et les autres à une production wallonne), ne rachetaient en rien une mise en scène fort conventionnelle.

Belles voix certes, de part et d'autre : la palme revient sans doute à Riccardo (Giorgio Merighi), un fort bel homme grand et mince — il suffisait de voir les Bordelaises sortir le rouge aux joues, les yeux brillants, ne parlant que de lui — jouant à merveille d'une voix saine et sans faille, aux couleurs sobres, mais soudain éclaircies dans l'air, de plus excellent acteur. Le Gustave III de Marseille (Flaviano Labò) n'a cependant guère à lui envier ; moins séduisant sans doute et moins original, mais avec un timbre large, plus corsé et glorieux.

La différence de style des représentations se reflétait davantage chez les deux Amélie : celle de Vieu-Port, Angèle Gulin, vibrante d'un passage contenu à grand-peine, grande voix verdienne, riche, tressaillante, avec des reflets tragiques dans le grave à la Callas, sans un aigü un peu dur, franchissant parfois les limites de la justesse ; celle de la Grande, Lilian Molnar-Talafic, imposante et pla-

ce, sortait moins d'elle-même, à l'image de sa belle voix, très pleine et liqueuse, immuable en tous ses réquisits comme le sont souvent celles des cantatrices slaves, bien qu'elle ait ajouté au pathétique de l'action en s'évanouissant pour de bon au troisième acte, et reprenant ensuite courageusement son rôle.

Marseille ensuite battait nettement Bordeaux avec Renato, l'ami et le serment sur les épaules du quatrième acte, et coloré, presque à l'égal d'un ténor, chantant le fameux « Eri tu » avec une expression à la Gobbi, ne pouvant être dépassé par la voix un peu grise de Franco Bardoni et son personnage assez fatot.

Les deux troupes faisaient, par ailleurs, jeu égal : dans Oscar, André Esposito (à Marseille), page séminant, et Margherita Guglielmi, rossignol un peu mécanique, tirant le rôle vers l'opérette ; dans Ulrika, Jocelyne Tailleur, avec plus d'intensité et moins d'effoite, Biserka Cvelic, à Bordeaux, avec plus d'éclat, mais un vibrato assez vulgaire. Quant aux conspirateurs, ceux de Marseille, gardaient de la dignité, tandis que ceux de Bordeaux avaient des voix autont que des mines patibulaires. Il est vrai que le troisième acte se déroule auprès d'un gibet.

Ainsi à Marseille, on vivait davantage l'œuvre de Verdi dans sa totalité, avec des costumes harmonieux et de vrais décors de peintre réalisés pour Strasbourg par Georges Wakhevitch, malgré la banalité de la salle de bal Renaissance, et cette interprétation branchée sur le poulx de l'émotion à laquelle s'harmonisait avec aisance la mise en scène de Tito Ser-

brinsky, juste et pleine d'entrain, à défaut d'une grande originalité. Car l'œuvre est vivante, rapide, se libère du corcon des formes et ritournelles compassées, frappe fort, chante à l'orchestre avec une liberté merveilleuse et demande la participation des yeux autant que des oreilles, même si quelques épisodes retombent dans le mélodramatique, tels le trage ou sort et le serment sur les épaules du quatrième acte. Mais ailleurs, c'est déjà « Don Carlo », « Otello », même « Falstaff », qu'on voit poindre.

JACQUES LONCHAMPT.

MORT DE LA CANTATRICE TOTI DAL MONTE

La grande « prima donna » italienne Toti dal Monte est morte dimanche dans un hôpital vénitien à l'âge de soixante-seize ans.

De la lignée des Galli-Curci, Tetracini, qui, avant la guerre, furent les premiers rôles du répertoire lyrique en Italie, la direction de Toscanini, à la Scala de Milan, Toti dal Monte avait une voix de soprano cristalline qu'une technique apprise à ses débuts par le « maestro » Pirelli Corsi mettait en valeur comme nulle autre. Elle avait très peu chanté après la guerre et s'était retirée prématurément dans sa propriété de Trévise, une résidence tout à fait dans le style ornemental grand opéra et dont les moindres murs évoquaient la prestigieuse carrière de la maîtresse de maison.

Théâtre

« DIALOGUES AVEC LEUCO »

Ces dialogues ont le timbre antique. Des personnages mythologiques échangent des phrases familières à propos de la mort des dieux, du destin, du souvenir. On dirait que ces références mythologiques sont pour Favese plutôt des notions des bases de pierre : Favese y figure debout, allongé, et il cherche... Il essaie de trouver des explications aux difficultés de la vie.

Le texte est d'une lecture frustrante. L'auteur ne parcourt pas un itinéraire visible. Il bute contre des ombres qui, si l'on peut dire, sont trop claires. Favese compte sans doute des données simples. Il évolue seul, de son côté, dans l'architecture de ces complications. Nous ne percevons que la lueur de sa petite lampe qui passe derrière les fenêtres. Mais le bâtiment, vu de l'extérieur, manque d'accidents.

Antoine Boursoiller a souvent en le sentiment, au contraire, d'accompagner Favese dans les explorations internes des *Dialogues avec Leuco*. Il a voulu rendre physiquement sensibles les poses, les regards, les intonations de ces personnages fiduciaires qui luttent à plusieurs contre la nuit.

L'exercice qu'il scande ainsi est une oraison plus qu'un jeu. André Ducaux, François Beauville, Catherine Ferran, Jean-Paul Moulinot, assument avec une inspiration vivifiante cet arpentage d'un labyrinthe.

MICHEL COURNOT.

★ Petit-Océan, 18 h. 30.

Expositions

Peintres d'aujourd'hui et de demain

Beaubourg commençant à manifester la fonction de pôle d'attraction culturelle qui, espérons-le, sera la sienne un jour, les galeries poussent comme des champignons entre le Marais et la rue du Louvre. En voici une nouvelle, la galerie Piltzer, au 38 de la rue du Louvre. En valent une nouvelle, la galerie Piltzer, au 38 de la rue des Blancs-Manteaux ; entrées dans une jolie cour, bel escalier, bonnes salles bien blanches et qui conviennent à l'exposition des grands formats. Ce sont justement des grands formats que l'on nous propose en ce moment.

Quatre artistes, Dezeuze, Dolla, Jaccard, Pincemin, auxquels il serait vain de vouloir attribuer des caractères communs, ceux d'un groupe, même si leurs recherches vont un peu dans le même sens. L'un est plus théoricien, l'autre plus lyrique et spontané, celui-ci plus raisonnable, celui-là plus constructeur. Les « grilles » de Dezeuze indiquent une volonté « radicale » de réduire la peinture à un système de propositions très simples et incontestables dont on ne voit pas très bien dans quel sens elles peuvent se développer, mais qui témoignent d'une réflexion sincère et courageuse. Jaccard, bon coloriste qui paraît tenter une certaine fantaisie dans le jeu des formes, serait peut-être plus à l'aise dans une formule moins rigide que celle qu'il a adoptée. Dolla tire des effets heureux, souvent inattendus de la rencontre des quatre carrés dont sont faites ses œuvres, avec ce frémissement si particulier

et équivoque qui s'attache à toute expression de l'horizon, de l'enclos, de la limite incertaine aperçue au loin dans l'espace.

Quant à Pincemin, à chacune de ses expositions, je le trouve meilleur. La nature de son travail est si paranoïaque, qu'elle se laisse difficilement évoquer par les mots. Il faut aller voir ses toiles, ou plutôt ses fragments de grosse toile saturés de couleurs riches et hautes, et de signes entoués, la couleur étant moins ici éclat et rellets que reflux décent du pigment, mémoire et usure du temps. Et quel souffle, quelle aisance dans le grand format si dangereux et fatal aux laïques ou aux rhéteurs ! La manière de Pincemin est en apparence toute manuelle et empirique, mais on peut dire la même chose d'Henri (il ne connaît guère d'œuvres aujourd'hui qui soient plus dramatiques, plus vénémeuses et intéressées, ou, pour parler un peu bêtement, plus riches d'humanité. On ne sait jamais ce que l'avenir nous réserve, mais Pincemin, il me semble, c'est un des tempéraments les plus torts de la jeune peinture.

Toujours dans la même aire culturelle, au 48 de la rue Berger, la galerie Rencontres. Celle-ci n'est pas une nouvelle venue mais semble vouloir prendre un nouveau départ, puisqu'on y annonce des débats sur l'idéologie, la peinture italienne, les tables tournantes, et les artistes « plus représentatifs et les plus susceptibles de développer un discours critique et théorique ».

Trois peintres aujourd'hui : Judith Reigl, Jean-Pierre Péricaud et Dominique Tholot. On connaît Judith Reigl. Elle se présente ici sous une nouvelle manière, sans que l'on soit convaincu que celle-ci, il est vrai plus accordée aux tendances du jour, présente un progrès par rapport à l'ancienne. Mais les qualités sont toujours là : sensibilité, ton juste, aisance du discours. De Dominique Tholot, je ne sais pas encore très bien ce que j'en pense, j'en penserais plutôt du bien, il faut attendre la suite des événements, mais je ne vois que du bien à dire de Jean-Pierre Péricaud, dont je ne savais rien jusqu'à aujourd'hui. Sur la grande toile blanche, de longs fuseaux de couleur convergent sont appliqués avec une autorité, une sûreté, sans doute instinctive, dans la mise en place des rapports de l'espace et de la couleur qui paraissent de bon augure, même si l'intériorité, la nécessité sans doute encore à conquérir. Les beaux esprits diront que c'est là de la peinture d'hier, et l'ai bien peur que Péricaud ne s'attire une mauvaise affaire du côté de ceux qui attendent avant tout des opinions qu'ils alimentent leur « discours critique et théorique » (quel aveu !).

Mais tout ces gens-là nous embêtent, et si l'on veut que la peinture revive ou survive, il faut seulement demander à chacun d'oser, de peindre, d'être, en dehors de la règle, de la mode et du « discours ».

ANDRÉ FERMIGIER.

LES NOUVELLES COLLECTIONS

Tube ou corolle ?



(Croquis de Marcey.)

LAPIDUS : deux-pièces de shantung de sole grège de Bûche bordé de motifs de broderie anglaise, ressort à la taille d'un lieu zout.

LEPAGE : tailleur mon en camail de crêpe de Chine gris de Guillemin. La veste à empiècement est ressort à la taille en ton perle sur une jupe droite éléphant.

LES collections de printemps couturiers parisiens, présentées à partir de ce lundi 27 janvier, semblent vouloir opposer deux silhouettes : le tube et la corolle. La première, difficile à tracter en tissu d'été, est dans l'air depuis une ou deux saisons, tandis que la seconde voit son succès s'étendre. L'ampleur s'agitait en 1975 pour la rendre plus facile à porter.

Autre point de mire : la longueur de l'ourlet, il occide comme une feuille de température entre le genou et le mollet.

TORRENTE : charme du fricot. Rosette Mori de Torrente lance une silhouette sportive, dessinée aux gilettes, aux terventes du ball-trap et du bateau, couvertes de brocots très personnels exécutés à la main, des bermudas, des jupes ou des robes aux longueurs appropriées. Les mêmes vestes à grosses rayures, au point mousse ou fantaisie, apportent une note artisanale à ces modèles de ville, marinières et jupes froncées en blanc cassé, bordées de rayures à l'horizontale en marine ou rouge, qu'elle rebrodé sur les mêmes formes pour le soir. Certaines robes à encolure carrée sont composées de tuniques et de fonds longs amovibles.

LEPAGE : « les routiers sont sympas ». Serge Lepage, le dernier couturier à entrer dans le grand feu des contrastes « tous azimuts », vient de créer, pour les camions Barlet, un foulard de sole représentant, sous forme stylisée, la cabine avant des géants de la route. Il utilise d'autres carrés noir et blanc ou multicolores, mêlant des fleurs plates aux rayures pour des robes du soir à effet transformable mi-tuniques, mi-étoiles. Sa silhouette se resserre à la taille, notamment pour les robes et les deux-pièces, par des jeux de fronces, élastiques ou non, qui affinent tout en restant souples. A l'inverse, les épaules sont assez carrées et les jupes longillignes.

Ses coloris sont variés : blanc, beige, rouge et noir ainsi qu'un gris perle dont nous aurons l'occasion de reparler.

ESTEREL : la Chinoise à Paris. Quoique très parisienne d'expression, la silhouette de Christian Gangs, chez Jacques Esterel, s'inspire des grandes emmanchures, des étoles croisées et de la ligne « bambou » d'Extrême-Orient.

Ses dos sont travaillés de découpes, et de plus, toujours aux

épaules. Dans le même esprit, il offre une série de charmantes vestes légères à grands cols nervurés et à manches trois-quarts, en imprimé sur des robes unies. Il remplace les minuscules par des vêtements de plus souples et amples, en sole et en coton légers, agréables à porter, quelles que soient les prévisions de la météo.

Ses robes de fin de journée sont souvent coupées en caracos et en jupes relées par de larges corolles drapés en cheveau de même ton.

LAPIDUS : doux, allégre. Ted Lapidus, surtout connu pour ses sabariennes et ses blazers assez stricts, adoucit et arrondit ses coupes dans un style aussi jeune, mais plus féminin, très éduisant. Il déhanne ses encolures pour dégager le cou, élargit les manches de ses blouses et de ses tuniques, qui s'arrêtent en entonnoir au coude, ceinturées le plus souvent par des jupes en forme. En laniage de ton naturel, en seahantoung ou en daim, Lapidus brode les bords de ses modèles à l'anglaise, de façon très adèle. Des sacs en bandouilliers aux mêmes motifs complètent ces ensembles à grande poche très réussis.

NATHALIE MONT-SERYAN.

MODE

AUJOURD'HUI

Religion

SESSIONS ET COLLOQUES

Le Centre universitaire d'études juives (CUEJ) organise, à l'occasion de son dixième anniversaire, une semaine d'études sur la Bible du 3 au 6 février :

— **Lundi 3 février, 20 h. 30 :** « La Bible : dire du Dieu d'Israël », avec la participation du professeur L. Assmann, directeur-fondateur du CUEJ, et le Père Bernard Dupuy.

— **Mardi 4 février, 20 h. 30 :** « L'Homme de la Bible », avec la participation de MM. les professeurs L. Assmann et J. Edouard, professeur à l'université de Bordeaux.

— **Mercredi 5 février, 20 h. 30 :** « Écriture et lecture de la Bible », avec la participation de MM. les professeurs J. Altmann, maître de conférences à l'École polytechnique, et G. Hansel, professeur à l'université de Rouen.

Visites, conférences

MARDI 28 JANVIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h. 30, 3, rue de Lisbonne. Mme Pajot : « Les salons de l'hôtel Caill ». — 15 h. 30, église Sainte-Elisabeth, 195, rue du Temple. Mme Bacheller : « Histoire des temples ». — 15 h. 45, métro Vavin, Mme Gatoullat : « L'atelier d'un maître verrier ». — 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'Île Saint-Louis » (à travers Paris). — 15 h. 30, métro Arts-et-Métiers, M. Pierre Sadron : « Maisons et vérités de Nicolas Flamel » (Connaissance de Paris). — 14 h. 30, 13, rue de la Grande-Batelière : « L'hôtel Drouot » (Paris et son histoire). — 15 h. 45, côté Seine, Mme Chapon : « Les salons de l'hôtel de Ville » (Tourisme culturel). **CONFÉRENCES.** — 20 h. 30, 28, rue Borys, docteur Schatz : « Accupuncture » (l'Homme et la Connaissance). — 20 h. 45, 14, rue Georges-Berret, Mme Beate Ehrfeld : « Partout où ils seront » (Association des ingénieurs, scientifiques et cadres amis d'Israël).

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITIONS

S. 2 - Tableaux, bijoux ornés de diamants, argent, meubles de style. M^e Lemée. S. 14 - Ameublement. M^e Bolegard.

Le Monde

SERVICE DES ABBONNEMENTS
5, rue des Italiens
75277 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	30 F	50 F	60 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	34 F	57 F	67 F
ÉTRANGER PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale)			
2 - Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse	115 F	210 F	260 F
3 - Tunisie	125 F	221 F	271 F

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Avec les turbo trains le futur existe déjà en 2^e classe comme en 1^{re} classe.

En service aujourd'hui : Paris-Caen-Cherbourg ; Paris-Deauville ; Lyon-Strasbourg ; Lyon-Nantes ; Lyon-Bordeaux.
En service en 1975 : Bordeaux-Toulouse ; Lyon-Chambéry-Anecy ; Lyon-Grenoble ; Genève-Chambéry-Grenoble-Valence.

Les turbo trains, c'est une nouvelle manière de voyager : rapidement, confortablement et en silence. En 2^e classe comme en 1^{re} classe. En quelques années, les turbo trains ont fait leurs preuves pour des millions de voyageurs.

Ils sont rapides, économiques et sûrs. Rapides, grâce à leur technique aéronautique : des turbines à gaz de type aviation. Économiques et sûrs, car les turbo trains ont hérité de toute la technique ferroviaire de la S.N.C.F.

Contribuant à l'entreprise commune de décentralisation, les turbo trains rapprochent les villes et les hommes.



les turbo trains de la S.N.C.F. trait d'union entre les régions.

S.N.C.F.

SILON, YAQUA et PITUGÉ DE GUY BEART. DESSINS DE KONK

SILON SUPPRIMERAIT LA GUERRE
TOUT LE MONDE RISQUE D'Y LAISSER SA PEAU!

YAQUA FAIRE UN RÉGLEMENT ENTRE LES NATIONS ET S'Y TENIR UNE BONNE FOIS POUR TOUTES!

PITUGÉ OU CASSERAIT LA GOUEULE À TOUS CEUX QUI NE SERAIENT PAS D'ACCORD!

CETTE BANDE DESSINÉE PARAIT TROIS FOIS PAR SEMAINE : LES LUNDI, MERCREDI ET VENDREDI.

MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE

PROBLÈME N° 1061

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Une chose à tirer au clair ; Suit théoriquement une voie toute tracée. — II. Il est grand tort de jouer avec le feu. Cela n'étonne plus personne qu'elle soit parfois complètement ronde. La nuit venue. — III. On l'on se prend de se taire pour écouter parler (pluriel). — IV. Saint, dans le Pas-de-Calais ; Justifie, chez bien des gens, le désir d'avoir un garçon. — V. Démonstratif. — VI. Couperet ; littéralement le soufflet. VII. Gagnerait donc à prendre du poids. — VIII. Ne prélaient pas à rive. — IX. Rendit moins souple. — X. Mesures étrangères ; Préfixe. — XI. Peut se taire au premier geste ; Voué aux flammes.

VERTICALEMENT

I. Bourse des valeurs ; D'un auxiliaire. — 2. Profonde coupure ; Souvent cités dans les nouvelles de dernière heure. — 3. Bobine ; Traduit un coup. — 4. Avoir un mouvement fort regrettable ; Recueillent bien des avis. — 5. S'écouler sur des fiances échauffées. — 6. Prend grand soin des robes qui lui sont confiées ; En Allemagne. — 7. S'oppose à l'algèbre, dans le domaine des connaissances ; Prôféré sur la croix ; Compédial des assemblées de fidèles (épêles). — 8. Article ; Ne tardera peut-être pas à sauter ; Possessif. — 9. Préfixe ; Il y a longtemps qu'il ne se frappe plus.

Solutions du problème n° 1060

Horizontalement

I. Asthme ; Se. — II. Gale ; Sècs. — III. Et ; Ua ; Tit. — IV. Acropole. — V. Kidron ; VI. Peau ; Ino. — VII. Isolera. — VIII. Isée ; Seau. — IX. Sassa ; N.E. — X. Si ; Rouge. — XI. Entracates.

Verticalement

I. Age ; Epaisse. — 2. Salade ; Sècs. — 3. Tl ; Craie ; Tit. — 4. Eau ; Acropole. — 5. Ad ; Ara. — 6. Es ; Pôls ; Oc. — 7. Etouffée ; Ut. — 8. Seul ; Orange. — 9. Ester ; Aubes.

GUY BROUTY.

Évolution probable du temps en France entre le lundi 27 janvier à 0 heures et le mardi 28 janvier à 24 heures :

Un rapide courant perturbé continuera à circuler de l'océan Atlantique à l'Europe sur la face nord des hautes pressions qui se maintiennent au sud des Açores au nord de l'Europe.

Mardi matin, le temps sera un peu plus frais que lundi, avec, en particulier, des gelées faibles au lever du jour dans l'intérieur, surtout localisées au sud du Bassin parisien au Bassin aquitain, mais, dans l'ensemble, les températures maximales seront encore voisines des normales.

Le temps sera variable le matin du Nord et du Nord-Est au nord du Massif Central et aux Alpes ainsi qu'en Corse avec des averses ou des giboulées, qui se produiront sous forme de neige sur les montagnes à assez basse altitude ; ces averses s'atténueront dans la journée et les éclaircies deviendront plus nombreuses.

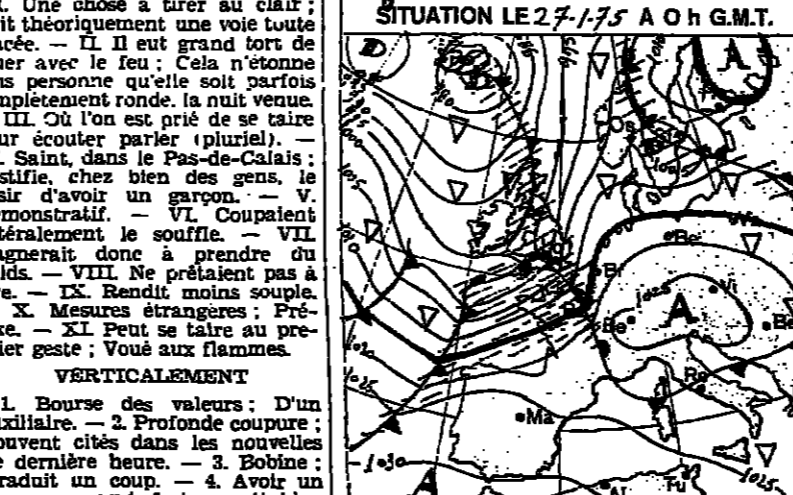
Sur le reste de la France, le temps sera nuageux avec des éclaircies, mais des formations brumeuses sont probables dans le Sud-Ouest le matin. L'après-midi et le soir, les nuages deviendront plus abondants de la Manche occidentale à la Vendée, où quelques pluies débiteront.

Les vents seront forts, de nord-ouest sur les régions méditerranéennes et la Corse ; ailleurs, ils faibliront temporairement, avant de se renforcer le soir en Bretagne.

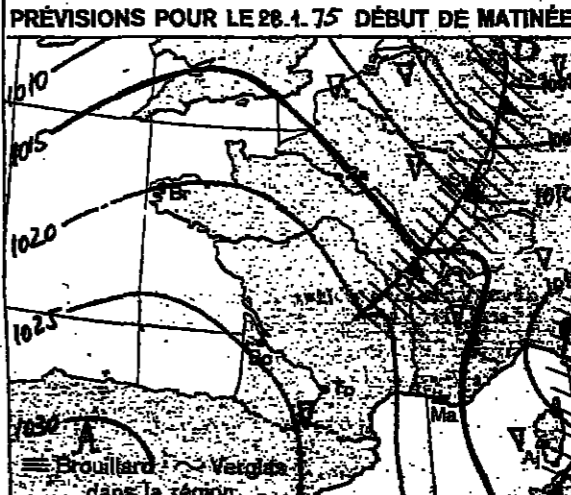
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 28 janvier ; le second, le minimum de la nuit du 28 au 29) : Biarritz, 20 et 13 degrés ; Bordeaux, 15 et 11 ; Brét., 11 et 10 ; Caen, 8 et 4 ; Cherbourg, 8 et 6 ; Clermont-Ferrand, 12 et 8 ; Dijon, 10 et 1 ; Grenoble, 12 et 1 ; Lille, 9 et 3 ; Lyon, 11 et 4 ; Marseille, 15 et 3 ; Nancy, 7 et 2 ; Nantes, 12 et 10 ; Nice, 13 et 9 ; Paris - Le Bourget, 10 et 7 ; Pau, 17 et 4 ; Perpignan, 19 et 5 ; Rennes, 11 et 0 ; Strasbourg, 9 et 1 ; Tours, 1 et 8 ; Toulouse, 15 et 7 ; Ajaccio, 15 et 4 ; Pointe-à-Pitre, 25 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 7 et 3 degrés ; Athènes, 16 et 6 ; Bonn, 8 et 1 ; Bruxelles, 8 et 3 ; Le Caire, 16 et 11 ; Les Canaries, 20 et 15 ; Copenhague, 6 et 1 ; Genève, 12 et 0 ; Lisbonne, 16 et 12 ; Londres, 8 et 7 ; Madrid, 12 et 6 ; Moscou, 0 et -2 ; New-York, 8 et 2 ; Palma-de-Majorque, 15 et 3 ; Rome, 13 et 3 ; Stockholm, 4 et 3 ; Téhéran, 4 et 2.

SITUATION LE 27-1-75 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 28-1-75 DÉBUT DE MATINÉE



loterie nationale Liste officielle des sommes à payer, tous lots compris, aux billets entiers.

CLASSEMENT DES SÉRIES D'APRÈS LES RESULTATS DE LA COURSE :
(En application du règlement de la tranche, le classement des séries est déterminé en fonction de l'ordre d'arrivée du cheval le mieux placé de chacune d'elles.)

Classe première : la série 6 (Belino 1^{er})
Classe deuxième : la série 1 (Aolis 2^{ème})
Classe troisième : la série 2 (Catharina 3^{ème})

Série	Finale	dans la série 6				dans la série 1				dans la série 2					
		F	F	F	F	F	F	F	F	F	F	F	F		
1	04 891	1 000	500	400	300	04 896	1 000	500	400	300	04 898	1 000	500	400	300
2	14 301	1 000	500	400	300	14 306	1 000	500	400	300	14 308	1 000	500	400	300
3	04 892	1 000	500	400	300	04 897	1 000	500	400	300	04 899	1 000	500	400	300
4	14 302	1 000	500	400	300	14 307	1 000	500	400	300	14 309	1 000	500	400	300
5	04 893	1 000	500	400	300	04 898	1 000	500	400	300	04 900	1 000	500	400	300
6	14 303	1 000	500	400	300	14 308	1 000	500	400	300	14 310	1 000	500	400	300
7	04 894	1 000	500	400	300	04 899	1 000	500	400	300	04 901	1 000	500	400	300
8	14 304	1 000	500	400	300	14 309	1 000	500	400	300	14 311	1 000	500	400	300
9	04 895	1 000	500	400	300	04 900	1 000	500	400	300	04 902	1 000	500	400	300
10	14 305	1 000	500	400	300	14 310	1 000	500	400	300	14 312	1 000	500	400	300

(1) Les lots de 250 F sont attribués à l'exception de tout billet aux billets de la série 6 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

PRIX D'AMÉRIQUE
TIRAGE DU 25 JANVIER 1975

PROCHAIN TIRAGE LE 25 JANVIER 1975
A WITTEL (Vosges)

Le Monde

SERVICE DES ABBONNEMENTS
5, rue des Italiens
75277 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 6207-23

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

ÉTRANGER PAR MESSAGERIES (moins rapide que par voie normale)

2 - Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse

3 - Tunisie

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse détaillés ou provinciaux (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

LE CONSEIL COMMUNAL à Bruxelles

traduc et trad

ingénieurs grandes et

CENTRALE, MINES, PONTS, M

adjoin au direc technique commar

70 000 F

BERNARD KRIEF &

الجزيرة

150 000 000

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne 6,00	La ligne T.G. 6,85
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placeards Encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur		

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne 24,00	La ligne T.C. 28,02
Achat - Vente - Location	22,00	25,68
AUTOS - BATEAUX		
PROPOSITIONS COMMERC.	60,00	70,05
CAPITAUX	22,00	25,68
OCCASIONS		

emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES à Bruxelles

organise un concours général, sur titres et sur épreuves, pour la constitution d'une réserve de recrutement de

traducteurs adjoints et traductrices adjointes

d'expression française.

Ces traducteurs seront appelés à effectuer des traductions de textes rédigés dans deux des langues suivantes : allemand, anglais, danois, italien ou néerlandais, une de ces deux langues étant, obligatoirement, l'allemand ou l'anglais.

Principales conditions requises

- Avoir accompli des études complètes de niveau universitaire sanctionnées par un diplôme, ou posséder une expérience professionnelle de traducteur de niveau équivalent.
- Être de langue maternelle française ou avoir une parfaite maîtrise de cette langue, avoir une connaissance approfondie de l'allemand ou de l'anglais et une connaissance suffisante, soit de l'autre langue, soit du néerlandais, de l'italien ou du danois.
- Être né après le 31 décembre 1932.

Rémunération

Le traitement mensuel de base est compris entre 33.193 FB et 42.012 FB, en fonction de la formation et/ou de l'expérience professionnelle spécifique du candidat. Ce traitement est affecté d'un coefficient correcteur qui est actuellement de 132,3 % pour Bruxelles.

À ce traitement de base viennent s'ajouter, le cas échéant, une indemnité de déplacement (16 %) et des allocations familiales.

Introduction des candidatures

Les personnes désireuses de participer au présent concours peuvent demander le formulaire officiel d'acte de candidature à l'adresse suivante : Secrétariat Général du Conseil des Communautés européennes - Service du personnel - rue de la Loi 170 - 1048 Bruxelles - Belgique.

Il leur sera en outre envoyé le texte de l'avis de concours contenant, notamment, tous les renseignements relatifs aux épreuves.

Date limite d'envoi des candidatures : 8 mars 1975.

GROUPES IMPORTANTS DE BATIMENT recherche

Pour L'IRAN

un Directeur

- dont la compétence est assurée par plusieurs années d'expérience dans le domaine du TERRASSEMENT et de L'IRRIGATION
- capable d'assurer les relations commerciales avec les maîtres d'ouvrages et de négocier la meilleure application possible des contrats rédigés en ANGLAIS
- capable d'organiser et de diriger un ensemble de chantiers d'une valeur totale de 250 millions à réaliser en plusieurs années
- il est responsable de la rentabilité de l'exploitation
- le candidat possèdera les langues anglaise et française

Réf. 3083

un Secrétaire Général

- capable d'assurer l'administration et la coordination d'un Groupe de 3 petites Sociétés
- capable d'en contrôler la gestion
- il conseille les responsables des Sociétés sur les plans : juridique, administratif et comptable
- il a des talents d'organisateur
- si possible il possède une expérience similaire dans le bâtiment ou les travaux publics
- il a une bonne connaissance de la langue anglaise

Réf. 3084

Pour ces deux postes la rémunération est intéressante et sera fonction de la compétence des candidats.

De nombreux avantages sont liés à la fonction.

Envoyer votre dossier (en précisant la référence du poste) à PARFRANCE 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Travail et des Affaires Sociales

Direction de la Formation

Recherche pour ses services d'enseignement et d'études en Algérie des INGENIEURS, ARCHITECTES et TECHNICIENS SUPERIEURS dans les spécialités suivantes :

- Chimie.
- Électromécanique.
- Électronique RTV.
- Dessin constructions mécaniques.
- Dessin constructions métalliques.
- Travaux Publics et constructions.
- Bâtiment - géologie.
- Bobinage.
- Chaudronnerie.
- Électricité auto.
- Mécanique auto.
- Froid industriel.

Adr. C.V. ou se présenter au BUREAU DU MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DES AFFAIRES SOCIALES : 9, rue Guénou, 75011 PARIS.

ingénieurs grandes écoles

X. CENTRALE, MINES, PONTS, AGRO...

Votre première expérience industrielle (3 à 5 ans) vous a confrontés aux exigences de la production en atelier, sur un chantier, dans un service méthodes, de contrôle technique, d'entretien...

Vous souhaitez continuer dans cette voie tout en élargissant votre champ d'intervention.

EUREQUIP vous propose de rejoindre ses équipes d'ingénieurs-consultants appelés, aujourd'hui encore plus que par le passé, à intervenir à l'étranger (Maghreb, Afrique Noire, Moyen Orient, Amérique latine) pour la préparation des équipements d'usines nouvelles aux technologies variées :

- conception et mise en place des structures,
- choix et entraînement des hommes,
- détection et résolution des problèmes posés par le démarrage.

Nous vous demandons :

- Une grande capacité d'adaptation à des contextes socio-culturels divers,
- Une grande mobilité (personnelle et/ou familiale) en France et à l'étranger,
- Une bonne connaissance de la langue anglaise et/ou espagnole,
- Une réelle aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire.

Ces perspectives vous intéressent-elles ?

Écrivez-nous sous référence 50/125/M.

EUREQUIP
19, rue Yves du Manoir - B.P. 30
92420 Vanves

JURISTE D'ENTREPRISE DE FORMATION INTERNATIONALE

Le Groupe HEWLETT PACKARD

société multinationale de fabrication d'instruments de mesure électronique recherche pour son siège européen de Genève

UN JURISTE D'ENTREPRISE qui assisterait le chef de service juridique européen.

Ce poste conviendrait à un jeune juriste ayant une formation « droit européen des entreprises » et une parfaite connaissance écrite et parlée de la langue anglaise, outre le Français et si possible une autre langue.

Il animera et coordonnera les activités juridiques du groupe en Europe en liaison avec les Avocats-Conseils des filiales.

Envoyer C.V. avec photo à M. Joseph R. GARCIA, Directeur du Personnel, HEWLETT PACKARD S.A. P.O. Box 346 - MEYRITZ 1 GENEVE - Suisse TEL. 41-51-00

INFORMATIQUE-CANADA

Une des premières compagnies de consultation recherche d'urgence

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

ayant un minimum de 3 ans d'expérience dans les applications commerciales connaissant les langages Cobol et/ou Assembler sous OS/DOS Banques de données (DBOMP, IMS, DL1, PL1).

Lieu de travail : MONTREAL et QUEBEC.

Faire parvenir curriculum vitae dactylographié et trois récentes à : B. TAINTURIER, 68, rue Perleuse, PARIS (16^e).

ALGÉRIE

Société d'Exportation

RECHERCHE POUR SON AGENCE D'ALGERIE

UN INGÉNIEUR D'AFFAIRES ou un Cadre technico-commercial

Excellente formation et pratiques confirmées des relations commerciales sont exigées.

Age : 30 ans minimum.

Le poste à pourvoir suppose des qualités d'initiative et d'organisation afin d'assurer avec efficacité la pénétration du marché et le développement des ventes de matériels divers d'équipement. La fonction comporte l'étude de prix et d'installations techniques.

Résidence à Alger

Salaire élevé plus avantages avec possibilité de rapide promotion dans le cadre des Agences de la Société.

Envoyer sous pli confidentiel, candidature manuscrite avec C.V. et photo à n° 89.186, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET RÉALISATIONS recherche

INGÉNIEURS POUR IRAN :

Ingénieur diplômé Grande École.

IL DEVRA :

- Diriger un ensemble ingénieurs et techniciens en bureau d'études ;
- Conseiller clients d'affaires ;
- Posséder 15 années minimum expérience en B.E.

AFRIQUE DU SUD :

Ingénieur diplômé ayant expérience confirmée en études techniques et bâtiments hospitaliers pour conception et animation équipes ingénieurs et techniciens.

- 10 ans expérience dans spécialité ;
- Langue anglaise indispensable pour ces postes.

AFRIQUE OCCIDENTALE :

D'expérience française : Ingénieur diplômé bâtiment I.P. ou I.C.E. - calculateur I.S.A. et C.M.A. expérimenté ayant fait le montage d'entreprises. - Langue anglaise appréciée.

Adr. C.V. détaillé et photographies à : HAVON CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 53.201.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

adjoint au directeur technique et commercial

70 000 F +

MEGLING-FRANCE (Lille), est filiale de MEGLING, leader européen dans les technologies de transmission et de transport. Afin de mieux diriger l'expansion actuelle de la Société sur le marché de France, son Directeur technique et commercial recherche un adjoint au poste de directeur technique et commercial. Il devra être capable de traiter les commandes, en suivre la réalisation et assurer aux représentants les informations nécessaires pour organiser leurs visites de prospection.

Ce poste convient à un ingénieur ou technicien expérimenté de la mécanique ayant une solide expérience dans le domaine des technologies de transmission. Il est à pourvoir à Lille.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2138/M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton, 75008 Paris (Membre de l'ANCFERP)

FRANCHE-COMTE

GROUPES METALLURGIQUE (1000 personnes)

(3 usines région BELFORT - BESANCON)

Fortement implanté à l'étranger recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant acquis solide expérience dans BUREAU D'ÉTUDES OU DEMARRAGE D'INSTALLATIONS de grandes entreprises pour accéder rapidement au poste de

directeur technique

TRAVAIL ACTIF ET PASSIONNANT AVENIR GARANTI

Il aura pour mission d'assurer le lancement de notre Département ENGINEERING et ETUDES NOUVEAUX ÉQUIPEMENTS.

Qualités souhaitées :

- une imagination technique (créativité),
- un grand dynamisme,
- autorité et sens des relations humaines.

Adresser C.V., appointements actuels et photo à No 93113 - CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. DISCRETION ASSURÉE.

SEB METALLURGIQUE PYRENEES-ATLANTIQUES recherche

INGÉNIEUR

30 ans minimum

Formation mécanique.

Expérience plusieurs années fabrication. Sans commandement et organisation. Expérience ou connaissance problèmes de fonderie ou métallurgie soudeuse.

Pour Poste

Responsabilité ateliers, adjoint chef de fabrication.

Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 686.219, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Beaumour, PARIS-20^e, q. cr.

SOCIÉTÉ OREGA

ELECTRONIQUE ET MECANIQUE

recherche pour laboratoire d'études en Bourgogne

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DÉBUTANTS

ESB - TELECOM - ESME - BRUGNOT - ISEP

Ecrire avec C.V. détaillé à Direction du personnel Seb OREGA E.M., route de Dole, 3119 GENLIS

responsable finances et contrôle de gestion

Nous sommes une entreprise de travaux publics de la région Nord-Pas de Calais (C.A. : 120 millions). Nous recherchons un responsable financier et administratif capable de prendre en charge le contrôle de gestion de l'ensemble des sociétés de notre groupe.

Membre du Comité de Direction, il aura la responsabilité de la gestion financière et des relations avec les banques et organismes financiers sur pour les problèmes de trésorerie que s'investissent et sera chargé de contrôler les services comptables et administratifs.

Ce poste convient à une personne de formation supérieure orientée vers l'économie et la gestion et ayant au moins trois ans d'expérience de Direction Financière.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2138/M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75008 Paris (Membre de l'ANCFERP)



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
MACHINES-OUTILS
SUD-EST
RECRUTE

DIRECTEUR COMMERCIAL

AYANT RESPONSABILITE COMPLETE
DES REPERTOIRES COMMERCIAUX

FRANCE EXPORT
EXPERIENCE DANS POSTE
SIMILAIRE SOUS-ALPES

Envoyer avec photo, curriculum vitae, références, présentations sous réf. 7394, P. LICHOU S.A., 14, r. Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmet.

L'UN DES PREMIERS GROUPES PHARMACEUTIQUES MONDIAUX

recherche un **directeur d'usine**

Ses responsabilités couvrent l'ensemble des problèmes de production et de gestion dans une unité importante.

PROFIL IDEAL :

- Formation Supérieure (pharmacie, chimie, A.M., Centrale...)
- Pas de limitation d'âge supérieure
- Un amateur opérationnel ayant le sens de l'organisation, de la gestion et la pratique des problèmes sociaux.
- Une expérience réussie dans la fabrication, si possible dans les secteurs pharmacie, chimie ou assimilés, à un niveau suffisant de responsabilité.

Ce poste représente une opportunité attractive pour un professionnel dynamique, éventuellement en fin de carrière, et qui serait prêt à affronter une situation difficile mais intéressante.

RESIDENCE PROVINCE - REMUNERATION ELEVÉE

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à No 89781 - CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmet.

Vous êtes

INGÉNIEUR MÉCANICIEN

FORMATION A. & M.
ayant si possible quelques années d'expérience industrielle

La S.A.F.E.

Société des Aciers Fins de l'Est
Vous offrez un poste dans son Département

ENTRETIEN GÉNÉRAL

Votre activité s'exercera sous l'autorité d'un Ingénieur Chef de secteur dans les Services Aciérie, Laminoirs et Finitions.

Situation intéressante. Logement de fonction sans. Adresser candidature avec C.V. à M. le Directeur de la S.A.F.E. - B.P. 38 - 57061 HAGONDANGE.

IMPORT. LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour son Usine
100 km OUEST DE PARIS

LE RESPONSABLE

- Ordonnancement,
- Approvisionnement,
- Stocks.

Les candidats doivent avoir une formation supérieure et de préférence une expérience professionnelle.

Envoyer avec curriculum vitae et présentations : **LABORATOIRE BIOSEDRA**, 6, rue du Rempart - 27400 LOUVIERS

STE METALLURGIQUE PYRENEES-ATLANTIQUES

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Formation mécanique ou métallurgique complétée par expérience ou formation. PONDÉREX (E.S.P. rouillaise), sous la supervision, contact bureau.

Pour Poste

Adjoint chef services méthodes et bureau d'études. Rapports avec clients et fournisseurs personnel d'atelier et de bureau d'études.

Envoyer C.V., photo et présentations, n° 686218, BOGIE-PROSSER, 83 bis, r. Beaumour, PARIS-20, q. 2.

Importante Entreprise Sud-Ouest

recherche

INGÉNIEURS

MÉTHODES ORGANISATION

pour études et aménagement de postes en vue d'amélioration de productivité.

Doit être capable mener à bien certains projets d'ensemble intéressant un ou plusieurs secteurs de l'usine.

Expérience automatisés industriels souhaitée.

Bureau n° 7420, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9^e).

IMPORTANTE ENTREPRISE ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELS

propose situations intéressantes offrant un grand développement et des perspectives de promotion rapides

INGÉNIEURS-ÉLECTRICIENS CONFIRMÉS

Pour second

DIRECTEURS RÉGIONAUX

NOUS APPRECIERIONS :

- surtout l'expérience que la formation ;
- la pratique de l'entreprise et de l'engineering ;
- les connaissances particulières dans la Chimie ou la Sidérurgie ;
- l'expérience de la mise en œuvre de techniques diversifiées ;
- la pratique de la gestion ;
- si possible la connaissance d'une ou deux langues vivantes.

Résidence dans une gde ville de l'Est de la France.

Envoyer avec références, C.V. détaillé n° 80401, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui transmet. DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION
recherche pour la Haute Savoie son

DIRECTEUR de PERSONNEL

Rattaché au Directeur Général pour l'Europe, le titulaire du poste aura pour mission d'élaborer et d'appliquer une politique moderne de planification et de gestion des ressources humaines, recrutement, formation, rémunération, évolution des carrières, etc., à la fois sur le plan national et Européen.

L'importance de la fonction requiert une expérience réelle acquise au sein d'une entreprise internationale. Agé de 30 ans minimum, le candidat idéal, pour justifier de qualités personnelles et professionnelles lui-même, devra être capable de s'adapter et de travailler avec la confiance, les syndicats et les délégués.

La rémunération proposée se situe entre 100.000 et Fr. 140.000, selon l'âge et les compétences. Sans être exigé, la connaissance de la langue anglaise serait très appréciée.

Adresser C.V. détaillé sous références 18.212 à SNPM PETITES ANNONCES 100, avenue Charles de Gaulle 92222 NEUILLY, en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que votre adresse privée et votre n° de téléphone.

En tant que Conseillers de Direction chargés de la sélection des Cadres, nous garantissons le secret absolu des candidatures. L'identité des candidats ne sera dévoilée qu'après leur accord donné à l'issue d'une entrevue personnelle.

INFORMATIQUE COMMUNALE
GRENOBLE

Ingénieur Organisation

TECHNIQUES ADMINISTRATIVES

I.C.A.R.E. Société d'informatique communale recherche pour Grenoble UN INGENIEUR EN ORGANISATION diplômé de Grande Ecole ou équivalent. Expérience professionnelle minimum de 4 ans exigée soit dans un cabinet d'organisation, soit dans un service d'informatique.

Le poste permet de découvrir :
- les MULTITÂCHES ACTIVITÉS
- D'UNE COLLECTIVITE LOCALE.
Il conviendrait à un candidat TRAVAILLEUR EN SOUPE.

Adresser C.V. en indiquant rémunération actuelle à I.C.A.R.E. Hôtel de Ville, 11, bd Jean-Pain, 38000 GRENOBLE.

ALLIS-CHALMERS
MATERIAL HANDLING EUROPE

recherche pour son Unité de fabrication pour l'Europe et le Moyen-Orient

directeur d'usine

600 personnes - 160 km PARIS
Grande Ecole - 35 ans minimum

Expérience souhaitée dans Industrie mécanique (maintenance, automobile, tracteurs, matériel de travaux publics...).

Anglais indispensable.

Poste important et de très grand avenir (future implantation).

Adresser candidature à J. WITTEVORONDEL, 53, avenue Victor Hugo 75116 PARIS.

MARINA BAIE des ANGES
la plus importante et prestigieuse complexe IMMOBILIER et TOURISTIQUE de la COTE D'AZUR

recherche le

Directeur de la Station

Il aura pour mission :

- la gestion, l'exploitation et le développement commercial de l'ensemble IMMOBILIER (locations, appartements et Maisons), NAUTIQUE et BALNEAIRE (création d'un Club),
- la promotion et l'animation du Centre Commercial,
- la conception et la mise en œuvre d'une politique d'information et de Relations pour développer les multiples activités de Marina Baie des Anges.

Ce poste conviendrait à **H.E.C., E.S.C.**

M.B.A. Hôtellerie
bilingue Français-Anglais, possédant l'esprit d'entreprise, une expérience à caractère IMMOBILIER (complexe résidentiel dans une station de sports d'hiver, complexe touristique à caractère international...), VOYAGES, LOISIRS.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCFEP, service M. 957
10 rue de la Paix, 75002 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour son usine de

FRANCHE-COMTÉ

médecin du travail

Il complètera l'équipe d'un service autonome. Excellentes conditions de travail dans une entreprise moderne. Évolution de carrière possible.

Envoyer C.V. et présentations sous réf. 008 (sanction d'envoi)

EMPLOIS & CARRIÈRES
30 rue Vernot 75008 PARIS

Important Groupe Papeterier en forte expansion recherche pour son usine région LE MANS

UN INGÉNIEUR

E.C.P., A.M., E.F.P., CHIMIE...

25 ans minimum avec une bonne expérience des problèmes de production.

Le poste à créer est celui d'assistant immédiat du Directeur de l'usine, dans la perspective de le suppléer dans ses fonctions.

Veuillez écrire sous réf. n° 176 à :

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, bd René Levasseur - 72000 LE MANS.

SAT Groupe **C.G.E.**

recherche pour ANGOULEME

chef de service entretien méthodes

- Rattaché au Directeur de l'usine et en liaison avec les services centraux, vous définirez la politique et vous assurerez la gestion complète de votre service.

- VOUS DEVEZ AVOIR une formation D'INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (Arts et Métiers ou similaire), et une expérience de 3 à 5 ans minimum du service entretien d'une grande entreprise.

Adresser nous votre candidature sous réf. A18-32 en mentionnant la rémunération souhaitée à

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES
119, rue du Pré-Wilson
92300 - LEVALLOIS-PERRET

SI VOUS AVEZ :

- Au minimum 30 ans ;
- Une formation supérieure, de préf. technique ;
- Quelques années d'expérience dans la fonction ;
- La passion des questions sociales de personnel, formation, sécurité, conditions de travail, études de travail ;
- Le vouloir de réussir et de surmonter les difficultés du métier ;
- Le besoin de vous intégrer dans une équipe active ;
- Le goût des contacts humains ;
- Le désir de travailler dans une usine de dimension humaine (50 personnes) exploitant un crissement et épaulé par un très grand groupe français ;
- La tentation d'habiter une région touristique du Centre loin de la grande ville ;

NOUS VOUS OFFRONS LA SITUATION DE :

CHIEF DE SERVICE RELATIONS SOCIALES

Env. votre lettre manuscrite et votre C.V. à n° 88.718, CONTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui nous le trans. Nous répondons à chaque candidat.

LYON

Société en développement filiale d'un grand groupe national recherche

PSYCHOLOGUE DEBUTANT

POUR SERVICE PERSONNEL

Après une prise de contact avec notre groupe, il prendra rapidement des responsabilités dans les domaines :

- Formation (interne et ext.) ;
- Suivi des carrières ;
- Information dans un groupe important.

La dynamique doit permettre d'évoluer vers des responsabilités autonomes.

Envoyer C.V., photo, sous références 1.132 à **PLEIN EMPLOI**, 49, rue du Président-Herriot, 69002 LYON (au transmetteur).

Recherches pour : M. PRO Interim 100 bis, région Centre, DIRECTEUR (basalco) 5 années d'expérience, études, inadaptés. Ecrire n° 3.160, à : HAVAS, 2918 TOURS CEDEX.

Banque privée recherche pour CLERMONT-FERRAND

EMPLOYÉ DU GRADE

pour démarche clientèle. Adresser curriculum vitae au n° 7328, « Le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Société région Ouest, 100 km. de La Rochelle recherche **1 CHEF D'ATELIER MECANOGRAPHIE** connaissant I.S.A. 2 à 3 étages. Logement assuré. Adresser C.V., présent. et photo à n° 7314, « Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9^e.

Gillette France

recherche dans le cadre du développement de son DÉPARTEMENT FINANCIER à ANNECY

chargé d'études financières

diplômé ESC (option Finances), débutant, ou 1 à 2 ans d'expérience, responsable prévisions trésorerie et relations bancaires.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo à GILLETTE FRANCE, Direction du Personnel, B.P. 28 - 74010 ANNECY.

Région heraultaise :

CHEF DE PERSONNEL USINE

création de poste à l'extérieur d'une société à développement et stabilité exceptionnels. Le Chef de Personnel est le lien personnel entre l'usine et la Direction du Personnel. Il prend en charge la gestion, le recrutement et l'évolution d'un effectif de 400 personnes. • 40 ans minimum ; il a l'expérience de la fonction en tant que producteur, de l'assurance et un zèle sans faille.

• Salaires à 100 000 F. et au plus 200 000 F.

Adresser C.V., photo récente et présentations sous réf. 108/14 à :

peppim
CONSEILS EN RESSOURCES HUMAINES

SOCIÉTÉ METALLURGIQUE
Pyrenee Atlantiques recherche

CADERE COMMERCIAL

Formation E.S.C.A.E. impérative complétée expérience marketing industrielle ou commerciale, etc. Env. C.V. photo et présentations sous références n° 686220, 83 bis, r. Beaumour, Paris-20, q. 2.

Importante usine métallurgique de l'Ouest recherche pour compléter son équipe commerciale UN ATTACHE COMMERCIAL Collaborateur direct du chef des ventes métallurgiques, 25 ans minimum, expérience indépendante de la vente sous tous ses différents aspects : préparation, promotion, animation, contrôle. Ecrire Agence HAVAS, LAVAL n° 877, qui transmettra.

Centre régional pour l'Enfance et l'Adolescence handicapés de Franche-Comté, 17, rue de la Nouvelle - 2500 BESANCON, recherche un Directeur chef des services, sérieux, références morales et professionnelles exigées. Connaissances administratives et de gestion indispensables. Expérience de l'application de la convention collective de l'Enfance handicapée de mars 66.

Société robinetterie industrielle et mécanisme en pleine expansion recherche pour Sud-Ouest : 1 INGENIEUR A.M. ou équivalent, 2 à 5 ans expérience engineering pour la maintenance ; 1 INGENIEUR A.M. ou équivalent, débordant, pour études et recherches ; 1 INGENIEUR CHIM. + I.P.C. Ecrire avec C.V. sous réf. AMRI, 2409 La Roche-Chalais.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE

recherche

Un Responsable du Service Pays de l'Est

Ce poste consiste :

- A un Ingénieur électro-mécanicien diplômé Grande Ecole, ayant une forte expérience industrielle et commerciale, connaissant bien la LANGUE RUSSE et, si possible, l'Allemand ou l'Anglais.

Il nécessite :

- Facilité d'adaptation et de contact
- Dynamisme
- Esprit d'entreprise
- Disponibilité pour les déplacements.

Domiciliation : Grande ville universitaire, Domicile : moitié Sud de la France.

Adresser curriculum vitae sous No 89.404 CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

مركز الامن العربي

1501

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,89
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	35,02
Offres	30,00	17,21
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"	30,00	35,02
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

offres d'emploi

TEKLEC AIRTRONIC
SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE EN TRES PORTES EXPANSION 150 millions de C.A. - 600 personnes recherche, pour ses centres situés en proche banlieue Sud et Sud-Ouest

1) UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Responsable de la promotion d'une gamme d'appareils de mesure de technologie avancée. Ce poste doit intéresser un ingénieur diplômé d'une grande école et ayant quelques années d'expérience commerciale ou de laboratoire dans les domaines suivants :
- Transmission de données, Transmissions numériques MTC, Transmissions UHF, Téléphonie, T.V. par câble. Réf. 962

2) DEUX INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX
Chargés de la vente de composants VHF-UHF Hypertémoins.
Ces postes nécessitent avant tout un sens commercial aigu et une excellente connaissance du marché et de la clientèle concernée. Réf. 963 et 965

3) UN INGÉNIEUR D'ÉTUDES
pour développement et réalisation d'ensembles de grosse puissance continue et basse fréquence. Réf. 963

Pour tous ces postes une excellente connaissance de l'anglais est indispensable.
Envoyer C.V. détaillé en précisant la référence du poste à TEKLEC AIRTRONIC S.P. no 2, 5018 SEVRES.

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche

Quatre ingénieurs de fabrication
pour postes d'adjoints à Responsable d'Unités de Production mécanique de grande série (1.000 à 1.500 personnes).
Régions : Paris et Province
Les candidats devront avoir :
● une formation initiale Grandes Ecoles : A.M., E.C.P...
● une expérience industrielle de 5 ans
● la pratique de la direction d'ateliers et le sens de l'animation.

Deux ingénieurs confirmés
pour postes en Région Parisienne dans les services de Méthodes et de travaux neufs.
Les candidats devront posséder :
● une formation initiale Grandes Ecoles,
● avoir acquis une expérience d'au moins 5 ans en méthodes mécaniques (grandes séries) ou une expérience correspondante dans le domaine des travaux neufs (modifications et installations nouvelles).
Larges perspectives d'évolution et de diversification de carrières au sein du Groupe.
Ecrire sous référence DUTOT (à mentionner/enveloppe) à

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Verneil 75008 PARIS

offres d'emploi

AFFILIATE OF AN AMERICAN COMPANY
seeks
INDUSTRIAL ENGINEER
ASSISTANT TO THE TECHNICAL MGR
based in PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES

FIELD OF ACTIVITIES :
FRANCE : production units
Warehousing Distribution.

EXPERIENCE :
Should have 2-3 years experience in Industrial Engineering (Production experience appreciated).

EDUCATION/TRAINING :
A.B.S. et Métrieux, Chemistry, etc...

In collaboration with people responsible for each operation HE WILL BE REQUIRED to :
- Determine Labour standards;
- question methods, techniques and equipments with the aim of reducing costs and improving operation;
- co-ordinate study and development of cost reduction programs in accordance with policy and technical practices of the Company;
- gather necessary data for investments;
- analyse variances and assist Responsible in their endeavor to reduce variances related to their responsibility center;
- determine standard designs and methods;
- Impel the Value Analysis Committee involving Marketing, Production, Distribution, Purchasing and Accounting.
- group data for elaboration of the budget at the Technical Dept. level.

Send career details, salary requirements to
LEVI-TOURNAY, 5, Cité Picaille,
75009 PARIS or at 4808 who will forward.

ALLIS-CHALMERS
MATIELL

directeur d'usine

avec 4 ans d'expérience (exigences : minimum niveau bac, pratique de l'Assembleur OS d'IBM, bonne connaissance de l'OS-MVT, grande maîtrise du JCL).

très bons programmeurs
"assembleur" avec 3 ans d'expérience aspirant aux fonctions "systèmes" et intéressés par l'exploitation

titulaires du D.U.T. d'informatique
dégagés de leurs obligations militaires, en vue d'une formation de techniciens de l'exploitation.

BNP recherche pour son futur Centre de traitement de l'information de Marne la Vallée des Collaborateurs habitant la banlieue EST de Paris :

praticiens de l'exploitation
avec 4 ans d'expérience (exigences : minimum niveau bac, pratique de l'Assembleur OS d'IBM, bonne connaissance de l'OS-MVT, grande maîtrise du JCL).

très bons programmeurs
"assembleur" avec 3 ans d'expérience aspirant aux fonctions "systèmes" et intéressés par l'exploitation

titulaires du D.U.T. d'informatique
dégagés de leurs obligations militaires, en vue d'une formation de techniciens de l'exploitation.

Travail par roulement 3 x 7h30
Incrêt technique certain et formation au VS 2 assurés.

Adressez C.V. détaillé à D.P.O. Exploitation
26, Rue de Clignancourt
75018 Paris.

CIT ALCATEL
DEPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
EN SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS

Ce jeune diplômé ENST, ESE, ou équivalent, aura un sens commercial développé.

Il sera chargé de promouvoir les systèmes de télécommunications en AFRIQUE FRANCOPHONE.

Poste basé à PARIS
Fréquents déplacements de courte durée.

Adressez lettre et C.V. à CIT ALCATEL - Département Transmission, Service des Relations Humaines, 33, rue Emeriau - 75015 PARIS

GROUPE AUSSÉDAT REY / PAPERETTES DE FRANCE
(12 Usines - 6.000 Personnes)

Pour sa division POLYREY afin de renforcer son équipe de Direction Commerciale

CADRE DE VENTE
Références dans la vente de panneaux de particules souduites

L'exercice des fonctions (vente auprès des gros utilisateurs et assistance à la vente, liaisons Usine/Technique/Services commerciaux, actions coordonnées d'opérations de promotions de ventes et recherche de nouveaux débouchés) permettra d'accéder à la responsabilité de **CHEF DE PRODUIT**

Evolution possible vers des postes de responsabilité dans le cadre du Groupe.

Adr. lettre manuscrite avec C.V. dét. à n° 89.710.
4, rue Armand Cambet, PARIS-16^e
cabinet leconte membre de l'ANCERP

chef de service entretien AGIERS SPÉCIAUX

Pour prendre la direction des services entretien d'une de nos usines situées dans la région parisienne, un groupe industriel fabriquant des cailloux spéciaux recherche un ingénieur (A et B ou C) ayant une expérience confirmée de la fonction.

Répondre immédiatement au Directeur de l'usine, il dirigera et assurera un service entretien, techniquement en évolution, comportant une grande variété de groupes de professionnels et techniques aux qualifications variées.

Pour assurer cette responsabilité avec succès, il est nécessaire d'avoir de bonnes connaissances techniques (électricité, mécanique, électro-mécanique, pneumatique...), ainsi qu'une réelle qualité de communication.

La rémunération sera satisfaisante.

Les candidats seront examinés conjointement par les conseils d'administration de l'entreprise.

Envoyer sans délai, au 20104141 en indiquant son n° de téléphone au Fax sans vous précéder.

EUREQUIP
40, av. de Préville Wilma, 93216 Paris

importante Société Industrielle Parachutiste, appartenant à un groupe Européen RÉGION PARISIENNE recherche :

UN COLLABORATEUR D'ÉTAT-MAJOR COMMERCIAL
ayant une formation universitaire ou Ecole Supérieure - Ce collaborateur, placé sous l'autorité du Directeur Commercial, s'occupera dans le domaine des pigments et plastiques, des analyses et des prévisions de vente, des plannings et des études de marché. Une connaissance théorique et pratique de ces problèmes, ainsi que l'allemand parlé et écrit sont indispensables.

UN COLLABORATEUR TECHNICO-COMMERCIAL
ayant connaissance et pigments, pour assurer, après formation, la responsabilité de l'un de ses services commerciaux.

Env. C.V. n° 90.158 - CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1^{er}) a. trans.

POUR SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE BANLIEUE OUEST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEEN
POSITION 3 - AM, ESE, ENST

POUR DIRIGER GROUPE ÉTUDES SYSTÈME HARDWARE

Salaires annuel : 100.000 F

Adressez C.V. détaillé C.G.P. 24, rue Cavendish, 75019, PARIS, qui transmettra.

Groupe Industriel Français diversifié Produits de consommation en grande série 6.000 personnes - 10 usines - offre à un

CADRE DE PRODUCTION
Formation Ingénieur ou équivalent. Minimum 5 ans d'expérience opérationnelle.

- Encadrement ;
- Gestion de production ;
- Méthode ;

de se joindre à l'équipe de Service Formation du Groupe (Région PARIS). Il aura, en liaison avec les responsables de Production et les Directeurs d'usine, un rôle de progrès :
- en perfectionnant les hommes (Ag. M.) ;
- en améliorant les méthodes de travail.
Formation complémentaire assurée, avenir très ouvert. Déplacements courts durés à prévoir. La rémunération ne saurait être inférieure à 60.000 F.

Env. C.V. manuscrite et photo à M. LARLANDES, 2, rue Banneau, 75530 FONTENAY-LE-FLEURY.

recherche pour bureaux de PARIS 13^e

ingénieurs d'études

Généraliste - Béton armé - Béton précontraint
Formation Grande Ecole ou équivalent (P. et C. - Génie - CHÉBAP), quelques années d'expérience.

Ces ingénieurs seront intégrés au sein d'une équipe pour l'étude des grandes structures métalliques.

Anglais indispensable.

Téléphoner pour rendez-vous à 569.89.30 - Poste 3648. Ne pas se présenter.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche
pour l'un de ses Directeurs de vente

Jeune Attaché
DE FORMATION CHIMIQUE SUPÉRIEURE

Nous recherchons un homme disponible sachant faire preuve d'initiative et ayant le sens de l'organisation.

Il est nécessaire de connaître l'anglais

Écrire avec C.V. et photo - prétentions sous référence ACA à Madame CARILLON 54, Rue LAMARTINE 75009 PARIS

Société Multinationale, leader dans sa branche, recherche

● pour la mise en place d'un réseau Européen de Télétraitement

un chef de groupe systèmes
(référence N° 44631)

qui participera dans la phase initiale du projet au démarrage d'un Système 370-145 sous OS-Vs avec HASP. Il sera responsable de la qualité de la génération du système, du choix technique, de la mise en place et des nouvelles versions des packages, de l'OS et de tous composants (OS, VS, Release, JES...).

Le candidat retenu aura une formation supérieure, 4 années d'expérience des grands systèmes IBM avec connaissances approfondies OS/VS et / ou MVT ainsi que du Télétraitement.

● pour sa Direction Informatique

des ingénieurs informaticiens
(référence N° 44632)

expérimentés dans la mise en place de systèmes de gestion, possédant des connaissances de haut niveau en OS-IBM et en utilisation du logiciel de base et utilitaires. Connaissances appréciables en bases de données et / ou télétraitement.

Mission de ces postes : support technique des équipes de projet à tous les niveaux de réalisation.

Pour l'ensemble de ces postes, l'anglais courant (lu, écrit et parlé) est indispensable.

Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'écrire en précisant la référence du poste désiré à Havas Contact, 156 Boulevard Haussmann 75008 Paris qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Logabax
informatique
DEPARTEMENT EXPORT
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL ANALYSTE-PROGRAMMEUR

La connaissance de l'anglais et de l'allemand et une grande disponibilité pour les déplacements à l'étranger sont indispensables.

Une connaissance des pays de l'Est et de la langue Russe sera appréciée.

Adressez C.V. et photo à Direction du Personnel, 77, avenue Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

SOCIÉTÉ DE TÉLÉPHONE ET D'AUDIOVISUEL
recherche

JEUNE AIDE-COMPTABLE

pour tenue livres : Achats, Ventes, Caisse, Banques, Opérations diverses, sales, déclarations sociales. Possibilités de promotions rapides au sein d'une équipe dynamique débouchant sur des responsabilités comptables.

Téléphoner pr rendez-vous : COPRITEL 345-65-32.

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. - Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,02
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,02

offres d'emploi

Paris Nord :
ENTREPRISE D'IMPRESSION
ET DE FACONNAGE
DE DOCUMENTS EN CONTINU.
Nous créons dans notre structure
un poste de

CONSEILLER TECHNIQUE

A TEMPS PLEIN
AGE AU MINIMUM DE 50 ANS

Ce conseiller sera de formation théorique et pratique (AM ou équivalent).
Si le candidat n'a pas une expérience confirmée dans ce domaine de l'imprimerie, il devra faire état de réalisations analogues et il sera apte à s'initier de façon spécifique AUX PROBLEMES POSES PAR LA BRANCHE ET PAR LE PRODUIT.
Homme d'expérience et de jugement, il aura l'autorité nécessaire pour, le cas échéant, mettre en oeuvre lui-même les actions ponctuelles ou globales qu'il aura proposées.
L'effectif concerné par le domaine d'intervention est de l'ordre de 250 personnes.

Adresser lettre de candidature avec présent., C.V. et photo sous référence No 121447
30, rue de Mogador
75009 PARIS.

offres d'emploi

Très dynamique société française leader dans les techniques et matériels d'exploitation des richesses sous-marines, recherche

JEUNES INGÉNIEURS D'ÉTUDES

Formation grande école (Centrale ou équivalent) pour études générales - engineering marine et sous-marin.

INGÉNIEUR D'ÉTUDES EXPÉRIMENTÉ

Pour charpente métallique lourde, conception, calcul.

JEUNE INGÉNIEUR, spécialité

Mécanique des fluides (D.E.A. thèse) pour essais en bassins sur maquettes de grosses réalisations industrielles.
Anglais indispensable.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à :
C. G. DORIS
83-85, boulevard de la Gare,
75013 PARIS.

offres d'emploi

TRÈS IMPORTANTE ENTREPRISE ENGINEERING NIVEAU INTERNATIONAL recherche pour son Siège à Puteaux

1° - UN INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU

34 ans minimum, pour coordination générale d'opérations industrielles à l'Étranger. Expérience souhaitée dans les Centrales de petite et grosse puissance et dans le domaine nucléaire. Anglais indispensable.
Rémunération minimum 100.000 F
Ecrire Service H

2° - UN INGÉNIEUR

ETP - Ponts et Chaussées ou équivalent
32 ans minimum, pour études générales et coordination de travaux portuaires. Une expérience en ce domaine sera très appréciée. Anglais indispensable.
Rémunération minimum 80.000 F
Ecrire Service J

offres d'emploi

GLAENZER-SPICER
Importants sociétés de mécanique
C.A. 350 millions (S.T.) 1.200 personnes
Groupe international
cristallographe
cristallographe

POISSY (Yvelines)

CONTROLEUR DE GESTION

MISSION :
- Audit interne et suivi des procédures de contrôle de gestion ;
- Études économiques globales ;
- Supervision des services financiers.
Le poste conviendrait à diplômés grande école, ingénieurs - business school - formation équivalente, ayant une expérience de 3 ans minimum et 5 ans, Allemand ou anglais obligatoire.
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé à Direction du Personnel, 10, rue Jean-Baptiste Timbaud, 9351 POISSY. Discretion assurée.

Très importante société recherche pour PARIS

INGÉNIEUR

Formal. GRANDE ÉCOLE ou UNIVERSITAIRE intéressé par études dans le domaine de l'Armement et de l'Espace

MISSION :
- études et calculs aérodynamiques de projectiles et d'engins volants
Une expérience théorique et expérimentale dans ces domaines est souhaitée.
Adresser C.V. détaillé et prétentions n° 89.878, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

ENTREPRISE FRANÇAISE

occupant une place de premier plan en EUROPE dans un secteur d'activité en pleine expansion impliquant la réalisation de contrats de grande exportation « clés en main »

UN CADRE FINANCIER EXPORTATION

Plusieurs années d'expérience des problèmes de financement des marchés à l'exportation dans une banque ou dans une grande entreprise industrielle.
Pratique courante de l'anglais nécessaire. Allemand ou espagnol apprécié.
Adresser curriculum vitae détaillé à n° 89.882, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

Analyste organique

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son plan informatique et pour développer sur matériel IBM 370-125 des projets de gestion administrative et industrielle, une importante société - 4.800 personnes - 1 milliard C.A. N.T., recherche un Analyste Organique.
Formation : I.U.T. ou équivalent ayant une très bonne connaissance de la programmation Cobol - IBM/DOS, complétée par une expérience dans la fonction (2 à 3 ans).
Il aura pour mission de choisir les solutions organiques adaptées au traitement à partir des dossiers généraux de conception du système d'application. Dans le cadre d'un projet défini, il encadrera une équipe de 3 ou 4 programmeurs.
Lieu de travail : Pont de Levallois.

CEGES
permet une totale discrétion à l'égard de votre dossier. Lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référence n° 72.265, à M. CLERE, 33, rue Gallieni, 92133 SURESNES.

animateur de formation commerciale

MISSION :
- élaborer les packages et manuels de formation ;
- organiser et animer les séminaires de formation de la force de vente ;
- suivre et contrôler les actions de formation sur le terrain ; prévoir des sessions de recyclage.
PROFIL :
- formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou niveau équivalent)
- pratique courante de la langue anglaise ;
- connaissance approfondie des caractéristiques techniques et commerciales des machines à écrire automatiques ;
- expérience et/ou aptitude pédagogique.
Merci de faire parvenir votre candidature avec C.V. sous référence C 5 à Monique COURMES
B.P. 63
93402 Aublanc-sous-Bois

RANK XEROX

THOMSON-CSF

Département AVIONIQUE GÉNÉRALE

recherche

- Pour ses laboratoires d'études :
DES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
Grandes Ecoles (E.S.E. - EN.S.T. E.N.S.A.E., etc.)
Quelques années d'expérience ou débutants.
- Pour son service production :
DES INGÉNIEURS MÉCANICIENS
(A.M. - I.C.A.M. - E.C.A.M., etc.)

Ecrire avec C.V. + photo, à J.-G. BARTHELEMY, 32, rue Guyonnet, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

UN JEUNE CONTROLEUR BUDGÉTAIRE

25 ans minimum, possédant B.T.S. COMPTABLE, une bonne maîtrise des techniques de comptabilité industrielle. Une expérience professionnelle de 3 ans au moins est absolument nécessaire.
C'est un homme convaincant et réalisateur qui devra s'intégrer à l'équipe existante.
 Salaire annuel de début pas inférieur à 50.000 F.
Adr. C.V. détaillé, photo et présent. à n° 89.489, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

CAMBI/TE

MANUFACTURERS HANOVER BANQUE NORDIQUE recherche
oyant quelques années d'expérience, connaissant l'anglais financier.
Carrière intéressante au sein d'un grand groupe international
Adresser candidature à la Direction du Personnel 20, rue de la Ville-Evêque - 75008 PARIS

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE

Champs-Élysées
recherche pour le 1^{er} avril 1975
UN DIRECTEUR SERVICE COMPTABILITÉ
- Formation et expérience :
- Personne de tout premier plan.
- Titulaire du D.E.C. BEC ou expertise comptable. Il sera averti des problèmes relatifs aux établissements financiers, des problèmes fiscaux et familiarisé avec la gestion par ordinateur.
- Responsabilités :
- Comptabilité générale, bilan, consolidation niveau groupe.
- Poste d'avenir pour candidat disposant d'un potentiel de développement.
- Rémunération :
- Suivant expérience et capacités.
Adresser C.V. photo et prétentions au n° 7.822, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75217 Paris-9^e

INGÉNIEUR EN CHEF

Société d'ENGINEERING, filiale Groupe Bancaire, recherche :
Diplômé E.T.P., A.M., Centrale, Ponts, etc...
FONCTIONS :
Animer et gérer une équipe d'architectes et d'ingénieurs, depuis la conception jusqu'à la livraison des programmes.
Grande expérience acquise en B.E. et/ou Entreprise Générale de la planification et de la gestion d'opérations (habitation, éducation...)
Le titulaire du poste aura la responsabilité du budget et des résultats des missions.
Age minimum : 35 ans.
Envoyer C.V., photo et prétentions, n° 50.372, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. tr.

NÉGOCIATION D'AFFAIRES

Jeune Ingénieur
Au départ, il assiste un INGÉNIEUR D'AFFAIRES dans l'ensemble de ses missions :
Négociations, orientation technique et coordination des études de prix et de bouclage des marchés.
Il prend ensuite progressivement la responsabilité de ces fonctions.
Cette évolution dépend évidemment de son dynamisme personnel et de l'expérience déjà acquise.
Ce poste concerne un INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (ETP, ENPC, CENTRALE, AM, etc.) désireux d'évoluer dans la branche commerciale et consentant de la priorité de ce secteur opérationnel dans l'entreprise.
Adresser C.V. et photo sous réf. 9.237 à : ORGANISATION ET PUBLI-CITE 2, rue Marengo, 75001 Paris, qui transmettra.

GROUPE FABRICATION PRODUITS CHIMIQUES

C.A. 200 millions, recherche
ADJOINT A DIRECTION FINANCIÈRE
MISSION PRINCIPALES :
- contrôle et assistance tant comptable que fiscale et juridique des filiales.
- Étude de problèmes intéressant le groupe, permettant à ce collaborateur de prendre en charge des responsabilités de plus en plus importantes et variées.
- 28 ans minimum.
- D.E.C. indispensable
- SUP. de CO en licence SCIENCES ECO.
- POSSIBILITÉS D'AVENIR CERTAINES
- PROCHES BANLIEUE EST.
Déposer ou adresser lettre man. et CV n° 89715, cabinet leconte 4, rue Amiel Gambet, PARIS-10^e membre de l'ANGERP

SODEXHO

Chaîne française de restaurants de collectivité (4000 personnes) propose des postes de responsables de l'encadrement de ses établissements de la région parisienne et de province (Nord, Est et Sud-Ouest) à des
DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
possédant 2 à 5 ans d'expérience commerciale ou de gestion, désirant :
- des responsabilités ;
- une autonomie budgétaire ;
- une fonction dynamique.
Lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à Direction du Personnel 129 Bureaux de la Colline 92213 St-Cloud C&C

CIT ALCATEL

DEPARTEMENT TRANSMISSION recherche
UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEN II
ayant une expérience en maintenance des mini-calculateurs et de leurs périphériques usuels. Il prendra en charge les problèmes d'intégration et de mise au point (système de visualisation) au sein d'un service technique situé en banlieue Sud.
A partir de 76, il sera responsable de l'équipe de maintenance au R.F.A. près de Frankfurt pendant 3 ans renouvelables.
Bonne connaissance de l'anglais exigée, allemand souhaité.
Ecrire avec C.V. et prétentions à : Service Relations Humaines 33, rue Emeriau Paris 75e.

PHILIPS

recherche
TECHNICO-COMMERCIAUX
FORMATION SUPÉRIEURE DE PRÉFÉRENCE ayant expérience négociations avec clientèle professionnelle.
Adresser C.V. avec photo et prétentions à Mlle RIVET, 2, cité Paradis, Paris (10^e).

BANQUES D'AFFAIRES INTERNATIONALE

CHAMPS-ÉLYSÉES, recherche
1°) Cadres et employés (es)
DE BANQUE pour les départements : Crédit, Trésorerie, Étranger, Comptabilité
2°) Secrétaires biling. anglais
titulaires B.T.S. ou équivalent, sténodactylos, téléistes, standardistes.
3°) Employés de service :
chauffeurs, garçons de courses, garçons de bureau.
Ecrire avec curriculum vitae et photo à n° 7.822, « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75217 Paris-9^e.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.

demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

ING. DE CONTRAT
- BRUYERONNEMENTS
- Techniques du Vide
- Electronique
- Electrotechnique
- Calculateur anal.
- Automatisme (7 ans)
ANGLAIS - ESPAGNOL - TECHNICO-COMM.
MOYEN-ORIENT
AMERIQUE LATINE

CADRE DIRECTION FEMME
Secrétaire générale, bonne présentation
Connaissances administratives, juridiques, comptables, anglais, espagnol.
Accompagnement déplacements étrangers. Libre de suite.

DESIGN - ARCHI - GRAPHISME
COLORATION
BONNE EXPERIENCE PROFESSIONNELLE
37 ans - Retour de l'étranger.
Paris ANGLAIS et ALLEMAND couramment.

DIRECTEUR GENERAL
37 ans - ANGLAIS courant
cherche
POSTE SIMILAIRE ou FONCTION MARKETING
de haut niveau en PROVINCE,
SUD DE LA LOIRE de préférence.

Jeune Cadre, 28 ans
formation supérieure, niveau D.E.C.S. 3 ans exp.
Anglais et Espagnol courants. Bonnes notions
Allemand. Connaissances informatiques.

BANQUE - GRADE CLASSE IV
Secrétaire de rédaction-rouleau
note cherche collaboration dans
revue ou édition.

CCAI DYNAMIQUE 25 ANS
J. H., 35 ans, dipl. D.U.T.
Lecteur en chef, CCAI, 25 ans.

LIBRE DE SUITE
M. J. 42 ans, dipl. Sup.
Secrétaire général
Directeur, 1.500 demandes contact

J. H. 28 ans, 9 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

J. H. 28 ans, marié, diplômé O.M.
D.E.S. Sc. Eco. 2 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

J. H. 28 ans, marié, diplômé O.M.
D.E.S. Sc. Eco. 2 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

J. F. 35 ans, 4 ans expérience
secrétaire de rédaction-rouleau
note cherche collaboration dans
revue ou édition.

CCAI DYNAMIQUE 25 ANS
J. H., 35 ans, dipl. D.U.T.
Lecteur en chef, CCAI, 25 ans.

LIBRE DE SUITE
M. J. 42 ans, dipl. Sup.
Secrétaire général
Directeur, 1.500 demandes contact

J. H. 28 ans, 9 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

J. H. 28 ans, marié, diplômé O.M.
D.E.S. Sc. Eco. 2 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

J. H. 28 ans, marié, diplômé O.M.
D.E.S. Sc. Eco. 2 a. exp.
Cadré 47 ans, ur. exp.

ADJOINT A DIRECTEUR GENERAL
38 ans - 12 ans expérience industrielle dont 5 ans
DIRECTEUR ADMINISTRATIF responsable personnellement
de son secteur en tant qu'ADMINISTRATEUR.

ANALYSTE INFORMATIQUE
34 ans - 7 ans expérience diversifiée :
- Analyse : collaboration au développement de
plusieurs projets ;

INGENIEUR Grandes Ecoles
+ M.B.A. Marketing
27 ans - Anglais courant ;
1 an 1/2 expérience ANALYSTE
en COMMERCE MARKETING
recherche

GRAPHISTE
(Formation publicitaire)
38 ans.
Collaborant depuis 3 ans avec
organismes d'arrangement, de
niveau de la conception et de la
réalisation de documents
d'urbanisme et d'informations.

YOU ARE A LUCKY BOSS
If you give me a good job
I'm a qualified receptionist
bilingual, typed, switchboard
operator, etc.

L'immobilier exclusivités

appartements vente

Paris
16e DANS HAMEAU PRIVÉ
Imm. neuf, sol standing
4 ch. 7 P. 180 m² + ch. serv.
+ box pour 2 v. - 327-11-66.

locations non meublées

Paris
19e QUAI SAINT-MICHEL
SUR SOL SEINE, 6 PIÈCES
GARDERIE, MARCHÉ, 147 m².
Prix 600.000 F. - 327-11-66.

appartements vente

DIRECTION
S. CHAMP-DE-MARS
Somptueux apt de 4 pièces.
Prix 600.000 F. - 327-11-66.

locations non meublées

Paris
16e DANS HAMEAU PRIVÉ
Imm. neuf, sol standing
4 ch. 7 P. 180 m² + ch. serv.
+ box pour 2 v. - 327-11-66.

constructions neuves

NOUVEAU ORLEANS 2
95 AN GENERAL LECLERC PARIS 14
GÉNÉRAL DE LA TRANCHE

terrains

Offre exceptionnelle TERRAIN
6.300 m² avec vue privée et
tous services.

appartements achetés

SAINT-MANDE
(Près bois), sur rue, grand
appartement, 5 ch. 100 m².

terrains

SAINT-MANDE
(Près bois), sur rue, grand
appartement, 5 ch. 100 m².

HERON BUILDING MONTPARNASSE

20.000 m2 de bureaux à louer
disponibles début 1975
18 étages de bureaux modernes
et fonctionnels dans le dernier
des quartiers d'affaires de Paris

appartements occupés

XIIIe TOUR BERGAME
10 P. 100 m², 100 m², 100 m².
Prix : 250.000 F. - 327-11-66.

constructions neuves

XIIIe RUE H-TAINE
Du studio au 5 pièces.
Immobilier FRIEDLAND.

terrains

SAINT-MANDE
(Près bois), sur rue, grand
appartement, 5 ch. 100 m².

locations meublées

MARAIIS RUE DE BRETAGNE
Location simple ou av. cuisine
bail 9 bureaux 160 m² av. 4 lit.

appartements achetés

SAINT-MANDE
(Près bois), sur rue, grand
appartement, 5 ch. 100 m².

constructions neuves

XIIIe RUE H-TAINE
Du studio au 5 pièces.
Immobilier FRIEDLAND.

terrains

SAINT-MANDE
(Près bois), sur rue, grand
appartement, 5 ch. 100 m².

locaux commerciaux

BURX COMM. 200 m² environ
3 étages, 3 lit. 160 m², cuis. bail
6 ans. Loyer annuel 40.000 F.

locaux commerciaux

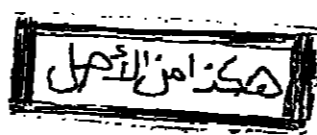
BURX COMM. 200 m² environ
3 étages, 3 lit. 160 m², cuis. bail
6 ans. Loyer annuel 40.000 F.

locaux commerciaux

BURX COMM. 200 m² environ
3 étages, 3 lit. 160 m², cuis. bail
6 ans. Loyer annuel 40.000 F.

locaux commerciaux

BURX COMM. 200 m² environ
3 étages, 3 lit. 160 m², cuis. bail
6 ans. Loyer annuel 40.000 F.



JUSTICE

FAITS DIVERS

AU TRIBUNAL DE PARIS

Sexe et politique

Une étonnante polémique a opposé vendredi 24 janvier, à la dix-septième chambre correctionnelle de Paris le substitut du procureur, M. Maurice Fontaine, à MM. Lucien Grandjean, directeur de la revue Satyrz, et Giuseppe Zaccaria, dit Pino Zag, dessinateur, poursuivis respectivement pour « outrage aux bonnes mœurs et complicité ».

Après cette séance, M. Grandjean a dû cesser de publier Satyrz, qu'il souhaitait voir succéder à l'Assiette au beurre, revue satirique célèbre à laquelle collabora son oncle au début du siècle. Si les trente-cinq mille exemplaires ne lui sont pas rendus, il sera ruiné.

De leur côté, les prévenus et leurs avocats ont assuré que les poursuites ont été engagées en vue de motifs politiques en effet, dans des indications fournies au procureur de la République, les policiers signaient que les personnages politiques étaient outrageusement caricaturés. Leurs sexes étaient en effet remplis par des représentations symboliques : une matrasse entre

deux têtes de gardiens de la paix, une paire de ciseaux, un glaive, un stylo, des initiales, un accordéon, etc.

En douze heures, l'information judiciaire fut ouverte, le juge d'instruction désigné, la saisie pratiquée. M. Grandjean fut gardé à vue.

« Il n'y a même pas de représentation du sexe », a déclaré M. Dumas. C'est son emplacement sur le corps humain que le parquet entend protéger. Est-ce inciter à la perversion sexuelle que de montrer des caricatures de personnages politiques dénudés ?

M. Cornet a rappelé de son côté, que l'actuel président de la République a promis le 30 mai dernier, qu'il n'y aurait plus sous son autorité de saisie de publication de presse même pour des offenses à son endroit. Les deux avocats ont sollicité une double relaxe.

Le tribunal doit se prononcer le 14 février. — J. L.

« Suzanne Simonin, la religieuse » devant le Conseil d'État

La limite des pouvoirs en matière de censure

Par une décision d'assemblée du 24 janvier 1975 (arrêt « ministre de l'information contre Société Rome-Paris films », MM. Rigaud, rapporteur, et Rouget-Baville, commissaire du gouvernement), le Conseil d'État vient de mettre un terme à l'affaire du film Suzanne Simonin, la religieuse, auquel M. Yvon Bourges, alors ministre de l'information, avait refusé le double visa d'exploitation et d'exportation, en estimant que ce film était de nature, et en raison du comportement de quelques personnages, à porter atteinte à l'ordre public et à la moralité de la population.

L'affaire a perdu la plus grande partie de son intérêt pratique depuis que, en 1967, le tribunal administratif de Paris a prononcé — il est vrai pour un motif de procédure — l'annulation de cette décision. Après ce jugement, le film avait été autorisé et sa projection en public n'avait provoqué aucune réaction notable. Mais l'appel formé par le ministre contre le jugement du tribunal administratif conservait un grand intérêt de principe, car il devait amener le Conseil d'État à mesurer l'étendue du pouvoir d'appréciation dont dispose l'État, pour s'opposer à l'exploitation d'un film.

Le cinéma est une industrie strictement réglementée par la loi. — en l'occurrence par l'ordonnance de 1945. L'article 19 du code de l'industrie cinématographique dispose notamment que la représentation de films devant être autorisée par le ministre chargé de l'information, après avis d'une commission de contrôle, conformément aux dispositions de principe, car il devait amener le Conseil d'État à mesurer l'étendue du pouvoir d'appréciation dont dispose l'État, pour s'opposer à l'exploitation d'un film.

valoir que le régime d'autorisation préalable ainsi créé avait des incidences sur l'exercice de la liberté d'expression et de la liberté du commerce et de l'industrie et qu'il incombait, en conséquence, au juge de l'excès de pouvoir de concilier, en ce domaine comme dans tant d'autres, les exigences respectives de la police et de la liberté.

Interdiction d'exploiter et d'exporter

Appliquant ensuite le principe ainsi dégagé au cas de l'espèce, le Conseil d'État a considéré que « si les situations et les comportements des personnages, tels qu'ils sont présentés dans le film dont il s'agit, n'étaient de nature à justifier légalement l'interdiction générale d'exploiter le film en France et d'exporter.

Rappelons, incidemment, que le pouvoir de délivrer ou de refuser le visa, est attribué à une autorité de l'État dans les limites ainsi posées par le juge administratif. Ce n'est pas le fait que le maître de chaque commune use de son pouvoir de police générale, qu'il tient de l'article 97 du code de l'administration communale, pour interdire la projection d'un film sur le territoire de sa commune, que le Conseil d'État juge que la police spéciale du cinéma, instituée par le code de l'industrie cinématographique et confiée à une autorité de l'État, n'exclut pas la police municipale dont le maître est chargé. De nombreux arrêts ont, au cours de la décennie 1960-1969, affirmé le principe de la combinaison de ces deux régimes de police : l'autorisation générale de l'État est toujours nécessaire ; l'interdiction par le maire demeure cependant légalement possible, sous le contrôle du juge administratif si l'ordre public l'exige.

Le bâtonnier Rozier, du barreau de Bordeaux, vient d'être appelé à la présidence de la conférence des bâtonniers. Il succède au bâtonnier Dubosc, du barreau de Havre.

Accusés d'avoir détourné un avion aux États-Unis

DEUX JEUNES AMÉRICAINS SONT ARRÊTÉS À PARIS

La chambre d'accusation de Paris doit examiner, le lundi 27 janvier, la demande d'extradition présentée par le gouvernement des États-Unis visant deux citoyens

UN RÉFUGIÉ ESPAGNOL EST ARRÊTÉ POUR TRANSPORT D'ARMES

Un réfugié politique espagnol, âgé de vingt-sept ans, mais dont les services de police n'ont pas pu identifier, a été arrêté, vendredi 23 janvier vers 18 heures, alors qu'il circulait au volant d'un minibus « Volkswagen » près de Crespin (Nord). Dans le véhicule, les policiers ont découvert une quarantaine de pistolets mitrailleurs cent vingt calibres mobiles et des charges.

NOUVELLES BRÈVES

Un avion s'écrase dans un campus : six morts. — Six personnes — le pilote et les cinq passagers — ont été tuées dans l'accident d'un avion de tourisme qui s'est écrasé, le samedi 25 janvier à Washington, sur le campus de l'American University.

Un avion s'écrase dans un campus : six morts. — Six personnes — le pilote et les cinq passagers — ont été tuées dans l'accident d'un avion de tourisme qui s'est écrasé, le samedi 25 janvier à Washington, sur le campus de l'American University.

Un avion s'écrase dans un campus : six morts. — Six personnes — le pilote et les cinq passagers — ont été tuées dans l'accident d'un avion de tourisme qui s'est écrasé, le samedi 25 janvier à Washington, sur le campus de l'American University.

Un avion s'écrase dans un campus : six morts. — Six personnes — le pilote et les cinq passagers — ont été tuées dans l'accident d'un avion de tourisme qui s'est écrasé, le samedi 25 janvier à Washington, sur le campus de l'American University.

Un avion s'écrase dans un campus : six morts. — Six personnes — le pilote et les cinq passagers — ont été tuées dans l'accident d'un avion de tourisme qui s'est écrasé, le samedi 25 janvier à Washington, sur le campus de l'American University.

américains qui seraient membres de l'organisation des Black Panthers et qui ont été retrouvés à Paris où ils vivaient avec de faux passeports : M. Willie-Roger Holder, né le 14 juin 1948, à Oakland (Californie), et Mlle Catherine Kerkow, née le 6 octobre 1961, à Oregon.

Tous deux ont fait l'objet de mandats d'arrêt délivrés respectivement le 6 juin 1972 par le tribunal du district est de New-York et, le lendemain, par le tribunal fédéral du district nord de Californie, pour piraterie de l'air, enlèvement et extorsion de fonds.

M. Holder et Mlle Kerkow sont accusés d'avoir détourné un avion des compagnies aériennes de l'ouest des États-Unis qui allait de San Francisco à New-York, d'avoir contraint le pilote à se diriger vers Alger où ils devaient bénéficier de l'asile politique et d'avoir rançonné les quatre-vingt-dix occupants de l'appareil, passagers et membres de l'équipage.

Des tableaux volés retrouvés à New-York. — Cinq tableaux volés en 1969 dans une galerie new-yorkaise, viennent d'être retrouvés par hasard au domicile d'un usurier, dans la banlieue nord de New-York. Il s'agit d'un Rembrandt (Le Christ et Deux Disciples), d'un Pissarro (Herminie et Pontoise), d'un Mary Cassatt (d'un Monet (Nymphéas). Le cinquième tableau n'a pas été identifié. Ces peintures étaient trop communes pour être facilement vendables.

Un photographe de presse, M. Pierre-Jean Marcel, journaliste à l'agence AIGLES, Bourg-en-Bresse (Ain), a été légèrement blessé, le vendredi 24 janvier, par les forces de l'ordre, alors qu'il assurait le reportage d'une manifestation antimilitariste dans la ville. Celle-ci avait été organisée à l'issue d'une prise d'armes. A la suite de cet incident, la direction de l'agence AIGLES a publié un communiqué, dans lequel elle a déclaré que le photographe n'est pas un militant et qu'il n'a pas été blessé par la décision du préfet de la région de l'Est de suspendre les activités de l'agence.

Un sapeur-pompier est mort par électrocution, le 25 janvier, près de Neaubourg (Eure), en voulant secourir un automobiliste dont le véhicule venait de percuter contre un poteau électrique. En pénétrant à l'intérieur de la carrosserie en contact avec des fils sous tension, M. Christian Leprieux, vingt-neuf ans, a été tué sur le coup. Un autre sapeur-pompier et l'automobiliste ont été grièvement brûlés.

POLICE

LES FONCTIONNAIRES C.G.T. CRAignent UNE « MILITARISATION »

M. Jacques Bidié, président de la fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T., a indiqué que son organisation, qui a rencontré les policiers C.F.D.T. mardi 21 janvier, aurait avec eux une nouvelle réunion le 28, réunion qui pourrait déboucher sur une expression commune des revendications de ces deux syndicats.

« On ne peut pas parler de militarisation », a déclaré M. Bidié, mais nous redoutons aussi que cela ne serve de prétexte à une « militarisation de la police ».

PRESSE

MORT DU DESSINATEUR GROVE

On apprend la mort de W. N. Grove, dessinateur humoristique au Canard enchaîné, décédé à Cannes, où il s'était retiré.

« On ne peut pas parler de militarisation », a déclaré M. Bidié, mais nous redoutons aussi que cela ne serve de prétexte à une « militarisation de la police ».

M. Georges Filhoud, député socialiste de la Drôme, secrétaire national du parti, vient d'adresser à M. Jacques Chirac une lettre dans laquelle il lui demande que les membres du livre C.G.T. et les représentants de l'Union nationale des journalistes soient représentés au même titre que les organisations professionnelles au sein de la table ronde sur les aides de l'État à la presse, votées par le Parlement.

L'Association des journalistes de l'information sociale (A.J.I.S.), qui a tenu, samedi 25 janvier, son assemblée générale annuelle, a élu un nouveau bureau ; président : Jean-Pierre Dupont (Le Monde) ; secrétaire général : Annette Ferrière (La Dépêche du Midi) ; secrétaire général adjoint : Claude Lévy (Le Monde) ; trésorier : Philippe Gallard (L'Express) ; membres : Roger Gilbert (La Voix Ouvrière) et Henri Tinoc (Le Croisé).

L'Assemblée générale de la section française de l'Association des journalistes européens a été tenue le 25 janvier à Paris, son nouveau bureau a été élu ; président : M. Jean-François Dupuy (Le Monde) ; vice-présidents : MM. Cl. Lescaut (Europe-Parlement) ; secrétaires : Ag. Reuters, Strasbourg ; M. M. Barbarin (Agence Coopération d'Information) ; secrétaire général adjoint : M. A. Maro-Nord ; trésorier : M. A. Maro-Nord ; membres : MM. Bosco (La Nouvelle République) ; G. Gode (L'Union) ; R. Hennequin (Le Monde) ; M. Roujou (Le Monde) ; M. Tourlonias (La Montagne).

RAPATRIÉS

Pour les Français détentés de Tunisie. — A la suite d'un accord franco-tunisien conclu le 8 novembre 1974, les ressortissants français disposant de fonds en Tunisie et n'ayant pas épuisé les droits à transferts prévus par la réglementation tunisienne des changes en cas de départ définitif peuvent transférer de Tunisie dans la limite de ces droits et de leurs disponibilités, les sommes nécessaires au rachat de leurs cotisations d'assurance volontaire d'invalidité. Les personnes désireuses d'utiliser de cette possibilité doivent se mettre en rapport, dès que possible, avec la caisse de Sécurité sociale dont elles dépendent.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

UN APPARTEMENT à SÈVRES (Hauts-de-Seine) 3 bis, rue Jeanne-d'Arc

Mise à prix : 248.000 francs.

TERRAIN de 8.610 m2 à usage industriel 9 et 11, rue Honoré-de-Balzac à GRENOBLE

Mise à prix : 1.000.000 de francs.

VENTE AU PALAIS DE JUSTICE À PARIS, LE LUNDI 10 FÉVRIER 1975, À 14 HEURES EN UN SEUL LOT

DE DEUX IMMEUBLES À PARIS 20^e ARRONDISSEMENT

CONSISTANT CHACUN EN UNE CARCASSE DE BETON BRUT DE DÉCOUVERTE L'UN SITUÉ 9 et 11, COURS DE VINCENNES CONTENANCE TOTALE : 455 m2 L'AUTRE SITUÉ 8, 10, 12, 14 et 16, RUE DE LAGNY CONTENANCE TOTALE : 1.576,72 m2

MISE À PRIX : 43.000.000 DE F

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ET VISITES S'ADRESSER À : M^{rs} TOUNY, avocat à Paris (1^{er}), 15, rue d'Argenteuil ; M^{rs} J.-M. DEGUEDRE, avocat à Paris (17^e), 99, rue de Courcelles ; M^{rs} FERRARI, syndic à Paris, 85, rue de Rivoli ; M^{rs} PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli ; M^{rs} PAVEC, syndic à Paris, 100, rue Quincampoix ; et à tous avocats près les Tribunaux de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

PROPRIÉTÉ A NOISY-LE-SEC (93)

1, RUE DU PARC Compr.: 1 bat. 1 étage, 1 bat. 2 étages (non terminés) - CONT. 264 m2 MISE À PRIX : 20.000 FRANCS. — S'adresser à M^{rs} R. GARNIER, syndic, 3, rue de Fustenberg ; M^{rs} CHEVROT, avocat, 8, rue Trochet.

IMMEUBLE A PARIS (17^e), 5, RUE JADIN, comprenant : 1 bat. 5. rue, 1 bat. 5. cour, elev. d'un rez-de-ch., d'un 1^{er} étage. Un hangar avec double soutècle. M. à P. : 150.000 F.

HOTEL PARTICULIER, 265 m2, PARIS-16^e 16, RUE MARBEAU, façade sur rue, construction pierre de taille élevée sur 2 étages de sous-sol, 3 étages carrés, comprenant :

UN IMMEUBLE A PARIS-7^e Contenance : 897 m2 38, RUE VANEAU

EN PARTIE LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION Mise à prix : 2.000.000 de francs.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'Année européenne du patrimoine architectural

Le Conseil de l'Europe a lancé solennellement à Strasbourg, les 23 et 24 janvier, l'année européenne du patrimoine architectural. Les discours et les colloques suffiront-ils à faire de 1975 une année décisive pour la sauvegarde des monuments et des quartiers historiques ?

« Je ne voudrais pas qu'on croie qu'il s'agit de constituer une Bourse, où viendraient s'accumuler des lingots d'or. Le Conseil de l'Europe veut faire entendre sa voix et apporter sa contribution à la sauvegarde de certains monuments non pas en fournissant des fonds, mais en provoquant une réflexion de fond. Il veut lancer un cri d'alarme. » Cette déclaration de M. Giuseppe Vedovato, président de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, lors d'un débat avec le public organisé jeudi soir 23 janvier à Strasbourg, pose clairement les limites de l'action engagée par le Conseil en faveur de la sauve-

garde du patrimoine architectural.

Le Conseil de l'Europe n'a pas d'argent. Son but est d'inciter les gouvernements à en dépenser pour sensibiliser les responsables, « d'éveiller la fierté des peuples européens à propos de leur héritage architectural, d'appeler leur attention sur les dangers qui le menacent et d'obtenir que des mesures de protection soient prises », comme l'a rappelé lord Duncan Sandys, rapporteur de la commission de la culture et de l'éducation. Tels sont les objectifs de la campagne lancée par le Conseil de l'Europe, qui a déclaré 1975, « année européenne du patrimoine architectural ».

Des rencontres ont été organisées : à Edimbourg (Ecosse), en janvier 1975 ; à Bologne (Italie), en octobre dernier. En avril prochain, des spécialistes se rencontreront à Krems (Autriche), avant le congrès final qui

aura lieu à Amsterdam, en octobre. Des études sont publiées, et notamment une plaquette sur Colmar éditée aux frais du Conseil, selon un plan qu'il serait intéressant d'appliquer à d'autres réalisations, afin d'arriver à des comparaisons qui sont encore très difficiles.

Dans chaque pays, colloques, expositions et publications doivent marquer cette année. En France, l'exposition de la Conciergerie (le Monde du 25 janvier) s'accompagne de l'organisation de plusieurs rencontres. Des opérations exemplaires ont été désignées, une cinquantaine en tout. Pour la France, ce sont le village de Conques et les villes de Sarlat, Rouen et Colmar. En Allemagne, les villes de Bamberg, Lübeck et Regensburg, « vées » d'avoir été exclues de la sélection nationale, ont décidé d'accroître leur programme de restauration.

« Il aurait mieux valu engager notre action voici vingt-cinq ou cinquante ans. Depuis, la négligence et la destruction ont entraîné la disparition d'un bon nombre d'éléments précieux de notre patrimoine », a déclaré lord Duncan Sandys. En fait, le Conseil de l'Europe se préoccupe de ces questions depuis plus de dix ans. Mais sa façon de les envisager a évolué. Au départ seule la nécessité de sauver des monuments isolés et prestigieux était ressentie. Certains en sont restés là, comme en témoigne le film réalisé par une firme privée pour l'année européenne : succession de mises en scène simplistes en forme de cri d'alarme, effondrement d'édifices prestigieux symbolisant la chute de la culture occidentale... Pourtant, dès 1962, la valeur des ensembles architecturaux de quartiers sou-

vent vêtus dans le centre des villes avait été soulignée. Et c'est bien ce thème qui est illustré par la plupart des projets pilotes : Helsingør, au Danemark, Krems et Salzbourg en Autriche, Bruges et Namur en Belgique, Nicosie à Chypre, Rothenbourg ou Trèves en Allemagne, Amsterdam ou Middelburg aux Pays-Bas, Tarento ou Bologne en Italie.

Mais un dernier pas reste à franchir pour que soit pris en compte le sort des habitants de ces quartiers. Bien sûr, les parlementaires du Conseil de l'Europe refusent solennellement d'organiser une ségrégation sociale en chassant les populations modestes des immeubles restaurés. Mais les moyens d'y parvenir, en imposant certaines contraintes aux propriétaires, mis en œuvre par la première fois par la municipalité communiste de Bologne, ne sont pas admis par tous (le Monde du 5 novembre 1974).

MICHELLE CHAMPENOIS.

Lorraine

LA MUNICIPALITÉ DE NANCY VEUT CONFIER A UN PROMOTEUR L'OPÉRATION IMMOBILIÈRE QU'ELLE DEVAIT ENTREPRENDRE

(De notre correspondant.)

Nancy. — Le conseil municipal de Nancy a décidé, vendredi 24 janvier, par 23 voix contre 5 (celles des socialistes) et 5 abstentions (celles de conseillers proches de M. Jean-Jacques Sarvan-Schraëber), de confier une partie de l'opération immobilière Nancy-Masgrain à un promoteur grâce à une vente aux enchères publiques. « Pour mettre fin aux insurrections et épidémies qui pourcourent la ville », M. Marcel Martin, maire (div. gauche) de la ville, a demandé que le ministre de l'Intérieur désigne un inspecteur général pour examiner le dossier de Nancy-Masgrain. Il s'agit de la construction dans le quartier de la gare de deux tours de quinze étages. L'une est presque terminée ; elle est privée et abritera un hôtel. L'autre devait être construite directement par la commune et serait donc vendue aux enchères.

Deux enquêtes sont déjà en cours sur cette affaire. Le préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean Rochet, a demandé à la Cour des comptes d'analyser les conditions de cet investissement de 90 millions de francs (le Monde daté 29-30 décembre). D'autre part, l'ancien maire, M. Pierre Weber, député (Rép. Ind.), a provoqué la création d'une commission d'enquête parlementaire (le Monde daté 12-13 janvier).

En attendant, à Nancy, les photocopies des pièces du dossier vont être affichées à l'hôtel de ville pour que les Nancéiens — qui n'ont aucunement été consultés jusqu'à présent — puissent juger.

C. L.

FAITS ET PROJETS

Circulation

• CEINTURES DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES. — Les places avant des voitures particulières mises pour la première fois en circulation entre le 1^{er} septembre 1967 et le 1^{er} avril 1970 doivent être équipées en ceintures de sécurité du type trois points. Ces dispositions sont applicables à dater du 1^{er} juillet 1975 pour les voitures mises en circulation pour la première fois entre le 1^{er} juillet 1968 et le 1^{er} avril 1970, et du 1^{er} janvier 1976 pour les véhicules mis pour la première fois en circulation à partir du 1^{er} septembre 1967 et avant le 1^{er} juillet 1968. (Journal officiel du 26 janvier.)

Urbanisme

LES ASSOCIATIONS A LA MUTUALITÉ

« Qui entre les promesses de Giscard ? » : sur ce thème, le bureau de liaison des Associations de la région parisienne organise le mardi 28 janvier, à 20 h. 30, à la Mutualité (24, rue Saint-Victor, Paris-5^e), une réunion publique. Le bureau de liaison présentera notamment le bilan des promesses faites par le président de la République pour ce qui concerne l'aménagement de Paris et de la région parisienne. Prendront la parole, en particulier : MM. Louis Fougère, Jean-Claude Delarue, Henri Fabre-Luce.

• CONSTRUIRE AVEC LES USAGERS. — Il faut engager le dialogue avec l'habitant. Trop souvent, il est seulement représenté par l'administration, au travers d'enquêtes contestables. Il serait utile que des comités d'usagers soient organisés dès le départ et soient en liaison avec les équipes de construction. Telle est l'une des commissions du congrès qui a réuni à Marçay-en-Barrois, près de Lille, quelque deux cent cinquante architectes, industriels et ingénieurs du groupe d'études et de recherches Industrie - Architecture (GERIA), les vendredi 24 et samedi 25 janvier.

• PAS DE STATION AU-DESSUS de VAL-D'ISÈRE. — « L'Etat ne peut envisager d'aider à court terme pour la construction d'un complexe de trois mille lits à Val-d'Isère », a déclaré M. Gérard Ducray, secrétaire d'Etat au tourisme, à Bourg-Saint-Martin, le jeudi 23 janvier. Le projet concerne l'urbanisation d'une partie du plateau de Tignes (Savoie), situé entre Tignes et Val-d'Isère, à 2 300 mètres d'altitude. « L'accès au site raté et l'urbanisation à une telle altitude entraîneraient nombre de problèmes techniques devant peser lourdement sur le prix de revient de l'opération projetée », a ajouté M. Ducray.

Comptez les Renault 5...

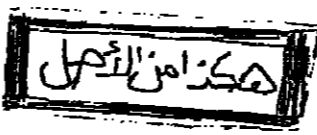
...et cependant elles n'ont représenté qu'un tiers de toutes les ventes Renault en 1974

Renault 1973 : 31,6% du marché
Renault 1974 : 37,5% du marché



Renault: 1^{er} constructeur français

RENULT 11 1974



La région parisienne

rchitectural

UN MONUMENT FAMILIER

S.O.S. pour le pont des Arts



(Documentation l'Architecture d'aujourd'hui.)

VAT-ON supprimer le pont des Arts? Cet ouvrage, premier pont de fer construit à Paris en 1802, sous le Consulat, a été endommagé en avril 1970 par un train de péniches qui brisa une de ses arches. Pour permettre aux piétons de l'emprunter malgré tout, on a édifié au-dessus du pont lui-même une passerelle provisoire peu esthétique qui contraint les passants à une véritable escalade.

Trois solutions ont été étudiées pour l'avenir : une restauration complète de l'ouvrage ; une reconstruction à l'identique ; enfin un nouveau pont moderne avec une seule arche. C'est la première de ces propositions qui semble devoir l'emporter. C'est fort heureux car le pont des Arts, qui joint le Louvre à l'Institut de France, est un des plus populaires de la capitale et rappelle de nombreux souvenirs historiques et littéraires. On l'apprécie aussi bien pour sa situation exceptionnelle au cœur de Paris que pour sa très originale architecture, une des premières réalisations de l'architecture métallique en France. Et puis, avantage très appréciable, aucune voiture ne passe sur son sol, réservé aux seuls flâneurs ou aux artistes d'occasion munis de crayons multicolores qui ont pris la relève du légendaire aveugle joueur de clarinette.

De part et d'autre du pont, les deux nobles façades à fronton de l'ancien Palais des arts (le Louvre) et de l'ancien collège des Quatre-Nations (l'Institut) se dressent majestueusement à la réplique. Elles sont toutes deux dues à La Vau, qui avait envisagé de les unir en 1659 par un ouvrage en pierre orné de statues : le pont de la Paix, qui ne fut jamais construit faute de moyens financiers.

Cent quarante-deux ans après, en mars 1801, le Premier Consul donnait son accord à un projet de passerelle métallique de neuf arches présenté par l'ingénieur Cressart et par le conseil des ponts et chaussées, puis remanié par Jacques Dillon. Commencé en 1802, inauguré en 1804, le pont des Arts, long de 166 mètres, large de 9 mètres, était à l'époque recouvert d'un plancher, orné de chaque côté d'arbres en coisses. Les arbres ont disparu et le plancher a été remplacé à la fin du XIX^e siècle par une couche de bitume.

M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, a manifesté sa préférence pour la conservation de la passerelle, à défaut pour sa reconstruction à l'identique. C'est aussi l'avis de la délégation permanente des monuments historiques, qui a demandé le classement du pont des Arts. Mais les services de l'équipement de la ville de Paris ont élevé quelques objections, dont la plus sérieuse semble être l'étroitesse des arches qui fait courir, selon eux, des risques à la navigation fluviale. En cent soixante-dix ans de bons et loyaux services le pont des Arts a été responsable de deux accidents seulement. L'organe ne paraît pas suffisant pour condamner un ouvrage dont la beauté, l'originalité et l'intérêt touristique sont tels qu'ils lui donnent une place particulière dans la tradition de Paris.

ANDRÉE JACOB.

LA VILLE OU LA VIE ?

La France au bout du quai Le mal des tours

PALMA de Majorque avait, ce matin de janvier, un tout autre visage que celui des affiches touristiques : celui d'une femme qui, après avoir franchi le contrôle des billets de la gare d'Austerlitz, se retrouve seule face aux taxis, aux cars, au métro, et à toute l'agitation d'une grande ville qu'elle découvre pour la première fois.

« Je viens voir ma fille. Elle n'est pas là », répond-elle à un membre du service d'accueil de l'Office national de l'immigration (ONI). Elle tient une enveloppe sur laquelle figure une adresse dans le quinzième arrondissement. Le temps de la rassurer — en castillan, « Cette aussi fait partie de notre travail », confie l'interprète, — la famille arrive.

Le service d'accueil installé dans la gare d'Austerlitz est annoncé par un panneau lumineux dans la cour d'arrivée, boulevard de l'Hôpital. Un bureau très simple, récemment remis à neuf, est occupé par deux membres de l'ONI. Il se trouve à l'entrée des portes de Lyon, de l'Est et du Nord et dans l'aéroport d'Orly. Ces services ont pris le relais en avril 1974 d'associations privées. Depuis leur création, il y a un mois, ils comptent à leur actif seize mille cinq cents interventions « pour venir en aide à des groupes ou à des personnes isolées ».

Ils ont notamment pour mission de faciliter aux travailleurs immigrés la correspondance entre les différents centres parisiens.

Arrivés à Austerlitz, nombreux sont ceux, en effet, qui devront aller à Paris-Nord ou à Paris-Est vers l'Allemagne ou la Luxembourg. Des indications sur la manière d'utiliser les transports en commun ou de trouver des centres d'hébergement pour une nuit sont données. On ne demande rien : ni le nom ni la nationalité d'origine : on informe seulement : aussitôt le Portugais qui porte avec lui bagages, bouteille de vin et panier d'oranges que le Turc avec sa valise remplie d'haricots blancs. On cherche à éviter les drames : sacs égarés, argent volé ou enfants perdus.

Par exemple, pour ce groupe de soixante Portugais arrivé à la gare d'Austerlitz à 23 heures et qui doit rejoindre dès le lendemain Luxembourg, le service d'accueil vérifiera les horaires des trains, réservera un car et conduira les travailleurs à la gare de l'Est. Il faut savoir distinguer le migrant qui revient de vacances de celui qui arrive pour la première fois. Dans le second cas — une certaine initiative de notre part est nécessaire pour déceler une méfiance

naturelle », affirme un membre de l'office qui ajoute : « On reconnaît l'ancien du nouveau à sa rapidité à quitter la gare. »

Les plus débrouillards sont les Yougoslaves : les plus folkloriques, les Portugais ; les plus réservés, les Espagnols ; les plus facilement Marocains ; et les plus facilement perdus, les Turcs. Pour ces derniers, dès leur arrivée à la gare de Lyon, l'inquiétude apparaît. Est-ce bien le terminus ? Comme rien ne l'indique sûrement, ils refusent de quitter le compartiment. Plus tard, sans avis de celui qui dirige le groupe, ils ne voudront pas sortir de la gare. Ils ont peur de se faire escroquer. Ils se perdent dans les couloirs du métro. Des travailleurs ont passé la journée dans le métro pour aller de la gare de Lyon à la gare Montparnasse... qu'ils n'ont jamais atteinte. Le soir ils se retrouvent à la gare du Nord. Depuis cette mésaventure, un membre du service d'accueil accompagne les immigrés turcs à cette gare Montparnasse, la plus difficile d'accès car les couloirs de la station de métro sont particulièrement longs et les correspondances compliquées.

Il faudra aussi faire face à l'imprévu. Un moyen de communication entre deux gares devra être trouvé de toute urgence quand le car de la S.N.C.F. assurant la liaison n'a pas attendu, pressé par l'horare. On recherchera non pas un mais deux centres d'hébergement, car la majorité de ces centres acceptent soit l'homme, soit la femme, rarement les deux ensemble. Ce qui, évidemment, ne facilite pas les démarches et les déplacements de la famille, le lendemain matin.

L'arrêt, depuis juillet 1974, de l'immigration en France, a ralenti l'activité du service d'accueil de l'ONI. Mais la mesure ne s'applique pas aux travailleurs saisonniers. Au printemps 1974, cinq mille d'entre eux, des Espagnols et surtout des Portugais, ont transité par les gares de la capitale avant de gagner le nord du pays, où la main-d'œuvre fait défaut, pour bimer les betteraves.

Donner des renseignements, diriger un centre d'hébergement, piloter les immigrés à travers la capitale : ces tâches semblent bien remplies par les services d'accueil installés dans les gares. Mais... à la sortie de la gare ? Qui ne se souvient par exemple des mésaventures récentes de ces immigrés victimes de chauffeurs de taxi indécents ?

JEAN PERRIN.

« On est pris comme dans un filet »

DES grandes tours vitrées remplies de bureaux, restant les trouvait déjà froqués, manœuvres et l'idées ; on sait maintenant qu'elles provoquent anxiété et dépression chez ceux qui y travaillent. Pour essayer de corriger le mal, plusieurs grandes administrations, dont une française, ont fait appel à un psychiatre, le docteur F. Stradon, professeur à l'Université de Paris, qui a rapporté les résultats de son enquête aux Journées d'hygiène mentale organisées récemment au siège de l'UNESCO à Paris.

Afin de contenir le personnel, promoteurs et architectes avaient d'abord commencé par modifier, à grands frais, des couloirs larges, étroits, la climatisation est devenue mauvaise, les matériaux considérés comme insuffisamment légers. Les modifications ne firent pas disparaître les phénomènes d'anxiété et les troubles névrotiques.

L'entretien des bâtiments, l'assainissement des bureaux, la longueur interminable des couloirs, la fumée des pièces, la hauteur des plafonds contribuent, selon le professeur Stradon, à créer un climat d'insécurité, source de dépression ou d'agressivité. Dans les longs couloirs sans dégagements, par exemple, la personne qui arrive en face est considérée inconsciemment comme agressive et dangereuse. En outre, les labyrinthes font perdre le sens de l'orientation. On ne sait plus si d'un côté on s'agit de quel côté est la sortie. « On est pris comme dans un filet », dit l'un des employés. Dans les tours rondes, les pièces sont un peu coniques, les murs ne sont pas tout à fait parallèles. Les personnes qui sont à l'intérieur apparaissent déformées et cela se traduit par une impression de flottement et de malaise.

Dans les bureaux sans fenêtre ou dans des salles de conférences en sous-sol, même si elles sont vastes et lumineuses, on a l'impression « d'être dans un tombeau ». A la Maison de la radio à Paris, le service social a constaté beaucoup de troubles psychiques chez ceux dans les bureaux situés sur la cour ronde et fermée que chez ceux qui ont vue sur la rue. Dans ces palais dépressants, même la climatisation est mal supportée, et l'air purifié est jugé malsain ou mal traité.

Les décors floraux, les espaces verts ajoutés par les architectes pour apaiser cette anxiété sont, paradoxalement, mal supportés. Les changements de cadre de décor, pour être bien admis, doivent, selon le professeur Stradon, être faits globalement et non par étapes successives. Promoteurs et architectes s'inspireront-ils des résultats de cette enquête ?

MARIE-JOSE DURIEUX.

PARENT DE PASSAGE

PANTALON en patchwork, écharpe multicolore, barbu, Paul, étudiant aux beaux-arts est habillé depuis trois ans. Il n'a pas pour seule mission « de veiller pendant une soirée sur un nourrisson endormi. La régularité et les horaires mêmes de ses « gardes » l'obligent à jouer un certain « rôle » vis-à-vis des enfants. Il fait un peu de tout, « Je vais les chercher à l'école, je fais les courses, je prépare leur dîner, et puis je les couche... et les endort. »

Mener à bien ce genre de garde est, dit-il, difficile, si on n'a pas les mêmes idées pédagogiques que les parents. « Il n'est pas de mettre en œuvre des théories psychologiques savantes, mais d'avoir la même façon qu'eux de s'adresser aux enfants, de les considérer. Si je voyais rarement les enfants, mon attitude n'aurait pas une grande importance, mais les retrouver deux ou trois fois par semaine, je dois m'adapter à l'idée qu'ils se font de leur éducateur... même intermédiaire. Les enfants sont habitués à obéir à son

s'adresse à eux de telle ou telle façon. « Si j'étais trop autoritaire avec Vincent, ce serait la rupture, l'échec. « Si un bébé-aller suppose qu'il ne sont pas du tout habitués à venir les garder, ils peuvent le convaincre de n'importe quoi... » Et on les retrouve à minuit dans leur chambre, tout habillés, en train de jouer avec le chien Groucho. »

Pour Paul, le bilan est positif. Il y a trois ans, il « ne connaissait rien aux enfants ». « A tout appris avec eux et par eux. « J'avais entendu dire qu'il ne fallait pas occuper de leur façon de manger, qu'ils se tiendraient mieux l'âge venant. Mais c'est faux. Si on les laisse faire n'importe quoi, ils se tiennent de plus en plus mal. »

Paul a aussi appris à raconter des histoires. « Ce qu'ils aiment, en fait, c'est qu'on leur raconte toujours la même histoire, toujours de la même façon. Comme ils sont très imaginatifs, ils ont besoin de se mettre quelque chose dans la tête, d'y réfléchir avant de s'endormir. »

M.-C. ROBERT.

A travers les départements

Hauts-de-Seine

DES ELUS DÉMAGOGUES ?

PARLANT devant les « Amis de Vaucluse » réunis pour protester contre le projet de tracé de l'autoroute A 86 dans l'Ouest parisien, M. Claude Labbé, député des Hauts-de-Seine, président du groupe D.B. de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Depuis vingt-cinq ans, l'administration s'obstine à maintenir l'ensemble de l'opinion et des élus en projet de tracé routier inacceptable. Sûre de détenir la seule vérité, elle refuse d'examiner les solutions et les variantes qui lui sont présentées. Elle ne compte que sur le temps et l'usure des volontés pour parvenir ce qu'elle appelle le « bouclage » de la voie autoroutière. Elle considère les élus comme des démagogues uniquement préoccupés d'électoratisme, les représentants des associations de sauvegarde comme des pions, les habitants des communes menacées comme des épistes analphabètes. »

Seine-et-Marne

MYSTIFICATION DANS LA VILLE NOUVELLE

« DERNIÈRE-NEE des villes nouvelles, Melun-Sénart grandit — lentement mais imperturbablement — sans que le schéma directeur qui la concerne ait jamais été approuvé. Il est vrai que l'ensemble vient de haut jusqu'à en est de même du schéma directeur de la région parisienne pourtant en partie caduqué. »

« Ainsi peut-on affirmer que les pouvoirs publics assurent les moyens techniques et financiers d'exécuter des objectifs qu'ils se sont par ailleurs gardés d'approuver. Duplicité ou laxisme ? »

A. Melun-Sénart, les premiè-

res réalisations ont précédé de deux ans la création des institutions politiques responsables (établissement public et syndicats communaux). Cela n'a été possible que parce que l'organisme d'étude (en l'occurrence la « Mission ») a été prématurément doté de moyens techniques et financiers considérables. La loi Boscher qui régit les villes nouvelles est une mystification. Elle contient tous les moyens de contraindre les élus à se plier tout en leur laissant croire qu'ils conservent leur autorité. Mais, surtout elle sert à justifier la création d'une technocratie spécialisée. »

JACQUES BOYNETTE, (Maire socialiste) de Vert-Saint-Denis.)

Seine-Saint-Denis

COUP DE FREIN AUX INVESTISSEMENTS

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis a adopté pour 1975 (754 millions de francs). La plus grande partie de ce budget (70 %) est consacrée au secteur social, mais « les investissements y sont réduits » en raison, estime l'assemblée, « du refus de l'Etat d'assumer ses responsabilités ».

Les ressources existent pourtant, car, indiquent les élus, l'Etat a prévu en 1975 dans le département 4,89 milliards de francs d'impôts, alors que les communes du département recevaient 940 millions de francs, soit seulement 15 %.

Val-de-Marne

PAS DE LOGEMENTS SUR LA FERME

DANS une question écrite adressée au secrétaire d'Etat à la culture, M. Maxime Katsinsky, député communiste du Val-

de-Marne et maire de Villeneuve-le-Roi, s'inquiète des menaces qui pèsent sur la ferme de Mandres-les-Roses, dont le domaine a été acquis par une grande société immobilière qui doit y construire des logements.

« Ces bâtiments sont un exemple intéressant de l'architecture rurale de la région, estime le député. On peut apprécier en particulier les proportions de la cour intérieure et l'élégance du pigeonnier. Le défaut général et prolongé d'entretien pourrait servir de prétexte à la destruction définitive de ce témoin du passé historique de Mandres-les-Roses. La conservation de ces bâtiments permettrait au contraire de les utiliser à des fins culturelles. »

M. Katsinsky demande au secrétaire d'Etat de classer l'ensemble à l'inventaire des sites et monuments historiques.

Val-d'Oise

RECORD DE BUREAUX

C'EST dans le Val-d'Oise qu'a été autorisée, en 1973, la construction de la plus grande superficie de bureaux. Le projet de loi de finances pour 1975 indique que la répartition des agréments a été la suivante dans la région parisienne : Paris, 101 000 m² ; Hauts-de-Seine, 190 500 m² ; Seine-Saint-Denis, 214 000 m² ; Val-de-Marne, 50 000 m² ; Val-d'Oise, 215 000 m² ; Essonne, 107 000 m² ; Yvelines, 87 000 m² ; Seine-et-Marne, 30 500 m².

Une explication à cette situation particulière du Val-d'Oise : 117 000 m² de bureaux sur les 215 000 m² sont situés dans le nouvel aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France.

D'une façon générale on constate que c'est dans l'est de la région parisienne et dans les villes nouvelles que l'on compte les plus importantes surfaces de bureaux

agréés tandis que la part de Paris et des Hauts-de-Seine (où est située la Défense) décroît. Cela correspond aux priorités d'aménagement définies par la région.

Yvelines

LA TERRE N'A PLUS DE PRIX

« **L**'ACHAT par la SAFER de l'île-de-France de 744 hectares de terres agricoles au sud de Luynes règle partiellement le problème de la protection de la vallée de Chevreuse. En effet, l'état exceptionnel de conservation de cette région (si proche de Paris) n'est pas dû au hasard : depuis de nombreuses années, les sols appartenant à quelques grandes familles très fortunées et capables de maintenir un environnement de qualité autour de leurs demeures et châteaux.

Malheureusement, le prix du mètre carré a tellement augmenté qu'il est de moins en moins rentable de pratiquer l'agriculture classique là où l'on peut espérer y construire. Toute la région subit l'assaut des promoteurs, un instant ralentis par les effets de la crise actuelle, ils sont prêts à reprendre les transactions au moindre signe de redressement de l'activité économique du pays. A l'ouest de Paris, la campagne recule à grands pas. La SAFER ne pourra pas acheter tous les prés et tous les bois encore à vendre... »

La seule solution est dans la mise en place, au plus vite, d'une réglementation sévère interdisant systématiquement l'implantation de nouveaux grands ensembles immobiliers, afin de préparer, dès maintenant, une charta précise devant aboutir à la création du parc régional naturel de la haute vallée de Chevreuse. »

JULIEN LA BRUYÈRE, (Cernay-la-Ville.)

quand on sait que la fenêtre isolante peut réduire d'un quart les charges de chauffage on exige

BIVER et Climait

LES VITRAGES ISOLANTS DU LOGEMENT D'AUJOURD'HUI

fournis ou posés par
Alazard Isolation
 21, avenue du Docteur Arnold Netter - 75012 Paris
 Tél. : 344-10.99



Saint-Gobain Vitrage
 Saint-Gobain Industries (France)
 62, Bd Victor Hugo
 BP 124 92208 Neuilly-s/Seine

Biver et Climait sont posés dans l'ancien sans modification des fenêtres existantes grâce au joint de réduction Alazard.

150 de l'Alger

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

IMMIGRATION

Malgré la multiplication des appels au président de la République Trois des quatre Tunisiens grévistes de la faim ont été rapatriés par les autorités

Après un black-out officiel de quarante-huit heures, la préfecture de police a rendu public, lundi matin 27 janvier, l'expulsion de trois des quatre Tunisiens, qui avaient été arrêtés vendredi matin dans les locaux de l'église Saint-Hippolyte (troisième arrondissement de Paris), alors qu'ils y faisaient la grève de la faim, avec un Algérien, trois Mauriciens et plusieurs Français, pour protester contre la non-application de l'arrêt du Conseil d'Etat, annulant les circulaires Marcellin-Fonstaine sur les immigrés, et pour obtenir le caris de travail pour tous les immigrés qui se trouvent actuellement en France.

Jugés en situation irrégulière, ces Tunisiens avaient fait l'objet d'un « refus de séjour en France » et avaient été placés, dès samedi, dans un avion en partance pour la Tunisie. Devant leurs véhémentes protestations et le refus du pilote de les embarquer, les autorités ont finalement décidé de les rapatrier par d'autres voies. Le quatrième Tunisien, qui a été hospitalisé à la Pitié, à la suite d'un malaise, ferait à son tour l'objet d'un refus de séjour dès sa sortie de l'hôpital. Il sera donc probablement lui aussi rapatrié.

Les autres grévistes de la faim, Français, Algérien et les trois Mauriciens avaient été relâchés l'un après l'autre vendredi et dimanche. Mais les Mauriciens ont reçu un « avis de départ dans les huit jours » qui leur impose de quitter le territoire français sous huitaine. Les nombreux appels reçus par le président de la République pour l'intérieur pour éviter une telle issue sont donc restés sans effet.

A l'appel d'un texte rédigé par le cardinal Marty, les prêtres et des paroissiens de Saint-Hippolyte — texte qui a été cité et commenté dimanche dans de nombreuses églises de la capitale, — plusieurs centaines de chrétiens venus de paroisses parisiennes se sont joints dimanche à la journée de jeûne, de réflexion et de prière organisée à Saint-Hippolyte. Ce texte protestait contre le fait que la police ait procédé à l'interpellation de grévistes de la faim « dans l'église, ultime lieu de refuge pour des hommes qui n'avaient pas d'autres ressources que de se confier à l'hospitalité de leurs frères » ; il exprimait l'opinion de l'intervention « très rapide des évêques auprès des autorités » et se félicitait de ce que « les chrétiens, malgré leurs divergences politiques parfois antérieures, maintiennent ensemble les exigences de la justice, de la vérité et de l'accueil ».

Les interventions en faveur des grévistes de la faim s'étaient multipliées, pendant le week-end, auprès du président de la République et de M. Poniatowski. Elles émanaient de la Mission populaire évangélique — gérante du centre

● M. LOUIS MARTINON-MAUREL, animateur du foyer de travailleurs immigrés du 60, rue de Charonne à Paris, poursuit la grève de la faim qu'il a entreprise le 22 janvier afin d'alerter les pouvoirs publics sur les conditions de vie des travailleurs immigrés et, en particulier, sur l'insuffisance des moyens mis à la disposition des foyers chargés de les héberger.

A Marseille

HEURTS ENTRE LES REPRÉSENTANTS DE DEUX MOUVEMENTS D'IMMIGRÉS

Des heurts ont opposé, le 26 janvier à Marseille, des membres de l'Amicale des Algériens en France et des représentants du Mouvement des travailleurs arabes (M.T.A.). Plusieurs personnes ont été légèrement blessées et ont reçu des soins sur place. Selon le M.T.A., deux de ses militants, touchés à la tête, ont dû être hospitalisés. L'incident s'est produit au cours d'un rassemblement du M.T.A. devant l'église Saint-Théodore, dans le quartier de la porte d'Aix, qui abrite de nombreux travailleurs immigrés. Sans être toutefois aussi violents, des incidents se sont déjà produits dans ce quartier à plusieurs reprises entre des membres de l'Amicale et du M.T.A. Une déléguée du M.T.A. devait se rendre le lundi 27 janvier au consulat d'Algérie à Marseille « pour protester contre les agissements des membres de l'Amicale des Algériens ».

L'Amicale des Algériens en France est un mouvement en partie issu du F.L.N. et reflète généralement les positions du gouvernement de M. Mitterrand, tandis que le M.T.A., créé il y a environ quatre ans, regroupe plutôt des immigrés considérés comme des opposants aux politiques conjoncturelles, marocaines ou algériennes.

● CENT CINQUANTE-SIX MILLIERS DE TONNES D'ACTIER BRUT ont été coulées en 1974 dans la Communauté européenne, soit 4 % de plus qu'en 1973. La production de fonte a atteint de son côté 111,8 millions de tonnes (+ 4,7 %).

Action sociale

● M. RENE LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, qui inaugurerait vendredi 24 janvier à Svry (Essonne) une résidence pour personnes âgées, a rappelé les grandes lignes de la politique gouvernementale en faveur du troisième âge : autonomie, lutte contre la ségrégation, liberté de choix. Au sujet des personnes âgées invalides ou semi-invalides, M. Lenoir a indiqué que, pour éviter un transfert traumatisant quand survient une invalidité, « il a été proposé que les maisons de retraite ou foyers-logements comportent jusqu'à 25 % de lits médicalisés ».

Agriculture

● LE MAINTIEN DU REVENU DES AGRICULTEURS. — M. Jacques Chirac a confirmé, dimanche 26 janvier, à Grammat (Loz), la décision du gouvernement d'augmenter en 1975 aux agriculteurs une évolution suffisante de leurs revenus, grâce à une aide complémentaire. « Nous demandons à la Communauté de la prendre en charge, pour tout ou partie », précise M. Jacques Chirac. Mais dans l'hypothèse où elle ne l'accepterait pas, nous prendrions sur le plan national, et, bien sûr, conformément à la lettre et à l'esprit des règlements communautaires, des mesures nationales pour compenser l'insuffisance de revenus qu'entraînerait pour les agriculteurs un simple relèvement de 10 % de leurs prix.

Automobile

● COMMERCIALISATION DE LA CITROËN GS-X2. — La

FAITS ET CHIFFRES

Citroën GS-X2, présentée au de Paris, est maintenant commercialisée. La GS-X2 a, on le sait, un moteur plus puissant (9,5 ch DIN de plus que la GS Spécial) et plus nerveux (35 sec. 0-100 aux 1 000 mètres contre 38 sec. 1/10 pour la GS Spécial), des phares supplémentaires à longue portée, un tableau de bord à cadrans ronds.

Logement

● LE BAREME DES NOUVEAUX PLAFONDS DE RESSOURCES pour l'attribution de logements H.L.M. est publié au Journal officiel du 24 janvier. En hausse de 17,5 % cette année, ce barème est désormais calculé d'après l'évolution de l'indice I.N.S.E.E. du coût de la construction du troisième trimestre (au lieu du quatrième).

Conjoncture

● M. NORBERT SEGARD, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, a indiqué, le 23 janvier, qu'en 1974 deux secteurs avaient été « particulièrement dynamiques » : l'agriculture, dont l'excédent commercial est passé de 6,3 milliards de francs à près de 11 milliards de francs, et les biens d'équipement, dont le déficit de 0,7 milliard s'est transformé en un surplus de 1,1 milliard. Il a précisé que, afin de parvenir en décembre 1975 à un équilibre des échanges extérieurs, il faudrait maintenir un excédent mensuel hors énergie de l'ordre de 4 milliards de francs, « qui peut être atteint ».

● SEPT PRIX NOBEL viennent de lancer un appel dans lequel ils s'interrogent sur les alternatives possibles aux systèmes économiques occidentaux. Les sept signataires, l'Anglais Maurice Wilkins (prix Nobel de médecine, en 1962), le Néerlandais Jan Tinbergen (économie, en 1969), le Français Alfred Kastler (physique, en 1966), les Américains Max Delbrück (médecine, en 1969)

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Nationale des Industries Textiles « Sonitex »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale des Industries Textiles lance un appel d'offres international pour la réalisation d'un projet de :

FILATURE TEINTURE COTON 5.000 TONNES

La remise des offres aura lieu, au plus tard, le 15 mars 1975, à 12 heures.

Les cahiers des charges pourront être retirés dès la parution de cette annonce à :

SONITEX - Division Projets et Réalisations, 5, rue Abane-Ramdane - 4^e étage - ALGER.

Les offres seront remises à la même date indiquée, et à la même adresse.

Rationnelles. Résolues. Energiques. Maintenant soyez logique avec vous-même.



Vous savez quel conducteur vous êtes. Et vous savez ce que vous attendez de votre voiture, ou de votre prochaine voiture. Quant à nous, nous avons aussi une idée très précise de ce que doit être une automobile. C'est d'ailleurs presque une idée fixe. Comme le prouve notre gamme BMW 2 portes, par exemple.

Ce sont 4 voitures : la 1602 (85 CV DIN - 9 CV), la 1802 (90 CV DIN - 10 CV), la 2002 (100 CV DIN - 11 CV) et la 2002 ti (130 CV DIN 11 CV). La cylindrée change. Pas le concept.

Comme toutes les BMW, elles sont parfaitement « homogènes » : leurs solutions sont identiques. Elles ont été étudiées pour donner à la voiture une vivacité, une tenue de route, une fiabilité hors du

commun. Elles possèdent toutes 4 roues indépendantes, 2 circuits de freinage totalement séparés et doublés, un pare-brise feuilleté. Parce que nous accordons autant d'importance au confort qu'à la sécurité.

Bien sûr, en achetant une BMW compacte 2 portes, vous n'achetez pas tout à fait la même voiture que nos grandes 6 cylindres. Mais vous achetez la même idée.

Il ne vous reste qu'à déterminer si vous y adhérez.

BMW Import s.a. - 116 av. Aristide-Briand - 92220 Bagneux

BMW 1602. 1802. 2002. 2002 Ti



BMW. Le plaisir de conduire.

150

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

Le marché des euro-obligations a enregistré sa plus forte reprise depuis cinq ans.

La demande pour les émissions en eurodollars a été importante, celle qui a été portée récemment sur les notes à 6 et 9,75 %.

LONDRES

Le redressement de la Bourse de Londres s'est poursuivi à une telle allure qu'une hausse de 10 % était attendue pour la fin de l'année.

B. A. L. O.

Le numéro du 27 janvier publie notamment les informations suivantes: Votations - Emission au pair de 300 000 actions nouvelles de 100 F.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets publics - Taux de France - Taux de marché

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NOBEL-ROXEL - Le bénéfice net de 1974 s'élevait à 9,91 millions de francs, marquant une progression de plus de 50 % par rapport à l'exercice précédent.

INDICES QUOTIDIENS

INSEE Base 100 : 31 déc. 1974. Valeurs françaises : 112,71. Valeurs étrangères : 106,2. C.A. DES AGENTS DE CHANGE (Base 100) : 29 déc. 1974. Indice général : 66,2.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen) : 286 2/3

Table of stock market values and prices for various companies and sectors, including columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Dernier préced.'.

BOURSE DE PARIS - 24 JANVIER - COMPTANT

Table of stock market values and prices for the Paris stock exchange, including columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Dernier cours', and 'Dernier préced.'.

Compte tenu de la priorité de décaissement des actions, les erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Table of forward market values and prices for various commodities and currencies, including columns for 'VALEURS', 'Précéd.', 'Prem. cours', 'Dernier cours', and 'Compt. Prem. cours'.

Table of forward market values and prices for various commodities and currencies, including columns for 'VALEURS', 'Précéd.', 'Prem. cours', 'Dernier cours', and 'Compt. Prem. cours'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', 'COURS', and 'COURS'.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', 'COURS', and 'COURS'.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. LA PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE SUR L'ÉNERGIE
3. LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT SADATE
- 4-5. EUROPE
 - CHYPRE : les Turcs recensent les personnes et les biens en zone occupée.
 - 5. AFRIQUE
 - 6. Océanie
 - La Pacifique du Sud ou la difficulté d'être « (1) », par Jacques Decouray.
 - 7. ASIE
 - BANGLADESH : l'instauration d'un régime présidentiel marque un net renforcement du pouvoir de M. Mujibur Rahman.
 - 7. AMÉRIQUES
 - ETATS-UNIS : les dossiers du F.B.I. sur la vie privée des anciens présidents.
 - 8-11. POLITIQUE
 - DEUX POINTS DE VUE : Qui gouverne ? par B. Fessard de Foucault et J. Robert.
 - 11. RELIGION
 - Le conseil national de l'Action catholique indépendante.
 - 13. MÉDECINE
 - Mau Veil à Tulle et à Ussel : le béton ne résout pas tout.
 - 13-14. ÉDUCATION
 - Le P.S. prépare une proposition de loi sur l'enseignement.
 - 16. SPORTS
 - Escrime : les Soviétiques ou-dessus du lot.
 - Automobile : Pace, vainqueur du Grand Prix du Brésil.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE
(PAGES 17 à 20)

- L'évolution de l'informatique européenne : « Il existe entre l'Europe et l'Amérique une possibilité d'accord technique », nous déclare le ministre ouest-allemand de la recherche scientifique.
- POINT DE VUE : Des équipements en quêtes d'équipages, par Sylvère Seurat.
- Où en est la planification en France ? Pour que ne disparaissent pas la concentration, par Pierre Castagnou. Erreurs passées et propositions pour l'avenir, par Maurice Dommenath.

21. RADIO-TELEVISION
- 22-23. ARTS ET SPECTACLES
 - EXPOSITIONS : peintres d'aujourd'hui et de demain.
23. MODE
 - Les nouvelles collections.
31. JUSTICE
 - Conseil d'Etat : la limite des pouvoirs en matière de censure.
32. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
 - A PROPOS DE... l'année du patrimoine architectural.
33. LA RÉGION PARISIENNE
 - La ville ou la vie ?
- 34-36. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
 - HONORAIRES MÉDICAUX : les dentistes refusent de signer une convention avec les caisses d'assurance-maladie.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (21)
Annonces classées (23 à 30)
Carnet (23) : aujourd'hui (24)
Journal officiel (24) : Loterie nationale (24) : Méétéorologie (24) : Météo croisée (24) : Finances (27).

europcar
645.2125

(Publité) MESSIEURS

« UN LIEU » « DES MOYENS »
Pour ceux qui veulent s'assumer intégralement en travaillant pour leur équilibre physique et mental, par la pratique de

HATHA YOGA
et la prise de conscience de

HARA TANDEN
au Centre de Culture Psychosomatique Albert-Léon WEISS
3, rue d'Anjou — 75008 PARIS
Pour rendez-vous de contact et d'informations, téléphoner à : 265-20-89

A B C E F G H

En Thaïlande

Les électeurs ont opté en faveur des candidats civils et intègres

Bangkok. — On n'achète pas des voix avec de l'argent. Telle est la réaction des observateurs à l'annonce des premiers résultats des élections législatives qui se sont déroulées, dimanche 28 janvier, en Thaïlande. Les partis les plus riches, qui avaient dépensé sans compter et proclamé qu'ils formeraient le nouveau gouvernement, ont été battus. En particulier le parti nationaliste Chat Thai. Celui-ci n'a obtenu que vingt-deux des deux cent cinquante-quatre sièges attribués lundi en début d'après-midi, sur un total de deux cent soixante-neuf.

Le groupe des généraux qui avaient commencé leur carrière au service du maréchal et ancien dictateur Phibun ont raté leur entrée sur la scène politique.

De notre correspondant

La même méconnaissance est arrivée au chef du Parti de la justice sociale, le Dhamma Sangkhom. M. Dewitt King-Pathum, les membres de son parti, Pan Charit, se prétendaient le « Gandhi thaïlandais », ne lui ont été d'aucun secours : son parti obtient quarante-cinq sièges, et les deux formations qui lui sont allées, trente-quatre.

Les démocrates de M. Seni Pramot sont, contrairement aux pronostics des experts locaux, les grands vainqueurs : ils conquièrent vingt-trois sièges, et le nombre de leurs élus approche déjà soixante-dix. M. Seni Pramot, qui, avec constance et non sans courage, a dirigé pendant plus de vingt ans l'opposition aux militaires, et dont l'incorruptibilité et l'honnêteté font exception, a déjà commencé ses consultations pour former le nouveau gouvernement. Il devrait s'allier avec les forces nouvelles, le Front uni, et les deux partis socialistes, qui totalisent trente-quatre mandats. Il pourrait peut-être compléter son rapport au parti d'action sociale, le Kit Sangkhom — de M. Kukrit Pramot, son frère, qui, avec une quinzaine d'élus, s'est toujours tenu en dehors de la vie politique.

« Le peuple thaïlandais a fait preuve de sa maturité », nous a dit un universitaire. « Il a montré clairement qu'il ne voulait pas des militaires au pouvoir. Le retour avorté de l'ancien dictateur Thanom Kittikachorn, en décembre, y est sans doute pour quelque chose. En tout cas, les prochaines élections auront lieu dans un climat où les dépenses ne dépasseront pas deux fois leur argent pour rien. »

PATRICE DE BEER.

En Italie

Le troisième procès de Pietro Valpreda s'est ouvert à Catanzaro

De notre envoyé spécial

Catanzaro. — Vingt-cinq accusés, une centaine d'avocats, deux cent cinquante policiers appelés en renfort pour l'occasion, ont ouvert le troisième procès Valpreda, qui s'est ouvert lundi 27 janvier à Catanzaro, pourrait bouleverser pendant plusieurs semaines les habitudes provinciales de ce chef-lieu de Calabre, plus célèbre jusqu'à présent pour son industrie du velours et de la soie que pour son tribunal.

Valpreda, que toute la presse de gauche présente comme innocent, victime d'une machination, avait été arrêté en décembre 1969 sur la foi du témoignage douteux d'un chauffeur de taxi : l'anarchiste se serait fait déposer à la Banque de l'agriculture de Milan avec une grosse serviette, juste avant l'attentat qui fit seize morts le 12 décembre 1969, mais le chauffeur de taxi est mort depuis, comme d'autres « témoins » de l'affaire, et Valpreda devait être relâché en décembre 1972. Il a déjà connu deux procès avortés : le premier à Rome en mars 1974, fut interrompu par la cour de cassation, qui décida que Valpreda ne pouvait être jugé séparément de Freda et de Ventura. N'étant pas impliqués, eux aussi, dans l'attentat de Milan ?

Pietro Ventura et les membres de son « groupe » ne sont jugés que pour les événements du 12 décembre 1969 : les attentats de Milan et de Rome. Le « groupe » Freda, en revanche, est poursuivi aussi pour dix-sept autres attentats survenus la même année à Rome, à Milan, à Turin, à Padoue et sur des trains. Pendant des années, on s'est évertué à chercher un lien entre ces deux groupes, attribuant à l'un l'organisation de la tuerie et à l'autre son exécution. Cette théorie commode paraît aujourd'hui sans fondement, même si le nom d'un mystérieux individu, Mario Neriho, figure dans les deux dossiers. Néo-fasciste déguisé peut-être en anarchiste, il avait aidé Valpreda à fonder le « Mouvement du 22 mars ».

Jeune avocat padouan, imbu de néo-nazisme, Franco Freda n'a toujours pas expliqué aux juges pourquoi il s'est procuré, en septembre 1969, des systèmes de réarmement pour des explosifs, du même type que ceux utilisés à la Banque de l'agriculture de la Piazza Fontana. L'éditeur Gio-

VOYAGE DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

M. Gromyko est attendu au Caire au début de février

De notre correspondant

Moscou. — C'est avec une grande discrétion et sans aucun commentaire que le presse soviétique a annoncé, dimanche 26 janvier, le prochain voyage de M. Gromyko en Égypte du 3 au 5 février. Le journal russe de haut niveau a communiqué — « une visite d'amitié » — ne doit pas faire illusion. Si on ne s'écrit pas encore dans les journaux, on ne cache plus dans les conversations privées que les relations soviéto-égyptiennes traversent de nouveau une phase difficile. Le président Sadate a récemment refusé totalement responsable d'une crise qu'il ne fait qu'entretenir par des propos aussi évasifs qu'insoufferts à que ceux contenus dans sa récente interview au Monde.

Sans se faire aucune illusion sur la possibilité d'une coopération sérieuse et durable entre Le Caire et Moscou, les dirigeants soviétiques paraissent ne pas vouloir prendre l'initiative d'une rupture ouverte avec l'actuel régime égyptien. C'est pourquoi toutes les récentes déclarations de M. Sadate ont été soigneusement commentées de leurs remarques et ambiguïtés.

Le président Sadate s'était engagé en octobre dernier non seulement à mettre fin à ses attaques antisoviétiques, mais aussi à soutenir sérieusement les efforts de Moscou pour obtenir une nouvelle convocation de la conférence de Genève sur le Proche-Orient. Or, fait-on remarquer, il vient de violer ces deux engagements.

Le voyage au Caire de M. Gromyko serait dû à une initiative soviétique : c'est à la suite d'une démarche de Moscou s'efforçant de l'attitude égyptienne que les deux parties se seraient mises d'accord sur un déplacement du ministre soviétique des affaires étrangères.

A moins de deux semaines du voyage de M. Gromyko, on peut ainsi résumer la position soviétique face à l'attitude égyptienne de M. Sadate :

● **LES LIVRAISONS D'ARMEMENT.** On reconnaît à Moscou que l'Égypte n'a pas reçu tout ce qu'elle réclamait ; il est vrai également que M. Sadate reste opposé à toute concertation avec l'Union soviétique. L'U.R.S.S. ne peut accepter de notre considérée que comme un arsenal. Si l'Égypte était attaquée par Israël, ajoute-t-on, elle serait de toutes les manières en mesure de résister, conformément au traité d'amitié signé par Moscou et Le Caire en 1971.

● **LES DIVERGENCES POLITIQUES.** Le président Sadate non seulement n'a pas renoncé à la tactique des « petits pas » mais il a même réaffirmé sa position revient à repousser à une date de plus en plus hypothétique la reprise de la conférence de Genève. L'U.R.S.S. considère cette politique comme vaine à l'échelle elle estime aussi que, objectivement, Le Caire fait le jeu de Washington au Proche-Orient.

● **LA RENEGOCIATION DES DETTES ÉGYPTIENNES.** Le Caire doit plusieurs milliards de roubles à l'U.R.S.S. (des évaluations varient entre 4 et 8 milliards) ; l'ampleur de ces dettes

NOUVELLE BAISSE DU DOLLAR : 4,27 FRANCS

Le dollar a continué à s'affaiblir lundi sur les marchés des changes. A Zurich, malgré les mesures draconiennes prises par les autorités helvétiques, il a battu un nouveau record historique de baisse à 2,685 F contre 2,47 F vendredi. A Francfort, il a glissé à 2,71 DM contre 2,22 DM. En Paris, son cours est tombé à 4,27 F contre 4,28 F. Le prix de l'once d'or sur le marché de Londres est sensiblement remonté de 176,75 dollars vendredi matin à 179 dollars.

ROBERT SOLÉ.

« LA COUPE SUR CHEVEUX SECS, C'EST NOTRE SUR MESURE »

Gaston LEBRE :

Après tout, je peux partir comme ça, voilà le plus beau compliment que puisse me faire une cliente après une simple coupe de cheveux. Sans rien en plus.

Le coupe est la base de la coiffure. C'est quelque chose de décisif, de solide, de permanent. Il faut créer et adapter des coupes à chaque cliente. Toutes ont une nature et une implication de cheveux différents. Comme les cheveux ont une forme d'un côté, faire des coupes bien adaptées, choisir un volume et une longueur d'après la morphologie du visage, tenir compte de la chevelure et donner ensuite le détail mode.

On coupeur doit penser à la coupe de la coiffure. Je coupe toujours les cheveux à sec. Il est important, sur des cheveux mouillés, de contrôler les volumes, les épés, les mouvements, les défauts. Une frange, coupée sur des cheveux mouillés, sera toujours plus courte une fois sèche.

Gaston LEBRE

27, rue Saint-Sulpice, PARIS (6^e)
OUVERT LE LUNDI — NOCTURNE LE MERCREDI
Prendre rendez-vous
PARKING PLACE SAINT-SULPICE — Tél. : 325-16-64

A Rome

TROIS MILLE PERSONNES ONT PARTICIPÉ A UNE « CONFÉRENCE NATIONALE SUR L'AVORTEMENT »

Rome (A.F.P.). — Trois mille personnes ont participé, dimanche 26 janvier à Rome, à la dernière journée de la « conférence nationale sur l'avortement » organisée à l'initiative du parti radical italien. Comme prévu, la fondatrice du Centre d'information sur la stérilisation et l'avortement — créé par le parti radical, et qui gère une clinique d'avortements à Florence — a été arrêtée par la police. Mme Adèle Facco était avec le coup d'un mandat d'arrêt depuis l'arrestation, le 12 janvier, du secrétaire général du parti radical, M. Gianfranco Spadolini, et de quatre personnes travaillant dans la clinique du CISA à Florence.

Mme Facco a été appréhendée dimanche en pleine séance. Elle a le aux congressistes le texte d'un mandat d'arrêt que lui présentait le chef du bureau politique de la préfecture de police, puis s'est déclarée « s'être toujours abstenue à la prison où languissent les centaines de victimes de nombreuses injustices ».

JACQUES AMALRIC.

Tant que le règlement sur la discipline n'aura pas été modifié nous l'appliquerons tel qu'il est

déclare le général de Boissieu

Remettant samedi à Satory la cravate de commandeur de la Légion d'honneur au général Gillois, inventeur de nombreux engins militaires de franchissement (les « ponts Gillois »), le général Alain de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, a notamment déclaré : « La discipline fait aujourd'hui comme hier la force principale des armées. Le président Mao a écrit dans le petit livre rouge : « Aucune infraction à la discipline ne sera tolérée. » Il en va de même dans nos armées. Nous avons un règlement de discipline générale qui date de moins de dix ans, il faut l'appliquer tel qu'il est. Le jour où il sera modifié, nous agirons en conséquence. Pour nous, les militaires, il n'y a pas de bonnes lois et des lois « sociales ». Il y a tout simplement des lois de la République que nous devons appliquer et, parmi celles-ci, la loi sur le statut général des militaires. »

« Vous voyez la tête des deux cents généraux de l'armée de terre si on leur dit que, demain, il y a la guerre ? », disait vendredi à Nîmes le général Bigeard.

On sait désormais ce que ferait en pareilles circonstances le général de Boissieu : il prendrait immédiatement l'offensive. Contre les journalistes.

Pourtant, si des journalistes n'avaient dénoncé depuis de longs mois l'insouciance et l'inadaptation du système militaire, le chef d'état-major de l'armée de terre s'efforcerait-il de résoudre les « problèmes » dont, après l'avoir longtemps nié, il veut bien aujourd'hui admettre l'existence ? — J. P.

● **Le colonel Argoud**, qui dédicacait, samedi 25 janvier à Dijon, son livre « La Décadence, l'Imposture et la Tragédie », a été frappé par deux jeunes gens se réclamant du GIAD (Groupe d'intervention antisociété djennaise).

Le colonel Argoud, qui a poursuivi ses dédicaces malgré l'incident, a précisé : « L'un des jeunes gens m'a frappé à la tête de la poigne à la main droite. Aussitôt mes amis, aidés de certains témoins, se sont emparés d'eux et leur ont infligé la correction qu'ils méritaient. »

Pour sa part, le GIAD a fait parvenir à la presse un communiqué dans lequel il dit avoir « gravé publiquement le colonel Argoud, tortionnaire et assassin du peuple algérien. »

[Ancien chef de l'O.A.S., le colonel Argoud avait au moment du putsch des colonels, en avril 1961, tenté d'obtenir en Algérie le ralliement de diverses unités militaires.]

Le chef d'état-major général de l'armée, qui participait le dimanche 28 janvier aux cérémonies du trentième anniversaire de la Libération de Grusenheim, près de Colmar, a déclaré : « Il n'y a pas de malaise dans l'armée. Les soldats n'ont pas de vapours comme les artistes. Nous avons des problèmes. Ces problèmes, nous les résoudrons, mais nous les résoudrons à condition qu'on veuille bien envisager ces problèmes honnêtement et non pas en nous injurant d'une façon malhonnête dans les journaux. »

« Nous nous permettons de dire à nos directeurs et rédacteurs en chef : « Où êtes-vous lorsque nous combattons en Alsace pour la libération de la France ? », et d'autres qui sont plus jeunes et qui nous donnent des conseils sur la façon de réformer les institutions militaires : « Où, quand et comment avez-vous fait votre service militaire ? »

Prédisant qu'après avoir fait une synthèse de ces attaques, il avait constaté que, sur quatorze journaux qui nous insultaient, deux seulement avaient fait leur service militaire. »

Le numéro du « Monde » daté 26-27 janvier 1975 a été tiré à 521 960 exemplaires.

ANJOU

15^e

19, RUE DE LOURMEL

habitable immédiatement

PRIX FERMES

2 PIECES

entièrement équipés

SOLEIL

Maison appartement moderne sur place, mardi, jeudi, samedi 10 h - 12 h - 20 h - 19 h

ANJOU 09.99

7, Bd. MALESHERBES, PARIS 8^e

